



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

3 3433 06934613 2

Société

Histoire
Général
Partielle



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE
DE COMPIÈGNE

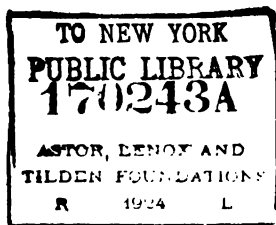
TOME NEUVIÈME



COMPIÈGNE
IMPRIMERIE HENRY LEFEBVRE

31, RUE DE SOLFERINO, 31

—
1899



W. W. W. W. W.
3185
W. W. W. W. W.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRET

de reconnaissance d'utilité publique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique,
des Beaux-Arts et des Cultes,

Vu la demande formée par la Société Historique de
Compiègne, à l'effet d'être reconnue établissement d'utilité
publique,

Vu les Statuts de cette Société,

Vu la notice rédigée sur ladite Société,

Vu l'extrait du procès-verbal de la séance tenue le 21 dé-
cembre 1893, par l'Assemblée générale de la Société Histo-
rique de Compiègne,

Vu l'état de la situation financière ;

Ensemble les autres pièces à l'appui,

La Section de l'Intérieur, des Cultes, de l'Instruction
publique et des Beaux-Arts, du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

La Société Historique de Compiègne, fondée en 1868,
est reconnue comme établissement d'utilité publique.

ARTICLE 2.

Les Statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés. Aucune modification ne pourra y être apportée sans l'autorisation du Gouvernement.

ARTICLE 3.

Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 mars 1895.

Signé, FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République,

Le Ministre de l'Instruction publique,
des Beaux-Arts et des Cultes,

Signé, R. POINCARÉ.

Pour ampliation,

Pour le Directeur du Secrétariat et de la Comptabilité,
Le Chef de Bureau,

Signé, SAINT-ARROMAN.

Société Historique de Compiègne

STATUTS

I. — But et composition de la Société

ARTICLE PREMIER

L'Association dite : *Société historique de Compiègne*, fondée en 1868, a pour but l'étude de l'histoire, des antiquités et des arts ; mais elle embrasse plus spécialement, dans le cadre de ses recherches, tout ce qui se rapporte à Compiègne et à la région environnante.

Elle a son siège à Compiègne (Oise).

ARTICLE 2.

Les moyens d'action de la Société sont :

1° La publication d'un bulletin, de mémoires et de documents divers, ainsi que la reproduction de monuments iconographiques ;

2° Les conférences et excursions scientifiques ;

3° Les recherches et fouilles, et la réunion de collections historiques et archéologiques ;

4° Les concours et prix ;

5° Les expositions d'objets rentrant dans le cadre des études de la Société ;

ARTICLE 3.

La Société se compose :

1° De membres titulaires en nombre illimité ;

2° De membres honoraires, au nombre de vingt-cinq au maximum ;

3° De membres correspondants en nombre illimité.

Pour être membre titulaire, il faut :

a. Être présenté par deux membres titulaires de la Société, et agréé par la Société dans la séance qui suit la présentation ;

b. Payer une cotisation annuelle dont le minimum est fixé à dix francs ;

c. Payer un droit de diplôme fixé à cinq francs.

La cotisation peut être rachetée en versant une somme fixe égale à quinze fois le montant de la cotisation annuelle.

Pour être membre honoraire, il faut être connu dans la science par ses travaux ou avoir rendu à la Société des services signalés.

Les membres honoraires ne paient aucune cotisation.

Le Préfet du département et l'Évêque du diocèse sont de droit membres honoraires.

Les membres honoraires et les membres correspondants sont nommés dans la même forme que les membres titulaires. Ils ne paient ni cotisation ni droit de diplôme.

ARTICLE 4.

La qualité de membre de la Société se perd :

1° Par la démission ;

2° Par la radiation prononcée, pour motifs graves, par le Conseil d'administration ; le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir ses explications, sauf recours à l'Assemblée générale.

II. — Administration et fonctionnement.

ARTICLE 5.

La Société est administrée par un Conseil, composé de douze membres, élus pour deux ans par l'Assemblée générale.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit au remplacement de ses membres, sauf ratification par la plus prochaine Assemblée générale.

Le renouvellement du Conseil a lieu tous les deux ans.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil élit parmi ses membres un bureau composé d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Secrétaire, d'un Secrétaire-adjoint, d'un Trésorier et d'un Archiviste.

Et deux commissions de publication et des finances, composées chacune de trois membres.

Le Président et le Vice-Président ne peuvent, à l'expiration de leurs fonctions, y être appelés de nouveau qu'après un intervalle d'un an.

ARTICLE 6.

Le Conseil se réunit une fois par mois, et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence du tiers des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

ARTICLE 7.

Toutes les fonctions de membre du Conseil d'administration et du Bureau sont gratuites.

ARTICLE 8.

L'Assemblée générale des membres titulaires et honoraires de la Société se réunit une fois par an, au mois de décembre, et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration.

Son Bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'administration, sur la situation morale et financière de la Société.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour, et pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'administration.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés, chaque année, à tous les Membres, au Préfet du département, et au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts.

ARTICLE 9.

Les dépenses sont ordonnancées par le Président.

La Société est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Trésorier.

ARTICLE 10.

Les délibérations du Conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles, aliénations de valeurs dépendant du fonds de réserve, prêts hypothécaires, emprunts, constitutions d'hypothèques et baux excédant neuf années, ne sont valables qu'après l'approbation de l'Assemblée générale.

ARTICLE 11.

Les délibérations du Conseil d'administration relatives à l'acceptation des dons et legs, les délibérations de l'Assemblée générale relatives aux acquisitions et échanges d'immeubles, aliénations de valeurs dépendant du fonds de réserve et prêts hypothécaires, ne sont valables qu'après l'approbation du Gouvernement.

III. — Ressources annuelles et fonds de réserve.

ARTICLE 12.

Les ressources annuelles de la Société se composent :

1° Des cotisations et souscriptions des membres ;

- 2° Des subventions qui pourront lui être accordées ;
- 3° Du produit des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 4° Enfin, du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ARTICLE 13.

Le fonds de réserve comprend :

- 1° La dotation ;
- 2° Le dixième au moins de l'excédent des ressources annuelles ;
- 3° Les sommes versées pour le rachat des cotisations ;
- 4° Le produit des libéralités autorisées sans affectation spéciale.

ARTICLE 14.

Le fonds de réserve est placé en rentes nominatives 3 p. 100 sur l'Etat, ou en obligations nominatives de chemins de fer dont le minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

Il peut également être employé en acquisition d'immeubles, pourvu que ces immeubles soient nécessaires au fonctionnement de la Société, ou en prêts hypothécaires, pourvu que le montant de ces prêts réuni aux sommes garanties par les autres inscriptions ou privilèges qui grèvent l'immeuble, ne dépasse pas les deux tiers de sa valeur estimative.

IV. — Modifications des Statuts et dissolution.

ARTICLE 15.

Les Statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil ou du dixième des Membres titulaires, soumise au Bureau au moins un mois avant la séance.

L'Assemblée extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, ne peut modifier les Statuts qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents.

L'Assemblée doit se composer du quart, au moins, des Membres en exercice.

ARTICLE 16.

L'Assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de la Société et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre, au moins la moitié plus un des Membres en exercice. La dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents.

ARTICLE 17.

En cas de dissolution ou en cas de retrait de la reconnaissance de la Société comme établissement d'utilité publique, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation des biens de la Société. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique.

Ces délibérations sont adressées sans délai au Ministre de l'Instruction publique.

Dans le cas où l'Assemblée générale n'ayant pas pris les mesures indiquées, un décret interviendrait pour y pourvoir, les détenteurs des fonds, titres, livres et archives appartenant à la Société s'en dessaisiront valablement entre les mains du Commissaire liquidateur désigné par ledit décret.

V. — Règlement intérieur et surveillance.

ARTICLE 18.

Les délibérations de l'Assemblée générale, prévues aux articles 15, 16 et 17, ne sont valables qu'après l'approbation du Gouvernement.

ARTICLE 19.

Un règlement, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Ministre de l'Instruction publique, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents Statuts. Il peut toujours être modifié dans la même forme.

ARTICLE 20.

Le Ministre de l'Instruction publique aura le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par la Société et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

.

Liste des Présidents et Vices-Présidents

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE

Présidents :

1868. Du LAC (Jules).
 1869. —
 1870-71. WOILLEZ (Emmanuel).
 1872. De ROUCY (Albert), *, ☉, I. ✕.
 1873. De BICQUILLEY (le Baron).
 1874. SOREL (Alexandre), *, ☉, I. ✕.
 1875. MERESSE (Charles).
 1876. AUBRELICQUE, *.
 1877. BOTTIER (Hyppolyte).
 1878. L'Abbé LECOT.
 1879. De ROUCY (Albert), *, ☉, I. ✕.
 1880. Du LAC (Jules).
 1881. SOREL (Alexandre), *, ☉, I. ✕.
 1882. LESGUILLONS (D^r).
 1883. MERESSE (Charles).
 M. MERESSE n'ayant pas accepté,
 remplacé par M. RENDU (Zacharie)
 1884. L'Abbé LECOT.
 1885. Du LAC (Jules).
 1886. SOUHART (Roger), *.
 1887. De ROUCY (Albert), *, ☉, I. ✕.
 1888. L'Abbé GORDIÈRE.
 1889. SOREL (Alexandre), *, ☉, I. ✕.
 1890. De LAMBERTYE (Comte).
 1891. De BONNAULT-D'HOUE (le Baron Xavier).
 1892. De ROUCY (Albert), *, ☉, I. ✕.
 1893. SOREL (Alexandre), *, ☉, I. ✕.
 1894-95. — Période de transitions, à raison de la modification des statuts et de l'instance introduite à l'effet d'obtenir pour la Société le bénéfice de la reconnaissance d'utilité publique.
 1896-97. SOREL (Alexandre), *, ☉, I. ✕.
 1898-99. De BONNAULT D'HOUE (le Baron Xavier).
 1900-01. SOREL (Alexandre), *, ☉, I. ✕.

Vices-Présidents :

- WOILLEZ (Emmanuel).
 —
 De ROUCY (Albert).
 Du LAC (Jules).
 LEVEAUX (Alphonse), ☉.
 MERESSE (Charles).
 PEYRECAVE.
 BOTTIER (Hyppolyte).
 L'Abbé LECOT.
 De ROUCY (Alb.), *, ☉, I. ✕.
 L'Abbé GORDIÈRE.
 BOITEL DE DIENVAL, *.
 LESGUILLONS (D^r).
 L'Abbé MOREL, ☉, ✕.
 RENDU (Zacharie).
 L'Abbé GORDIÈRE.
 Du LAC (Jules).
 SOUHART (Roger), *.
 De ROUCY (Alb.), *, ☉, I. ✕.
 L'Abbé GORDIÈRE.
 COUDRET.
 BOITEL DE DIENVAL, *.
 PLESSIER.
 CHEVALLIER (Raymond).
 Du LAC (Jules).
 De SEROUX (Baron Henry).
 L'Abbé MOREL, ☉, ✕.
 L'Abbé VATTIER.
 CAUCHEMÉ (Victor), ☉.

ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE

AU 1^{er} JANVIER 1900

Bureau de la Société pour les années 1900 et 1901

<i>Président</i>	MM. SOREL (Alexandre), *, I. O, ✕.
<i>Vice-Président</i>	CAUCHEMÉ (Victor), O.
<i>Secrétaire</i>	le comte de MARSY, I. O.
<i>Secrétaire-adjoint</i> . .	DERVILLE (J.-B.), I. O.
<i>Trésorier</i>	FLAMANT (Victorien).
<i>Trésorier honoraire</i> .	DEHESDIN (Octave).
<i>Archiviste</i>	BENAUT (L.-A.), O.

Commission de Publication

MM. le baron Xavier de BONNAULT d'HOÛET; Jules du LAC et l'abbé MOREL O.

Commission des Finances

MM. le comte de LAMBERTYE; BAZIN (Arthur); l'abbé VATTIER.

Conseil d'administration pour 1900 et 1901

MM. BAZIN (Arthur).
BENAUT (L.-A.), O.
Baron de BONNAULT d'HOÛET.
CAUCHEMÉ (Victor), O.
DERVILLE, I. O.
FLAMANT.
J. du LAC.
Comte de LAMBERTYE.
Comte de MARSY, I. O.
l'abbé MOREL, O, ✕.
SOREL (Alexandre), *, O, ✕.
l'abbé VATTIER.

Membres titulaires¹

MM.

BALNY D'AVRICOURT (le comte Fernand) O. *, ☉, ministre plénipotentiaire de la Principauté de Monaco, à Avricourt, et à Paris, 11 *ter*, rue de la Faisanderie.

BAZIN (Arthur), ancien percepteur.

BÉJOT (Paul), lieutenant d'infanterie au 72^e d'infanterie, à Amiens.

BENAUT (L.-A.), ☉, archiviste de la Société et de celle de l'Agriculture à Compiègne.

BÉNARD Émile, *, architecte du Palais de Compiègne, adresse à Paris, boulevard Pereire, 29.

BERNARD (Henri), ☉, architecte, ancien élève de l'École des Beaux-Arts, inspecteur des travaux des Monuments historiques.

BERTIER DE SAUVIGNY (le comte A. de), à Cœuvres.

BÉTHUNE (le comte Max de), à Paris, 49, rue Saint-Dominique et à Rimberliu, par Coudun.

BINDER-MESTRO (M^{me}), à Choisy-au-Bac.

BLU (Jules), ☉, professeur de dessin au Collège et à l'École municipale, conservateur du Musée Vivenel.

BONNAULT D'HOÛET (le baron Xavier de), archiviste-paléographe, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie.

BOUDOUSQUIÉ (Lucien), ☉, ancien secrétaire général de préfecture, 225, boulevard Saint-Germain.

BOURSON (G.), imprimeur, directeur de la *Gazette de l'Oise*.

BRÉDA (le comte Jacques de), *.

BRÉDA (le comte Maurice de), au Plessis-Brion.

BRÉDA (le comte Robert de).

BREUIL (M^{me} du).

BRIATTE (Jules), O. *, président de chambre honoraire à la Cour des Comptes, et à Paris, rue Bellechasse, 68.

BRULÉ (Georges).

CAPLAIN (Albert), docteur en droit, avoué.

CAUCHEMÉ (Victor), ☉, inspecteur des bâtiments du Palais.

1. Les membres dont l'adresse n'est pas indiquée habitent Compiègne.

CAZIN, juge au tribunal civil.

CHAMPLIEUX (H. de), à Paris, 3, rue de l'Université.

CHEVALLIER (Paul), docteur en médecine.

CHEVALLIER (Raymond), au Bois-de-Lihus, par Estrées-Saint-Denis.

CHOISY (Auguste), industriel, à Chevières (Oise) et à Paris, 14, rue des Jeûneurs.

CHOVET (Alphonse), *, , sénateur et conseiller général de l'Oise, maire de Compiègne.

COLIN (Auguste).

COTTENET (A.), ancien maire de Pierrefonds, rue d'Artois, 14, à Paris.

COUDRET (Albert), ancien notaire, à Paris, 72, avenue Victor-Hugo.

CREUZÉ DE LESSER (le baron), 12, rue Volney, à Paris.

CREUZÉ DE LESSER (la baronne), née DE LABORDE, 12, rue Volney, à Paris.

D'ARCHIAC (le comte), *, à Villers-Saint-Paul, par Nogent-les-Vierges.

D'ARRENTIÈRES, au château de Neufvy-sur-Aronde, par Gournay, et, 25, rue d'Amiens à Compiègne.

DAUSSY, entrepreneur de plomberie.

D'ARGENTRÉ (le comte Fernand DU PLESSIS).

DECELLE E., libraire-éditeur, place de l'Hôtel-de-Ville.

DEHESDIN (Octave), ancien notaire, juge suppléant.

DEMORLAINE, garde général des Eaux et Forêts.

DEMOUY (l'abbé), curé de Francières, par Estrées-St-Denis.

DENIS (Madame), à Giraumont, et à Paris, 69, rue de Bretagne.

DERÔME, *, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées.

DERVILLÉ (J.-B.), I. , économe du Collège.

DEVISE (Albert de), chef d'escadrons de l'armée territoriale, à Salency.

DORIA (le comte), à Orrouy.

DRAYE (l'abbé), vicaire de Saint-Jacques.

DUBLOC (Édouard), docteur en droit.

DUBOIS (Henri), entrepreneur de maçonnerie.

DUMEZ, bijoutier.

DUSUZEAU, *, ingénieur en chef, Amiens.

- DUTILLEUL (E.), G. O. *, ancien ministre des Finances, ancien député de l'Oise, à Élincourt-Ste-Marguerite.
- DUVAUCHEL (Léon), I. O., membre de la Société des Gens de Lettres, à Saint-Jean-aux-Bois, et à Paris, 4, cité Martignac.
- ESPIVENT DE LA VILLEBOISNET, *, ancien capitaine d'état-major.
- FAILLY (le comte Maurice de).
- FESSART (Paul), *, ancien sous-inspecteur des Forêts, chef de bataillon de l'armée territoriale.
- FIRINO (Roger), ancien député, conseiller général de l'Aisne, maire de Fontenoy (Aisne), par Vic-sur-Aisne.
- FLAMANT (Victorien), notaire.
- FLEURET, directeur des eaux de la Ville.
- FOUBERT (D.), ancien juge au Tribunal de Commerce, administrateur de la Succursale de la Banque de France.
- FOY (le comte Fernand), membre de la Société des Bibliophiles français.
- FRANCE (le vicomte de), G. O. *, I. O., général de division, en retraite, à Crouloy, par Cuise-la-Motte, et, 1, avenue de Tourville.
- FRANQUET (Jules), notaire, à Ressons-sur-Matz.
- GAGET (Jules), manufacturier, juge au Tribunal de Commerce.
- GALLOIS (l'abbé), curé d'Élincourt-Sainte-Marguerite.
- GARAND, I. O., conservateur honoraire du Palais.
- GUESNET (Louis), à Carlepont.
- GUILLOUZIC (Adrien), ancien avoué.
- HARLÉ D'OPHOVE, ancien conseiller général de l'Oise, à Chevrières, et à Paris, 34, rue de Grenelle.
- HAYE-SAVOYE, ancien principal de Collège, rue de la Madeleine, 14.
- HENNET DE BERNOVILLE (Paul), à Venette.
- HUMBERT (l'abbé), curé de Saint-Germain.
- JOURDAIN (Émile), notaire.
- LABATE (Victor).
- LAC (Jules du), ancien magistrat.
- LAC (René du), à Versailles, impasse Montbauron.
- L'AIGLE (le comte Louis de).
- L'AIGLE (le marquis de), ancien député, conseiller général de l'Oise, au Francport, par Choisy-au-Bac.
- LAMBERTYE (le comte Gaston de).

LA MOTHE-HOUDANCOURT (le duc de), au château du Fayel, par Canly, et 18, avenue de Tourville.

LA MOTTE (le baron de), O. ✱, inspecteur général des Haras en retraite.

LANGLOIS (Anatole), ancien auditeur au Conseil d'État, conseiller général de l'Oise, au Quesnoy-Chevrières, et à Paris, 55, rue de Vaugirard.

LA PERCHE (Paul), 7, rue de la Baume.

LARA, ✱, capitaine de cavalerie en retraite.

LAZE (L.), O, ingénieur-chimiste.

LE COUTEULX DE CAUMONT (Louis), sous-directeur des Haras LEDUC, rue de l'Aigle.

LEFEBVRE (Henry), I. O, imprimeur, directeur de la *Dépêche de l'Oise*, conseiller municipal, ancien président du tribunal de commerce.

LE FÉRON d'ETERPIGNY (Madame), à Margny-lès-Compiègne.

LHEUREUX, percepteur des contributions directes.

LIÉNART, O, ancien commissaire-priseur, à Élincourt-Sainte-Marguerite.

MAGNIENVILLE (Roger de).

MAINDREVILLE (Léon Doë de), à Aramont-Verberie.

MAINTENANT (Félix de), président du tribunal civil.

MAREUSE (Edgar), I. O, secrétaire de la Commission des Inscriptions parisiennes, 81, boulevard Haussmann, à Paris.

MARIANI-SAVELLI (le comte Jean).

MARSY (le comte de), I. O, membre non résidant du Comité des travaux historiques et scientifiques, directeur de la Société française d'Archéologie, dont le siège est à Caen.

MARTIN (l'abbé), curé de Villers-Saint-Paul, par Nogent-les-Vierges.

MARTINET (Charles), juge d'instruction.

MASSON (l'abbé), Domfront, par Maignelay (Oise).

MAUROY (le comte de), au château de Thivet, par Nogent (Haute-Marne).

MAZERAN (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Antoine.

MENNECHET DE BARIVAL (Alphonse), à Chiry-Ourcamp.

MENNECIER (A.), imprimeur, directeur-gérant du *Progrès de l'Oise*, conseiller municipal.

MENNECIER (Louis), rédacteur en chef du *Progrès de l'Oise*.

MEUNIER, , sous-préfet de l'arrondissement.

MEURAIN (Louis).

MORAL (Félix), à Chiry-Ourscamp.

MOREL (l'abbé Émile), , correspondant du Ministère de l'Instruction publique, curé de Chevrières.

MURE (Henri), , ancien secrétaire d'ambassade.

NARBONNE (le duc de), à Ribécourt.

PALAT (le commandant), .

PARINGAUX, notaire.

PEIFFER (Albert), inspecteur des Eaux et Forêts.

PHILIPPET (l'abbé), chanoine honoraire, archiprêtre, curé de Saint-Jacques.

PIHAN (l'abbé), chanoine prébendé, curé-doyen d'Estrées-Saint-Denis.

PILLON (Alphonse), maire de Roye-sur-Matz, et 20, boulevard Raspail, à Paris.

PLESSIER (Léon), conducteur des ponts-et-chaussées en retraite.

POISSONNIER (Charles), notaire.

POTTIER, ancien notaire, 3 bis, rue La Bruyère, à Paris.

POUL (Madame de).

PUGET (le vicomte Raymond du).

ROCHEFORT, , docteur en médecine, à Lassigny.

ROMISZOWSKI (de), receveur de l'Enregistrement.

ROUCY (Francis de), à Clairoix.

ROY (l'abbé), curé de Tricot.

SEMELAIGNE, juge suppléant au tribunal civil, rue des Fossés.

SERÉ (Madame Florimond).

SEROUX (Gérard de), à Béthisy-Saint-Martin.

SEROUX (le baron Henri de), ancien capitaine d'infanterie.

SOLEAU (Robert), , conseiller à la Cour d'appel, 78, rue de Rennes, à Paris.

SOREL (Alexandre), , I. , , président honoraire du tribunal civil.

SOUHART (Roger), , ancien capitaine d'état-major, à Remy.

THÉRY (le docteur), rue Joseph-Leprince.

THUISY (le marquis de), *, ancien secrétaire d'ambassade, conseiller général de l'Oise, à Baugy.

TRÉMISOT (Maurice de).

VATTIER (l'abbé), chanoine honoraire de Nazareth et de Tibériade, aumônier des dames de Saint-Joseph, boulevard Gambetta, 30.

VARANVAL (Fernand), à Varanval près Jaux, par Le Meux.

VASSEUR (l'abbé), curé de Pierrefonds.

VIGNON (Arthur), ancien suppléant de la justice de paix, à Ribécourt.

VILLEMONT (Charles), administrateur de la Succursale de la Banque de France.

VIMONT (Amédée).

VORGES (A. DOMET de).

WILHÉLEM (Georges), notaire.

WURTZ (Louis), docteur en médecine, conseiller d'arrondissement.

Membres honoraires

Le Préfet de l'Oise.

Sa Grandeur l'Évêque de Beauvais.

LASTEYRIE (le comte Robert de), *, I. , membre de l'Institut, ancien député, professeur à l'Ecole des Chartes, à Paris.

LECOT (S. E. Mgr), cardinal-archevêque de Bordeaux, ancien président de la Société.

Membres correspondants

MM.

BARTHÉLÉMY (Anatole de), *, membre de l'Institut, à Paris.

BASSEVILLE (A.), ancien président de la Société historique de l'Orléanais, à Orléans.

BEAUCOURT (le marquis de), président de la Société bibliographique, à Paris.

BEHAULT DE DORNON (Amand de) à Bruxelles.

BENARD (Pierre), architecte à Saint-Quentin.

BERNHARDT (Frédéric de), ancien chef de bureau au *Foreign Office*, à Londres.

BLOMME (A.), , président du tribunal civil, à Termonde (Belgique).

- BROUSSILLON (le comte Bertrand de), **Q**, au Mans.
- CAIX DE SAINT-AYMOUR (le vicomte Amédée de), membre de la Commission des Monuments historiques, 112, boulevard de Courcelles, à Paris.
- CALONNE (le baron Albéric de), à Amiens.
- CAPELLINI (le commandeur), **O**. *****, professeur à l'Université de Bologne (Italie).
- CARTAILHAC (Emile), *****, à Toulouse.
- CHANTRE (Ernest), *****, **I**. **Q**, sous-directeur du Muséum de Lyon.
- CHARENCEY (le comte H. de), membre de la Société asiatique, à Paris.
- CHARVET, **Q**, président de la Société académique de l'Oise, à Beauvais.
- CHEVALIER (le chanoine Ulysse), *****, correspondant de l'Institut, à Romans (Drôme).
- CONSTANT (Louis), **I**. **Q**, professeur à la Faculté des lettres d'Aix.
- CORNEAUX (l'abbé), **Q**, curé de Longpont (Aisne).
- COUARD, **I**. **Q**, archiviste de Seine-et-Oise, à Versailles.
- DELIGNIÈRES (E.), *****, **I**. **Q**, président de la Société d'Émulation d'Abbeville.
- DEPOIN (Joseph), **Q**, secrétaire de la Société historique de Pontoise et du Vexin, à Pontoise.
- DESJARDINS (Gustave), *****, chargé de cours à l'École des Chartes, à Paris.
- DESMAZES (Charles), **O**. *****, ancien conseiller, 45, avenue Trudaine, à Paris.
- DESNOYERS (Mgr), *****, directeur des Musées historiques d'Orléans.
- DEVILLERS (Léopold), **Q**, ancien archiviste de l'État, à Mons.
- DOGNÉE (Eugène), *****, à Liège.
- DONNET (Fernand), administrateur de l'Académie royale des Beaux-arts, à Anvers.
- DUBUISSON, ancien pharmacien, à Compiègne.
- DUFOUR (Auguste), **I**. **Q**, bibliothécaire de la ville, à Corbeil.
- DUPONT (E.). **O**. *****, directeur du Musée d'histoire naturelle, à Bruxelles.
- DUPUIS (Ernest), *****, conseiller général de l'Oise, président du comité archéologique de Senlis, à Pontarmé (Oise).

FRANCART (Adolphe), avocat, à Mons (Belgique).

FROHNER, *, ancien conservateur au Musée du Louvre, à Paris.

GARRIGOU (le docteur), chargé de cours à l'École de médecine, à Toulouse.

GERMAIN DE MAIDY (Léon), I. ☉, secrétaire perpétuel de la Société d'archéologie lorraine, à Nancy.

GILLET (Auguste), à Arras.

GUIMET (Émile), O. *, directeur du Musée Guimet, à Paris.

GRANDMAISON (Ch. LOYSEAU de), *, correspondant de l'Institut, à Tours.

HAGEMANS (Gustave), ancien membre de la Chambre des représentants, à Bruxelles.

HAMARD (l'abbé I.-B.), curé de Hermes (Oise).

HYMANS (Henry), membre de l'Académie royale des Beaux-Arts, correspondant de l'Institut, à Bruxelles.

JANVIER (Auguste), ☉, membre de la Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

JULLIOT (G.), I. ☉, membre de la Société archéologique de Sens.

LAFFOLYE (Paul), architecte, 34, rue Condorcet à Paris.

LAGERBERG (le chevalier M.), chambellan du roi de Suède, à Gothembourg (Suède).

LAIR (le comte Charles), ☉, au château de Blou (Maine-et-Loire).

LANGHORNE (le révérend W. H.), M. A. Camb., recteur de Worton, près Oxford (Angleterre).

LATTEUX (Ludovic), au Mesnil-Saint-Firmin (Oise).

LAUGARDIÈRE (le vicomte de), ancien magistrat, à Bourges.

LE CORNU (le colonel Ph.-C.), C. M. A., président de la Société jersiaise d'histoire, à Jersey.

LEDOUBLE (le chanoine), secrétaire de l'Évêché, à Soissons.

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), I. ☉, archiviste-épaléographe, à Paris, 13, rue de Phalsbourg.

LEFRANC (Abel), I. ☉, secrétaire du Collège de France, à Paris.

LÈQUES (Léopold), O. *, à Neuilly (Seine), 107, rue Perronet.

LÆRSCH (le docteur Hugo), professeur à l'Université de Bonn.

LUCAS (Charles), I. ☉, architecte à Paris, 23, rue de Dun-kerque.

- LUÇAY (le comte de), *, correspondant de l'Institut, à Paris, 90, rue de Varennes.
- MACQUERON (Henri), membre de la Société d'Émulation d'Abbeville.
- MARSAUX (l'abbé), chanoine honoraire, directeur de l'archiconfrérie de Saint-Joseph, à Beauvais.
- MEYER (Henri), à Paris, 24, avenue Hoche.
- MICHAUX (Alexandre), imprimeur à Soissons.
- MONCLAR (le marquis de), *, ministre plénipotentiaire, à Paris, 18, rue de l'Arcade.
- MULLER (l'abbé Eug.), †, chanoine honoraire, curé de Saint-Leu-d'Esserent.
- PAISANT (Alfred), *, président du Tribunal civil de Versailles.
- PÉCOUL (Auguste) archiviste-paléographe, à Paris.
- PETIT (Ernest), *, président de la Société des Sciences de l'Yonne, à Paris, 8, rue du Bellay.
- PLANTÉ (Adrien), ancien député, maire d'Orthez (Basses-Pyrénées).
- POISSONNIER père, ancien notaire, à Chauny.
- PONTEAUMONT (Léonce de), à Cherbourg.
- PRAROND (Ernest), *, président d'honneur de la Société d'émulation d'Abbeville.
- RENDU (Armand), député et conseiller général de l'Oise, à Maignelay.
- REY (Emmanuel), *, membre de la Société des Antiquaires de France, à Paris.
- RICHARD (J.-M.), †, archiviste-paléographe, à Laval.
- RUPPERT (le docteur), O. *, conseiller, secrétaire général du gouvernement Grand-Ducal, à Luxembourg.
- SAINTENOY (Paul), †, architecte, professeur à l'Académie des Beaux-Arts de Bruxelles, 116, rue de l'Arbre-Béni.
- SAINT-PAUL (Anthyme), †, à Paris, 6, rue des Chartreux.
- SALEMBIER (l'abbé), docteur en théologie, à Lille.
- SCHMIDT (le professeur Waldemar), *, à Copenhague.
- SENNEVILLE (G. de), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à Paris.
- SÉRÉ-DEPOIN, *, président de la Société historique de Pontoise et du Vexin, à Neuilly-sur-Seine, 56, rue Charles-Laffitte.

SOIL (J.-Eugène), I. O., juge d'instruction, conservateur du Musée, à Tournai.

TRANCHANT (Charles), O. *, ancien conseiller d'État, à Paris.

TRAVERS (Émile), ancien conseiller de Préfecture à Caen.

VAN DEN GHEYN (le chanoine G.), directeur de l'Institut Saint-Liévin, à Gand.

VATIN (Eugène) juge de paix, membre du Comité archéologique, à Senlis.

VAYSON (Janin), *, à Abbeville.

VINCK DE WINNEZÉE (le baron de), secrétaire perpétuel de l'Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.

VIOLLET (Paul), *, membre de l'Institut, bibliothécaire de la Faculté de droit, à Paris.

WAUWERMANS (lieutenant-général A.), président de la Société Royale de Géographie, 128, rue de la Limite, à Bruxelles.

Sociétés Savantes et Établissements Publics

En relation de correspondance avec la Société historique

Société nationale des Antiquaires de France, à Paris.

Société centrale des Architectes, à Paris.

Société bibliographique, à Paris.

Société des Études historiques, à Paris

Société de Géographie, à Paris.

Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France, à Paris.

Musée ethnographique du Trocadéro, à Paris.

Musée Guimet, à Paris.

Société archéologique de Château-Thierry.

Société académique de Chauny.

Société académique de Laon.

Société académique de Saint-Quentin.

Société archéologique de Soissons.

Société archéologique de Vervins.

Société des Études des Hautes-Alpes, à Gap.

Société française d'Archéologie, pour la conservation des monuments historiques, à Caen.

Académie des Belles-Lettres, à Caen.

Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

Commission départementale des Antiquités de la Côte-d'Or, à Dijon.

Comité diocésain d'Histoire et d'Archéologie, à Romans (Drôme).

Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.

Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Académie delphinale, à Grenoble.

Société archéologique de *la Diana*, à Montbrison.

Société historique et archéologique de l'Orléanais, à Orléans.

Société académique de Cherbourg.

Académie nationale de Reims.

Société d'Archéologie lorraine, à Nancy.
Société d'Agriculture, sciences et arts, à Douai.
Société académique de l'Oise, à Beauvais.
Comité archéologique de Noyon.
Comité archéologique de Senlis.
Académie d'Arras.
Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.
Société historique du Mans, au Mans.
Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, à Rouen.
Société historique du Gatinais, à Fontainebleau.
Société des Sciences morales, etc., de Seine-et-Oise, à
Versailles.
Société historique de Pontoise et du Vexin, à Pontoise.
Société archéologique de Rambouillet.
Musée des Antiquités nationales de Saint-Gormain-en-Laye
Académie des Sciences et Arts, à Amiens.
Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.
Société d'Émulation, à Abbeville.
Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
Société d'Émulation des Vosges, à Épinal.
Société archéologique de Sens.
Société historique d'Aix-la-Chapelle.
Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.
Société d'Archéologie, de Bruxelles.
Cercle archéologique de Mons.
Société archéologique de Namur.
Société historique et littéraire de Tournai.
Société d'histoire et d'antiquités de la Frise, à Leeuwarden.
Institut Grand-Ducal, section historique, à Luxembourg.
Université de Norwège, à Christiania.
Société royale des Architectes civils et Archéologiques por-
tugais, à Lisbonne.
Institution Smithsonian, à Washington.

Publications de la Société Historique de Compiègne

Bulletin de la Société.

- Tome I, 1869-1873, grand in-8°, 358 pages et 18 planches.
Tome II, 1874-1875, 415 pages et 11 planches.
Tome III, 1876, 325 pages et 4 planches.
Tome IV, 1878, 320 pages et 6 planches.
Tome V, 1882, 326 pages et 6 planches.
Tome VI, 1884, 320 pages et 12 planches.
Tome VII, 1888, 328 pages et 21 planches.
Tome VIII, 1895. XXXII — 326 pages et 13 planches.
Tome IX, 1899, XXX — 260 pages et 4 planches.

Procès-verbaux, rapports et communications diverses.

- Tome I, 1892. in-8°, 120 pages.
Tome II, 1893, 196 pages.
Tome III, 1894, 124 pages.
Tome IV, 1895.
Tome V, 1896, 126 pages.
Tome VI, 1897, 121 pages.
Tome VII, 1898, 97 pages
Tome VIII, 1899, 101 pages.

Excursions archéologiques dans les environs de Compiègne, première série, 1869-1874, grand in-8°, 1875, 87 pages.

Pièces rares relatives à l'histoire de Compiègne. — I. *Le Séjour royal de Compiègne*, par A. CHARPENTIER (1647), grand in-8°, 1890, 62 pages. — II. *Almanach historique de Compiègne en 1789*, 1891. 96 pages. — *Le camp de Compiègne en 1739*, suivi d'un menu royal par SCELLIER, grand in-8°, 1897, 67 pages avec planches.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne, publié par M. l'abbé E. MOREL, in-quarto; trois fascicules sont déjà parus avec planches.

Le Maréchal d'Humières et le gouvernement de Compiègne, par M. ROGER DE MAGNIENVILLE, grand in-8°, 1881, 250 pages et 5 planches.

Le Château du Fayel et ses seigneurs, par M. l'abbé E. MOREL, grand in-8°, 1895, 128 pages et 4 planches.

Plan de la ville de Compiègne en 1734, levé par CHANDELLIER, reproduction fac similé en chromo-lithographie, exécutée par MONROCO, une feuille grand-aigle.

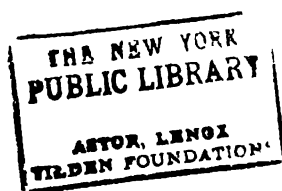
Plan de la ville de Compiègne, gravé par JOLLAIN, vers 1657, reproduction fac-similé une feuille double in-folio.

L'alimentation à Compiègne. — *Les Pâtisseries*, par M. A. BAZIN ; *les Bouchers*, par MM. A. BAZIN et E. MAUPRIVEZ, grand in-8° 1896, 118 pages.

Les Francs-Archers de Compiègne (1448-1524), par le baron de BONNAULT D'HOÛET, ancien élève de l'Ecole des Chartes, grand in-8°, 1897.

Compiègne pendant l'Invasion espagnole, par M. A. BAZIN, grand in-8°, 1896, 88 pages.

L'Instruction publique à Compiègne en 1789, par B. A. DERVILLÉ, Econome du Collège de Compiègne, in-8°, 1896, 44 pages.





D'après un dessin de DANIEL RAUPE.

LE RETABLE DE THOUROTTE

PAR

M. le Chanoine L. MARSAUX

MEMBRE CORRESPONDANT

Le voyageur, emporté à toute vapeur vers la Belgique ou l'Allemagne, passe devant Thourotte¹, sans soupçonner l'existence de ce petit village et surtout sans penser qu'il mérite une halte. C'est le voyageur pressé qui ne visite que les grandes villes; mais l'archéologue, épris de son pays, persuadé qu'il n'est pas nécessaire de courir au loin pour voir des œuvres intéressantes, et qui volontiers flâne dans la campagne, ne perdra pas son temps en s'arrêtant à Thourotte. Son église avec sa chaire qui vient du couvent des Minimes de Compiègne, ses peintures bientôt effacées qui ornent le sanctuaire et surtout avec son magnifique retable de la Passion lui offrira plus d'un sujet d'études. Nous n'avons pas l'intention d'écrire la monographie de l'église de Thourotte. C'est son retable seul que nous nous proposons de décrire. Il a déjà été signalé dans le *Voyage pittoresque* du baron Taylor qui en donne un dessin que nous reproduisons. Il a également, et à juste titre, attiré l'attention de la *Société historique* de Compiègne, dans son excursion du 24 mai 1869. Elle exprimait alors son regret et sa tristesse « en voyant l'état d'abandon et de délabrement dans lequel se trouve le retable. Des lumières brûlant sous les peintures en écaillent la surface et les sculptures laissées sans protection sont exposées à des mutilations continues. » Depuis ces doléances trop motivées, l'état de choses s'est modifié. Le retable est mis à l'abri de nouvelles

1. Canton de Ribécourt (Oise).

dégradations par une vitrine qui le ferme complètement. Si l'intention est bonne, il faut convenir que le moyen est regrettable. Les reflets du verre nuisent à l'effet et surtout sont une grande gêne au point de vue de l'étude et de la reproduction photographique.

Le retable de Thourotte est presque exclusivement consacré à la représentation des scènes de la Passion. Ce thème iconographique a été très en vogue aux ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles et, pour nous borner au diocèse de Beauvais, nous pouvons citer Airion, Bury, La Bosse, Maignelay, Marissel, Lafraye, Rochy-Condé, Sérifontaine et Le Vaumain, qui possèdent des retables de la Passion.

Le retable de Thourotte décèle une origine flamande. Les détails architectoniques, l'expression des figures sont autant d'indices qui confirment notre appréciation.

Au ^{xvi^e} siècle, la Belgique avait des ateliers de sculpture renommés qui expédiaient leurs œuvres au loin¹. M. Destrée, conservateur du musée royal d'antiquités de Bruxelles, va nous expliquer la manière dont on procédait dans ces ateliers. Le travail était partagé entre le huchier et le sculpteur proprement dit: « Le huchier était le collaborateur obligé du *tailleur d'images*. A lui était dévolue la tâche d'édifier ces fines et gracieuses architectures qui planaient sveltes et légères sur les hauts-reliefs débordant de vie et de mouvement. Le huchier était l'architecte du retable². »

Après ces considérations préliminaires, abordons la description de notre retable.

Il surmonte l'autel qui termine la nef latérale du côté de l'épître et repose sur une *predella* qui ne fait pas corps avec lui. C'est une œuvre différente et d'une époque postérieure. Elle peut dater du ^{xvii^e} siècle. Comme elle ne manque pas d'intérêt, nous allons la décrire également.

1. M. H. Rousseau a publié dans les *Bulletins des commissions royales d'art et d'archéologie de Belgique* une intéressante étude sur les retables qui se trouvent actuellement en Belgique et sur quelques-uns de ceux qui, originaires des ateliers de Bruxelles ou d'Anvers, existent à l'étranger (1890-.895).

2. *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, année 1891, p. 68.

Le premier sujet de la predella, en allant de gauche à droite, est *la Rencontre de saint Joachim et de sainte Anne* à la porte dorée. Cette porte est un édicule moyen-âge avec créneaux flanqué de deux tours à toits coniques imbriqués.

Le second sujet est *la Naissance de Marie*. Tandis que la mère est dans son lit et qu'une sage-femme lui porte quelque aliment, d'autres femmes tiennent l'enfant, un bassin est prêt pour la laver. Saint Joachim assiste à cette scène.

Le troisième sujet est consacré à *la Présentation* de la sainte Vierge au temple. Au bout d'un perron de plusieurs marches on voit la porte de l'édifice sacré. Le grand prêtre, la tête ceinte de la tiare, se tient sur les degrés et semble aller au devant de l'enfant qui monte allègre et joyeuse. Derrière Marie se tiennent ses parents. Saint Joachim se retourne vers sainte Anne, comme pour lui dire que le sacrifice est consommé.

Le quatrième sujet représente *la Fuite en Egypte*. Marie montée sur un âne tient l'enfant en maillot. Saint Joseph conduit l'humble monture par la bride. Il porte sur l'épaule son modeste bagage attaché à l'extrémité d'un bâton. Dans le lointain, on aperçoit une ville figurée par une tour et un arbre. Les sujets sont traités en bas-reliefs. Ils sont séparés par des consoles renversées, motif architectural qui apparaît avec le début du xvii^e siècle.

Arrivons au retable proprement dit. Il mesure 2^m75 de hauteur et 3 mètres de largeur. Les sujets sont encadrés par des motifs d'architecture flamboyante. Entre chacun d'eux s'élèvent de légères colonnettes ornées de quatrefeuilles. Une voussure dentelée ombrage les compartiments. Ils sont surmontés de dais élégamment découpés qui eux aussi renferment des scènes. Je ne dirai point que le fait est particulier à notre retable, mais c'est une disposition assez rare et qui mérite d'être notée. Il y a deux étages de sujets. Le compartiment central est plus élevé et comprend deux scènes. Décrivons en premier lieu les petites scènes en allant de gauche à droite.

1^o *L'Annonciation*. La sainte Vierge est à demi agenouillée sur son prie-dieu. Un livre est ouvert devant elle.

Un ange lui apparaît, il porte une fleur de lis, emblème de pureté et une banderolle sur laquelle on lit : *Ave gratia plena*, au fond de la chambre on aperçoit un bahut.

2° *La Visitation*. Les deux cousines se rencontrent. La scène est encadrée d'un paysage où l'on voit des montagnes, sans doute pour rappeler le texte évangélique : *Abiit in montana cum festinatione* (Luc I, 39.).

3° *La Nativité*. On voit l'étable traditionnelle, auprès de l'enfant couché sur la paille se tient Marie. Deux anges sont en adoration, saint Joseph est dans un coin de l'étable, le chapeau d'une main, de l'autre il tient une lanterne, pour rappeler que la naissance eut lieu la nuit.

Nous avons relevé la même particularité sur divers monuments, par exemple dans une sculpture de la salle Beauneveu, au Louvre ; au retable de Saint-Paul, d'Abbeville ; dans un vitrail de l'église Saint-Vincent, de Rouen ; enfin, sur une porte de sacristie à Louviers. Dans ce panneau, saint Joseph, au lieu de lanterne, tient une chandelle qu'il abrite de sa main pour qu'elle ne s'éteigne pas. C'est la même pensée. La scène de notre retable est complétée par la présence du bœuf et de l'âne. Le bœuf a l'allure paisible et la tête inclinée ; l'âne, au contraire, relève la sienne d'une manière mutine et semble s'apprêter à braire. Le sculpteur s'est souvenu de ce texte de nos saints livres : « *Le bœuf a connu son maître et l'âne est venu à la crèche de son Seigneur.* » (Is. I, 3.) Le bœuf est la figure d'Israël et l'âne celle de la gentilité. D'un naturel indocile, il se montre plein d'empressement à la naissance du Sauveur, comme le dit la fameuse prose de l'âne : *transiit per Jordanem, saliit ad Bethleem.*

4° *L'Adoration des Mages*. Marie est assise et l'enfant sur ses genoux, saint Joseph est à l'arrière plan. Les trois Mages sont en face de l'enfant. Le premier est à genoux et découvert. Il tient un coffret dans lequel l'enfant Jésus plonge à pleines mains. Les deux autres mages suivent ; le second à la tête nue, le dernier seul est couvert, sans doute parce qu'il n'a pas encore franchi le seuil. Tous deux portent des vases renfermant l'eucens et la myrrhe.

Nous suivrons la même marche pour décrire les scènes de la seconde rangée, mais comme elles sont plus compliquées et qu'elles comprennent plus de personnages, elles sont seulement au nombre de deux.

1° *Le portement de Croix.* Jésus marche le premier, Simon, en arrière, tient l'extrémité de la Croix, et aide le divin Maître. Deux bourreaux accompagnent la victime : l'un en avant tire Jésus avec une corde passée autour de ses reins ; le second tient l'autre bout, il tire et en même temps il met le pied sur le corps de Jésus. Au coin, à gauche (par rapport au spectateur) on voit Marie, les saintes femmes, les juifs, un groupe de bourreaux ayant à leur tête un chef à cheval, tenant une hallebarde. Un juif porte un maillet, destiné au crucifiement. Il semble prêt à en frapper le Christ ; un autre tient une lance, un troisième une épée. Au premier plan court un chien. En haut, le dais du couronnement encadre un sujet de moindres dimensions : c'est *la Flagellation* du Christ. Le Sauveur a les yeux bandés et les mains garrottées, deux bourreaux à l'expression dure le frappent avec leurs verges à coups redoublés ;

2° *La descente de Croix.* L'arbre sacré se dresse au milieu. Des échelles sont appliquées contre la Croix. Joseph d'Arimathie, monté par derrière, enlève les clous de la main droite à l'aide de tenailles qui sont son attribut ordinaire ; la main gauche est déjà déclouée, Nicodème soutient le corps dans ses bras à la hauteur de la ceinture. Un apôtre tient les pieds. A sa jeunesse, on le prendrait volontiers pour saint Jean, mais nous le retrouverons tout-à-l'heure. Marie-Madeleine, le dos tourné au spectateur, a les mains étendues vers le divin Maître. Derrière elle on voit le vase de parfums. Au coin, à droite se tient sainte Véronique avec le voile portant l'empreinte du visage du Sauveur. Un disciple porte dans ses mains la couronne d'épines placée sur un linge, en signe de respect. Comme complément de la descente de Croix, l'artiste a reproduit la scène connue sous le nom de *Spasimo*. La Vierge tombe évanouie dans les bras de saint Jean. Deux saintes femmes soutiennent la tête et les bras. A Marissel, au contraire, Marie est représentée

comme la femme forte. « Elle a les mains jointes et levées dans l'attitude d'une poignante émotion¹. »

Dans le dais qui abrite le Spasimo, le sculpteur a représenté un autre fait. C'est *l'Apparition du Sauveur* ressuscité à Marie-Madeleine qui le prend pour le jardinier. *Existimans quia hortulanus esset*. (Joan. XX, 15.) Jésus est costumé en jardinier, le chapeau sur la tête et la bêche en main. Il défend à Marie-Madeleine de le toucher. Elle est à genoux à ses pieds. Ce sujet a été particulièrement affectonné par les artistes du Moyen-Age et de la Renaissance. (Exemple : Clôture du chœur de Notre-Dame de Paris, retable mutilé de Sarcelles, Seine-et-Oise, etc.)

TRAVÉE CENTRALE.

Le centre du retable est occupé par deux scènes. En bas *la mort de la sainte Vierge*, en haut *le Crucifiement*.

Commençons par le sujet *du bas*. Au centre, on voit la sainte Vierge assise dans un siège à haut dossier amorti par une coquille, ornement favori de la Renaissance. Le corps de Marie est affaissé, la tête renversée. Tout indique l'approche de la mort. La sainte Vierge tient un cierge à la main. Cela rappelle l'antique et pieux usage des familles chrétiennes qui, pour chasser l'esprit des ténèbres, mettaient aux mains des mourants le cierge béni de la Chandeleur. Nous avons noté le même motif dans les retables de Marissel et de La Bosse. Aux angles supérieurs du fauteuil deux petits anges sont penchés tout anxieux et semblent attendre le départ de l'âme pour l'emporter au ciel. Saint Jean soutient sa mère adoptive, saint Pierre, comme chef du collège apostolique, préside la triste cérémonie. Il a l'étole croisée sur la poitrine et le goupillon en main ; il asperge le corps d'eau bénite en récitant les dernières prières. Un apôtre tient le seau à eau bénite. Un autre tient un encensoir ouvert, il souffle dessus pour raviver la flamme. On voit encore figurer d'autres apôtres qui tiennent des livres ouverts pour suivre

1. Vattier. Description du retable de la Passion. *Bulletin* de la Société académique de l'Oise. Tome XV, première partie.

les prières. Au premier plan un apôtre est assis devant une petite table sur laquelle est posé un objet difficile à désigner. C'est peut-être un écritoire.

Sur ses genoux se déroule une bande de parchemin. Il remplit sans doute l'office d'historien et écrit les choses dont il est témoin. Signalons le même motif dans un beau retable flamand appartenant à M. l'abbé Barret, curé-doyen de Formerie. Dans le dais de couronnement un ange enlève l'âme de Marie sous la forme d'une figure d'enfant.

Le sujet *du haut* de la travée centrale représente *le Crucifiquement*. La scène a reçu un grand développement. Elle est encadrée par des contreforts avec deux étages de niches où sont représentées de petites scènes que nous décrivons également.

Au centre on voit le Christ en croix ; au-dessus de sa tête est placé l'écriteau avec l'inscription ordinaire INRI. Quatre anges (un d'eux est tombé) recueillent dans les calices le sang qui coule des plaies du Sauveur, motif que nous retrouvons au retable de Marissel ¹, aux vitraux de Triel, à Uilly Saint-Georges, à l'antependium de Narbonne ².

A côté de Jésus sont crucifiés les larrons, l'un se tordant dans les contorsions du désespoir, l'autre au contraire, la figure calme et résignée, reflétant l'espérance du paradis qui lui a été promis. Ils sont attachés avec des cordes et leurs bras garottés passent au-dessus de la traverse de leur croix. Autour de la croix du Sauveur se tiennent plusieurs personnages dont cinq cavaliers.

Un d'eux est armé d'une lance, un autre a son cheval richement caparaçonné ; il porte un bonnet juif et fait un geste indicatif. Près de lui est un petit page qui tient la bride ; il porte un sabre et a le chapeau renversé sur les épaules, Longin est aussi à cheval. Il se prépare à frapper la poitrine du Sauveur de sa lance qu'il tient à deux mains. Un soldat dirige le coup, car Longin était à demi aveugle.

1. A. Marissel il n'y a qu'un ange. Il tient d'une main une coupe dorée remplie d'eau, de la main gauche une coupe pleine de sang divin. C'est la traduction du texte : *Exivit sanguis et aqua*, le motif rappelle aussi le saint sacrifice de la messe.

2. Conservé au musée du Louvre, salle des dessins, n° 1342.

Signalons le même motif au retable en pierre de Nucourt, (Seine-et-Oise). « Un soldat, dit M. Louis Régnier, dans sa savante description, saisit vivement l'arme pour retenir le coup ¹. » Cette compassion a de quoi surprendre. Nous croyons plutôt qu'il rectifie la direction du coup, ce qui est bien dans la donnée historique. Au retable de Marissel la scène est un peu différente. Le sculpteur a choisi le moment où Longin retire sa lance de la plaie et porte sa main gauche à son œil malade subitement guéri par une goutte du sang divin ².

Parmi les personnages armés signalons encore un homme portant une hallebarde. Au pied de la croix trois soldats tirent au sort la robe sans couture. Ils se disputent, un d'eux est terrassé. Les imagiers n'ont presque jamais manqué de représenter cette scène.

Nous la retrouvons aux retables d'Airion, de Bury, de Marissel. Nous avons également noté cette scène au Sépulcre de Saint-Mihiel (Meuse) où elle a été traitée avec une grande ampleur et un grand talent par Ligier Richier.

Dans le bloc même où a été sculpté le crucifiement mais à un plan inférieur, l'artiste a représenté trois hommes portant une échelle posée horizontalement sur leurs épaules ³. Un quatrième suit, tenant à la main un panier d'osier où sont placés des clous et des outils. A sa ceinture sont suspendues des tenailles. Les quatre personnages ont des figures sinistres.

Comme à la descente de croix, le *Spasimo* ⁴ est représenté, mais il n'est pas là à sa place. L'évanouissement de la Vierge en cet instant est en contradiction avec le texte de l'Evan-

1. Mémoire de la Société historique de Pontoise Tome XI, p. 22.

2. Cf. Vattier, op. cit.

3. Dans la chapelle de Parmain (Seine-et-Oise) on conserve un tableau sur bois attribué à Rottenhammer, qui représente le même épisode. Un enfant — caprice de l'artiste — est assis sur l'échelle dominant la scène étrange qui se déroule sous ses yeux.

4. En iconographie, la Pamoison se reproduit en cinq circonstances: à la chute du Sauveur en allant au Calvaire, à la crucifixion, à la descente de croix, à la scène de la *Pieta* et à l'ensevelissement, (C. F. Barbier de Montault. Traité d'iconographie chrétienne, tome II, p. 229.)

gile : *Stabat mater*. A Lafraye (Oise) et à l'Isle-Adam (Seine-et-Oise) on a commis la même faute, saint Jean soutient Marie sous les bras de peur qu'elle ne s'affaisse sous le poids de sa douleur. Une sainte femme, sans doute Marie Cléophas, sa sœur¹, porte la main sous la tête de la sainte Vierge pour lui servir d'appui.

Quatre autres saintes femmes regardent cette scène pénible. Près de ce groupe se tient un soldat avec une lance. Enfin dans l'angle on voit un petit homme armé d'un bâton avec une figure railleuse qui semble insulter le Sauveur. Il est bancal, mal bâti, l'artiste semble avoir réuni dans sa personne la laideur physique et la laideur morale.

Nous l'avons déjà dit, la grande scène du crucifiement est encadrée par des contreforts dont les niches renferment aussi de petites scènes, en voici la description : A la gauche du Christ, en allant du haut en bas nous voyons : 1° *La prière au jardin des Olives*. Les apôtres dorment pendant que Jésus est en oraison. — 2° *la descente aux limbes*. Notre-Seigneur tend la main à un personnage à genoux devant lui, c'est Adam. Signalons le même motif au retable de Nucourt (Seine-et-Oise) et à celui de Mareil-en-Brie (Marne). A droite : 1° *Pilate se lave les mains*, avec une aiguière, en présence du peuple représenté par quelques personnages. — 2° *Jésus est amené devant Caïphe*. Un petit groupe de personnages figure l'assistance. Trois dais richement découpés surmontent le tableau et contiennent également de petites scènes. Au centre et contrastant avec le drame lugubre du Calvaire on voit *la sainte Vierge avec sainte Anne* à ses côtés, apprenant à lire à l'enfant Jésus. A droite et à gauche au-dessus de la croix des larrons, on voit un ange qui enlève l'âme de Dismas le bon larron sous la figure d'un enfant nu et un diable qui emporte l'âme de Gesmas le mauvais larron. Notre ami, M. Louis Régnier, nous signale le même motif dans un vitrail de l'église de Nonancourt (Eure). Nous l'avons également noté dans un vitrail au-dessus de l'autel, à la

1. D'après une tradition, sainte Anne aurait eu successivement trois maris et trois filles, une de chacun : la sainte Vierge, Marie Cléophas et Marie Salomé.

chapelle de l'hospice de Beaune (Côte-d'Or) donné par Nicolas Rollin et Antoinette Guigogne de Salis. Le chanoine Reusens cite un retable flamand de la collection de M. Vermeersch, où nous rencontrons le même motif¹.

VOLETS PEINTS.

Le retable fermait autrefois par des volets dont les faces et les revers sont couverts de peintures. Ils existent encore, mais détachés, sans place fixe, exposés à se détériorer et même à disparaître.

Les peintures sont curieuses, mais sont loin de valoir les sculptures. Il est vrai qu'elles ont été retouchées et soi-disant restaurées par un peintre de passage dont le travail a dû altérer le cachet primitif des peintures. Quoiqu'il en soit nous allons en donner une description sommaire.

Au-dessus des travées latérales, moins élevées que celle du centre on a encastéré dans la boiserie deux panneaux dont une face est apparente. Le panneau de droite représente *la mise au tombeau*. La scène se passe dans une grotte. Joseph et Nicodème se livrent à leur pieux office, la sainte Vierge assiste toute attristée et les saintes femmes la soutiennent par les bras. Les gardes mis par la haine des juifs sont à la porte et veillent auprès du Sépulcre.

Le pendant, à gauche, représente *l'Ecce Homo*. Le Christ, les mains liées, un manteau sur les épaules est exposé à la vue du peuple. Pilate, vêtu d'un riche costume et assis sur son trône, est entouré de soldats. On aperçoit aussi la vile populace. Une inscription placée au-dessus de sa tête, rappelle le mot qu'il prononça. On lit : *Ecce Homo*.

Les autres panneaux sont disloqués. Il faut une certaine attention pour les reconstituer. On peut les classer par paires, d'après leurs dimensions correspondant aux travées des retables qu'ils devaient clore.

Première paire : hauteur 0^m66, largeur 0^m60.

1^o *Présentation de Jésus au temple*. Le saint vieillard

1. Eléments d'archéologie chrétienne avec phototypies. Tome II, p. 227.

Siméon tient l'enfant Jésus dans ses bras et le regarde avec une tendre émotion. Sur la table on remarque un livre de prières et un chandelier à godrons. Tous les assistants tiennent un cierge à la main. Le cierge est l'image de Jésus lumière du monde : *lumen ad revelationem gentium* (Luc II), selon la parole du saint vieillard. C'est pour cette raison que l'Église bénit des cierges le jour de la Purification et que cette fête s'appelle *Chandeleur*. C'est évidemment la pensée qui a guidé l'artiste et lui a fait commettre un anachronisme en plaçant un cierge à la main des assistants. Au revers, on voit saint Jean l'évangéliste avec l'aigle à ses pieds.

2° *Mariage de la sainte Vierge*. Le grand prêtre, revêtu de la tiare à deux cornes et de ses vêtements pontificaux, reçoit le consentement de Marie et de Joseph. Au revers, l'apôtre saint Mathieu accompagné de l'ange.

Deuxième paire : hauteur 1^m05, largeur 0^m66.

1° *Sacrifice d'Abraham*. La scène est traitée selon les données ordinaires. L'enfant est à genoux. Abraham lève son bras armé d'un glaive. L'ange l'arrête. Derrière lui on aperçoit le bélier qui doit être immolé à la place de l'enfant. On remarquera la convenance de ce sujet sur les volets d'un retable de la Passion. Le sacrifice d'Abraham est la figure du sacrifice de la croix.

Au revers : *Le lavement des pieds*. Jésus, les reins ceints d'un linge, est devant saint Pierre. Ce dernier porte la main à sa tête. C'est la traduction de cette parole de l'apôtre : *Seigneur non seulement les pieds, mais aussi les mains et la tête*.

2° *Serpent d'airain*. Il est attaché à une croix en forme de tau. Moïse indique du doigt le serpent figure du Sauveur. Aux pieds du tau git un cadavre entouré des serpents dont la morsure était mortelle. Un homme, les mains étendues vers le serpent d'airain, est en prière. C'est pour lui le salut.

Au revers : *La Cène*. Le Christ est assis sous un baldaquin à pentes bleues et dessins or. C'est une marque d'honneur et de distinction. Selon les idées du temps, les artistes l'accordent toujours à Notre Seigneur, soit à la Cène, soit aux noces de Cana. Judas est reconnaissable à la bourse

qu'il porte et à son manteau jaune. Cette couleur était prise en mauvaise part. Elle est ordinairement celle de Judas. C'est ainsi qu'il est représenté sur les volets de l'église de Chambly, à la Cène et au jardin des Olives. Saint Jean est couché, non sur la poitrine du Sauveur, mais sur la table, près de son divin Maître.

Troisième paire : hauteur 1^m60, largeur 0^m70.

Ce sont les panneaux qui devaient clore le haut de la travée centrale. Ils contiennent chacun, face et revers compris, quatre sujets.

Premier panneau, face. *Daniel dans la fosse aux lions*. On aperçoit l'ange tenant Habacuc par les cheveux. Le prophète, selon l'ordre qu'il a reçu, porte au serviteur de Dieu la nourriture des moissonneurs. Il tient un pain et un bidon, semblable à ceux dont les ouvriers de la campagne font usage. Dans le bas : *saint Marc avec le lion*. Au revers du panneau *l'Ascension*. La sainte Vierge et les apôtres sont les témoins du fait miraculeux. Dans le haut du tableau on n'aperçoit plus que les pieds du Christ et les bords de son vêtement.

Dans le bas du panneau : *l'Intérieur de Nazareth*, scène pleine de grâce et de fraîcheur qui, à toutes les époques, a séduit les artistes et exercé leur talent. Marie est à droite, assise et occupée à un ouvrage de couture. Auprès d'elle on voit les accessoires ordinaires : dé, ciseaux, etc. Derrière elle est un bahut renaissance, portant un plat de cuivre, une aiguière, un livre et un fruit. Dans l'autre coin du tableau, saint Joseph, assis sur un banc, se repose de son travail. L'enfant Jésus se tient debout devant lui. Son père nourricier lui donne une pomme.

Deuxième panneau, face. *La Pentecôte*. L'Esprit-Saint descend sous la forme d'une colombe et de langues de feu. La sainte Vierge, un livre en main, assiste au prodige au milieu des apôtres dont elle semble présider l'assemblée. Au-dessous de la Pentecôte, une scène délicieuse et qui est plus rare en iconographie : *l'Apparition de Jésus* à sa mère après la Résurrection. Le Sauveur, après avoir consolé Marie, s'éloigne en bénissant à la manière latine. La sainte Vierge est en extase devant lui et ne peut détacher ses yeux de son

Fils. Une sainte femme, qui est derrière elle, partage son émotion. Auprès saint Jean, que le peintre a fait beaucoup trop jeune, presque un enfant, est assis sur le seuil de la maison qui est sienne et où il a recueilli Marie, en descendant du calvaire : *Et ex illa hora accepit eam discipulus in sua.* (Jean, XIX, 27.)

Malgré l'empâtement des couleurs cette scène, empruntée à la tradition, est pleine d'un charme pénétrant. On remarquera que Jésus et Marie sont seuls nimbés. Au musée de Troyes, une sculpture provenant du jubé de Villemaur, représente le même épisode.

Au revers est l'histoire de *Jonas*¹ jeté à la mer. Le navire a la forme des vaisseaux du xvi^e siècle. La baleine qui attend sa proie ouvre sa machoire bien large pour l'engloutir. Dans le bas, on voit *saint Luc* avec le bœuf, son attribut ordinaire.

En terminant, qu'on nous permette d'exprimer un souhait ! Nous voudrions voir ces curieux panneaux remis en place. La dépense ne serait pas très considérable. Avec une bonne serrure, dont le motif serait emprunté aux modèles de l'époque, ils protégeraient le retable aussi bien et mieux que la malencontreuse vitrine avec ses reflets désespérants. Nous livrons ce vœu au zèle du jeune et intelligent pasteur de la paroisse. Grâce à lui et avec son précieux concours, nous avons pu étudier à loisir le retable de Thourotte. Qu'il reçoive ici l'expression de nos bien sincères remerciements !

1. Ce n'est point un hors d'œuvre. Jonas englouti par la baleine figure l'ensevelissement du Christ. Au jubé de la cathédrale de Tournai (Belgique), les deux scènes sont vues en parallélisme.

DE L'IMPRIMERIE A COMPIÈGNE

AVANT 1789¹

PAR

M. Alexandre SOREL

MEMBRE TITULAIRE.

Jusqu'à la fin du xv^e siècle les manifestations de la pensée n'étaient reproduites que par des copies manuscrites. Longtemps confiées aux moines et aux clercs des diverses abbayes, ces sortes de travaux furent entrepris plus tard par des laïques qui finirent par former l'importante corporation des *Maîtres Escrivains Enlumineurs*.

C'est ainsi qu'au xiv^e siècle, on comptait à Paris plusieurs milliers de copistes dont le plus grand nombre habitaient le quartier de la Cité, celui de la Tour-Saint-Jacques-la-Boucherie, et particulièrement la rue qui, à raison de leur présence, prit le nom de *rue des Écrivains* et qui disparut à l'époque du prolongement de la rue de Rivoli.

La découverte de l'imprimerie, comme on peut le deviner, mit au désarroi cette pléiade d'artisans. Aussi cherchèrent-ils, par tous les moyens possibles, à entraver le développement de cette merveilleuse invention qui révolutionna le monde entier.

Ils allèrent jusqu'à lancer contre les imprimeurs l'accusation de sorcellerie. « On ne connaît pas, écrit M. Paul Sebillot², le détail des griefs qu'ils formulèrent; ils devaient différer assez peu de ceux qui étaient d'usage en semblable occurrence: pacte avec le diable, intervention des puissances

1. Mémoire lu à la Section d'histoire du Congrès des Sociétés savantes à Paris, en 1897.

2. *Légendes et curiosités des métiers*: LES IMPRIMEURS, p. 2.

suraturelles. Selon Voltaire, qui ne cite pas la source de cette anecdote, ils avaient intenté un procès à Gering et à ses associés qu'ils traitaient de sorciers. Le Parlement commença par faire saisir et confisquer tous les livres. C'est alors que le roi intervint entre les persécutés et le tribunal persécuteur. Il lui fit défense, dit Voltaire, de connaître de cette affaire, l'évoqua à son Conseil, et fit payer aux Allemands le prix de leurs ouvrages. »

On sait que la typographie découverte en Allemagne vers 1436 ne fut réellement mise en usage à Paris qu'en 1470 et qu'à la fin du xv^e siècle les grandes villes de France voyaient s'installer des imprimeries dans leurs murs, mais il ne dut pas en être de même dans les localités bien moins importantes : aussi ne faut-il pas s'étonner de ne rencontrer aucune trace d'impressions locales dans les petites villes de province avant la moitié du xvi^e siècle. Et cependant, il y a lieu de le reconnaître, ainsi qu'on l'a déjà vu plus haut, les rois de France n'avaient pas hésité, dès le principe, à encourager l'imprimerie et à en favoriser le développement. Charles VIII notamment délivrait en mars 1488 des lettres patentes portant concession de tous les privilèges de l'Université au profit des libraires et *imprimeurs* et autres suppôts de la dite Université, et vingt-cinq ans plus tard, Louis XII signait à Blois la fameuse déclaration du 9 avril 1513 dans laquelle, considérant l'invention de l'imprimerie comme « une œuvre divine plutôt qu'humaine, » il octroyait à nouveau les mêmes privilèges aux libraires, imprimeurs, relieurs, illumineurs et écrivains jurés.

Après lui vinrent François I^{er} (1515-1516-1543), Henri II (1547) et Charles IX (1560) qui confirmèrent les grâces, faveurs, franchises, exemptions etc., etc., dont jouissaient déjà ceux qui exerçaient ces mêmes industries.

Au mois de novembre 1581, Henri III généralisa par un édit l'institution des maîtrises dans les arts et métiers et ceux à qui incombait l'exécution de cette mesure, élevèrent la prétention de l'appliquer aux imprimeurs et libraires qu'ils considéraient comme des artisans *mécaniques*, mais ces derniers trouvant qu'une telle interprétation était attentatoire à l'honneur de l'imprimerie qui, à leurs yeux était

un art véritable, en appelèrent au Roi lui-même. Le Conseil d'État privé, saisi alors de la question, rendit le 30 avril 1583, un arrêt qui décida que l'édit de 1581, n'était pas applicable aux imprimeurs-libraires.

A partir de ce jour, les privilèges en question ne soulevèrent plus de sérieuses contestations.

Le 28 février 1723, Louis XV édicta un règlement spécial sur le fait de la librairie et de l'imprimerie à Paris, mais comme, à la rigueur, ses dispositions ne s'imposaient pas d'une façon suffisante aux imprimeurs de province, il intervint, le 24 mars 1744, un nouvel arrêt du Conseil d'État, qui ordonna qu'elles seraient applicables dans toute l'étendue du royaume.

Le règlement du 28 février où l'exercice de l'imprimerie se trouve minutieusement analysé et qui a été, à juste titre, qualifié de *Code de l'Imprimerie et de la Librairie* est très intéressant à connaître, car, non seulement il dépeint ce qu'étaient il y a plusieurs siècles les imprimeurs et les libraires, mais encore il reflète, mieux qu'on ne le pourrait faire, les mœurs et les idées du temps où il parut. Une analyse succincte des principaux passages suffira pour le démontrer.

Ce qui frappe d'abord, quand on parcourt ce document, c'est le soin avec lequel l'autorité royale entendait renfermer les imprimeurs et les libraires dans des limites pouvant lui permettre la plus grande surveillance. Ainsi l'article 4^e défendait « à toutes personnes à quelque qualité et condition qu'elles fussent, » autres que les libraires et imprimeurs de faire le commerce de livres, d'en vendre et débiter aucuns, de les faire afficher pour les vendre en leur nom, soit qu'ils s'en disent les auteurs ou autrement, ni de tenir boutique ou magasin de livres, d'acheter pour revendre en gros ou en détail, en chambres et autres lieux, même sous prétexte de vendre à l'encan aucuns livres en blanc (c'est à dire en feuilles) ou reliés, gros ou petits, neufs ou frippés, même de vieux papiers qu'on appelle à la rame et de vieux parchemins, à peine de *cinq cents livres* d'amende, de confiscation et de punition exemplaire ».

Déjà, bien auparavant, le Bailli du Palais avait, le

21 juillet 1668, rendu une sentence qui déclarait bonne et valable la saisie pratiquée chez un parfumeur, d'un *Traité du Tabac* dont il détenait plusieurs exemplaires, et le Parlement de Rouen, faisait en 1675, « inhibitions et défenses à tous collèges, communautés et maisons religieuses, d'avoir aucune imprimerie chez eux ou en une maison particulière, ni de vendre et débiter aucuns livres en blanc ou reliés que par les mains des libraires. Plus tard, un arrêt du Conseil en date du 4 juin 1718 faisait défense à Jean-Baptiste Lully, le célèbre compositeur, surintendant de la musique du roi, d'afficher, vendre ou faire vendre ses propres opéras autrement que par un imprimeur ou par un libraire. Et sous l'empire du règlement de 1723, les époux Péron, marchands fripiers à Blois, qui avaient acheté à la criée quelques livres provenant de la bibliothèque de l'abbé Mesnage, prêtre habitué de la paroisse Saint-Honoré, se voyaient poursuivis et condamnés pour avoir mis à l'encan deux ou trois de ces mêmes livres.

Toutefois, il y avait exception à l'égard des marchands *merciers-grossiers* de la ville de Paris ; c'est ainsi qu'on désignait ceux qui faisaient le commerce en gros. L'article 5 du règlement les autorisait, en effet, ce qui s'est toujours continué, à vendre les A. B. C., *Almanachs*, petits livres d'heures et de prières imprimés hors la ville, pourvu qu'ils n'excédassent pas deux feuilles et qu'ils fussent du caractère *Cicéro* : c'est le nom qu'on donnait aux caractères d'imprimerie ayant onze points typographiques de force et de corps, semblables à ceux qui avaient servi en 1467 à Rome pour l'impression des *Épîtres de Cicéron*.

L'article 110 n'accordait également aucuns privilèges aux libraires et imprimeurs de Paris pour l'impression des *Factums*, *Mémoires*, *Requêtes*, *Placets*, *Billets d'enterrement*, *Pardons*, *Indulgences* et *Monitoires*.

L'article 6 permettait aux femmes et veuves de compagnons imprimeurs ou libraires, d'acheter et de vendre les papiers à la rame et les vieux parchemins à l'usage des imprimeurs, libraires et relieurs.

Aux termes de l'article 17°, tous les imprimeurs étaient tenus d'employer de bons caractères et de beau papier, avec indication du nom du libraire qui avait commandé l'ouvrage,

et, bien entendu, il était défendu d'indiquer un faux nom, sous peine de *cinq cents livres* d'amende.

En outre, il était interdit d'avoir plus d'une boutique à la fois, ni de faire aucun étalage portatif sur les ponts, quais, parapets et dans les maisons privilégiées. On voulait ainsi éviter, comme l'explique une ordonnance royale du 23 septembre 1742, la vente de toutes sortes d'écrits sur la religion, le Gouvernement de l'État, et contre la pureté des mœurs.

Enfin, les imprimeurs étaient tenus, d'après l'article 12°, à avoir leur boutique ou magasin dans le quartier de l'*Université*; quant aux libraires simples, ils avaient le choix entre ce quartier et l'intérieur du Palais. C'est dans ce dernier endroit qu'était installé le fameux Claude Barbin, illustré par Boileau et dans le magasin duquel s'étaient donné rendez-vous Trissotin et Vadius pour vider leur querelle.

Inutile de dire qu'aucune boutique ne devait être ouverte les fêtes et dimanches (art. 16°) sous peine d'amende.

Des maîtres imprimeurs ou libraires, le règlement passe aux *apprentis*.

Pour être admis en cette dernière qualité, il fallait (art. 20°) être *congru en langue latine* et savoir lire le grec.

Une fois admis, l'apprenti devait travailler chez le même maître au moins quatre années entières et consécutives (art. 21°), temps pendant lequel il ne pouvait se marier.

Par contre, chaque imprimeur ou libraire, ne devait avoir qu'un seul apprenti à la fois. Cette mesure avait pour but de prévenir, dans l'intérêt de la Communauté, les abus pouvant résulter du nombre toujours croissant des aspirants à la maîtrise.

Après son stage terminé, l'apprenti devait servir encore un maître pendant trois ans en qualité de *compagnon*, et ne pouvait abandonner un travail sans l'avoir achevé, mais en revanche, le patron était forcé de le lui laisser finir, ou tout au moins, de lui en fournir un autre de même qualité. (art. 32°).

L'article 44 renfermait une disposition assez singulière, qui ne serait plus guère de mise aujourd'hui où l'on aime tant à banqueter sous n'importe quel prétexte. Il portait, en

effet, que les *compagnons, ouvriers ou apprentis* ne pourraient faire aucun festin ni banquet, soit pour entrée ou issue d'apprentissage, soit autrement.

Il leur était également interdit d'organiser « aucune communauté, confrairie, assemblée, *cabale* ni bourse commune », ou d'agir en nom collectif pour quelque cause et occasion que ce soit, à peine de prison, de punition corporelle et de trois cents livres d'amende (art. 42°).

On était loin alors des grèves et des syndicats ouvriers.

De plus, les apprentis ne pouvaient aller en troupe, tant de jour que de nuit, ni porter épées, poignards, bâtons et autres armes offensives, ni faire aucun *tric*. On appelait ainsi une sorte de signal convenu d'avance pour quitter le travail et se rendre au cabaret.

Après avoir déterminé les obligations imposées aux maîtres-imprimeurs et à leurs apprentis, le règlement énonçait les conditions pour arriver à la *maîtrise* :

Production de certificats de capacité, de bonne vie et mœurs et de catholicité ; examen à subir devant huit membres de la communauté ; serment à prêter entre les mains du lieutenant général de police, telles étaient les principales prescriptions. En outre, l'aspirant à la maîtrise de libraire simple versait au syndic une somme de mille livres ; celui qui voulait être tout à la fois imprimeur et libraire, était taxé à quinze cents livres (art. 45°).

Dès qu'il était reçu à Paris, le candidat pouvait s'établir dans tout le royaume, sans subir de nouvelles épreuves.

Ici se place l'article 49 qui intéresse la province et spécialement les villes du département de l'Oise.

Cet article, en effet, consacrait, entre autres choses, un arrêt du Conseil d'État du 21 juillet 1704, qui déterminait les villes du royaume dans lesquelles il était nécessaire qu'il y eût des imprimeurs-libraires pour le bien du service du roi et l'utilité du public, mais il en fixait le nombre dans chaque localité, parce que, disait-il, « il serait dangereux qu'il s'en établît un trop grand nombre, de crainte que ne trouvant pas assez d'ouvrage pour pouvoir subsister, ils ne s'appliquassent à des contrefaçons ou à d'autres impressions contraires au bon ordre. »

En conséquence, il n'était attribué qu'un seul imprimeur-libraire à Beauvais, Compiègne, Noyon et Senlis, avec cette condition que les places des imprimeurs qui viendraient à décéder seraient remplies par leurs veuves, tant qu'elles continueraient à exercer l'imprimerie, mais avec défense de prendre aucun apprenti.

Pourquoi cette interdiction ? Le texte est muet à cet égard. Craignait-on qu'une veuve, jeune encore, ne traitât avec trop de sollicitude l'apprenti qui devait vivre sous le même toit qu'elle, ou bien n'était-ce pas plutôt pour éviter d'augmenter ainsi le nombre des aspirants à la maîtrise ? Nous ne le saurions dire.

L'article 56^e contenait une disposition qu'il serait bien à souhaiter de pouvoir invoquer encore ; elle était relative aux *correcteurs*. Ces derniers, en effet, devaient être capables, et si, par leur faute, il y avait nécessité de réimprimer les feuilles qu'ils avaient dû corriger, c'était à leurs frais. Aujourd'hui, au contraire, c'est le malheureux auteur qui paie les bévues et les coquilles des correcteurs, et Dieu sait s'il s'en commet !

Enfin, ce qui s'explique de soi-même, il était formellement prohibé d'imprimer, vendre, exposer, distribuer ou colporter des livres ou libelles contre la religion, le service du roi, le bien de l'État, la pureté des mœurs, l'honneur et la réputation des familles et des particuliers ; et, en cas d'infraction, les imprimeurs et les libraires étaient punis, suivant la rigueur des ordonnances, privés et déchus de leurs privilèges et immunités, et déclarés incapables d'exercer à l'avenir leur profession, sans pouvoir y être jamais rétablis.

Tel fut le célèbre règlement concernant l'imprimerie et la librairie dont certaines dispositions s'appliquaient encore lorsque le décret du 10 septembre 1870, proclama la liberté de ces deux branches d'industrie et de commerce.

Il fallut près d'un siècle pour arriver à pareil résultat après 1789.

Il me reste maintenant à rechercher à quel moment, et par qui l'imprimerie et la librairie furent exercées à Compiègne jusqu'à cette époque mémorable.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, la découverte de l'impri-

merie, mise en œuvre dès l'année 1470, ne dut produire ses effets que beaucoup plus tard dans les petites villes du royaume. Dès lors, nous ne trouvons aucune trace d'impressions faites à Compiègne avant la fin de la moitié du xvii^e siècle. Et encore, ne s'agit-il que d'imprimeries ambulantes.

Quoiqu'il en soit, c'est à Julien Courant que, jusqu'ici, revient l'honneur de ces premières publications. Il appartenait certainement à une famille d'imprimeurs, car dans sa *Bibliographie des mazarinades*, M. Moreau cite une veuve Courant établie à Rouen, à la *Tour Carrée proche la Bastille*; une autre veuve Courant à Paris et Laurent Courant installé à Pontoise. Julien Courant est lui-même désigné comme ayant travaillé dans cette dernière ville. En tout cas, il y eut certainement des relations intimes entre ces diverses maisons, car aussitôt qu'une pièce quelconque était publiée à Pontoise, elle était immédiatement rééditée à Rouen par la veuve Courant.

Quant à Julien Courant, il dût avoir son principal établissement à Pontoise et une succursale à Compiègne.

Le nombre des publications faites à Pontoise, et portant son nom, est relativement beaucoup plus considérable que celles imprimées à Compiègne. C'est surtout à l'époque de la Fronde qu'elles ont paru. La plupart constituaient ce qu'on appelle des *mazarinades* et figurent dans les bibliographies de MM. Moreau¹ et de Marsy².

Nous en avons fait le relevé : Une vingtaine portent le nom de Julien Courant à Pontoise. Six seulement paraissent avoir été imprimées à Compiègne.

Après Julien Courant, vient Jean Mousnier dont l'existence ne nous est guère révélée que par un article des *Comptes de la ville de Compiègne* ainsi conçu : « Le 20 décembre 1660, délivré mandat de la somme de vingt-deux livres à Jean Mousnier, imprimeur-libraire, demeurant à Compiègne, savoir : dix livres pour avoir *imprimé* et délivré cent copies de l'arrêt du Conseil d'État, daté du 30 juillet 1605, servant de règlement pour les affaires de la dite ville

1. *Bibliographie des mazarinades*. — Paris, 1850-1851.

2. *Bibliographie Compiégnoise*. — Bulletin de la Société historique de Compiègne, t. 2, p. 165.

et douze livres pour quatre gros registres qu'il a vendus pour servir à écrire la dépense et la recette de l'Hôpital des pauvres renfermés¹. »

Après Jean Mousnier, nous trouvons que l'arrêt du grand Conseil du 22 décembre 1671 (in-4° de sept pages), fut imprimé à Compiègne par C. Rennesson *imprimeur du Roy et du Collège royal*. Cet arrêt était relatif à la confirmation de la manse abbatiale de Saint-Corneille au Val de Grâce, avec évocation au Conseil de tous procès relatifs à l'Abbaye.

Rennesson exerça-t-il longtemps sa profession à Compiègne ? Rien ne le constate, mais il est certain qu'il n'y était plus en 1684², car à cette époque, les registres de la paroisse de Saint-Jacques mentionnent l'existence d'un nouveau libraire appelé *Christophe Blanchet* qui, probablement, quitta la ville quelques années plus tard, puisque en 1684 les Jésuites qui dirigeaient alors le Collège de Compiègne, firent reproduire à Saint-Quentin, à l'encre du *Lion d'argent*, le programme d'une pièce que devaient jouer leurs élèves, et qu'en 1686 Louis de Gaya confia l'impression de son livre sur les *Barons ou Fieffés de Saint-Corneille* à Louis Mauroy, imprimeur de l'Évêché de Noyon. Or, il est très vraisemblable que si ce personnage qui jouait un grand rôle à Compiègne, par sa famille, avait trouvé dans la ville même un imprimeur, il lui eût remis son manuscrit.

En tout cas, il est hors de doute qu'en 1687, Blanchet n'était plus en exercice. Nous en trouvons la preuve dans la mention suivante, tirée d'un registre de baptêmes de l'église Saint-Jacques :

« Le 14 août 1687, fut baptisé Claude Laurent, fils de Michel Courtois, libraire de la ville de Compiègne et d'Antoinette Leglaneur, ses père et mère.

Le parrain de l'enfant fut Laurent Courtois, prêtre vicaire de la paroisse, et la marraine dame Marie Seroux, femme de messire Charpentier, lieutenant général de Compiègne.

1. Archives de la ville de Compiègne C.C.

2. Ce Rennesson, ou Regnesson, devait appartenir à une famille rémoise Nicolas Regnesson, mort à Paris en 1670, fut un graveur de quelque talent. Sa sœur Jeanne avait épousé le célèbre graveur Robert Nanteuil (Herluison, *Actes d'état-civil d'artistes français*, 1873, p. 375-376.)

L'indication de ces deux personnes prouve que Courtois n'était pas le premier venu dans la ville. En effet, Louis Charpentier qui avait épousé Marie Seroux, était alors Conseiller du roi, président, lieutenant-général de Compiègne. C'est lui qui, vers 1685, soutint une question de préséance à l'encontre de Gaya, major de la Ville, qu'il traitait de « *jeune homme sortant des mousquetaires* ».

Quant à Michel Courtois, il eut sur les bras une affaire bien autrement désagréable. Voici dans quelles circonstances :

On sait les polémiques ardentes que soulevèrent les questions religieuses, à partir de 1661, et comment elles aboutirent, le 17 octobre 1685 par la révocation de l'Edit de Nantes. Des *factums* et des libelles de toute nature s'échangeaient entre les deux partis, catholique et protestant. La plupart de ces écrits, imprimés ou censés imprimés en Hollande et autres pays étrangers, étaient l'objet de la surveillance la plus active de la part de la police, et malheur à ceux qui étaient surpris faisant le commerce de ces écrits. C'est ce qui arriva à Michel Courtois.

Au commencement de l'année 1691, le lieutenant de police de la Reynie fut avisé que les sieurs Moette, relieur à Paris, Bordes, libraire à Orléans, et Courtois, libraire-imprimeur à Compiègne, détenaient un certain nombre de livres prohibés. Aussitôt, des perquisitions furent ordonnées chez chacun d'eux. Celle pratiquée dans l'atelier du relieur Moette motiva la lettre suivante adressée par M. de Pontchartrain, secrétaire d'Etat, à l'intendant de la généralité de Soissons, nommé Bossuet :

Paris, 27 février 1691

On a reconnu, par le moyen de Moette, relieur à Paris, qui s'est trouvé saisi de plusieurs exemplaires de mauvais livres, qu'il avait son principal commerce avec Anisset, libraire à Soissons, sur quoi le Roy m'a ordonné de vous écrire sur le champ d'envoyer dans la maison de ce libraire, visiter les livres qui y peuvent être, et saisir ceux qui seraient défendus avec les lettres et correspondance, afin de pouvoir par ce moyen, connaître son mauvais commerce, et S. M. veut que, s'il se trouve quelque chose qui ne soit pas dans l'ordre, Anisset soit en même temps arrêté et que vous m'en donniez avis pour recevoir ensuite les ordres de Sa Majesté.

En même temps, on faisait une descente à Compiègne, chez Michel Courtois. Voici en quels termes le secrétaire d'Etat transmettait l'ordre au lieutenant de police de la Ville de procéder à son arrestation :

26 février 1691.

Je vous envoie les procès-verbaux que j'ai reçus de Soissons et de Compiègne au sujet de la perquisition chez les deux libraires que vous avez indiqués : s'il reste quelque chose à faire, vous n'avez qu'à prendre la peine de me le mander.

Ces pièces avaient été préalablement portées à la connaissance de Louis XIV qui délivra des ordres d'arrestation contre les prétendus délinquants, et, dès le 6 mars 1691, M. de Pontchartrain écrivait de Versailles à M. Charpentier, lieutenant général de Compiègne, le même dont la femme était la marraine d'un des enfants de Courtois :

Le Roy veut que vous fassiez arrêter Courtois et que vous l'envoyiez à la Bastille, où il sera reçu en vertu de l'ordre que je vous envoie, que vous remettrez à celui qui sera chargé de l'y conduire.

Et le lendemain il ajoutait :

Je vous mandais hier de faire arrêter Courtois et de l'envoyer à la Bastille ; mais il faut qu'en même temps vous fassiez démonter sa presse et saisir ses caractères afin qu'on n'en puisse faire usage.

Ce passage prouve que l'imprimerie de Courtois n'était pas très importante et qu'on était bien loin à la fin du xvii^e siècle, de ces établissements gigantesques où plusieurs machines débitent en quelques heures des milliers de feuilles d'impressions.

L'arrestation de Courtois eut lieu immédiatement. Le journal de Dujunca en fait part en ces termes :

« Du vendredi, à trois heures après-midi, 9 de mars, M. le lieutenant de Robe-Courte de Compiègne a conduit ici Courtois, libraire de Compiègne, lequel on a mis dans la quatrième chambre de la tour de la Conté avec MM. Chandenier et de la Gaillarderie.¹

1. *Archives de la Bastille*, t. IX, p. 317.

L'affaire suivit son cours. Dès le 20 avril 1694, le secrétaire d'Etat avait écrit au lieutenant général de Compiègne :

« Les livres reliés et en feuilles que vous trouvâtes chez Courtois et que vous fîtes porter à votre greffe sont nécessaires pour l'instruction de son procès ; ainsi il faut que vous les envoyiez par voie sûre au greffe de Gaudion, dans la rue Sainte-Croix de la Bretonnerie à Paris, et que vous m'en donniez avis. »¹.

Au mois de septembre suivant, le Roi étant à Fontainebleau, M. de Pontchartrain lui communiqua alors le rapport du lieutenant de police et le 24 du même mois il écrivit à M. de la Reynie :

J'ai lu au Roi votre mémoire sur l'examen que vous avez fait des procédures qui ont été faites contre les libraires qui font commerce de mauvais livres. S. M. a approuvé tout ce que vous proposez à cet égard, et j'écris en conformité au lieutenant général du présidial de Châlons et à ceux des autres villes où on a fait perquisition.

De tout temps on s'est plaint des lenteurs de la justice qui ne marche, dit-on, que *pede claudo* ; mais à cette époque c'était bien autre chose qu'aujourd'hui. Il semble, en effet, qu'une fois qu'on avait constaté qu'un imprimeur ou un libraire était détenteur de livres prohibés, il n'y eût plus qu'à le citer en justice, alors surtout que le malheureux gémissait à la Bastille ; mais c'eût été par trop simple. Il fallait au contraire une suite d'actes de procédure dont les vieux formulaires nous donnent le texte et qui reculaient d'autant l'issue de l'affaire la moins compliquée. Aussi ne fut-ce que deux ans après l'incarcération de l'infortuné Michel Courtois, c'est-à-dire, le 14 avril 1693, que M. de Pontchartrain adressa au lieutenant de police, l'ordre de transférer le prisonnier de la Bastille au Châtelet, ordre qui fut exécuté le 23 du même mois, et c'est seulement le 26 juillet suivant, que le Châtelet rendit une sentence condamnant Courtois à être banni de Compiègne, pendant cinq années. Il avait fait deux ans et quatre mois de prévention pour en arriver là.

Le pauvre imprimeur fut donc exilé de Compiègne et

1. Archives de la Bastille. — Eod. loc.

d'après le règlement en vigueur, il ne pouvait plus jamais exercer sa profession. Aussi, à partir de cette époque, on perd complètement sa trace.

Après cette fâcheuse affaire, à qui échet le privilège d'imprimeur à Compiègne?

Nous n'avons jusqu'ici trouvé rien de positif à ce sujet. Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'en 1708, Jean Sauvage, qui se disait imprimeur libraire de la ville, formait opposition à la nomination que sollicitait en cette qualité, Charles Courtois qui, sans doute, était parent de l'exilé.

Le Conseil d'État du Roi saisi alors de la double requête rendit, le 13 août 1708, un arrêt ordonnant, avant faire droit, que Jean Sauvage et Charles Courtois se présenteraient devant le lieutenant général de police de Compiègne pour justifier de leurs titres de capacité, etc., etc....

Cet arrêt fut signifié le 23 août, mais alors Jean Sauvage se désista de son opposition, demandant seulement qu'on lui permît de continuer à Compiègne l'exercice de sa profession de *libraire d'écolier* (on appelait ainsi la librairie classique) comme il l'avait fait, disait-il, depuis six ans.

Dans cette situation, le Conseil d'État tenu à Versailles rendit le 12 novembre 1708 un arrêt qui, sans s'expliquer autrement sur la prétention de Jean Sauvage, fit main levée de son opposition et ordonna que Charles Courtois serait reçu imprimeur libraire à Compiègne, en la manière accoutumée, pour y jouir des droits, privilèges et exemptions accordés par le Roi aux maîtres de cette profession.

La réception eut lieu, en effet, le 3 décembre suivant, par Pierre-René Potier, commissaire du Roi, lieutenant général de police de Compiègne, et Charles Courtois prêta serment de bien et fidèlement se comporter dans ses nouvelles fonctions qu'il ne dut pas conserver longtemps, car le 13 août 1709, c'est-à-dire huit mois plus tard, le Roi délivrait à Versailles des lettres de commission, nommant Jean Sauvage au même titre.

Quant à Charles Courtois il dut quitter Compiègne pour aller s'établir à Soissons, puisque, en 1729 et 1730, on trouve dans cette ville des impressions revêtues de son nom.

Jean Sauvage demeura imprimeur à Compiègne jusqu'au 12 décembre 1741, jour où il mourut et à partir duquel sa veuve, usant du privilège consacré par le règlement de 1723, continua à diriger l'imprimerie jusqu'au 14 juin 1751. époque où elle mourut elle-même.

Deux concurrents se présentèrent alors pour lui succéder. C'étaient Louis Bertrand, compagnon imprimeur, âgé de 28 ans, né à Lévigny (Aube), qui, pendant cinq ans avait fait son apprentissage dans l'imprimerie Lamesle à Paris, et Jean Calvet, âgé de 34 ans, né à Toulouse, ayant travaillé comme apprenti dans la même ville, chez le sieur Marnaut. Mais après une comparution des deux candidats devant Jean Planson, lieutenant général de police de Compiègne, le 22 septembre 1751 et après une ample information, ce magistrat se prononça en faveur de Louis Bertrand, et le 20 décembre suivant, le roi conférait à ce dernier le titre d'imprimeur libraire à Compiègne, fonctions qu'il exerça jusqu'en 1778, époque à laquelle il eut pour successeur son propre fils Louis-Jacques-François de Paule, connu sous le nom de Bertrand-Quinquet, parce qu'il avait épousé la sœur de l'apothicaire Quinquet, le prétendu inventeur de la lampe qui porta son nom. Bertrand-Quinquet joua à Compiègne un rôle actif pendant la Révolution et, après y avoir été un des agents les plus ardents du comité révolutionnaire, il fut obligé de fuir en mars 1793, vint s'établir imprimeur à Paris, puis brûlant ce qu'il avait adoré, il entra à la Préfecture de police en 1802, où il devint chef de division jusqu'à sa mort arrivée le 12 juin 1808, devançant ainsi l'axiôme de Barthélémy : *L'homme absurde est celui qui ne change jamais*. Avant de quitter Compiègne, il avait cédé son établissement à son beau-frère Robert-Simon Quinquet, ancien moine défroqué.

C'est à Bertrand que l'on doit la création du premier journal, paru à Compiègne en 1786, sous le nom d'*Affiches du Beauvaisis* et qui plus tard, en 1788, prit celui d'*Affiches de Compiègne et du Beauvaisis*. C'était une feuille hebdomadaire dont l'abonnement coûtait sept livres quatre sols par an, et qui renfermait « des énigmes, des charades, des logogripes en vers, l'analyse des principaux ouvrages qui

paraissaient alors, la publicité des hypothèques, le prix des grains et la taxe de la viande de boucherie, des inscriptions latines placées sur des édifices publics de la Ville, l'état des naissances, mariages et morts par paroisses, et naturellement des anecdotes avec le récit d'évènements divers'. »

Plus d'un siècle s'est écoulé depuis lors; Compiègne possède aujourd'hui six imprimeries, quatre journaux paraissant plusieurs fois par semaine, et les paisibles habitants qu'on qualifiait jadis de « dormeurs », se réveillent chaque matin aux échos de la Presse, qui, suivant l'expression de Victor Hugo, est devenue « le clairon vivant qui sonne la diane des peuples. »

1. *Notice sur les journaux à Compiègne, par Francis de Roucy.* (Bulletin de la Société historique de Compiègne, t. 2, p. 82).

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Impressions compiégnoises jusqu'à la Révolution

A. — JULIEN COURANT¹

1652

Arrêt du Conseil d'État du Roi portant cassation de la prétendue élection faite du sieur Broussel à la charge de prévôt des marchands de la ville de Paris. *A Compiègne, Julien Courant*, imprimeur ordinaire du Roi. Fait en Conseil d'État le 19 août 1652.

Sous le n° 373, M. Moreau cite cette même pièce comme imprimée par Julien Courant à Pontoise. Ce qui semble prouver que le dit Courant imprimait dans les deux villes.

Extrait de l'instruction envoyée par le prince de Condé au sieur de Saint-Romain, étant de présent en Champagne. *Compiègne, Julien Courant*, 1652, 4 p. (1340.)

Rare et curieux, d'après Moreau.

Saint-Romain faisait des pamphlets contre Mazarin pour le compte du prince de Condé.

1. Pour la liste des mazarinades imprimées à Pontoise par Julien et Laurent Courant (1652), à Paris, par la veuve Anthoine Courant (1650) et à Rouen par la veuve Courant (1652), voir la *Bibliographie des mazarinades*, de Moreau, publiée par la Société de l'Histoire de France.

Les numéros mis à la suite des pièces imprimées par Julien Courant sont ceux de l'ouvrage de Moreau.

Histoire journalière. *Compiègne*, 1652, in-4, 12 p. (1645.)

L'histoire journalière, dit Moreau, se compose de trois parties, toutes les trois imprimées et réimprimées par J. Courant, à Pontoise.

La véritable réponse du Roi à la harangue du Cardinal de Retz et Messieurs du Clergé. *Compiègne*, *Julien Courant*, 1652, 7 p. Datée du 13 septembre et contre-signée Pheippeaux. (3954).

La véritable response faite par le Roi à la dernière lettre de son Altesse royale. *Compiègne*, *Julien Courant*, 1652, 8 p. (3959).

Réponse du Roi donnée par écrit au sieur Pietre, procureur de Sa Majesté en l'Hôtel de Ville de Paris, tendante au rétablissement des Cours souveraines et à envoyer des passe-ports nécessaires aux officiers, communautés, bourgeois et habitants de sa bonne ville de Paris (12 septembre 1652). *A Compiègne*, par *Julien Courant*, *imprimeur du Roi*.

Moreau cite une édition de cette pièce donnée à Paris par les imprimeurs et libraires ordinaires du roi, 1652, 7 p.

Il ajoute qu'elle était datée de Compiègne le 12 septembre.

Il existe à la Bibliothèque d'Amiens une autre édition de cette pièce, imprimée également à Compiègne par Courant, sous ce titre : Lettre du Roy envoyée au sieur Piètre, Procureur du Roy en l'hostel de sa bonne ville de Paris, in-4. (*Cat. de la Bibl. d'Amiens*, Suppl. 5338, Hist. 14).

B. — C. RENNESSON

1671

Louis, par la grâce de Dieu, arrêt du Grand Conseil du 22 décembre 1671. *Imprimé à Compiègne*, par *C. Renneson*, *imprimeur du Roy et du Collège Royal*, in-4, 7 p. (120).

Catéchisme de Saint-Joseph, 1680, in-12.

Cet ouvrage est indiqué, sous le nom inexact de Ravesson, dans le *Dictionnaire de géographie à l'usage du libraire*, de P. Deschamps (1876), comme ayant figuré dans le catalogue du cardinal Dubois, sous le n° 3233.

C. — IMPRESSIONS RELATIVES A COMPIÈGNE

FAITES A SOISSONS

CHEZ CHARLES COURTOIS ET LA VEUVE CHARLES COURTOIS

1728-1747

On a imprimé à Soissons à partir de 1728, chez Charles Courtois plusieurs publications concernant Compiègne, parmi lesquelles nous citerons :

Enterrements des dames religieuses, sœurs converses et sœurs données du Prieuré-Hôtel-Dieu de Saint-Nicolas de Compiègne. *Soissons, Charles Courtois, 1728, in-8, 71 p.*

Relation de ce qui s'est passé au prix général de l'arquebuse rendu à Compiègne le 14 septembre 1729. *Soissons, chez Charles Courtois, 1729, in-4, 15 p.*

Inventaire du trésor de l'Abbaye Royale de Saint-Corneille de Compiègne. *A Soissons, chez Charles Courtois, 1730, in-18.*

Enfin, on confia également à la veuve de Charles Courtois, l'impression de l'ouvrage suivant :

Livre à usage de la Confrérie du Très Saint-Sacrement établie en la paroisse de Saint-Jacques de Compiègne
A Soissons, veuve Charles Courtois, MDCCXLVII, in-8°, 15 p.

D. — JEAN SAUVAGE

(Vers 1729 ou 1730).

Statuts et règlements des marchands merciers, ciriers, épiciers et droguistes. *A Compiègne, chez Jean Sauvage, imprimeur du Roy, in-16, 33 p. (Vers 1739 ou 1730.) (388).*

E. — LOUIS BERTRAND¹

1751-1778

Procès-verbal de l'étendue et état actuel du bailliage royal de Compiègne. Extrait des minutes du greffe. *Compiègne, imprimerie L. Bertrand, in-4, 55 p. (210.)*

1. Les numéros placés à la suite des titres renvoient à la *Bibliographie compiénoise* de M. de Marsy.

Il existe, outre les ouvrages indiqués ici, un certain nombre de

Solide dévotion à la Croix de N.-S. Jésus-Christ à l'usage de la Confrérie des pénitents de la Croix établie en la paroisse Royale de Saint-Jacques de Compiègne, etc., etc. *A Compiègne, de l'imprimerie de Louis Bertrand, MDCCLIII, in-18, 126 p., avec titre rouge et noir. (163.)*

Vie et office de saint Antoine, patriarche des cénobites, etc. *A Compiègne, chez Louis Bertrand, 1753, in-12, 181 p. (174.)*

Règlement général de police pour la ville, fauxbourg et banlieue de Compiègne. *A Compiègne, de l'imprimerie de Louis Bertrand, imprimeur du Roi et de la ville, 1754, in-12, 56 p. (238.)*

Statuts, ordonnances et règlement des maistres et marchands tonneliers de la ville de Compiègne, etc., etc. *Compiègne, Bertrand, 1755, in-12, 38 p. (392.)*

Office du nom de Jésus, nouvellement dressé suivant le nouveau bréviaire et approuvé par Monseigneur l'Évêque de Soissons, auquel on a joint l'office des SS. Anges gardiens et l'office de S. Charles, pour la paroisse royale de Saint-Jacques. *A Compiègne, chez L. Bertrand, 1756, in-18, 45 p.*

(Cet office a été réimprimé en 1780, chez Bertrand fils).

Arrest du Conseil d'État du Roi qui ordonne que le droit minage ou mesurage des grains de la ville de Compiègne sera perçu à l'avenir sur le pied d'un sol par mois, etc. *Compiègne, imprimerie Bertrand, 1757 : placard. (260.)*

Arrest du Conseil d'État du Roi que fait défense au sieur De la Vallée, lieutenant général du bailliage de Compiègne, de prendre la qualité de maire. *Compiègne, imprimerie L. Bertrand, in-4, 6 p. (234.)*

publications de peu d'importance, mémoires de procédure pour des particuliers, réimpressions d'édits et d'arrêts exécutées par Louis Bertrand et son fils.

Conformément aux dispositions des édits, certaines de ces pièces ne portaient ni lieu d'impression, ni nom d'imprimeur ce qui en rend la recherche difficile.

Cantique en l'honneur du saint Suaire de N.-S. Jésus-Christ et du voile de la Très-Sainte Vierge, etc., etc. *Compiègne, L. Bertrand, 1761, in-4°, 35 p. (144.)*

Mémoire signifié par M^e Jacques Ricart, avocat à la cour et au bailliage de Compiègne, bailli d'Élincourt, etc. *Compiègne, L. Bertrand, in-4°, 32 p. (224.)*

Extrait des registres du Parlement du 23 avril 1762. *Compiègne, imprimerie L. Bertrand, in-4°, 8 p. (306.)*

Lettres patentes du Roi qui confirment le Collège royal de la ville de Compiègne, etc. *A Compiègne, imprimerie de L. Bertrand, 1763, in-4°, 4 p. (308.)*

Mandement du Grand prieur de l'Abbaye royale de Saint-Corneille, etc. *Compiègne, imprimerie L. Bertrand, 1764. placard. (135.)*

Histoire du duché de Valois, ornée de cartes et de gravures, contenant ce qui est arrivé dans ce pays, depuis le temps des Gaulois, et depuis l'origine de la Monarchie Française jusqu'en l'année 1703. *A Paris, chez Guillyn, libraire, et à Compiègne, chez Louis Bertrand, libraire, imprimeur du Roi et de la ville, MDCCLXIV, 3 volumes in-4°; tome I^{er}, XXXVI — LVI, — 562 p. ; tome II, 693 p. ; tome III, 462 p. — CCXXV — 52 p., non compris quelques feuillets non chiffrés.*

Cette histoire, dédiée au duc d'Orléans, premier prince du Sang, duc de Valois, a pour auteur Carlier, prieur d'Andresy.

C'est l'ouvrage le plus important imprimé par L. Bertrand.

Le privilège, daté du 7 juillet 1762, avait été accordé à Guyllin qui le céda à Bertrand.

On trouve à la fin du III^e volume la mention : *De l'imprimerie de Louis Bertrand, à Compiègne.*

Vie et office de S. Germain, évêque d'Auxerre, nouvellement dressé pour la paroisse du village de Saint-Germain-lès-Compiègne. *Compiègne, Louis Bertrand, 1765, in-12, 204 p.*

Oraison funèbre de Mgr le Dauphin, prononcée en l'église de l'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne, le 25 janvier 1766 et le 27 en celle de Royallieu, par Dom J.-B. Huet, etc., etc. *Compiègne, Bertrand, 1766, in-4°, 37 p.*

Recueil de plusieurs oraisons et élévations très dévotes. *A Compiègne, de l'imprimerie de L. Bertrand, 1767, in-16.*

Ce petit volume, dont un exemplaire a été récemment donné par M. Fr. de Roucy à la Bibliothèque de Compiègne, est fort rare et les prières qu'il renferme passent pour avoir été réunies par la fille de Louis XV, sœur Louise de France, qui mourut carmélite à Saint-Denis.

Livre d'église suivant le breviaire et le missel de Soissons à l'usage de la Cour, pendant le séjour du Roi à Compiègne, imprimé par ordre de Monseigneur de Bourdeilles, évêque de Soissons. *A Compiègne, chez Louis Bertrand, libraire-imprimeur du Roi, de la Ville et du Collège, 1769, in-42, LVI et 398 p. (84.)*

Ce volume renferme les offices des principales fêtes célébrées dans les églises de Compiègne.

Arrêt du Conseil d'État du Roi concernant le Collège royal de la ville de Compiègne. *Compiègne, Bertrand, 1771, in-4°, 4 p. (310.)*

Voyage de la Raison en Europe, par l'auteur des Lettres récréatives et morales (L.-A. Caraccioli). *A Compiègne, chez Louis Bertrand, imprimeur, etc., et à Paris, chez Saillant et Nyon, 1772, in-8°, VI, 423, 6 p.*

Collège royal de Compiègne. Prospectus. *A Compiègne, L. Bertrand, 1772, in-4°, 4 p. (312).*

Arrêt du Conseil d'État du Roi du 23 août 1774. *A Compiègne, chez Bertrand, in-f°, placard. (246.)*

**F. — LOUIS-JACQUES-FRANÇOIS-DE-PAULE BERTRAND,
dit BERTRAND-QUINQUET**

1778-1795

Cum Deo. Ut-semi annum præmiorum ex Collegii institutione, ad fovendam juventutis academicæ æmulationem distributioni sit veluti præludium in aula Collegii Regii Compendiensis, die 17 martis 1780. *Compiègne. Bertrand, in-4°. (313.)*

Exercices du Collège royal de Compiègne (13 août 1781). *Compiègne, de l'imprimerie L.-J.-F. Bertrand, imprimeur du Roi, de la Ville et du Collège, in-4°, 4 p. (314.)*¹

Ordonnance de M. le lieutenant général du bailliage de Compiègne sur les jurés-crieurs, etc., etc. *Compiègne, imprimerie Bertrand, 1781. (226.)*

État ecclésiastique et civil du diocèse de Soissons. *A Compiègne, chez Bertrand, imprimeur du Roi ; et se trouve à Paris, chez Mérigot jeune, Libraire. MDCCLXXXIII, X — 574 p. et carte.*

Cet ouvrage intéressant, dont la dédicace à Mgr de Bourdailles, évêque de Soissons est signée H. C. D. S. C., a pour auteur l'abbé Pierre Houllier, chanoine de Soissons, proche parent de Bertrand.

Grammaire latine mise au jour par M. Bertrand, libraire-imprimeur du Roi à Compiègne. *A Paris et se trouve à Compiègne, chez l'éditeur. MDCCLXXXV, in-8°, 166 p.*

L'approbation donnée à Saint-Quentin par l'abbé Simon, est du 22 février 1783 et le privilège royal du 28 mai suivant.

Au bas de la dernière page, on lit : *A Compiègne, de l'imprimerie de Bertrand.*

Machine à battre les grains, dédié à Monseigneur le prince d'Havré et de Croy, 1786, in-4°, avec une planche enluminée.

Description d'une machine à manivelle pour hacher les pailles et les feuilles avec un traité sur la manière de les donner en nourriture aux bestiaux, dédié au comte de Rollat, 1786, in-4°, avec une planche enluminée.

Ces deux dissertations de Rey de Planazu, membre de la Société physique et économique de Zurich, forment les n° 12 et 17, d'un recueil de 26 mémoires d'agriculture et d'économie rurales, publiés en 1786 et 1787 à Paris, Troyes,

1. On trouve de ces programmes d'exercices et des recueils de prix pour différentes années.

Dans son Histoire du Collège de Compiègne (1891), M. Plion en a cité plusieurs.

Meaux, Orléans et Compiègne et réunis sous le titre général d'Œuvres d'agriculture. *Paris, Grangé, 1787. (Archives du Bibliophile, de Claudin, janvier 1897, n° 67919 et Catalogue des livres de feu J.-B. Huzard, 1842, 2^e série, 884).*

Affiches du Beauvaisis, 1786, in-4°, hebdomadaire, prennent en 1788 le titre d'Affiches de Compiègne et du Beauvoisis¹.

Ordo divini officii ad usum ecclesiæ regalis abbatiae sanctorum Cornelii et Cypriani martyrum pariter et accommodatus pro anno domini MDCCLXXXVII (1787). Paschâ in diem 8 aprilis incidente. *Compendii typis Ludovici Bertrand, in-12, 64 p.*

Almanach historique de Compiègne pour l'Année Bissextile M.DCC.LXXX.VIII. *A Compiègne, chez Bertrand, imprimeur du Roi, in-16, 158 p. non paginées.*

Almanach historique, civil, ecclésiastique et topographique de la ville de Compiègne pour l'année 1789, dédié à Mgr le vicomte de Montmorency-Laval, gouverneur de cette ville et du château. *A Compiègne, chez Bertrand, imprimeur du Roi, in-12, 164-4 p.²*

Règlement provisoire pour l'exercice et la formation de la Garde nationale de Compiègne, etc., etc. *Compiègne, Bertrand, 1790, in-°, 30 p. (334.)*

Liste des citoyens actifs de la ville de Compiègne, électeurs et éligibles, assemblés le 3 février 1790,... *De l'imprimerie de Bertrand, imprimeur du Roi et de la Garde nationale, 1790, in-fol., 6 p. (194.)*

Éloge historique de Louis-Joseph-Stanislas Leféron, premier commandant de la Garde nationale de Compiègne, par M. Chabanon l'ainé, de l'Académie française, de celle des Inscriptions, etc., 1791, in-8°, 23 p.

Cette publication qui ne porte ni lieu ni nom, sort de l'imprimerie de Bertrand qui promet d'en faire la dépense, ainsi que je l'ai rapporté dans ma notice sur Le Féron.

1. Voir l'étude de M. F. de Roucy, *Bull. de la Société historique*, t. II.

2. Réimprimé dans les *Pièces rares relatives à l'histoire de Compiègne*, 1891.

L'exemplaire de la Bibliothèque de Compiègne porte une bande collée sur laquelle est imprimée cette mention : *Imprimé par ordre et aux frais de la Société des Amis de la Constitution de Compiègne* (332).

Département de l'Oise, district de Compiègne. Extrait du registre des arrêtés du Conseil du district de Compiègne, du 10 août 1793, l'an II^e de la République française. *Imprimerie de Bertrand*, in-4^o, 6 p. (344.)

Compte-rendu de la fête du 10 août.

Dans des pièces postérieures, Bertrand met simplement : *de l'Imprimerie de Compiègne*.

II

Difficultés entre Charles Courtois et Jean Sauvage

1708-1709

*Extrait du Registre des actes de l'Hôtel de Ville de Compiègne,
de 1702 à 1715.*

Veu au Conseil d'Etat privé du Roy, l'arrêt rendu en iceluy le 13 aoust 1708, sur les requêtes respectives d'entre Charles Courtois, du lieu de Compiègne, et Jean Sauvage, imprimeur-libraire de ladite ville de Compiègne, par lequel arrêt Sa majesté auroit ordonné qu'avant faire droit sur lesdites requêtes lesdits sieurs Sauvage et Courtois seront tenus de représenter par devant le lieutenant général de police de la ville de Compiègne, leurs titres de capacités, etc., etc.

23 août. Signifié du dit arrêt¹.

30 août. Procès-verbal. Conclusions des parties tendant à ce que Courtois soit reçu et admis en qualité d'imprimeur-libraire en la ville de Compiègne et qu'il soit permis à Sauvage de continuer d'exercer la profession de libraire d'écolier, en la dite ville ainsi qu'il a fait depuis six années, à la charge par les sieurs Courtois et Sauvage d'observer les édits du réglement fait.

1. Le sieur Sauvage s'est désisté de l'opposition par lui formée à la réception du sieur Courtois.

La requête dudit Courtois conclut à ce qu'il soit donné acte du désistement de Sauvage et ordonner que le règlement du mois d'août 1686 sera exécuté selon sa forme et teneur et que conformément à iceluy, il lui sera fait déffense de faire la profession de libraire dans la ville de Compiègne, ny de s'entremettre au commerce ou débit d'aucuns livres, à peine de 300 livres d'amende et de confiscation.

Le Roy en son Conseil, de l'avis de M. le Chancelier, faisant droit sur la requête des parties, sans s'arrester à l'opposition dudit Sauvage dont sa Majesté l'a débouté, a ordonné et ordonne que ledit Courtois sera reçu imprimeur-libraire de la ville de Compiègne, en la manière accoutumée, dit qu'en la dite qualité, il jouira de tous les droits, privilèges et exemptions accordés par Sa Majesté aux maistres de la dite profession, dépens compensés.

Fait au Conseil d'Etat privé du Roy, tenu à Versailles, le 12 novembre 1708.

Signé : BRUNOT.

3 décembre 1708. Réception de Courtois par Pierre-René Potier, commissaire du Roy, lieutenant général de police de la ville, faubourgs et banlieue de Compiègne, à l'art et fonction d'imprimeur-libraire, pour Compiègne, pour ci-joint par luy en la manière ordonnaire accoutumée et conforme auxdits arrêts et déclarations de sa Majesté, après avoir d'iceluy prêté et reçu le serment et qui a promis de se bien et fidèlement comporté dans les dites fonctions, etc., etc.

Aujourd'huy 23 août 1709, nous Conseiller du Roy, maire perpétuel, Lieutenant et gouverneur attourné de la ville de Compiègne, sur la requête à nous présentée par Charles Courtois, imprimeur-libraire de la ville de Compiègne, expositive que sa Majesté et les Roys ses prédécesseurs, ayant accordé plusieurs privilèges et immunités à l'Université de Paris, et à ses supposts, entre autres ceux des exemptions des tailles, subsides, impositions et logemens des gens de guerre, comme il paroist par la déclaration du 9 avril 1513, lettres patentes du 20 février 1595 et l'édit confirmatif d'icelles, du mois de septembre 1651, le suppliant qui est censé et réputé du corps et des supposts de la dite Université suivant l'édit du 21 août 1686, a intérêt à vous faire connoistre sa qualité portée à l'arrêt du Conseil d'estat privé du Roy, du 12 novembre 1708 et en sa réception faite en la police de cette ville le 3 décembre audit an : pourquoy il nous requerroit vouloir transcrire et enregistrer le dist arrêt du Conseil d'Etat privé du

Roy, et l'acte de réception en sa qualité d'imprimeur, au greffe du bureau de l'hotel commun de la dite ville de Compiègne.

A ces causes, après avoir veu, examiné et pris lecture du dit arrest, acte de réception à la police et autres pièces y attachées et sur ce ouy et consentant le Procureur du Roy du dit hostel de ville auquel le tout a esté communiqué, avons ordonné que les dits arrest et acte de réception seront transcrits et enregistrés au bas, et ensuite du présent acte que nous avons accordé au dit Courtois.

Fait au bureau de l'hostel commun de la dite ville de Compiègne les dits jour et an que dessus.

Signé : DEHENAUT et DE BILLY.

Aujourd'huy onzième décembre 1709, Nous conseiller du Roy, Maire perpétuel, lieutenant et Gouverneur Attourné de la ville de Compiègne, sur la requête à nous présentée par Jean Sauvage, imprimeur et libraire en la dite ville de Compiègne, expositive que S. M. l'ayant commis et estably imprimeur et libraire en la dite ville par ses lettres données à Versailles, le 13 août 1709, signé Louis et plus bas pour le Roy Phelippeaux et scellées du grand sceau de cire jaune, pourquoy il nous requerroit de vouloir transcrire et enregistrer les dites lettres et actes au greffe du bureau de l'hostel commun de la dite ville de Compiègne pour jouir par eux des privilèges et exemption, etc., etc.

Avons ordonné et ordonné que les d. lettres de commission et actes seront transcrites, etc., etc.

Signé : ESMANGART DE BEAUVAL.

Ensuit la teneur des dites lettres, commission et acte.

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à nostre bien amé Jean Sauvage, maitre imprimeur et libraire à Compiègne, salut. Ayant esté informé de vostre capacité dans l'imprimerie, bonne conduite, fidélité et affection en nostre service. En ces causes, nous vous avons commis, ordonné et estably, commettons, ordonnons et établissons par ces présentes signées de nostre main, notre imprimeur et libraire en nostre ville de Compiègne, etc.

Donné à Versailles, le treizième jour d'août l'an de grâce 1709, et de nostre règne le 67°. Signé: LOUIS.

11 novembre 1709, enregistrement ordonné au greffe de Compiègne.

III

Nomination de Louis Bertrand, 1751.

Vu au Conseil d'État privé du Roy, l'arrest rendu en y celui, le 6 septembre 1751, sur la requête y insérée, présentée par Louis Bertrand, compagnon imprimeur, lesquelles tendent à ce qu'il plût à S. M. ordonner qu'il seroit reçu imprimeur-libraire de la ville de Compiègne pour y remplir la seule place d'imprimeur fixée par le règlement du 6 mars 1739, vacante par le décès du sieur Sauvage et de sa femme, en prestant préalablement le serment par devant le lieutenant-général de police de la dite ville de la manière accoutumée, par lequel arrest Sa Majesté avant faire droit, il a été ordonné que le dit Louis Bertrand et tous autres aspirants à remplir la seule place d'imprimeur fixée par le règlement du 31 mars 1739, en la dite ville de Compiègne, vacante par le décès du nommé Sauvage et sa femme, représenteraient leurs titres de capacité par devant le lieutenant-général de police de Compiègne, en présence les uns des autres ou eux duement appelés dont il dresseroit son procès-verbal, dans lequel il feroit mention s'il y a quelque imprimeur dans la dite ville de Compiègne, du titre en vertu duquel il exerce l'imprimerie, s'il y a des veuves qui tiennent des imprimeries en vertu d'arrêts du Conseil ; lequel procès-verbal avec son avis il enverroit à M. le Chancelier pour, y celui vu et rapporté, estre par Sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendrait,

Les commissions expédiées sur le dit arrest, le même jour ; le procès-verbal dressé en conséquence du dit arrest, par le dit lieutenant-général de police de la dite ville de Compiègne, le 28 septembre 1751, contenant la représentation faite par devant luy des titres de capacité du dit sieur Bertrand et de ceux du nommé Jean Calvet, aussi aspirant à la dite place d'imprimeur, ensemble son avis.

Vu aussi les titres de capacité des dits Bertrand et Calvet, savoir :

Ceux de Bertrand, son extrait baptistaire du 29 novembre 1713, délivré le 30 août 1732, par le curé de Levigny, et légalisé par le grand vicaire de l'évêché de Troyes, le 6 janvier 1745 ;

Le brevet d'apprentissage du dit sieur Bertrand, passé devant Doyen et Michel, notaires au Châtelet de Paris, le trois octobre 1732 ;

Le certificat délivré par le sieur Jean-Baptiste Lamesle, imprimeur à Paris, le quatre octobre 1737, portant que le dit Louis Bertrand, a fait chez lui, les cinq années portées par l'acte ci-dessus visé pour son apprentissage ;

Le certificat de catholicité, délivré en faveur du dit Bertrand, le vingt-quatre août 1731, par le sieur Vallot, prestre habitué de la paroisse de Saint-Jacques de la Boucherie de Paris, légalisé le même jour par le curé de la dite paroisse ;

Le certificat de capacité aussy délivré en faveur du dit Bertrand, le vingt-six août 1731, par le sieur Gueslin, imprimeur expert, autre certificat aussi délivré en faveur du dit Louis Bertrand, le vingt-huit du mesme mois d'août 1731, par le sieur Guerin, recteur de l'Université portant que le sieur Bertrand sait lire le grec et le latin ;

L'extrait mortuaire de Nicolas Sauvage, imprimeur et libraire à Compiègne, du douze décembre 1741, et de celui de Jeanne-Françoise Chaillot veuve du dit Nicolas Sauvage, du quatorze juin 1731 ; les dits extraits à la suite l'un de l'autre délivrés par le curé de la paroisse de Saint-Jacques de Compiègne, le trente août 1731, légalisé par le lieutenant-général du bailliage de Compiègne le même jour ;

Les requêtes et tiltres de capacité du dit sieur Jean Calvet : la requête par lui présentée à l'effet d'estre reçu imprimeur en la ville de Compiègne ; son extrait baptistaire du quinze avril 1717, dellivré le dix neuf juillet 1730, par le prébandé et vicaire de Saint-Etienne de Toulouse, légalisé le même jour par le grand vicaire de l'archevêché de Toulouse et par les Capitouls de la dite ville le vingt du même mois ;

Le brevet d'apprentissage du dit Jean Calvet, du deux juin 1733, passé devant Sucy, notaire royal de Toulouse, les témoins de l'acte le sept septembre 1731 ; l'acte passé le dit jour sept septembre 1731, devant Leclerc notaire royal, les témoins à Toulouse, par lequel Gaspard Hurault, imprimeur en la dite ville de Toulouse, a déclaré que le dit Jean Calvet a remply chez luy le temps de son apprentissage conformément à l'acte du deux juin 1733, les dits deux actes ensuite l'un de l'autre légalisés par le président au présidial et lieutenant-général de la Sénéchaussée de Toulouse, le dix du mois de septembre 1731 ;

Le certificat de capacité délivré en faveur du dit Calvet par le sieur Chardon, imprimeur à Paris le vingt juin 1731 ; le certificat de capacité délivré en faveur du dit Jean Calvet par le sieur curé de Notre-Dame-des-Vignes de Soissons le trente juin 1731 ; le dit

légalisé le même jour par le lieutenant général au bailliage de ce siège présidial de la dite ville ; autre certificat de capacité et de bonne vie et mœurs dellivré en faveur du dit Calvet par le sieur Meliand, maitre des requestes, intendant de la généralité de Soissons le dix juillet 1731 : pareil certificat de capacité en faveur du dit Calvet dellivré par la veuve Courtois, imprimeur à Soissons, le 23 août 1731 ; semblable certificat de capacité et de bonne vie et mœurs donné en faveur du dit Jean Calvet par le sieur Évêque de Soissons et dellivré le dit jour par le grand vicaire de l'Évêché de Soissons.

Autre certificat du sieur Kertaret, maitre ès arts en l'université de Paris et professeur de langue latine à Soissons par lequel il atteste que le dit sieur Jean Calvet sçait lire le grec et le latin : le dit certificat datté du onze octobre 1731, légalisé le même jour par le lieutenant général au bailliage et siège présidial de Soissons et généralement tout ce qui a été remis par devers le sieur Mabaut chevalier et conseiller du Roy en ses conseils maistre des requestes.

Le Roy en son conseil, de l'avis de Monsieur le Chancelier, a ordonné et ordonne que le dit sieur Louis Bertrand sera reçu imprimeur libraire en la ville de Compiègne pour y remplir la seule place d'imprimeur fixée par le reglement du 30 mars 1739 en la dite ville vacante par le décès de Nicolas Sauvage et sa femme en prestant par luy le serment par devant le lieutenant général de police de la dite ville en la manière accoutumée.

Fait en conseil d'État privé du Roy tenu à Versailles le vingt décembre mil sept cent cinquante et un.

En exécution de cet arrêt, Louis Bertrand a prêté serment le 1^{er} février 1732, entre les mains de M. Planson, lieutenant général de police de Compiègne.

Le mercredi 22 septembre 1731, à deux heures de relevée, Louis Bertrand et Calvet s'étaient présentés devant le dit Planson et avaient produit toutes les pièces et les certificats énumérés dans l'arrêt ci-dessus, sollicitant chacun un avis favorable à leur prétention.

Louis Bertrand était assisté de M^e Jean-Baptiste Ricard, procureur et Calvet de M^e Adelard Barbe, autre procureur.

Le conseiller Planson « après avoir le tout reçu et examiné » statue le jour même en ces termes : « Attendu que depuis le décès du sieur Jean Sauvage et sa veuve, il n'y a aucun imprimeur en cette ville ; que les dits sieurs Bertrand et Calvet sont

les seuls qui se sont présentés pour remplacer les dits Sauvage et sa femme. Et qu'il est d'une grande utilité qu'il soit pourvu d'une personne capable pour exercer le dit art. Ouy sur ce M. César-Robert Coustant, avocat au Parlement faisant les fonctions de procureur du Roy en ce siège, pour le décès d'iceluy et en conformité du dit arrêt du dit jour 40 du présent mois. Nous estimons et sommes d'avis que le dit sieur Bertrand qui se trouve par sa plus longue expérience et les certificats par lui représentés plus capable que le sieur Calvet de remplir la place d'imprimeur, peut être reçu imprimeur libraire en cette ville pour y remplir la seule place d'imprimeur fixée pour cette ville par le règlement du dit jour 30 mars 1739 et vacante par le décès des dits Sauvage et sa femme.

LES
IMAGES ET LES SYMBOLES
DE LA SAINTE TRINITÉ

PAR
M. l'Abbé VATTIER

MEMBRE TITULAIRE

L'enseignement par les yeux, comme on dit aujourd'hui, est tout à fait entré dans les mœurs, et il est inutile de dire quelles puissantes ressources il fournit pour le bien comme pour le mal. Mais ce n'est pas précisément notre fin de siècle qui l'a inventé et il était depuis longtemps déjà dans les usages de l'Eglise. Dès les catacombes, la peinture, les représentations symboliques parlaient aux yeux des fidèles, et toujours cette méthode d'instruction sûre, facile et perpétuelle, a été en honneur parmi les chrétiens. C'est aujourd'hui toute une langue, toute une science, peut-on dire, mais il faut ajouter que cette langue est devenue, dans notre siècle surtout une langue à peu près morte, qui ne dit presque plus rien à la foule, et que comprennent seuls un petit nombre d'érudits. Je voudrais vous parler aujourd'hui des symboles, des images qui rappelèrent autrefois le mystère de la Sainte-Trinité et en particulier de quelques-unes de ces images que j'ai rencontrées dans mes pérégrinations et qui ne sont pas très communes.

Boileau a dit :

De la foi d'un chrétien les mystères terribles,
D'ornements égayés ne sont point susceptibles.

et s'il est un de ces mystères qui pouvait effrayer les témérités des pieux *ymaigiers*, comme on disait jadis, c'était bien celui de l'incompréhensible Trinité. Ils n'ont pourtant point reculé devant cette périlleuse entreprise, et leur ima-

gination a trouvé au contraire bien des formes variées et fort ingénieuses pour se rendre sensible aux yeux du peuple chrétien. Saint Paulin de Noles décrit lui-même en trois vers la mosaïque qu'il avait fait exécuter dans son Église de Noles au ix^e siècle :

*Pleno coruscat Trinitas mysterio :
Stat Christus agno, vox Patris cælo tonat,
Et per columbam Spiritus sanctus fluit.*

Ainsi le Père parle du haut du ciel, figuré par la main faisant le geste oratoire, en bas, l'agneau symbolise le Christ, et la Sainte colombe descend du Père vers le Fils. C'est la scène du Baptême de N.-S., mais dans laquelle le Christ lui-même apparaît sous la forme symbolique annoncée par le Précurseur, *Ecce Agnus Dei*.

Sur un sarcophage du iv^e siècle, encore conservé à Saint-Jean-de-Latran, dit Mgr Barbier de Montault, à qui j'emprunte la plupart de ces renseignements, les trois personnes divines mettent à exécution le *Faciamus hominem*. Le Père éternel est assis entre le Fils et le Saint-Esprit, tous trois sous la forme humaine; le cadavre encore inanimé d'Adam est étendu aux pieds du Fils, mais l'artiste a voulu montrer qu'à celui-ci a été spécialement attribuée la puissance créatrice; *Omnia per ipsum facta sunt*; aussi a-t-il redressé le corps inanimé, après qu'il a reçu le *spiraculum vitæ* et le Verbe divin lui pose la main sur la tête, pour montrer qu'il est son œuvre, et le Père étend pour le bénir, et l'Esprit placé au troisième rang semble aussi étendre la main dans un geste de bénédiction. Mais le Fils est en avant et à la gauche du Père, et le Saint-Esprit à droite. C'est peut-être la plus ancienne représentation de la Sainte-Trinité qui ait été tentée sous la forme humaine.

Ces représentations accordaient aux Trois personnes différents attributs : le geste bénissant avec les deux premiers doigts et le pouce, la couronne, le sceptre du monde, le livre de vie, la chape et la tiare pontificale et les pieds nus.

Le Père est au milieu avec le Fils à sa droite, *Sede a dextris meis, sedet ad dexteram Patris*, et le Saint-Esprit à gauche. C'est la disposition ordinaire quand les Trois Per-

sonnes sont représentées assises ou debout. Mais quelquefois l'ordre est interverti comme nous l'avons dit, pour un motif spécial, et le Fils se place entre le Père et le Saint-Esprit, ou le Saint-Esprit passe à gauche.

Le nimbe crucifère est spécial aux trois personnes ; on trouve aussi le nimbe triangulaire ou celui en losange.

L'unité s'indique par un manteau commun jeté sur les Trois Personnes, ou par un siège commun et un seul dais.

Donnons maintenant quelques exemples. Une miniature du *xiv^e* siècle représente les Trois Personnes assises, avec le nimbe crucifère. Le siège n'est pas visible. Le Père éternel, au milieu, tient de la main gauche le globe du monde surmonté de la Croix ; le Fils assis à la droite du Père, et la tête légèrement inclinée vers Lui, tient de la gauche une petite croix posant à terre ; le Saint-Esprit à gauche, et la tête aussi inclinée vers le Père, tient de la main gauche un livre ouvert, comme l'inspirateur des écrivains sacrés, et tous trois bénissent de la main droite et de trois doigts. Ils paraissent avoir le même âge : les pieds sont cachés sous la tunique, et ils ont le manteau avec une agrafe.

Une miniature française de la même époque représente les Trois Personnes assises sur un banc avec le nimbe crucifère. Mais le Père, au milieu, a sur la tête la couronne royale, et de la main gauche, maintient le globe terrestre posé sur ses genoux. Il a le visage d'un vieillard, la barbe et les cheveux longs, et bénit avec trois doigts. Le Fils, assis à droite, un peu plus jeune, avec la barbe, tient de la gauche une espèce d'écusson, et bénit de la droite qui sort un peu gauchement du manteau, mais son manteau n'a pas d'agrafe, non plus que celui du Saint-Esprit. La troisième personne est plus jeune, imberbe, et très inclinée vers le Père, et bénit avec tous les doigts réunis. Les pieds nus se voient un peu sous le bord de la tunique.

C'est à ce type qu'on peut rapporter le beau vitrail de Chevières, bien qu'il soit d'une époque plus récente. Le Père éternel est assis sur un fauteuil à haut dossier richement sculpté. Il a une barbe fort longue, sur la tête, la tiare. Il est vêtu d'une aube blanche largement drapée et par dessus il porte le manteau de pourpre. La main droite s'élève bénis-

sant à deux doigts, avec le pouce étendu, et la main gauche maintient sur son genou le globe du monde surmonté d'une croix d'or, le globe est bleu pâle; un pied nu passe un peu sous l'aube. Devant le Père l'estrade se prolonge un peu, en s'arrondissant, tandis qu'elle est taillée en ligne droite devant le Fils et le Saint-Esprit. Au-dessous, l'artiste a représenté l'immensité azurée, dans laquelle flottent quelques nuages et de même au-dessus.

A la droite du Père, le Fils, nu jusqu'à la ceinture sans doute pour laisser visible aux yeux du Tout-Puissant les glorieuses cicatrices de ses plaies. Le bas du corps est recouvert d'un linceul blanc pardessus lequel est jeté aussi le manteau de pourpre. La tête est nue, la barbe moins longue, il est également assis sur un fauteuil sans bras à dossier sculpté, mais moins richement. A côté de lui s'élève une haute croix dont la traverse est rattachée par un lien; la main gauche paraît soutenir cette croix, mais la droite n'est pas visible.

Le Saint-Esprit assis à gauche sur un fauteuil à dossier sculpté est un peu plus jeune et porte une barbe naissante. (Malheureusement on ne peut garantir ce détail, la figure ayant été enlevée il y a quelque temps par une balle de fusil). Derrière sa tête on voit comme un reflet de feu. La main droite bénit à deux doigts, et la gauche tient le livre des Saintes-Écritures. Il est aussi vêtu de l'aube blanche plissée qui drapè gracieusement sur la jambe droite, tandis que la gauche se dissimule sous le manteau de pourpre.

Au-dessus des Trois Personnes divines, l'artiste a élevé de petits édicules et derrière le Père éternel, c'est un temple rond soutenu par des colonnes.

Cette même verrière possède une autre image de la Sainte-Trinité dans le panneau inférieur, mais à gauche. C'est la scène du Baptême. Le Père éternel apparaît dans la profondeur des cieux dans un cadre de lumière dorée, entouré de nuages bleus; il porte la tiare, le manteau de pourpre sur l'aube blanche, et semble assis. La colombe, les ailes étendues, plane au-dessus du Sauveur, et Jésus est dans l'eau recevant le baptême, pendant qu'un personnage placé en face de lui sur le bord, porte son manteau.

On trouve aussi le Père et le Fils assis en face l'un de

l'autre quelquefois avec la triple couronne, le globe du monde et le livre des Saintes-Écritures, et entre eux la Ste-Colombe volant de bas en haut ou du haut en bas, la tête nimbée et la pointe de ses ailes touchant d'un côté la bouche du Père, de l'autre la bouche du Fils, *Qui ex Patre Filioque procedit*.

Dans une miniature du xvi^e siècle, le Fils porte sur l'aube le pallium, et la Sainte-Colombe vole vers Lui.

C'est à peu près l'image sculptée du milieu du maître-autel renaissance de Choisy-au-Bac : le Père placé à la droite du spectateur semble à demi assis. Il porte l'aube ou la tunique recouverte par le manteau, de la main droite il tient le sceptre royal sur lequel il s'appuie ; la main gauche porte le globe crucifère. La tête est encadrée dans le nimbe triangulaire, les pieds sont nus et sortent à peine de sous le manteau.

Le Fils est assis en face, drapé aussi dans un manteau, la main droite soutenant une grande croix légèrement appuyée sur l'épaule, la gauche ouverte. Entre le Père et le Fils, mais un peu au-dessus des deux têtes, la divine colombe volant en bas, le tout dans un cercle de nuages d'où s'échappent des rayons.

Mais l'image la plus répandue, la plus touchante, la plus expressive, celle qui parle aux yeux des plus ignorants, représente le Père assis en Majesté ou debout, tenant des deux mains les extrémités des bras de la croix sur laquelle le Fils est cloué. La divine colombe est entre le Père et le Fils et de la bouche du Père sort un phylactère avec cette inscription : Celui-ci est mon Fils bien-aimé. C'est l'image complète et l'enseignement des trois grands mystères, la Trinité, puisque les trois Personnes sont visibles, l'Incarnation, puisque le Fils est revêtu d'un corps mortel, et la Rédemption, puisqu'il expire sur la croix. Du xiii^e au xvii^e siècle c'est la forme la plus commune.

L'Église de Grandfresnoy, consacrée à la Sainte-Trinité, possède deux statues de ce type, l'une au-dessus du maître-autel, et l'autre dans le tympan du portail. La première, en bois décoré, est bien conservée. La divine colombe est seulement posée sur le sommet de la croix, les ailes à peine ouvertes, et comme à l'état de repos. La seconde est en

pierre, mais elle a subi les injures du temps, et sans doute aussi les atteintes des iconoclastes inconscients qu'on appelle les enfants. On aperçoit encore des traces de tiare sur la tête. Le bas de la croix, qui était appuyé contre la robe du Père éternel, est encore visible, mais du Christ et de l'Esprit-Saint, il ne reste plus de trace.

La même image se retrouve encore à Choisy-au-Bac, au dessus du grand orgue. Le Père éternel tient des deux mains les bras de la croix par les extrémités, et non en paraissant la soulever comme à Grandfresnoy. Il est coiffé de la tiare et de sa bouche sort la divine colombe volant vers le Fils crucifié, symbole de l'amour du Père pour son Fils.

Enfin, la sacristie de Choisy possède encore une petite statuette de 0^m30 environ de haut représentant aussi le triple mystère. Le Père est revêtu d'une longue robe bleue, mais les larges manches sont doublées de rouge.

Il faut citer encore le contrescel d'Agnès, abbesse de la Sainte-Trinité de Poitiers : Dieu assis, nimbé, bénit de la droite, et de la gauche tient élevé le globe. Il est assis dans une baie trilobée, a sous les pieds un trèfle, et autour du contrescel on lit : *Trinus et unus, ego cuncta creata rego*.

Ici, l'enseignement par l'image, est complété par l'inscription. C'est ce qui se trouve d'une manière plus parfaite encore dans le tableau suivant :

En haut, la triple tête se décomposant en trois fronts, trois nez, trois bouches, trois mentons barbus et quatre yeux, deux pour la figure du milieu qui servent en même temps pour les deux autres et se complètent par les deux qui sont sur le côté. Les Romains avaient le Janus bifrons, mais dont les deux visages étaient indépendants, là le Deus trifrons emprunte pour chaque face une moitié du visage voisin ; c'est la Trinité avec une union aussi grande que possible. Au-dessous est dessiné un triangle dont la pointe est en bas, et dont chaque angle est orné d'un cercle. Dans le cercle de gauche on lit le mot *Pater*, dans celui de droite *Filius*, et dans celui du bas *Spiritus Sanctus*. Chaque cercle est relié aux autres par une bande portant ces mots : *non est* ; de sorte qu'on lit *Pater non est Filius* ou *Filius non est Pater*, *Pater non est Spiritus Sanctus*, *Filius non est Spiritus Sanctus*

ou vice versa. Au centre est inscrit un quatrième cercle portant le mot *Deus*, et il est relié aux autres par une bande portant le mot *est*, ce qui permet de lire *Deus est Pater, Deus est Filius, Deus est Spiritus Sanctus*; et, pour compléter le tout, l'artiste a placé dans les angles du tableau les quatre animaux symboliques portant chacun sur un phylactère le nom d'un évangéliste.

Au xv^e et au xvi^e siècle, cette forme ingénieuse est fréquemment employée en Angleterre. On trouve aussi souvent en Belgique et en Allemagne les trois cercles qui se pénètrent sans se confondre. Dans le triangle formé au centre par l'entrecroisement des cercles est inscrit le mot *Unitas* et dans la partie extérieure des trois cercles les trois syllabes du mot *Tri-ni-tas*. C'est donc l'Unité et la Trinité réunies.

En écartant un peu plus les cercles, en les juxtaposant en forme de pyramide, on a le trèfle dont saint Patrice se servait pour expliquer aux Irlandais le mystère de la Sainte-Trinité. Les trois folioles ne forment qu'une feuille à tige unique et chaque foliole est distincte de l'autre.

Les autres figures usitées pour symboliser le mystère sont le triangle équilatéral, où on inscrit soit le nom Jéhovah, soit l'œil de Dieu, puis les trois croix, les trois couleurs, rouge, blanc, bleu, qui figurent dans le vêtement des Trinitaires; les trois soleils, la bénédiction à trois doigts.

Le *sacerdotale romanum* composé au xv^e siècle, explique aussi le signe de la croix comme un symbole complet de la Trinité: Pour faire le signe de la croix, dit-il, vous joignez les doigts de la main et vous la portez au front en disant Au nom du Père, puisque le Père est le principe de la divinité, vous l'abaissez jusqu'à l'ombilic, en disant: Et du Fils, car le Fils procède du Père et s'est incarné dans le sein de la Vierge, puis vous la portez à l'épaule gauche et de là à la droite en disant: Et du Saint-Esprit, puisque le Saint-Esprit procède du Père et du Fils et est le lien d'amour qui les réunit, et que nous commençons notre vie par la sénestre, c'est-à-dire par les tribulations de cette vie dans l'espoir d'arriver à la dextre de l'éternelle félicité, et nous ajoutons Amen, qu'il en soit ainsi.

On allumait ainsi trois cierges en l'honneur de la Sainte-

Trinité, mais un seul suffisait pour exprimer le symbole d'après le *Textus Sacramentorum* :

*In se candela tria designare videtur
Cera, focus, lumen, tria sunt, monstrant Numen
In lichino Natus, in flamma Flamen habetur
Sic Deus in cera pariter Pater esse probatur.*

La cire figure le Père, la mèche le Fils, la flamme l'Esprit Saint.

Mais j'arrive aux trois figures qui m'ont donné l'idée de cette petite étude.

La première est un chapiteau du XII^e siècle qui se trouve dans l'Eglise de Courteuil près Senlis. Ce chapiteau a été mutilé il y a longtemps déjà et on a enlevé au milieu un fragment carré comme pour insérer l'extrémité d'un solive, mais on voit encore distinctement les trois fronts, les trois mentons, et une partie des deux figures de côté. C'était donc la triple figure dont je parlais un peu plus haut, dont chacune, pour être complète, empruntait une partie de la voisine. Cette représentation que Mgr Barbier de Montault attribue aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècle est un peu plus ancienne, comme on le voit, mais elle a été formellement condamnée par Urbain VIII et Benoit XIV : *Urbanus octavus jussit comburi imaginem cum tribus buccis, tribus nasibus et quatuor oculis, et alias, si quæ invenirentur similes*, dit Ferraris au mot *Imagines*.

Est-ce en vertu de cette décision que le chapiteau de Courteuil a été mutilé, je ne saurais le dire.

Mais si on peut appeler monstrueuse cette figure symbolique, que dire de la peinture qu'on voit dans la cathédrale de Saint-Pol de Léon, à la voûte d'une chapelle de droite, si mes souvenirs sont exacts ?

Là, les trois figures sont groupées en forme de trèfle, de telle sorte que les trois nez sont à peu près réunis par la racine de manière que le front fait défaut. Chaque figure a ainsi, si on la regarde isolément, le nez, les deux yeux, la bouche et le menton, mais l'artiste fait ainsi l'économie d'un œil, puisque trois suffisent pour que chaque figure ait les deux siens. On ne peut pas dire que ce soit une tête

unique puisque les trois figures prises isolément sont complètes, au front près, ce ne sont pas pourtant trois têtes séparées, puisque chacune emprunte les deux yeux aux voisins, il y a donc trinité et unité. Aussi ne peut-on refuser à l'inventeur la qualification d'ingénieur. Je ne crois pas qu'on puisse aller beaucoup plus loin dans l'éloge.

J'arrive à la troisième image qui a échappé à l'érudition de Mgr Barbier. J'étais, l'été dernier à Forges-les-Eaux Seine-Inférieure et j'avais l'ordre de me promener. J'avais parcouru l'ouvrage des abbés Bunel et Tougard, (le Graves de la Seine-Inférieure), et j'y avais trouvé quelques renseignements sur l'ancienne abbaye de Beaubec, située à quelques kilomètres de Forges. Je partis donc un beau matin pour voir s'il restait encore quelques débris de la vieille abbaye, et je trouvai l'emplacement bien nivelé du reste, et planté de deux bordures de tilleuls formant une belle avenue pour arriver à l'Église. Hélas ! l'Église est vieille de trente ans à peine, et après un consciencieux examen qui m'avait bien prouvé qu'elle était parfaitement insignifiante, j'allais la quitter quand j'aperçus au dessus de la porte d'entrée une statue, ou plutôt un groupe fort curieux. Je n'ai pu savoir s'il était en pierre ou en bois, car il était assez haut placé, mais la poussière en accusait vigoureusement les reliefs. Il a environ 0^m70 à 0^m80 de haut. Le Père éternel avec la triple couronne est assis et sur ses genoux est placé le corps de son divin Fils, dont il soutient le buste, de son bras droit. Il le regarde avec complaisance, et de sa bouche sort la divine colombe. C'est donc la même idée que dans l'image où le Père soutient la croix où son Fils est cloué, mais il y a ici, semble-t-il, un sentiment plus tendre, un rapprochement avec la *Mater Dolorosa* portant sur ses genoux le cadavre de l'Auteur de la vie, et cette belle et chrétienne expression des trois grands mystères mérite de ne pas rester dans l'oubli.

STANISLAS LE FÉRON

Premier Commandant de la Garde nationale de Compiègne en 1789

PAR

le Président Alexandre SOREL

MEMBRE TITULAIRE

Depuis le ^{xiii}^e siècle, époque à laquelle Bernard Le Féron vint, de la Souabe, s'enrôler sous la bannière de Philippe Auguste et prendre part à la fameuse bataille de Bouvines, ses descendants se sont distingués partout où ils ont passé, et la ville de Compiègne doit se glorifier de pouvoir revendiquer comme siens la plupart d'entre eux. C'est ainsi notamment qu'elle a vu naître ou résider dans ses murs, *Pierre Le Féron* qui, en 1308, devint prévôt de Paris, et eut avec l'Université de sérieux démêlés; *Jehan*, pannetier de Charles VI, qui logea dans son *Hôtel du Bœuf* en 1429, Jeanne d'Arc alors qu'elle fit son premier voyage à Compiègne après la délivrance d'Orléans; *Raoul*, secrétaire de Catherine de Médicis et *Jean*, le célèbre avocat héraldiste, qu'Étienne Pasquier qualifiait de *grand chercheur d'armoiries*; puis les frères *Oudart*, *Dreux* et *Hiérosme*, ayant tous trois occupé au Parlement de Paris des sièges élevés et dont le dernier, Hiérosme, eut l'insigne honneur de recevoir à l'Hôtel de Ville, en 1648, le jeune roi Louis XIV, quand, accompagné d'Anne d'Autriche sa mère, il vint assister au feu de joie de Saint-Jean.

Aussi, est-ce avec un légitime orgueil que les membres de cette grande famille séculaire se montrent fiers de leurs ancêtres, et l'histoire tout entière y gagnerait certainement, si mettant à profit les précieux documents qu'ils possèdent, ils consentaient à retracer, comme elle mérite de l'être, la biographie de chacun d'eux.

Quant à nous, dans des proportions beaucoup plus modestes, mais à raison surtout de l'intérêt que présentent,

au point de vue local, certains faits par nous relevés, nous allons, à l'aide de renseignements que nous a communiqués notre collègue M^{me} Le Féron d'Éterpigny, consacrer quelques pages à celui qui a joué à Compiègne un rôle des plus actifs, depuis 1789 jusqu'en 1791, époque où une mort inattendue est venue l'enlever à l'affection de ses concitoyens.

Louis-Joseph-Stanislas Le Féron naquit à Versailles le 15 août 1757, circonstance qu'explique suffisamment la haute position qu'occupait auprès de la reine, comme dame d'honneur, sa mère née Catherine Teyssier des Farges.

Baptisé le 6 septembre suivant en l'église royale de la ville, par Monseigneur de Rochecouart, évêque de Laon, pair de France, et grand Aumônier de la reine, il eut pour parrain le Dauphin, mort en 1765, et pour marraine Marie Leczinska en personne.

Son père Jean-Alexandre Le Féron de l'Hermite, né à Compiègne le 2 juin 1729, et qui y mourut le 16 juillet 1785, était un vaillant capitaine qui se distingua successivement, comme volontaire dans le corps royal d'artillerie, comme page du duc d'Orléans et comme cornette au régiment du Mestre de camp dragons dans la compagnie comte de Breteuil; il prit une part active au siège de Berg-op-Zoom, et plus tard, il reçut à Embreck, quatorze coups de sabre dont un lui fendit le front et lui fit une blessure qui ne se ferma jamais complètement.

Quant à sa mère, elle mourut à Versailles le 21 août 1757, c'est-à-dire six jours après l'avoir mis au monde, et cette perte cruelle le priva d'autant plus de cette tendresse si précieuse pour un jeune enfant qu'Alexandre Le Féron, qui, par sentence du bailliage de Compiègne, en date du 3 juin 1758 avait été nommé tuteur de son fils, ne pouvait le conserver toujours auprès de lui. Heureusement pour Stanislas, son aïeule paternelle, M^{me} Geneviève Le Pelletier vivait encore; il lui fut confié et elle l'entoura de tous les soins que savent si bien prodiguer les grand'mères.

A l'âge de vingt ans, se sentant naturellement porté vers la carrière des armes où il avait de si beaux exemples à suivre, Stanislas entra dans le régiment d'Auvergne et, peu de temps après, son père fut autorisé, par acte du bailliage

de Compiègne en date du 10 juin 1777, à acheter pour lui du marquis de Scieze, le *bâton d'exempt* des gardes du corps du comte d'Artois, moyennant 40,000 livres dont 27,000 restèrent à la charge d'Alexandre Le Féron qui en gratifia son fils¹.

A partir de ce moment, ce dernier fut attaché à la personne du futur roi Charles X.

« Jamais, a écrit Chabanon, membre de l'Académie française, ami de la famille Le Féron, caractère ne s'assortit moins au titre de courtisan. Son âme avoit autant de raideur que la Cour exigeait de souplesse. Il avoit autant d'impétueuse franchise qu'il faut à la Cour de cette adroite dissimulation qui n'échappe pas toujours au reproche de fausseté et de mensonge. Cette disconvenance parfaite entre l'état de Le Féron et son caractère me fût un jour rendu bien sensible. Nous nous promenions ensemble dans la galerie de Versailles ; il vit passer l'un des favoris du prince qu'il servait ; il le couvrit d'un regard de mépris, accompagné de paroles injurieuses que je pouvais seul entendre. Étonné de cette brusque sortie, je lui en demandai la raison : « Ce *misérable*, me répondit-il, *n'est occupé qu'à pervertir les mœurs de mon prince.* »²

Voici du reste le portrait que le même académicien en fit dans le style ampoulé du temps :

« Il n'avoit guère plus de vingt ans lorsque je commençai à le connoître. Je remarquai en lui une activité inquiète, qui sembloit vouloir s'ouvrir en même temps tous les chemins de la célébrité. Je craignis qu'une telle ambition ne fût qu'une de ces effervescences de jeunesse, d'où jaillissent quelques étincelles promptes à s'éteindre. Je craignis qu'un désir exagéré des succès d'un moment, ne promît pas à l'avenir des succès solides et durables. Je sollicitai la confiance de Le Féron, et voulus surprendre le secret de sa passion ; j'y trouvai tous les caractères de la maturité, et, toute ardente qu'elle étoit, son ambition marchoit soumise au frein de sa raison. »

Au mois d'août 1782, le siège de Gibraltar ayant été décidé, le comte d'Artois et le duc de Bourbon partirent

1. On appelait *exempt* un officier qui était dispensé du service ordinaire et qui, en l'absence du capitaine, commandait une compagnie. Il portait alors en main un petit bâton de commandement.

2. *Éloge historique de L. J. S. Le Féron*, Paris — 1791, in-8.

pour y assister. Stanislas Le Féron sollicita alors du comte d'Artois, l'autorisation de l'accompagner ; mais, probablement, à cause de sa jeunesse, cette faveur ne lui fut pas accordée. Désespéré d'un semblable échec, il résolut de partir quand même, et, malgré les supplications de sa grand'mère qui redoutait pour lui les dangers d'une expédition aussi aventureuse, il quitta Compiègne, après avoir eu soin de se travestir entièrement, car il n'ignorait pas que son signalement avait été transmis partout et qu'ordre était donné de l'arrêter au passage.

Arrivé auprès du comte d'Artois, ce prince ne put qu'admirer l'énergie du jeune exempt, mais pour le principe, il lui infligea vingt-quatre heures d'arrêts, après quoi il lui permit de prendre part aux opérations qui devaient avoir lieu, et pendant lesquelles Stanislas Le Féron donna des preuves non équivoques de son courage. Ce dernier se manifesta surtout dans une circonstance que Chabanon raconte en ces termes :

« Il étoit monté sur l'une de ces batteries flottantes que foudroyait sans relâche l'artillerie des assiégés ; cette batterie s'embrase, et Le Féron entend autour de lui, les cris des malheureux enfermés dans cette prison enflammée et, pressés entre deux morts différentes par le concours de deux éléments opposés... Trois fois, du rivage où il étoit en sûreté, il retourne sur un frêle esquif, vers ses compagnons d'armes, et s'expose à une mort presque assurée, dans l'espoir de les y soustraire... On lui offrit une pension, il ne crut pas que l'or fut le salaire des héros, il refusa¹. »

On sait la triste issue de cette expédition, où la France et l'Espagne perdirent quinze vaisseaux de ligne et quatre frégates.

Après un tel désastre, Stanislas Le Féron revint en France, et ne voulant pas rester dans une inaction qui étoit contraire à sa nature, il obtint communication d'une partie des archives du ministère de la guerre, en fit une étude approfondie et pour les mieux comprendre encore, il n'hésita pas à se rendre sur le théâtre même des campagnes du

1. *Loc. cit.*, p. 12.



AM^r LE FERON
DE L'HERMITE

Receurent Jardiucourt, le Feron le 1707



maréchal de Luxembourg en Flandre, où, après avoir levé force plans, il recomposa *de visu* les marches, contre marches, retraites et victoires de cet illustre guerrier.

Bientôt il devint sous-lieutenant dans les gardes du corps du comte d'Artois, avec le rang de lieutenant-colonel.

Quelques années plus tard se produisit cette commotion terrible qui changea en France la face des choses. La prise de la Bastille venait de consacrer le triomphe du peuple de Paris contre la Royauté; aussi dès le surlendemain, le comte d'Artois, accompagné de ses deux fils, les ducs d'Angoulême et de Berry, allait-il chercher à l'étranger une sécurité sur laquelle il n'osait plus compter et dans la nuit du 4 août suivant, l'Assemblée nationale décrétait l'abolition de tous les privilèges.

Stanislas Le Féron, dégagé de tout service à la Cour, était rentré à Compiègne dans sa famille, après avoir accepté avec un certain enthousiasme, ce qu'on appelait le réveil de la nation : il sentait que le nouvel état de choses allait pouvoir lui permettre de jouer un rôle plus indépendant et de mettre son activité au profit de l'intérêt public. D'ailleurs, ses études et ses fréquentations l'avaient en quelque sorte préparé à ce qui venait de s'accomplir.

« La révolution d'Amérique et la lecture du beau traité du gouvernement civil de Locke, disait-il à l'un de ses biographes anonymes, m'ont passionné pour la liberté et je regarde les Guillaume Penn et les Washington comme les hommes qui, parmi les modernes, ont le plus fait pour la félicité publique. »

Et l'écrivain ajoute :

« Les lois de la Pensylvanie, de New-York et de Maryland lui paraissoient préférables à celles de Sparte et de Lacédémone, et il éprouvait la sensation la plus délicieuse en songeant qu'un espace de cent mille lieues carrées, travaille aujourd'hui à faire fleurir les arts et le commerce sous les auspices de la liberté, de la justice et de la raison¹. »

Stanislas Le Féron aimait, en effet, à s'instruire en toutes

1. Tablettes historiques et géographiques du département de l'Oise année 1792, p. 212.

choses ; sa bibliothèque qui a été inventoriée après sa mort, l'a bien prouvé, car elle ne contenait pas moins d'un millier de volumes, parmi lesquels figuraient des ouvrages espagnols, italiens, anglais et allemands, sans compter les auteurs classiques latins et français ; des livres d'histoire, de sciences et de géographie ; des traités de philosophie, des mémoires de tous genres, sur l'art militaire, les manœuvres de cavalerie et la défense des places fortes, et de nombreux plans, dessins ou cartes se rapportant aux campagnes précédentes. C'était, surtout pour l'époque, et ce serait encore aujourd'hui une belle et bonne collection, faisant le plus grand honneur à celui qui la possédait et qui savait si bien s'en inspirer.

Les graves événements qui venaient de s'accomplir à Paris, ne pouvaient manquer d'avoir leur contre-coup en province : il en fut ainsi, notamment à Compiègne. Déjà, du reste, les esprits y étaient agités par la crainte de la disette, et dès le mois de décembre 1788, l'administration municipale s'était empressée de faire l'acquisition d'une certaine quantité de sacs de farine à un prix relativement élevé (20 livres dix sols les 100 livres).

Telle était la situation quand parvint la nouvelle de la prise de la Bastille. Six jours auparavant, le 8 juillet 1789, Mirabeau qui ne voyait pas, sans une vive appréhension la concentration de troupes nombreuses autour de Paris, et qui redoutait un coup d'Etat de la part de Louis XVI, avait porté à la tribune de l'Assemblée nationale une motion tendant à la création d'une *garde-bourgeoise*, mais cette proposition ayant été ajournée, l'Assemblée des électeurs qui siégeait à l'Hôtel de Ville, la reprit pour son propre compte et décida que pareille garde serait immédiatement formée et composée de quarante-huit mille hommes, soit huit cents par district. Dans l'idée des électeurs, cette nouvelle milice devait tout à la fois s'opposer à toute tentative de la Cour contre l'Assemblée nationale, aussi bien qu'aux excès populaires, et dès le 15 juillet, Lafayette était appelé à la commander.

Plus tard elle prit le nom de *Garde nationale* qu'elle a conservé jusqu'à la chute du second empire, et l'on vit se

grouper dans ses rangs, des citoyens occupant les situations les plus recommandables tels que magistrats, notaires et avocats, médecins, artistes et commerçants.

Ce qui se passa à Paris se produisit bientôt à Compiègne. Une garde bourgeoise ayant des chefs provisoirement nommés y fut organisée et ne tarda pas à se mettre en action, notamment à propos de l'arrestation de Berthier de Sauvigny. On se rappelle, en effet, que l'intendant de la généralité de Paris, qu'on accusait à tort de vouloir affamer le peuple, quitta Paris le 20 juillet 1789, et vint à Compiègne chez M. de Pronnay, son subdélégué. Reconnu immédiatement et dénoncé à la populace, cette dernière manifesta contre lui les sentiments les plus hostiles. En présence d'une telle effervescence, l'administration municipale crut devoir s'assurer de la personne de l'intendant et informer l'Hôtel de Ville de Paris de ce qui se passait. L'Assemblée des électeurs, décida alors que deux délégués iraient en son nom pour ramener le malheureux Berthier. Ces délégués se rendirent le 21 à l'Hôtel de Ville de Compiègne, où la Municipalité leur remit la personne de l'intendant à la condition qu'un détachement de la milice bourgeoise les accompagnerait jusqu'à Verberie pour les protéger, ce qui eut lieu. Stanislas Le Féron fit partie de cette escorte.

On sait ce qui advint ensuite et comment Berthier fut massacré sur les marches de l'Hôtel de Ville à Paris.

Au moment où avait eu lieu cette arrestation, Stanislas Le Féron recevait à dîner Chabanon, et voici en quels termes l'académicien rend compte d'un incident qui s'est produit au sujet de M. de Pronnay :

« Le repas dit-il, commençait à peine ; on vint nous apprendre que le subdélégué de l'intendant de Paris, recherché par le peuple de Compiègne, avait pris la fuite. Ces mots n'étaient pas prononcés que Le Féron étoit loin de nous ; à peine pouvions-nous soupçonner le motif qui l'entraînoit ; nous l'apprimes deux heures après, il avait mis en sûreté la personne du subdélégué, il en répondoit au peuple ; sur sa caution, ce citoyen fut relâché quelques jours après ; il remplit aujourd'hui à Paris des fonctions utiles et respectables. »

M. de Pronnay avait, en effet, été nommé au commencement de l'année 1791, juge au tribunal de cassation.¹

Le rôle de la garde bourgeoise de Compiègne s'accroît de plus en plus. C'est ainsi que le 20 août 1789, l'Assemblée générale des habitants, réunie à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. Le Caron de Mazencourt et parmi lesquels figuraient MM. Stanislas Le Féron et Le Féron de Gaucourt votait la résolution suivante :

« Pour donner au Roi notre bienfaiteur les preuves de soumission et de reconnaissance que la ville de Compiègne doit de tout temps à ses souverains.

« Nous citoyens de tous ordres rassemblés, sommes convenus de ne point profiter de l'abandon paternel que ce prince généreux vient de faire de ses chasses ; de respecter ses plaisirs dans les plaines de Compiègne et de Saint-Germain.

« Autorisons les patrouilles de la garde bourgeoise à les défendre contre les incursions de voisins trop entreprenants, nous rapportant pleinement à la sagesse du Roi, pour que justice soit rendue aux propriétaires dont les possessions se trouvent fatiguées par la quantité de gibier...

« Autorisons les dites patrouilles à empêcher qu'aucun particulier de cette ville ou autres lieux, se permette de chasser non seulement sur les terres et plaines chargées de moissons, mais encore sur celles qui seroient découvertes².

Le 20 du même mois une nouvelle Assemblée se réunit à l'Hôtel de Ville. Elle avait pour but de « déterminer les arrangements relatifs à la garde bourgeoise et de prendre connaissance de l'emploi qui avait été fait des fonds muni-

1. De Pronnay (Anne-Antoine), né le 19 avril 1737 à Compiègne où il est mort le 17 août 1794, avait été successivement lieutenant-général civil et criminel du bailliage de Compiègne, de 1768 à 1790, président du Tribunal du district de Compiègne le 16 août 1790 et nommé par le département de l'Oise, juge au Tribunal de cassation où il fut installé le 31 mai 1791. Il demeurait à Paris rue des Fossés-Saint-Germain-des-Prés (aujourd'hui n° 10 de la rue de l'ancienne Comédie), dans l'ancien bâtiment du théâtre français. Son frère, Anne-Gilles-Claude de Pronnay, qui a joué un rôle actif dans l'administration de Compiègne pendant la Révolution, avait été religieux de l'Ordre de Cluny avant 1789.

2. *Archives municip.* Registre des assemblées, f° 10.

cipaux en achat de grains pour la subsistance des habitants et des pertes qui s'en sont ensuivies. »

Cette assemblée confirma dans les grades qui leur avaient été provisoirement conférés, tous les citoyens déjà choisis, et « comme, ajoute le procès-verbal, il faut qu'un corps entier soit commandé par des officiers supérieurs, l'assemblée a également décidé, 1° Qu'elle nommait pour commandant de la milice bourgeoise la personne de Louis-Joseph-Stanislas Le Féron, chevalier, lieutenant-colonel de cavalerie, aide maréchal des logis général de l'armée, demeurant à Compiègne ; 2° Que M. Jean Le Caron de Mazencourt, chevalier, seigneur de Signy-le-Petit, garde du corps de sa Majesté, demeurant à Compiègne était choisi et nommé en qualité d'aide-major de la dite milice. »

En même temps l'achat de cent cinquante sabres et fusils était voté.

Dix jours avant, l'Assemblée nationale ayant ordonné que toutes les gardes nationales prêteraient serment, entre les mains des corps municipaux, Stanislas Le Féron demanda que cette cérémonie pût s'accomplir le 25 août, afin d'augmenter la solennité de la fête du Roi. Cette faveur lui fut accordée, et au jour indiqué les membres de la municipalité se rendirent sur la place de l'Hôtel-de-Ville où la garde nationale était rangée, pénétrèrent dans un cercle qu'elle avait formé, et là, Stanislas, l'épée haute, s'exprima ainsi :

« Je promets et je jure d'être fidèle à la Nation, au Roy et aux devoirs de commandant. Je jure sur l'honneur et sur cette épée, qui en est la sauvegarde de verser jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour la défense de la Patrie, de mes concitoyens et des loix. Je promets à la garde nationale un attachement que la mort seule peut dissoudre.

« Citoyens, que cette arme consacrée à vous servir, me soit arrachée ignominieusement et devenir l'instrument de mon supplice ; que l'éternelle justice qui punit les forfaits, fasse de moi un exemple épouvantable pour les parjures et que la foudre m'écrase devant vous, si jamais je trahis mon serment. »

Ces paroles qui dépeignent mieux que nous ne pourrions le faire l'esprit du temps, caractérisent bien aussi celui

qui les a prononcées. Après lui, M. Le Caron de Mazencourt levant également son épée, prêta serment en ces termes :

« Nous jurons, sur notre vie, sur notre honneur de défendre la Nation, le Roy, la religion et les loix. Oui, nous le jurons sous les yeux de l'Éternel. Nous promettons d'être fidèle à nos chefs et de ne jamais employer ceux qui seront sous nos ordres, contre les citoyens, si nous n'en sommes requis par les officiers civils ou les officiers municipaux¹. »

Puis vint le tour de la garde nationale qui prêta, par l'organe de l'un de ses membres, le serment qui suit :

« Nous jurons et promettons fidélité à la Nation, au Roy, obéissance à nos chefs, officiers et bas officiers.

« Que la honte d'être jugé indigne de servir la Patrie soit la punition de celui qui, au mépris de son serment, et de l'honneur manquera à la subordination ou à la discipline.

« Nous promettons et jurons de nous réunir au premier signal soit pour défendre la ville et nos concitoyens des ennemis extérieurs, soit pour réprimer les tumultes et les désordres, soit enfin pour faire observer les loix sans lesquelles aucun gouvernement ne peut subsister, et nous regarderons toujours comme le premier de nos devoirs de les maintenir et de les faire observer. »

La cérémonie terminée, les membres du corps municipal, escortés par des gardes nationaux se rendirent en l'église Saint-Jacques pour entendre la grand'messe qui y était célébrée en l'honneur de l'infortuné Louis XVI.

Plus que jamais du reste, le service de la garde nationale devenait nécessaire, car l'inquiétude régnait partout ; aussi l'assemblée des habitants sollicitée de fermer les portes de la ville avec des murs suffisants pour ne pas être surpris par les malveillants, décidait-elle, le 1^{er} septembre, la vente d'un canon encloué à l'effet de subvenir aux premières dépenses de la fermeture des portes.

Cette situation inspira à Stanislas Le Féron l'excellente idée de créer tout à la fois une compagnie de cavaliers pouvant se transporter facilement au dehors et une autre de

1. *Archives municip.* Registre des assemblées, f° 19.

pompiers chargée de porter secours partout où le besoin s'en ferait sentir.

Les habitants réunis en assemblée générale le 16 octobre 1789 applaudirent à cette double création et le 25 du même mois, la Compagnie des *ingénieurs-pompiers* (c'est ainsi qu'on la désignait) composée de trente-deux hommes pris parmi les charpentiers, maçons et couvreurs, fut reconnue sur la place de l'Hôtel-de-Ville, devant les autorités municipales, et devant toute la garde nationale rangée en bataille et drapeaux déployés. Le commandant Le Féron la présenta traînant deux pompes et proclama MM. Wacquand, capitaine ; Mouton l'aîné, lieutenant ; Berichon, lieutenant en second ; Bussa, sous-lieutenant en premier ; Tondu, sous-lieutenant en second ; et Cardon fils, maître maçon et entrepreneur de bâtiment, en qualité de sergent-major. Tous prêtèrent serment immédiatement¹.

Cependant l'horizon politique continuait à s'obscurcir de plus en plus. Dominé toujours par la crainte de la disette, le peuple se ruait à la porte des boulangers sous prétexte que ces derniers accaparaient la farine à son détriment. De pareilles scènes troublaient la paix publique : aussi l'assemblée nationale entraînée par des orateurs tels que Mirabeau, Barnave et Petion, décréta-t-elle le 21 octobre 1789, ce qu'on a appelé la *loi martiale* : aux termes de laquelle tout attroupement devait être dissipé par la force publique. A cet effet, le canon d'alarme devait être tiré ; un drapeau rouge était placé à la principale fenêtre de la maison commune, et après trois sommations restées infructueuses, la troupe agissait.

Quoiqu'ayant trait surtout aux attroupements qui avaient lieu à Paris, la loi martiale fut proclamée dans tous les départements. C'est ce qui eut lieu à Compiègne, le 27 du même mois, avec un cérémonial des plus imposants, ainsi que l'établit le procès-verbal que nous croyons devoir reproduire *in extenso*, à raison même des détails qu'il contient. Il est ainsi conçu :

1. *Archives municip.* Registre des assemblées, f° 25.

L'an 1789 le mardi vingt-sept octobre, Nous maire et eschevins de la ville de Compiègne assemblés en Bureau extraordinaire vers les dix heures du matin à l'effet de prendre lecture de lettres patentes du Roy portant sanction de la loi martiale, concernant les attroupements, données à Paris au mois d'octobre 1789, enregistrées au Parlement en vacation le 24 octobre au dit an; lesquelles lettres résultant du procès-verbal de l'Assemblée nationale en date du 21 du même mois, nous ont été transmises par M. le Procureur du Roy au bailliage de cette ville, qui les avait fait enregistrer en son siège, de suite lire, publier et afficher suivant l'ancien usage; Nous susd. officiers municipaux assemblés, voulant donner à la publication de cette loi martiale tout l'appareil qu'exige la gravité des motifs qui ont déterminé l'Assemblée nationale à la décréter, avons requis M. Le Féron, commandant de la garde nationale Compiégnoise de tenir sous les armes à deux heures précises ce jourd'hui sur la place de l'Hôtel-de-Ville, toutes les compagnies franches qui la composent avec les canons; même requisition également donnée par nous susd. à M. Roullier, commandant de la maréchaussée en cette ville de se trouver même heure et même place à la tête de ses troupes; nous officiers municipaux, arrivés en face de l'Hôtel de Ville à l'heure indiquée cy dessus, ayant trouvé les différents corps nationaux en bataille et l'artillerie en bonne contenance, avons requis M. le commandant de la garde nationale de donner ordre de charger à mitraille, mèches allumées, ce qui étant exécuté avec précision, on s'est mis en marche dans l'ordre suivant :

A la tête marchait la maréchaussée ayant au milieu d'elle le sieur Rosoi, geolier des prisons royales, monté sur un cheval et couvert de la casaque de la ville; il portait le drapeau rouge surmonté d'une lance; suivoient les tambours battant sourd, ensuite les sapeurs armés de leurs haches marchaient suivis de la compagnie des grenadiers; nous maire et eschevins en corps, placés au centre et précédés de M. Bertrand, imprimeur-libraire revêtu d'une tunique de velours violet aux armes du Roy et de la ville, faisant les fonctions de héraut d'armes, marchions ayant à notre suite la compagnie d'artillerie et les canons; la compagnie des chasseurs fermoit la marche. La première évolution faite au centre de la place de l'Hôtel-de-Ville, le sieur Bertrand ayant reçu des mains du maire la loi martiale, en a fait lecture hautement et intelligiblement au peuple nombreux que le nouvel appareil avait attiré et de suite étant arrivé successivement à la

Croix du Pont Neuf, faubourg du petit Margny, la Porte d'Ardoise, Porte de Chapelle, à la place d'Armes devant le Château, carrefour de la Croix d'or, à la place de l'ancien hôtel des Trois Pots, rue de Paris¹, au Marché au Foin, et enfin à la place du Change; le sieur Bertrand aurait à chaque station publié à haute et intelligible voix la loi martiale; toutes lesquelles publications faites, nous officiers municipaux, en même cortège et appareil, serions revenus en face de l'Hôtel de Ville sur la place où les troupes s'étoient de nouveau rangées en bataille, le peuple en silence et contristé. Le maire, l'un de nous auroit dit affectueusement aux citoyens présents que la proclamation auroit été faite pour obéir à la loi, mais que la fidélité au Roy et à la nation étant gravée dans tous les cœurs Compiégnois, le corps municipal prenoit sur lui de faire rentrer le drapeau rouge, présumant avec confiance que ses concitoyens ne le mettroient jamais dans le cas de déployer cette enseigne des alarmes et de la vengeance. En effet M. Le Caron de Mazencourt, maire, a donné l'ordre que le drapeau rouge fût rentré et serré, ce qui a été exécuté à l'instant au contentement général d'une manière consolante; et nous susdits sommes rentrés à la grande salle de l'hôtel commun de la ville pour y rédiger le présent procès-verbal que nous avons signé jour et an que dessus : Poulain de la Fontaine, Mottet, Scellier fils, Desmaret, 1^{er} échevin, Mathieu, doyen de Saint-Clément, Thibaux, curé de Saint-Antoine, Le Féron, Le Caron de Mazencourt, maire, de Pronnay².

Malgré cette conclusion rassurante, la loi martiale aurait pu, ainsi qu'on le verra plus loin, être appliquée à Compiègne ou à tout le moins dans ses environs, sans l'esprit aussi conciliant que modéré du commandant de la garde nationale toutes les fois que cette dernière fut mise en mouvement pour réprimer des désordres.

Du reste, la population ne manquait jamais les occasions de témoigner à Stanislas Le Féron toute la confiance qu'elle avait en lui.

Le 20 novembre 1789 notamment, en exécution d'un décret des 8 et 9 octobre précédents, elle lui conférait, en

1. Actuellement maison Audy, rue de Paris, 16.

2. *Archives municip.* Registre des assemblées, f° 33.

même temps qu'à MM. de Lancry père et fils, Esmangard de Beauval, Le Cornier, De Crouy l'ainé, Poullétier et autres, le titre de *notable*. On appelait ainsi un certain nombre d'habitants (*dix-huit*), devant être chargés d'assister à l'instruction des procès criminels, en attendant la réformation de la législation à cet égard.

Cependant l'hiver approchait et ses conséquences redoublant les craintes de l'administration, elle convoqua une assemblée générale pour rechercher « les moyens d'écarter pendant la rigoureuse saison, la misère qui menaçait la ville et d'assurer la subsistance de ses habitants.

Cette assemblée, où figure Stanislas Le Féron et où certainement il dut prendre la parole, se tint le 25 novembre 1789, et il y fut décidé :

« Que tous les propriétaires seraient invités à exiger de leurs fermiers des redevances en nature, et que tous les bons citoyens seraient engagés à souscrire l'avance qu'ils voudraient bien faire pour établir un magasin public de blé et offrir de tranquilliser les esprits sur les subsistances et de prévenir toute sédition. »

L'assemblée nommait ensuite douze commissaires qui, de concert avec la municipalité et la garde nationale, devaient rendre un compte exact des blés pouvant se trouver dans les granges et greniers des laboureurs de l'Election.

De son côté, le Roi, préoccupé d'assurer la paix publique et d'augmenter l'armement de la garde nationale de Paris, lui avait accordé 6,000 fusils qui devaient être expédiés du Nord en traversant Compiègne.

A cet effet, un des administrateurs de l'Hôtel de Ville de Paris, nommé Osselin, arriva le 8 novembre 1789, à Compiègne et demanda au maire, M. Le Caron de Mazencourt, de vouloir bien faire accompagner ces fusils jusqu'à Senlis. En effet, le lendemain les trente-trois chariots qui les contenaient partirent de l'Hôtel de Ville, sous l'escorte d'un détachement à la tête duquel se mit Stanislas Le Féron lui-même, et arrivés à Senlis, le sieur Osselin remercia le commandant de la garde nationale Compiégnoise, « en le complimentant de sa vigilance et des procédés dont il avait donné les preuves les moins équivoques dans cette occasion

si importante de servir la commune de Paris. » Ce sont les propres termes du procès verbal¹.

Si les esprits étaient troublés à cette époque, les finances l'étaient bien davantage encore ; en effet, le Trésor public se trouvait à sec et le crédit s'évanouissait de plus en plus. Cette triste situation avait déterminé l'Assemblée nationale à décréter le 6 octobre une *contribution patriotique* qu'elle fixait au quart de revenu dont chacun jouissait, déduction faites des charges foncières, impositions et intérêts auxquels on pouvait être tenu.

En exécution de ce décret, Stanislas Le Féron se présenta à la mairie de Compiègne, le 30 décembre suivant, et déclarant que la somme de *douze cents livres* était conforme aux fixations établies par l'Assemblée nationale, il s'engagea à acquitter pareille somme en deux paiements égaux.

Cette déclaration démontre que le revenu annuel du commandant, était, net de toutes charges, d'environ cinq mille livres.

Ainsi qu'il arrive malheureusement trop souvent au lendemain des révolutions, la proclamation de la liberté, engendre toujours la licence et la violation des lois. C'est ce qui eut lieu pour la forêt de Compiègne, qui devint chaque jour l'objet de dépredations regrettables. Aussi, dès le 3 novembre 1789, le Roi fit-il la proclamation suivante :

Le Roy sur le compte qui lui a été rendu par le contrôleur général de ses finances, et sur le vu de divers procès-verbaux, considérant qu'au mépris des ordonnances et règlements rendus pour la police et conservation des forêts et bois, les habitants des villes et villages qui les avoisinent, se permettent d'y entrer journellement, et le plus souvent armés et par attroupement, pour y commettre les plus grands délits ; que ces habitants se permettent aussy de vendre publiquement dans les villes et villages les bois qui proviennent de ces délits et qu'ils enlèvent par toutes sortes de moyens et Sa Majesté voulant réprimer un désordre dont les suites deviendroient si préjudiciables et mettre en vigueur les dispositions de l'ordonnance des Eaux et forêts du mois d'août 1669 pour la police et Conservation des forêts et bois, elle a résolu de faire sur ce connaître ses intentions :

1. *Archives municip.* Registre des assemblées, n° 32.

En conséquence Sa Majesté fait très expresses inhibitions et deffenses à toutes personnes de ne plus à l'avenir entrer dans les forêts et bois, par attroupement ou particulièrement pour y commettre aucun délits, sous peine d'être poursuivies suivant la rigueur des ordonnances.

Permet Sa Majesté aux usagers d'y enlever le bois sec et gisant, sans se servir d'aucune espèce de ferrement, même de crochets à à peine d'amende et de confiscation d'iceux.

Enjoint Sa Majesté aux municipalités des villes et villages qui avoisinent ces forêts et bois, d'y empêcher l'entrée et la vente d'aucuns bois de délits, sous les peines portées par les ordonnances et les règlements, et de prester main-forte aux officiers chargés de les faire exécuter, toutes les fois qu'ils en seront requis par eux : Fait pareillement deffense, Sa Majesté, à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de ne plus entrer dans ses bois, forêts et terres de son domaine pour y chasser, sous peine d'être poursuivies par les voyes de droit ; comme aussy d'y introduire aucunes vaches ni chevaux, à peine de confiscation et d'amende, à moins qu'elles n'y soient autorisées par des usages anciens et légalement reconnus.

Enjoint Sa Majesté à ses officiers de tenir exactement la main à l'exécution de la présente proclamation qui sera imprimée, publiée et affichée partout ou besoin sera, afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

Fait à Paris le 3 novembre 1789, signé Louis, et plus bas par le Roy ; de Saint Priest.

Le comte de Saint-Priest transmet cette proclamation le 22 novembre 1789, au maire de Compiègne M. Le Caron de Mazencourt en ajoutant :

« L'intention du Roy est que vous la fassiez transcrire sur les registres de la municipalité, publier et afficher et que vous preniez toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. ¹

Cette défense du roi produisit au commencement un certain effet, mais bientôt, à raison surtout des rigueurs de la saison, non seulement, les vols de bois reprirent leur cours, mais on s'en prit encore au gibier réservé. C'est ainsi que le 13 janvier 1790 on apprit que des bandes armées, venant en grande partie de Jaux et du faubourg Saint-Germain,

1. *Archives municip.* Registre des assemblées, n° 32.

s'étaient rendues à la *Faisanderie* pour la saccager. Aussitôt le corps municipal requit Stanislas Le Féron de réunir cent hommes de la garde nationale et d'aller faire cesser l'état de choses qui avait été signalé.

Le commandant se mit alors à la tête d'un détachement composé en grande partie de cavaliers, et parvenu, vers trois heures de l'après-midi, auprès du parquet Simon qui avoisine la *Faisanderie* il y rencontra un attroupement de cinquante à soixante individus, tous armés, procéda à l'arrestation de sept individus et mit le reste en fuite.

Deux jours après, le même détachement qui avait continué à parcourir la forêt, surprenait au carrefour des Princesses sur la route de l'Octogone, un attroupement armé qui chercha à prendre la fuite ou à se retrancher derrière la barrière du *Pont-Croté*, mais il n'y put parvenir et plusieurs individus, appartenant au village de La Croix, furent arrêtés. Ils prétendirent pour leur défense que les habitants de Saint-Germain leur avaient dit que désormais la chasse était libre dans la forêt.

Cette double expédition fut portée à la connaissance du roi qui chargea son ministre de féliciter la municipalité et la garde nationale d'avoir agi avec tant de vigueur.

Voici en quels termes le procès-verbal s'exprime à cet égard :

M. le Maire a fait lecture à l'Assemblée d'une lettre de M. le comte de Saint-Priest, ministre de la maison du roy, du 26 du présent mois, écrite de la part du roy à la municipalité de cette ville dont la teneur suit :

Paris, le 26 janvier 1790.

Le Roy a été instruit, Messieurs, des soins que vous vous êtes donnés pour dissiper l'attroupement qui s'étoit formé dernièrement dans la forêt de Compiègne dans le dessein d'attaquer la *Faisanderie* de sa Majesté. Elle m'a chargé de vous en témoigner sa satisfaction ainsi que du zèle que la garde nationale de votre ville a montré dans cette occasion et de vous exhorter à continuer de veiller avec le même soin à la conservation de ses propriétés et de celles des particuliers.

Je suis bien véritablement, Messieurs, votre très humble et très affectionné serviteur.

Signé : LE COMTE DE SAINT-PIREST

Laquelle lecture a produit les plus grandes acclamations les cris redoublés de *Vive le Roy* et le serment sur les sabres nus de protéger jusqu'à la mort la propriété de Sa Majesté et celles des particuliers. Et il a été arrêté qu'il seroit fait au ministre une lettre en réponse dont la teneur suit :

Monseigneur,

Le corps municipal et la garde nationale de la ville de Compiègne ne se seraient jamais attendu que l'exercice d'un devoir rigoureux, celui de dissiper un attroupement coupable et de défendre les propriétés de Sa Majesté, leur eut procuré un témoignage aussy honorable et aussy flatteur de la satisfaction de son souverain, que celui qu'exprime votre lettre du 26 du courant. Recevoir des félicitations de la part d'un monarque et par la voye d'un ministre chéry, pour une dette acquittée, cela passe le bonheur auquel doivent prétendre des sujets fidèles et patriotes pour un acte indispensable. Il étoit réservé au vertueux, au bienfaisant Louis seize de tenir compte d'actions simples, naturelles et aussy religieusement commandées par le civisme et la raison. Nous mériterions donc aussy des encouragements pour avoir, avant le décret de l'Assemblée nationale relatif aux impôts, rétably les exercices et tout le cours des perceptions trop longtemps suspendu. Toute la magie de notre politique est dans l'amour impérieux de l'ordre ; cet amour domine le corps municipal, il domine le brave commandant de la garde nationale, il la pénètre elle-même.

A la lecture de votre lettre, Monseigneur, officiers, soldats, dans un enthousiasme subit et général ont tiré le sabre et juré dessus, de protéger jusqu'à la mort, les propriétés du Prince et celle des particuliers ; des cris redoublés de *Vive le Roy ! Vive la Nation* ont terminé cette scène respectable et touchante. Le Roy qui fait constamment et généralement le bien, le voit aussy partout et voilà notre mérite. Il a suivi son heureuse habitude. Monseigneur, en vous nommant son Ministre, et vous continuerez de lui dire la vérité qu'il aime en l'assurant que toute la Ville de Compiègne ne respire que pour son bonheur, et qu'elle fonde le sien dans l'espoir de le posséder aussitôt que l'intérêt général ne s'opposera plus à son vœu particulier.

Nous sommes avec respect, Monseigneur, etc., etc. Ce 29 juin 1790.

Et sur la réquisition de M. Le Féron, commandant de la garde nationale, de faire transcrire sur les registres particuliers de la

garde, la dite lettre du ministre, sa demande lui a été unanimement octroyée...

Et ont signé : Poulain de la Fontaine, Scellier fils, de Crouy, Maréchal l'aîné, Herbet, Bouchon, Le Roux.¹

Le rôle de la garde nationale, ainsi qu'on le voit, était multiple. Il lui fallait tout à la fois veiller au bon ordre, aussi bien au dehors de la Ville qu'au dedans, et prêter main forte à l'autorité toutes les fois qu'il y avait lieu. Aussi le service était-il des plus fatigants, mais personne ne se plaignait. Chacun d'ailleurs se sentait soutenu par un chef dans lequel on avait une confiance absolue.

Au mois de juin 1790, deux nouvelles expéditions dans la forêt devinrent nécessaires. La première eut lieu le 6 du même mois à Pierrefonds où des troubles venaient d'avoir lieu ; voici ce qui s'était passé : Le vicaire de Pierrefonds ayant donné lieu à des plaintes sérieuses sous le rapport des mœurs, l'évêque de Soissons, à la sollicitation du curé, pourvut à son remplacement. Mécontent d'une pareille disgrâce le susdit vicaire ameuta en sa faveur une partie de la populace qui l'empêcha de partir. Une assemblée tumultueuse se réunit même à cet effet. Les officiers municipaux intervinrent aussitôt, mais ils furent menacés d'être pendus et durent se retirer.

C'est alors qu'ils firent appel à la Municipalité de Compiègne, qui prit dans la matinée, l'arrêté suivant :

« Nous, officiers municipaux de la ville de Compiègne, venant d'apprendre avec douleur que nos frères de Pierrefonds se trouvent en mésintelligence, ce qui pourrait occasionner des événements fâcheux, prions et requérons que M. Le Féron, commandant de la garde nationale de Compiègne, se rende sur le champ à Pierrefonds, avec une partie de sa troupe pour y offrir à la Municipalité tous les secours nécessaires afin de rétablir le bon ordre et de faire renaitre la paix et la concorde qui avaient régné jusqu'alors, ce que nous apprendrons avec tout l'intérêt qui nous anime pour une commune qui nous est aussi chère. »²

1. *Archives municip.* Registre des Assemblées, f° 134 v°.

2. *Archives municip.* Registre du Cons. Municipal, f. 12.

Stanislas Le Féron partit aussitôt avec un détachement et à sept heures du soir, il rentrait à Compiègne où il faisait connaître aux membres du Conseil municipal rassemblés à nouveau, qu'il avait, au sortir de la messe (c'était un dimanche), donné aux habitants de Pierrefonds lecture de l'arrêté du Conseil, en les invitant à la concorde, et que tous, après lui avoir témoigné leur reconnaissance, avaient « promis l'union et l'intelligence pour le maintien du bon ordre. »

Sur quoi, ajoute le procès-verbal du même jour, le Conseil satisfait de ce rapport a arrêté qu'il serait adressé à la garde nationale Compiégnoise en la personne de son Commandant, des remerciements sur cette nouvelle preuve de son zèle, de son patriotisme et de son infatigable activité; que lui même serait particulièrement remercié de l'intelligence avec laquelle il a conduit cette expédition civique et du succès qu'elle a eue, et que copie des présentes lui serait remise pour la communiquer à sa généreuse troupe comme un gage de la gratitude et de la satisfaction de la municipalité¹ ».

Le 20 du même mois, autre alerte; cette fois la situation était plus grave ainsi qu'on en peut juger:

M. Pannellier chargé des plantations de la forêt, avait sur la sollicitation du corps municipal embauché un grand nombre d'ouvriers de la ville pour faire des binages, à la condition qu'ils se soumettraient aux usages déjà reçus dans ces sortes de travaux tant pour le prix que pour la façon de travailler; on organisait ainsi des espèces d'ateliers nationaux. Or, il est arrivé, ce qui est d'ordinaire en semblables circonstances, la plupart de ces ouvriers voulaient faire peu de besogne et être payés très cher. On s'aperçut donc bientôt que non seulement ils travaillaient mal, mais qu'ils refusaient d'obéir aux commis-conducteurs des travaux en employant contre eux ainsi que contre les gardes de la maîtrise les menaces les plus violentes et les accablant d'invectives.

Les officiers de la maîtrise s'adressèrent alors à la mu-

1. *Archives municip.* Registre du Conseil municip., n° 12.

nicipalité et la prièrent de vouloir bien employer la force publique pour rétablir le bon ordre dans les ateliers, de faire proclamer aux ouvriers de se soumettre aux conditions du travail et même de prêter main-forte aux commis pour expulser les récalcitrants.

A la suite de cette réquisition, les conseillers municipaux prirent immédiatement l'arrêté suivant, véritable chef-d'œuvre du genre :

Le 20 juin 1790, les officiers de la maîtrise des eaux et forêt de Compiègne, informèrent l'administration municipale que le sieur Pennelier, chargé des plantations de la forêt, faisait des binages dans ces plantations et que la plupart des ouvriers de la ville se trouvant sans ouyrage se sont présentés dans les divers ateliers de la forêt, où ils ont été admis par les préposés de M. Pennelier, à la condition qu'ils se soumettraient aux usages déjà reçus dans ces sortes de travaux tant pour les prix ordinaires que pour la manière de travailler ; mais on s'aperçut bientôt que non seulement les ouvriers travaillaient mal, mais qu'ils refusaient d'obéir aux commis-conducteurs des travaux, en employant contre eux ainsi que contre les gardes de la maîtrise les menaces les plus violentes et les accablant d'invectives.

En conséquence les officiers de la maîtrise requièrent les officiers municipaux de vouloir bien employer toute leur force pour rétablir le bon ordre dans les ateliers et de faire proclamer à tous les ouvriers de se soumettre aux usages y reçus, et même de donner main-forte aux commis pour expulser ceux des ouvriers qui s'y refuseraient et enfin pour faire punir ceux qui, par des menaces ou des injures contre les conducteurs de travaux, se permettraient de troubler le bon ordre qui doit régner...

Sur quoi, le Conseil municipal (séance du 20 juin 1790), faisant droit sur la conclusion du procureur de la commune,

Considérant que s'étant constamment occupé des moyens de faire subsister la portion de leurs concitoyens qui leur est le plus chère, à raison de son peu d'aisance, de la cessation presque générale des travaux et de la constance héroïque avec laquelle elle avait soutenu jusqu'alors des malheurs inséparables de la grande Révolution, dont les très prochains résultats seront la félicité publique ; voyant avec une joie secrète ou plutôt avec une satisfaction qu'ils ne voulaient ni ne devaient cacher, de grands ateliers rétablis à leurs sollicitations et spécialement réservés à

leurs prières aux braves Compiégnois ; que de remerciements n'ont-ils pas fait au généreux et patriote entrepreneur des plantations de la forêt, qui, sacrifiant son intérêt et contre tous calculs personnels, s'exposant même à quelques reproches fondés des ouvriers de la campagne, a pris sur lui de consacrer particulièrement à ceux de la ville, les ateliers les plus voisins et du travail le moins pénible, à tant de sujets de consolation pour leur cœur paternel, se joignait le bonheur d'avoir pu diminuer tout récemment le prix du pain, ils croyaient pouvoir respirer et regardaient surtout ces précieux et puissants ateliers, comme les fruits, la sécurité et la récompense de leur tendresse toujours inquiète et toujours courageuse, et ils ne s'attendaient pas qu'ils dussent être le théâtre des désordres les plus coupables, de l'insubordination la plus alarmante.

Ainsi donc, les pervers empoisonnent les sources les plus pures et changent une scène d'activité estimable et consolante en un spectacle douloureux et presque de sang. Cette nouvelle déchirante aurait découragé les cœurs, si le devoir de leurs places et leur amour pour la Patrie pouvoient être mis en défaut, leur secours, leur protection, leur repos, leur vie même seront toujours pour des frères malheureux, même pour ceux qui ne sont qu'égarés par les méchants. Ils prient donc, ils supplient ces objets de leur vive et continuelle sollicitude de rejeter avec mépris et horreur les impressions criminelles que veulent leur faire recevoir des hommes sans mœurs, sans courage et sans bonne foi et à se prêter avec franchise au bien qu'on veut leur faire avec loyauté, mais en même temps ils avertissent pour la dernière fois les traitres et les séditeux qui cherchent à séduire le peuple bon et laborieux, qu'ils aient à cesser leurs manœuvres bien découvertes malgré les ténèbres dont ils ont tâché de les environner, toutes les forces, tous les moyens que la loi met en leur puissance seront employés et les troupes nationales, ainsi que celles de la ligne à la disposition de la municipalité de Compiègne, sont requises d'agir même aujourd'hui s'il est besoin, ainsi qu'il va être proclamé contre les perturbateurs du repos public et afin que force reste à la justice, respect à la loi et sécurité aux vertueux citoyens.

En conséquence, le Conseil a arrêté et arrête que, pour rétablir le bon ordre dans les ateliers de la forêt, soutenir les officiers et gardes de la maîtrise et les commis de plantation dans l'exercice de leurs fonctions, que la présente proclamation sera lue et publiée dans tous les ateliers de la forêt, afin que nul n'en

ignore et ait à se conformer aux usages reçus, tant pour le prix des journées que pour la façon du travail.

Arrête en outre qu'il sera donné main-forte tant aux officiers qu'aux gardes de la dite maîtrise, même aux commis chargés de veiller aux ouvrages de plantations, pour y maintenir le bon ordre et qu'au cas d'injures ou menaces, MM. les commandants de la garde nationale de cette ville, un détachement de Berry stationné en ycelle et de la maréchaussée de cette ville sont requis de faire arrêter ceux des ouvriers qui, soit par leur propos, injures ou menaces troubleraient la tranquillité publique, les autorisant à repousser la force par la force.

Et ont signé : Poulain de la Fontaine, Scellier fils, de Moüy, Alix, Desmarest, Leroux, Saiget, Moutard.

Le lendemain, nouvel arrêté ainsi conçu :

Cejourdhuy, 21 juin 1790, heure de midi, le Conseil municipal assemblé, sous la présidence de M. Alix, M. le Procureur de la commune présent.

M. Le Féron, commandant de la garde nationale de cette ville s'est présenté et a fait rapport qu'en exécution de notre réquisitoire à lui donné le jour d'hier, il s'est transporté avec un détachement de la garde nationale, un autre du régiment de Berry, et la maréchaussée, dans la forêt de Compiègne pour maintenir le bon ordre, et qu'étant parvenu au carrefour du Puits du Roi où il aurait trouvé quatre cents ouvriers ou environ attroupés, tous de la ville de Compiègne qui travaillaient au binage des plantations de la dile forêt hors et très loin de leurs ateliers ; qu'il leur avoit fait lecture de notre proclamation du jour d'hier, après laquelle tous les dits ouvriers se sont rendus paisiblement dans les différents ateliers ouverts dans la forêt et se sont mis à l'ouvrage sans aucun murmure, à l'exception de deux d'entre eux nommés Joseph Corroyer, garçon demeurant à Compiègne, rue d'Ardoise, et Jean-Baptiste Bertin, fils d'Henry, aussi garçon demeurant à Compiègne, rue Réputée-ruelle, qui se sont permis des propos séditieux et incendiaires, lesquels deux particuliers il a fait arrêter, conduire par devant nous, qui les avons constitués prisonniers es prisons royales de cette ville.

Dont de tout ce que dessus, a été dressé le présent, et a mon dit sieur Le Féron, commandant, signé avec nous ;

Signé : Le Féron, Poulain de la Fontaine, De Moüy, Leroux, Alix, Scellier fils, Cointe.

Les deux délinquants comparurent devant les officiers municipaux qui statuèrent à leur égard, en ces termes :

Cejourd'hui 22 juin 1790. Le Conseil municipal assemblé, le Procureur de la commune a dit qu'en vertu de la déclaration du Roy rendue sur décret du 10 août dernier, concernant le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans le royaume, il était à propos de faire amener par devant le Conseil municipal, les nommés Joseph Corroyer et J.-B. Bertin, détenus es-prisons royales de cette ville pour les griefs détaillés au procès-verbal du jour d'hier, à l'effet de les entendre sur les chefs d'accusation mentionnés au dit procès-verbal ; pour, après leur audition, être par le Procureur de la Commune requis, et par le Conseil municipal ordonné ce qu'il appartiendra.

Sur quoi le Conseil municipal faisant droit, a ordonné que sur le champ les dits Corroyer et Bertin seraient amenés par devant nous pour être entendus, ce qui a été à l'instant fait par le géolier des dites prisons.

Et les dits sus-nommés présents, il leur a été fait lecture du procès-verbal du jour d'hier, ensemble du décret de l'Assemblée nationale concernant les attroupements séditieux. Ils ont déclaré qu'ils n'ont suivi dans leur réunion au carrefour du puits du Roy, que l'impulsion d'autres ouvriers, qu'ils ne connaissaient point le décret de l'Assemblée nationale et que jamais ils ne feroient pareille réunion.

Ce qu'entendu par le Procureur de la commune, il a conclut à ce qu'il soit fait défense aux dits Corroyer et Bertin de plus à l'avenir s'attrouper et tenir aucun propos séditieux, sous les peines portées par les décrets de l'Assemblée nationale et dit que cependant il n'empêche que les dits Corroyer et Bertin ne soient relaxés.

Le Conseil municipal faisant droit sur les conclusions du Procureur de la commune, fait très expresses inhibition et deffenses aux dits Corroyer et Bertin de plus à l'avenir s'attrouper sous quelques prétextes que ce soit et de tenir aucun propos séditieux sous peine d'être poursuivis et punis conformément au décret de l'Assemblée nationale, et au surplus ordonne que les dits Corroyer et Bertin seront élargis le jour de demain mardi, après que lecture leur aura été faite à la géôle de la présente délibération.

Et a le Procureur de la commune signé avec nous.

Signé : Scellier fils, Poulain de la Fontaine, Saiget, Mouton Desmarest, Alix, Mosnier et de Moüy. ¹

1. *Archives municip.* Registre du Conseil municipal, f^{os} 14, 15 et 16.

En semblables circonstances Stanislas Le Féron conservait toujours un calme relatif qui exerçait une heureuse influence sur les esprits. Chabanon raconte qu'un jour où le commandant haranguait sur la place de l'Hôtel-de-Ville une foule séditieuse et l'exhortait à rentrer dans le devoir, l'un des meneurs éleva la voix et apostrophant Le Féron, il l'accusa d'être un traître. Le commandant alors tirant froidement son épée la remit aux mains de celui qui l'avait apostrophé et lui dit : « Si je suis un traître, voilà le fer dont tu dois me percer et la place où je dois mourir. »

Toutefois si l'attitude ferme et conciliante tout à la fois qu'il savait prendre, lui valait l'approbation de la partie saine des habitants, il n'en fut pas toujours de même de ceux dont il contrariait les coupables entreprises. Il devint même parfois l'objet de menaces de leur part.

A un certain moment de nombreux attroupements se formèrent devant sa maison et prirent un caractère tel que le Conseil municipal lui enjoignit, le 23 juillet 1790, de faire poster tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'immeuble « toutes les gardes nécessaires pour maintenir le bon ordre et dissiper les attroupements. »

Ces manifestations auraient dû faire réfléchir l'intrépide commandant de la garde nationale Compiégnoise et lui montrer combien est fragile la popularité prise dans son sens le plus large, mais, sa nature généreuse ne calculait pas ainsi, et loin d'en vouloir aux *miséreux*, il chercha les moyens de leur venir en aide. Il conçut notamment dans le courant d'août 1790 la pensée de créer un *bureau de charité*. Le procès verbal du Conseil général du 20 du même mois, s'exprime en ces termes, à ce sujet :

Le 20 août 1790, M. Le Féron a représenté que la misère déjà si effroyable dans cette saison, nous annonçait pour l'hiver prochain les plus grands malheurs qui seront occasionnés par la détresse ; que pour la prévenir, on ne saurait aviser trop tôt aux moyens de fournir aux indigents des secours qu'on leur feroit accepter de leur travail : a observé de plus l'impossibilité de tirer les secours du sein même de la commune pourquoi l'opinant a fait la motion de présenter un mémoire motivé aux corps administratifs à l'effet d'être autorisé à faire un emprunt rem-

boursable en plusieurs années par la commune; a proposé ensuite le dit sieur Le Féron de nommer un certain nombre de citoyens pour former ce bureau de Charité qui seroit chargé de faire un état motivé des pauvres de la ville, du genre de leurs besoins et de l'espèce de leur industrie, pour sur cet aperçu décider quelle doit être la somme à emprunter.

Sur quoy le Conseil général prenant en considération les motifs qui viennent d'être mis sous ses yeux par un de ses membres, et ouy le Procureur de la commune, il a été arrêté qu'il serait adressé un mémoire détaillé aux corps administratifs, à l'effet d'être autorisé à faire un emprunt remboursable par la commune pour subvenir au soulagement des pauvres et ouvriers indigents de cette municipalité pendant cet hiver: a arrêté en outre que pour fixer la somme à emprunter, il serait formé un bureau de charité qui ferait un tableau des pauvres de cette ville, avec un état du genre de leurs besoins et de l'espèce de leur industrie. Et à l'instant ayant été procédé à la nomination des personnes qui doivent composer le bureau, MM. Desboves, curé de Saint-Jacques; Thibaux, curé de Saint-Antoine; Bicheron, vicaire de Saint-Jacques; Desjardin, vicaire de Saint-Antoine; Le Féron, Darcy, Wacquand, Le Cornier, Leclerc père, Brachet, Rousseau, 2^e vicaire de Saint-Jacques et Maurice, 2^e vicaire de Saint-Antoine, les deux administrateurs de chaque paroisse de cette ville et les receveurs des deux charités ont réuni l'unanimité des suffrages.

Signé: Stanislas Le Féron, Cologne, Vezon, Comte, Courtois, Duchauffour, Brachet, Lemer, Leclerc père, Le Cornier, Desmaret, Mosnier, Cardon, Sylvain Lay, Le Roux, Demouy, Thirial, Desboves, curé; Saiget, Alix ¹.

Les membres du bureau se mirent de suite à l'œuvre et quinze jours plus tard ils avaient achevé leur travail. Aussi le Conseil général prit les trois arrêtés suivants :

1^o L'an 1790, le 8 septembre,

Le Conseil général :

Après avoir fait au bureau de charité tous les remerciements qui lui sont dûs pour les peines qu'il s'est données à former le tableau des pauvres de cette municipalité et examen fait du dit tableau a arrêté unanimement qu'il serait adressé par la municipalité un mémoire aux corps législatifs à l'effet d'être autorisé à

1. *Archives municip.* Registre des assemblées, f^o 64 v^o.

faire un emprunt de 12.000 fr. remboursable en dix ans pour établir un atelier de filature où les pauvres pourront être employés en grande partie et se procureront les moyens de vivre en travaillant.

Signé : Leclerc, Desboves, Cologne, Vezon, Lemer, Duchaufour, Courtois, Le Cornier, Cardon, Stanislas Le Féron, Brachet, Thirial, Sylvain Lay, Desmarets, Mouton, Demouy, Alix ¹.

2° L'an 1790, le 1^{er} octobre, cinq heures de relevée, le Conseil général assemblé,

Il a été présenté par MM. les officiers municipaux le rapport des commissaires du Bureau de charité de cette ville sur les moyens d'établir une manufacture de batiste et de toile de coton. Après en avoir entendu la lecture avec le plus grand intérêt, et ouy le Procureur de la commune, le Conseil général a adopté unanimement et avec les applaudissements les plus vifs, le plan présenté par le Bureau de charité et a arrêté, conformément à ycelui que la manufacture de bas établie à l'hôpital général de cette ville serait changée graduellement en une autre de batiste et de toile de coton, et que l'emplacement de cette nouvelle branche d'industrie serait fixée dans le dit hôpital.

A arrêté que les personnes de MM. Mouton, Cardon et Wacquant, membres du Conseil général se joindraient à MM. de Crouy, Darcy et Le Féron, commissaires du Bureau de charité pour choisir les endroits les plus convenables de cette maison ; en outre que le dit rapport serait communiqué à Messieurs composant le directoire du district de cette ville et qu'expédition de la présente délibération serait envoyée tant à ce corps administratif pour obtenir son approbation qu'aux membres composant l'administration de charité.

Et ont signé : Nicolas, Cologne, Courtois, Lemer, Vezon, Duchaufour, Herbet, Debilly l'ainé, Sylvain Lay, Leclère, Cardon, Mosnier, Desmaretz, Stanislas Leféron, Wacquant, Mosnier, Demouy, Brachet, Thirial, Mouton, Des Boves, Le Roux, Saiget, Alix ¹.

3° L'an 1790, le 16 octobre, quatre heures de relevée, le Conseil général de la commune assemblé.

MM. Le Féron et Wacquant, membres de l'administration de charité ont mis sous les yeux du Conseil, un second rapport sur

1. *Archives municip.* Registre des assemblées, f° 69 v°.

2. *Archives municip.* Registre des assemblées, f° 69.

l'établissement d'une manufacture de batiste et de toile de coton à former à l'hôpital de cette ville.

Le Conseil après en avoir entendu la lecture à vivement applaudi aux projets présentés par le dit rapport et a unanimement arrêté que les dits projets seraient mis à exécution le plus tôt possible.

A arrêté de plus que le dit sieur Wacquant, ingénieur et membre de l'administration du directoire serait prié de faire exécuter le plan ingénieux et économique par lui présenté et de faire faire incessamment la fouille du souterrain à pratiquer dans lequel on pourra placer quatre métiers pour la fabrication de batiste et de toile de coton d'après le devis à nous présenté par le dit sieur Wacquant, lequel souterrain sera construit aux dépens de l'hôpital.

A arrêté en outre qu'il serait voté des remerciements à tous les membres du Bureau de charité.

Et ont signé : Stanislas Le Féron, Wacquant, Leclère, Thirial, Vezon, Duchauffour, Cardon, Le Cornier, Brachet, Debilly l'ainé, Desmaret, Mosnier, Saiget, Nicolas, Alix¹.

Malheureusement les ressources de la ville n'étaient pas en proportion de la générosité de ses administrateurs. Aussi devait-on aviser à tous les moyens de faire face aux dépenses qui s'imposaient chaque jour. C'est dans ce but, que le Conseil général chargea Stanislas Le Féron et Mathieu, député de l'Oise, de solliciter de la bienfaisance du Roi et de la Reine un secours en argent et grâce aux démarches que firent ces deux envoyés, une somme de 6,200 francs fut accordée à la municipalité de Compiègne, qui adressa aux donateurs, le 1^{er} février 1791, « sa respectueuse reconnaissance en leur jurant, au nom de la commune, l'amour et l'attachement le plus inviolable² ».

Partie de cette libéralité fut destinée aux ateliers de charité que la municipalité s'était vue dans la nécessité de créer « pour apporter, dit le procès-verbal du 1^{er} février 1791, des secours prompts à cette classe malheureuse d'ouvriers, réduits à la plus affreuse misère et prêts à s'abandonner à leur désespoir. »

1 *Archives municip.* Registre des assemblées, f° 70 v°.

2. Procès-verbal du 1^{er} fév. 1791, f° 92.

Parmi les travaux réservés à ces ateliers figuraient la plantation d'arbres en face des grandes écuries et l'ouverture d'une rue entre la porte Pierrefonds et la rue des Loups. C'est aujourd'hui la rue des Fossés.

Mais dans la pensée des citoyens les plus influents de la ville, il ne suffisait pas de créer du travail pour les ouvriers, il fallait encore éclairer la population tout entière sur ses droits et sur ses devoirs. Aussi le 28 février 1791, Stanislas Le Féron, accompagné de plus de quarante principaux habitants parmi lesquels figuraient MM. de Pronnay frères, de Crony, de La Vallée et autres, se présenta-t-il devant les membres du Conseil municipal, sollicitant l'autorisation de former à Compiègne, une Société des *Amis de la Constitution*, « Association, disait-il, dont le but était de former des administrateurs, d'éclairer le peuple, en lui expliquant les décrets et de fournir des commissaires aux communes de campagnes qui manqueraient de lumières ou de rédacteurs des rôles de la nouvelle contribution. »

Comme on le pense bien, l'autorisation fut accordée et le 4 mars suivant, la Société se réunissait au nombre de 70 membres sous la présidence de M. Thirial, maire, président d'âge.

On procéda immédiatement à la nomination du Bureau. et Stanislas Le Féron ayant recueilli 43 voix sur 70 votants fut proclamé Président pour un mois seulement. C'était ainsi que le décidait le règlement.

Suivant une coutume qui s'est perpétuée, le nouveau président adressa ses remerciements à l'Assemblée et prêta le serment en usage alors.

Quelques jours après, c'est-à-dire le 1^{er} avril 1791, Stanislas Le Féron était nommé par le Roi colonel d'infanterie ; le 20 du mois suivant, un nouveau brevet l'appelait aux fonctions d'adjudant général de la 23^e division militaire dont le siège était en Corse.

Ces nominations, il faut bien le dire, étaient plutôt honorifiques qu'autrement. Aussi le nouveau colonel ne cessa-t-il pas d'habiter Compiègne. Du reste, dès le 5 avril, il s'était fait céder par acte notarié, un bail emphytéotique sur une maison de la rue d'Enfer qui appartenait à l'abbaye du Val-

de-Grâce, et le 28 mai suivant, il s'en rendait adjudicataire moyennant 12.000 livres, aux termes du procès-verbal du directoire du district de Compiègne. C'est la maison qu'à habité et où est décédé le Sénateur-maire M. Aubrelisque.

A partir de ce moment, jusqu'à la veille de sa mort, Stanislas Le Féron prit une part des plus actives aux séances de la Société des Amis de la Constitution et sa signature figure au bas de presque tous les procès-verbaux aussi bien que sur les registres du Conseil général dont il faisait également partie. Le 14 juillet 1791 notamment, la dite Société, dans la soirée, le nommait membre d'une Commission chargée de rédiger une adresse à l'Assemblée nationale pour lui signaler les événements qui avaient accompagné le même jour le pacte fédératif des Compiégnois.

Ces événements se résumaient dans l'affiliation à la Société du Régiment de Beauce, et dans un discours où Bertrand-Quinquet, après avoir célébré l'époque glorieuse de la Fédération, s'était étendu sur l'obligation que la France avait aux philosophes du siècle et spécialement à Voltaire dont, ajoute le procès-verbal, il développa avec beaucoup de succès, ce vers :

« Adore un Dieu, sois juste et chéris ta Patrie. »

La Société avait arrêté, à l'unanimité, que ce discours serait imprimé, distribué à tous les membres et envoyé au régiment de Beauce, à Landrecies ; puis Chambon, l'un des membres, avait lu une pièce de poésie lyrique sur la fête du jour.

Cependant, quelles que fussent l'énergie et la vigueur de l'intrépide commandant Le Féron, la vie multiple qu'il menait devait porter une sérieuse atteinte à sa santé, et bientôt il se vit aux prises avec une affection qui nécessita de sa part un voyage à Paris pour y suivre un traitement spécial. Il quitta donc Compiègne avec deux domestiques vers la fin de juillet et descendit rue Sainte-Anne, dans l'*Hôtel de la République de Gènes*, aujourd'hui démoli et remplacé par une maison toute moderne.

Là, malgré les soins dont il put être entouré, il mourut

le 2 août à six heures du matin. Treize jours plus tard, il aurait accompli sa trente-quatrième année.

Cette triste nouvelle parvint le soir même à Compiègne, et à huit heures le Conseil général s'étant rassemblé d'urgence prit, en présence des administrateurs du directoire du district de la ville, un arrêté que le procès-verbal résume en ces termes :

L'an 1791, le 2 août, huit heures du soir, le Conseil général assemblé,

Et en présence de MM. les administrateurs du directoire du district de cette ville,

Tous les membres pénétrés de la plus profonde douleur de la mort de M. Le Féron commandant général des gardes nationales de cette ville ;

Voulant qu'il lui soit rendu tous les honneurs funèbres que son inébranlable patriotisme et ses vertus militaires et civiques lui ont si justement mérités,

Ont arrêté unanimement qu'il serait nommé des députés au nom de la commune pour aller réclamer à M. Pelletier de Voilemont, parent de mondit sieur Le Féron, et à la municipalité de Paris les cendres précieuses du grand homme que Compiègne vient de perdre et que la ville est si jalouse de posséder dans ses murs.

Et sur le champ le Conseil a nommé MM. Pannelier, Brachet, Leclerc, Courtois, Raguet et Germeau pour députés.

Lesquels seront chargés de présenter à M. Pelletier de Voilemont et à la Municipalité de Paris, expédition du présent arrêté pour en solliciter l'exécution et mesdits sieurs seront aussi chargés d'aller offrir à M. Lebrun, commandant du bataillon de la section du Palais-Royal, les témoignages de la satisfaction du Conseil général sur ses honnêtes intentions en faveur de la commune et de l'engager à faire accompagner jusqu'aux murs de Paris par un détachement de sa troupe, les restes précieux que la ville de Compiègne réclame.

Le Conseil a arrêté en outre qu'il serait envoyé un détachement de la garde nationale en la ville de Paris pour ramener sous les ordres de M. Pannelier le cortège funèbre.

Signé : Desboves, Thibaux, Beaugrand, Berger de Vitry, Vezon, Wattlelet, Saiget, Duchauffour, Rey, Mercier, Cardon, Lamin, Mouton, Dumont, Vol, Thibaud, Thirial, maire¹.

1. *Archives municip.* Registre du Conseil général, n° 16.

Le lendemain dans la matinée, le Conseil général se réunit à nouveau et arrêta ainsi qu'il suit, le mode de funérailles qui seraient faites au regretté Commandant.

L'an 1791 le 3 août, onze heures du matin, le Conseil général assemblé,

Pénétré de la plus vive douleur de la mort de M. Le Féron, voulant témoigner toute son affliction et rendre le plus pompeusement les honneurs dûs à mondit sieur Le Féron, a unanimement arrêté :

1° Qu'il sera donné un réquisitoire à M. le capitaine commandant de la garde nationale de cette ville, pour faire prendre les armes à toute sa troupe pour aller devancer sur la route de Paris le corps de M. Le Féron ;

2° Que tous les corps administratifs, judiciaires, militaires et ecclésiastiques seront priés de se réunir à l'Hôtel de Ville, pour aller au-devant du cortège jusque vis-à-vis l'église de Saint-Germain ;

3° Que MM. les curés et les prêtres attachés aux paroisses de cette ville seront aussi invités à se réunir au corps administratifs, judiciaires et militaires.

Que la pompe lugubre entrera dans la ville au bruit de six canons et au son de toutes les cloches ;

4° Qu'il sera dressé au domicile de M. Le Féron un lit de parade sur lequel sera déposé le sarcophage jusqu'au moment de l'inhumation ;

5° Que le grand deuil sera dès aujourd'hui conseillé et recommandé à tous les citoyens jusqu'au 14 du présent mois ;

6° Que dès aujourd'hui jusqu'au 14 tous les divertissements seront interdits ;

7° Que tous les jours jusqu'en fin des obsèques, il sera sonné matin et soir dans toutes les églises ; et que la veille de l'inhumation le juré-crieur recommandera dans toutes les places et carrefours l'âme du brave citoyen dont nous pleurons la mort ;

8° Que le jour de l'inhumation, l'église de Saint-Jacques et la chapelle du cimetière seront tendues de noir ;

9° Que les précieux restes du jeune héros seront déposés dans la chapelle du cimetière et qu'à cet effet il y sera construit un cercueil en maçonnerie suivant l'ordonnance ;

10° Qu'il sera apposé dans la dite chapelle une épitaphe dont l'inscription sera demandée aux Amis de la Constitution ;

11° Qu'il sera fait une convention avec les marguilliers de

Saint-Jacques pour tous les frais funéraires qui leur seront payés par la municipalité.

Le Conseil a arrêté en outre que la municipalité est autorisée à payer tous les frais de députation auprès du malade et ceux causés par le transport du corps jusque Compiègne.

Et ont signé : Vezon, Cardon, Lambin, Mercier, Thibaux, curé, Desboves, Saiget, Beaugrand, Duchauffour, Deligny, Dumont, Mouton, Mosnier, procureur de la commune ; Thirial, maire¹.

Le surlendemain (5 août 1791) nouvel arrêté portant que le corps de Stanislas Le Féron, à son arrivée, serait présenté à l'autel de la patrie qui serait dressé à cet effet et que le cortège passerait par la *Porte-la-Reine* :

« Qu'il serait planté quatre arbres en face de l'autel, au milieu desquels le corbillard serait placé et qu'il serait dit sur le corps une messe basse.

« Qu'immédiatement après la messe, l'inhumation serait faite avec tous les honneurs militaires et le service solennel serait chanté le lundi suivant². »

Ce qui avait déterminé le Conseil général de la commune à choisir ce tracé relativement court c'était la crainte, qu'à raison du jour où remontait la mort du commandant, il ne s'échappa de son cercueil des émanations délétères, mais ayant été rassuré à cet égard, le programme fut modifié le 6 août ainsi qu'il suit :

L'an 1791, le 6 août, dix heures du matin,

Le Conseil général assemblé,

Sur les représentations faites par différents membres et sur les certitudes qui ont été prises que le corps n'exhalait aucune odeur dangereuse. Le Conseil, en annulant l'ordre de la marche du cortège par lui indiqué par la délibération du jour d'hier, a arrêté que la pompe funèbre entrera par la porte de Paris, suivra la rue de Paris, la grande rue Saint-Antoine, le Marché-au-Foin, la place du Change, la rue de l'Étoile.

A l'entrée du Marché-au-Bled, le corps sera descendu du char funèbre et porté à bras jusque dans l'église de Saint-Jacques où seront chantées solennellement les laudes de l'Office des morts,

1. Cet arrêté a été annulé le 6 août suivant.

2. *Archives municip.* Registre du Conseil général, f° 17 v°.

puis le cortège sortant de la dite église, descendra par la rue du Pas-de-Saint-Jacques, gagnera le marché au bled à l'entrée duquel le sarcophage sera replacé sur le char ; il y aura repos en face de l'hôtel Commun et le cortège continuera sa marche par la rue des Pâtisseries, des cy devant Minimes, la place d'Armes, jusqu'à l'hôtel de la Fédération. Là, le clergé chantera le *Misere-re* et le *De profundis* et le corps restera sur le char en face de l'hôtel sous la garde des citoyens soldats, jusqu'au lendemain dimanche huit heures du matin, moment fixé où se rassemblera tout le cortège pour entendre la messe, après laquelle sera faite l'inhumation.

Le service solennel sera célébré dans la dite église, le lundi 8, à dix heures du matin, et l'oraison funèbre sera prononcée par M. Renard, professeur d'éloquence.

Et ont, les membres composant le Conseil, signé au registre :
Berger de Vitry, Saiget, Courtois, Duchauffour, Wattlelet, Vezon, Mercier, Lambin, Rey, Chambon, Thibaut, Beaugrand¹.

Pendant que ces faits se passaient à Compiègne, on procédait à Paris, en l'église Saint-Roch, au service funèbre du défunt.

Ses héritiers avaient donné pouvoir d'en régler les conditions à un sieur Chappe, ancien procureur au Chatelet qui s'était adressé à cet effet au nommé Lainé, entrepreneur-sellier-deuilliste (c'était le *Borniol* du temps). Ce Laisné avait fait un premier devis qui se montait à 869 livres, mais la députation envoyée de Compiègne, parmi laquelle figurait l'aumônier de la garde nationale, trouva que ce devis était mesquin et y ajouta un certain nombre d'articles, encore bien que Chappe eut « recommandé d'agir avec prudence et économie. »

Le nouveau mémoire se monta à 1935 livres 15 sols, et les détails qui le composent démontrent que les Compiégnois avaient justifié le proverbe, que quand on prend du galon l'on n'en saurait trop prendre, surtout quand il n'en coûte rien. En effet, on y trouve, pour tout le personnel qui figura au service, y compris quatorze domestiques ayant été loués, 466 aunes 1/2 de crêpes, soit 559 mètres 60 centimètres ; 234 paires de gants et 74 nœuds d'épée.

1. *Archives municip.* Registre du Conseil général, n° 18.

M. Chappe, au nom de ses clients se refusa à payer cette somme ; s'étant laissé assigner par Laisné, le 28 février 1793, le tribunal du 4^e arrondissement de Paris, nomma deux experts, lesquels réduisirent le montant du mémoire à 1624 livres qui furent payés des deniers de la succession, le 30 nivôse de l'an III.

Maintenant revenons à Compiègne.

Le cérémonial de l'enterrement tel qu'il avait été arrêté fut observé strictement le 7 août 1791, et, après le service religieux célébré en l'église Saint-Jacques, l'inhumation eut lieu dans la chapelle du cimetière commun, connu aujourd'hui sous le nom de *Clamart*. L'acte qui le constate fut revêtu de la signature des officiers municipaux et des principaux assistants, parmi lesquels se trouvaient MM. Le Caron, Lancry de Rimberlieu, Le Féron de Ville, Le Cornier et autres.

L'abbé Renard, membre de la Société des Amis de la Constitution prononça l'éloge funèbre du défunt¹.

1. Le 8 août 1791, la Municipalité de Compiègne reçut de Paris une lettre ainsi conçue :

AUX MANES DE LE FÉRON

Commandant de la Garde nationale de Compiègne, décédé à Paris.

ACROSTICHE

*La cruelle qu'elle est, prête à trancher ses jours ;
En vain, lui criait-on, Hélas, que vas-tu faire ?
Fatal sort ! C'en est fait ! Inutile secours !
Eh quoi ! tu nous l'arrache, à la veille de guerre !
Rien ne pourra tarir la source de nos pleurs
O Mort ! Fatale Mort ! Quelles sont tes rigueurs !
N'était-ce pas sur nous d'exercer ta colère.*

Daignez agréer cet ouvrage qui n'est que le plus faible tribut des plus sincères regrets.

Je demeure, respectueusement, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

HUGUENIN, ancien gendarme.

Hôtel du Heaume, pilier des Halles, Paris.

Le surlendemain 9 août, trois éloges du commandant, furent prononcés à la *Société des amis de la Constitution* au début de la séance, par Bertrand-Quinquet, président, et par MM. Thibault et Mosnier fils, en présence de l'académicien Chabanon, auquel des remerciements furent adressés pour avoir honoré la réunion de sa présence ; l'abbé Ronard récita à nouveau son oraison funèbre et Leclère fils, lut une pièce de vers en l'honneur de Stanislas, puis il fut décidé qu'un nouveau service serait célébré en l'église Saint-Jacques. Ce service eut lieu le 11 août, mais quand il s'agit d'acquitter les frais occasionnés par la cérémonie, il arriva ce qui s'était déjà produit à Paris ; la Société trouva que ces frais étaient exagérés. Voici en quels termes le procès-verbal rend compte de cet incident :

Séance du 11 août 1791, 6 heures du soir.

Les amis de la Constitution assemblés ont arrêté que le mémoire de frais présenté par les marguilliers de Saint-Jacques pour le service célébré pour le repos de l'âme de Louis-Joseph-Stanislas Le Féron, seroit examiné par des commissaires, et M. le Président a nommé MM. Desboves, Quin, Rey et Duchauffour, à l'effet de s'assurer si ce mémoire n'était pas susceptible d'aucune réduction, attendu que le service célébré pour Mirabeau n'avait coûté que 60 francs, et que tout étoit à faire, tandis que l'église étoit disposée pour celui-ci, « les tentures et le catafalque posés, et que par conséquent il doit au plus être porté à la même somme.¹ »

A combien ces frais s'élevaient-ils ? Nous l'ignorons, mais ce que nous savons, c'est que :

Dans la séance du 18 octobre 1791, la Société autorisait le paiement de 90 francs à la fabrique de Saint-Jacques, pour le service Le Féron.

De leurs côtés, les curés de Saint-Antoine et de Saint-Corneille avaient invité les autorités à assister à des autres messes, qu'ils firent célébrer en mémoire du défunt, l'une le vendredi 12 août, et l'autre le samedi 13.

A côté de ces manifestations ayant un caractère pure-

1. Registre de la Société des Amis de la Constitution, n° 44.

ment religieux, il s'en produisit d'autres empreintes d'un sentiment patriotique.

C'est ainsi qu'à la même séance du 9 août, plusieurs motions furent proposées par des membres de la Société des Amis de la Constitution. La première émanant d'Etienne Poulain tendait à ce qu'il fût fait à la Municipalité, une pétition pour obtenir que la rue d'Enfer, où avait demeuré l'ancien commandant fut désormais baptisée rue *Le Féron*.

La Société s'associa à ce vœu et désigna MM. Dauger, Thibault, de Pronnay et Etienne Poulain, pour aller solliciter cette faveur du Conseil général. Ce dernier reçut les Commissaires le même jour et leur déclara que voulant donner des preuves des sentiments qu'il avait toujours eus pour M. le Commandant, il saisissait avec empressement cette nouvelle occasion de les manifester, et ferait opérer la substitution demandée et que l'inscription serait faite en pierre noire avec lettres d'or.

Cette disposition fut immédiatement exécutée, et à partir de ce moment, la rue d'Enfer porta le nom de rue *Le Féron*, dénomination qu'elle conserva jusque la Restauration ; mais à cette époque, la Municipalité prenant souci de faire disparaître les moindres souvenirs de l'époque révolutionnaire, rendit à la rue son ancien nom de rue d'Enfer. Cependant, le 17 décembre 1869, le Conseil municipal, sur le rapport qui lui était fait au nom de la Commission des alignements, décida « que la *rue d'Enfer* reprendrait le nom de *Le Féron* qui lui avait été donné en 1792 (lisez 1791) pour perpétuer la mémoire du premier commandant de la Garde nationale Louis-Joseph-Stanislas *Le Féron*, décédé le 2 août 1791, après avoir rendu à la ville des services éminents ». Mais ce ne fut qu'en 1883 que l'ancien nom reparut et encore fut-ce pour un autre motif. En effet, c'est à la suite d'une libéralité faite aux hospices de Compiègne par M. *Le Féron* de Ville, cousin de Stanislas, que le Conseil municipal décida à son tour, le 5 juillet de la même année, que la rue d'Enfer redeviendrait rue *Le Féron*.

Une seconde motion formulée également le 9 août 1791, par Thomas Alix, proposait d'adresser à l'Assemblée natio-

nale une pétition pour qu'elle décernât une couronne civique à Stanislas Le Féron.

La Société décida alors que cette pétition serait rédigée au nom de tous les citoyens de la ville de Compiègne qu'ils seraient invités à la signer, et que la Société de Beauvais serait invitée à l'apostiller ; ce qui fut fait, et le tout fut remis à l'évêque Massieu, auquel on adressa des remerciements pour le soin qu'il avait mis à présenter cette pétition, mais il ne paraît pas que cette dernière ait abouti.

En même temps qu'elle sollicitait cette récompense exceptionnelle, « la Société s'occupait, d'après le vœu du Conseil général, de la rédaction d'une épitaphe à mettre sur la tombe du regretté commandant. Elle invitait chaque citoyen à en présenter une, et décidait qu'elle devrait être en français. Ce qui n'empêcha pas l'abbé Renard d'en composer une en latin, mais dans sa séance du 11 août, la Société tout en applaudissant l'auteur, proclama à nouveau que « l'épitaphe à placer sur la tombe du jeune héros que la Patrie pleurait, devait être dans la langue nationale. »

Alors les projets abondèrent, et le 15 septembre suivant, MM. Thibaut, Bertrand-Quinquet, Douay et Mosnier père, furent chargés de choisir ceux qu'ils jugeraient les plus dignes, « et de l'homme que l'on voulait honorer, et du corps qui le demande. »

Puis dans la séance du 29 du même mois, la Société déclara qu'elle soumettrait à la municipalité les trois inscriptions suivantes.

La Première :

SA MORT FUT UNE CALAMITÉ

La seconde :

VRAI DÉFENSEUR DE LA CONSTITUTION, IL FIT TAIRE L'ARISTOCRATIE
ET ENCHAINA LE FANATIQUE

La troisième :

LE PAUVRE L'A PLEURÉ. LE VRAI CITOYEN LE REGRETTE
ET TOUS L'ONT ADMIRÉ

Le 18 octobre suivant, le procureur de la commune se rendit au sein de la Société et déclara au nom de la municipalité que des trois épitaphes qui lui avaient été soumises elle adoptait celle ainsi conçue :

LOUIS-JOSEPH-STANISLAS LE FÉRON

PREMIER COMMANDANT DE LA GARDE NATIONALE DE COMPIÈGNE

Né le 15 août 1757

Mort le 2 août 1791

SA MORT FUT UNE CALAMITÉ PUBLIQUE

Cependant il n'apparaît pas que cette inscription ait été exécutée, car plus d'un an plus tard, c'est-à-dire le 5 novembre 1792, on trouve dans le registre du Conseil général de la commune, le passage suivant :

« Sur la motion d'un des membres il a été arrêté que l'épithaphe de Louis-Joseph-Stanislas Le Féron seroit ainsi conçue :

LOUIS-JOSEPH-STANISLAS LE FÉRON

PREMIER COMMANDANT DE LA GARDE NATIONALE DE COMPIÈGNE

Né le 15 août 1757

Mort le 2 août 1791

IL A BIEN MÉRITÉ DE SES CONCITOYENS

Le Conseil général, tout en rendant hommage aux qualités du commandant avait probablement trouvé excessif de considérer sa mort comme une *calamité publique*.

Par la même délibération le Conseil chargeait M. Bussac de faire sculpter cette épitaphe, mais malgré nos recherches nous n'avons plus rien trouvé de relatif à l'accomplissement de ce travail, et les murs de la chapelle du cimetière n'en révèlent plus aucune trace. C'est une lacune que certainement la Société historique, aura souci de combler¹.

1. En effet, une plaque rappelant la mémoire de Stanislas Le Féron a été, à la suite de ce vœu, placée sur un des murs latéraux de la cha-

Aux discours funèbres qu'avait provoqués la mort prématurée de Stanislas Le Féron, vint se joindre le 18 septembre 1791, l'*Éloge historique* que prononça de lui, devant la *Société des amis de la Constitution*, l'académicien Chabanon l'aîné, auquel les officiers municipaux avaient conféré le titre de *Citoyen de Compiègne*. Chabanon, ainsi qu'on l'a vu plus haut, était lié avec la famille Le Féron et c'est à ce titre qu'il a pu révéler sur Stanislas quelques détails biographiques intéressants.

Voici en quels termes le procès-verbal de la séance du 18 septembre rend compte de cette lecture :

Séance du 18 septembre 1791, 4 heures de relevée.

Chabanon, citoyen de Compiègne, a lu l'éloge historique de Louis-Joseph-Stanislas Le Féron, commandant de la garde nationale Compiégnoise mort à Paris le 2 août dernier après cinq jours de maladie.

Les applaudissements, les larmes et les soupirs ont souvent interrompu l'éloquent et patriote orateur. On voyait, on entendait encore le héros que nous avons perdu ; c'était lui, lui-même c'était son âme toute entière.

pelle du cimetière de Clamart, par les soins de la Société historique.

Cette plaque en marbre noir porte l'inscription suivante en lettres dorées :

DANS CETTE CHAPELLE
REPOSE LE CORPS
DE
LOUIS JOSEPH STANISLAS
LE FÉRON
Commandant de la Garde nationale
DE COMPIÈGNE
Né à Versailles le 15 août 1757
Mort à Paris le 2 août 1791

—
MONUMENT
érigé par la Municipalité de Compiègne
en 1791
Renouvelé
par la Société Historique de Compiègne
en 1897

L'orateur en louant Louis-Joseph-Stanislas Le Féron l'a fait d'une manière digne de lui, et en même temps a prouvé à la Société que le plus pur patriotisme l'anime, que la liberté et la Constitution lui sont plus chers que la vie.

La Société a arrêté à l'unanimité que cet éloge seroit imprimé à ses frais au nombre de mille exemplaires et a accepté l'offre faite par l'imprimeur de ne compter au bureau que ses simples déboursés.

Qu'un certain nombre d'exemplaires et expéditions des présents seroient remis au patriote Chabanon comme un faible gage de la reconnaissance et de l'attachement que la Société lui a voués pour la vie. Et sur le champ le manuscrit déposé sur le bureau a été remis par M. le Président à l'imprimeur qui en est demeuré responsable envers la Société, et a signé : Bertrand.

Séance du 13 octobre 1791.

Présidence de M. CAYROL père.

M. le Président a annoncé qu'il allait distribuer aux membres présents les exemplaires de l'Éloge historique de M. Le Féron, mais sur l'observation qui a été faite que le titre de ces exemplaires ne faisait aucune mention de la Société, l'imprimeur a annoncé qu'il étoit en état d'indiquer sur une bande cartonnée sur chaque exemplaire que cet ouvrage lu dans une séance publique avait été imprimé par les ordres et aux frais de la Société.

En conséquence il a été sursis à la distribution.

Séance du 1^{er} octobre 1791.

Présidence de RENARD.

M. le Président a observé que le bureau avait oublié involontairement d'envoyer à la municipalité plusieurs exemplaires de l'Éloge historique de M. Le Féron et qu'il croyait qu'il étoit de l'honnêteté de faire cet envoi au plus tôt.

En conséquence il a été décrété qu'il seroit nommé quatre commissaires pour aller offrir à la municipalité ces exemplaires et lui donner notification du dit arrêté.

Les commissaires nommés par M. le Président sont MM. Mathieu père, Carbon, Cayrol fils et Bicheron.

Le 2 février 1792, la Société chargeait MM. Mosnier, et de Pronnay de voir chez l'imprimeur s'il lui restait encore quelques exemplaires de l'Éloge funèbre de M. Stanislas Le Féron pour les rapporter à la Société.

En plus de ces esquisses morales, il eut été intéressant de trouver soit un portrait, soit quelques détails intimes nous permettant de reconstituer au point de vue physique, la personne du vaillant officier, mais jusqu'ici rien ne nous est tombé sous la main, si ce n'est une pièce de vers due à Mercier de Compiègne. Elle figure dans les *Soirées de l'automne et les Épanchements de l'amitié*, publiés en 1796, et montre que Stanislas Le Féron savait, à certaines époques de sa jeunesse, allier le courage à la galanterie.

Cette pièce de vers est ainsi conçue :

Portrait de L.-J.-St. Le Féron,

*Commandant de la garde nationale de Compiègne,
mort à Paris le 2 août 1791.*

Pour la taille il fut ALEXANDRE,
ALCIBIADE pour le cœur;
Vrai preux, il eut une âme tendre,
Et fut d'ASSAS pour la valeur.
S'il paya dans le feu de l'âge
Un tribut à l'erreur des sens,
Il le couvrit par du courage,
De la franchise et des talens,
S'il eut des vices, ce sont ceux
Des grands et du vrai politique;
Et n'en fut pas moins plein de feux
En servant la chose publique.
Il se montra pendant vingt ans,
Moitié sensé moitié volage,
Mais ces derniers, quoique galans,
Furent d'un héros et d'un sage.
Les torts de sa première vie
Sont effacés par ses bienfaits;
Il désarma la calomnie,
Et tous les jaloux qu'il a faits.
Convienent que c'est son génie,
Qui dans ces moments d'anarchie,
Chez nous a ramené la paix.

Il fut aimé dans sa patrie
Qui, jusques à l'idolatrie,
Signala pour lui ses regrets,
Enfin, pour finir en deux traits
Nos sentimens et son image,
Ecrivons sur son sarcophage :
« Il vécut assez pour l'honneur
« Et trop peu pour notre bonheur. »

MERCIER, de Compiègne¹.

Maintenant que serait-il advenu de Stanislas Le Féron si la mort ne l'avait pas frappé à trente-quatre ans. Peut-être, aurait-il, comme Custine, Alexandre de Beauharnais et tant d'autres, expié sur l'échafaud les rigueurs de la discipline qu'il avait dû imposer à des esprits turbulents?

Peut-être, au contraire, échappant aux excès de la terreur, serait-il devenu un des brillants généraux de l'Empire? Nul ne le sait; mais ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il ne serait pas resté inactif et que partout où il aurait passé, il aurait fait preuve d'une ardeur et d'une abnégation sans bornes.

Ici prend fin la tâche que je me suis imposée, m'estimant heureux si j'ai pu faire revivre, comme elle le méritait, la grande physionomie de l'homme généreux qui s'est dévoué constamment pour la ville de Compiègne à une époque où tout présentait du danger, et, comme conclusion, je ne saurais mieux faire que de retracer le passage que lui a consacré un de ses contemporains, Gaspard Escuyer, qui mieux que personne avait pu se renseigner sur son compte :

« Les officiers municipaux, a-t-il dit, eurent le bonheur, au milieu des premiers orages de la Révolution de trouver dans M. Le Féron nommé commandant de la milice bourgeoise le 20 août, un zélé coopérateur qui prenait sur lui même une partie du fardeau sous lequel ils auraient succombé. Ce généreux

1. *Les Soirées de l'automne et les Épanchemens de l'amitié*. 2^e édit., t. 1^{er}, p. 118 (1796).

citoyen plein d'ardeur, de courage et de prudence veillait à tout, s'occupait jour et nuit de la tranquillité publique et semblait se multiplier pour se trouver partout où sa présence pouvait être nécessaire, épiant toutes les occasions d'augmenter les forces municipales pour mieux affermir la sûreté de la ville¹. »

On ne peut faire, en quelques lignes, un éloge plus flatteur.

Aussi de tels caractères ne sauraient-ils tomber dans l'oubli, car à un moment donné ils doivent servir d'exemple.

1. *Biblioth. municip.*, Hist. manuscrite de Compiègne, t. VI.

Je reconnais avoir reçu de Monsieur le Clerc, la
somme de Soixante Douze livres pour la dépouille
de quatre arpen de pré situés au pré Jéron, plus elle
de quarante livres pour deux arpen au pré la ville
dont je lui avois vendu la fente sixième oblique
depuis lui à la et Jean Edouard recevant la somme
susdite dont je le tiens quitte à Compiègne vingt
deux janvier mille sept cent quatre vingt deux
Stanislas de Féron

FAC-SIMILÉ DE L'ÉCRITURE DE STANISLAS LE FÉRON

SIX MOIS AVANT SA MORT

La pièce ci-après, établit que la famille Le Féron était propriétaire, à cette époque, d'une partie des PRÉS DE LA VILLE, à Margny, dans lesquels eut lieu l'action qui amena la prise de Jeanne d'Arc.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I.

Acte de Baptême de Louis-Joseph-Stanislas LE FÉRON,

6 Septembre 1757.

L'an mil sept cent cinquante-sept le six de septembre ont été suppléées les cérémonies du Baptême à un garçon à qui on a imposé le nom de *Louis-Joseph-Stanislas* fils de messire Jean-Alexandre Le Féron, chevalier, seigneur de Troilly, l'Hermitte et Du Breuil, capitaine de dragons au régiment de Caraman et de dame Julienne-Marie-Catherine Theissier Desfarges, son épouse qui avoit été ondoyé le dix-sept du mois d'août dernier, par permission de Monseigneur l'Archevêque, et était né le quinze du dit mois d'août dernier.

Les dites cérémonies suppléées par Très Haut et Très Puissant Seigneur, Monseigneur Jean-Joseph de Rochechouart, Évêque Duc de Laon, Pair de France, en présence de nous Curé soussigné.

Le parrain a été Très Haut et Très Puissant et excellent Prince Louis Dauphin de France et Très Excellente Princesse Marie Reine de France et de Navarre qui ont bien voulu signer.

Signé : Marie, — Louis, — J. J. de Rochechouart, Évêque de Laon, — Rancez, Curé.

(Registre de la Paroisse de Saint-Louis à Versailles).

II.

**Épître dédicatoire
à Messieurs les Officiers municipaux
de la Ville de Compiègne¹,**

par l'*Académicien Chabanon*,
en 1791.

Messieurs,

Au moment où une mort prématurée nous enleva le jeune Le Féron, témoin de vos regrets, de votre douleur, j'osai solliciter l'honneur d'en être l'interprète : j'aurois dû prévoir que plusieurs de nos Concitoyens m'envieroient cette fonction honorable et que, à plus d'un titre, ils méritoient mieux que moi de la remplir ; ce que je devois pressentir est arrivé. L'éloge de Le Féron composé par divers orateurs, a retenti dans vos temples et dans le lieu de vos assemblées patriotiques. Venu le dernier, je trouve le sujet épuisé, et je me serois abstenu de le traiter, si vos bontés me l'eussent permis. Vous avez bien voulu me nommer *Citoyen de votre Ville*, et m'en expédier les patentes ; cet honneur que j'ai brigué, fut pour moi la récompense anticipée du travail que vous désiriez me voir entreprendre. Honoré du bienfait, ai-je pu négliger de vous en payer le seul prix qui soit en ma puissance ? Non, Messieurs ; j'ai rempli la tâche que vous m'imposiez, moins occupé de l'honneur qui pourrait m'en revenir, que de la reconnoissance que j'avois à vous témoigner ; j'ai écrit, au risque de répéter ce qu'on a dit avant moi, et mieux que je ne puis le dire.

Au reste, l'éloge d'un citoyen zélé, doit être nécessairement celui de la Liberté et de la Constitution qu'il a défendues ; agrandi par un tel accessoire, le sujet devient en quelque sorte illimité ; il est si vaste du moins que l'on peut longtemps y rencontrer des richesses nouvelles : si j'ai manqué de les saisir, si

1. Cet épître précède l'Éloge de Stanislas Le Féron par Chabanon, dont un exemplaire existe à la Bibliothèque de Compiègne.

ce discours ne vous présente qu'une froide répétition de ce que vous avez entendu ailleurs, pour excuser cette stérile indigence, dites-vous, Messieurs, qu'il est des vérités dont on ne saurait trop fatiguer l'oreille des mécréans et tourmenter leur conscience endurcie. Si ce Discours est patriotique, il n'est pas tout à fait indigne de vous.

Je suis avec respect et avec un fraternel attachement,

Messieurs,

Votre très humble serviteur
et citoyen,

CHABANON l'aîné.

III.

Acte d'inhumation de Louis-Joseph-Stanislas LE FÉRON¹,

7 août 1791.

L'an mil sept cent quatre-vingt-onze, le sept août, le corps de Louis-Joseph-Stanislas Le Féron, colonel de cavalerie, commandant de la garde nationale de Compiègne et adjudant général de l'armée, décédé le deux du présent mois, âgé de trente-quatre ans, sur la paroisse de Saint-Roch de la ville et département de Paris, a été transporté de cette église en celle de Saint-Jacques de la ville de Compiègne, sa paroisse, pour être inhumé par moi prêtre-curé soussigné, *en la Chapelle du cimetière commun de la dite ville*, en présence de M. Bonaventure Thirial, maire de cette ville, Jean-Claude Mosnier, procureur de la commune et autres qui ont signé.

Signé: Thirial, *maire*. — Mosnier, *procureur de la commune*. — J.-A.-M. Delavallée, *commissaire du roy*. — Poulain. — Penon. — De Crouy, *juge*. — Esmangart de Beauval. — Le Féron de Gaucourt. — Lecandre. — Blottetier. — Lancry de Rimberlieu. — Jean Le Caron. — Le Féron de Ville. — Debilly l'aîné, *capitaine, commandant*. — Le Cornier. — Cornu de Cansy. — Le Radde, *officier de grenadier, capitaine-commandant La Colonelle*. — L. Le Caron, *capitaine de cavalerie nationale*. — Le Caron, *aide major*. — Courtois, *capitaine des volontaires*. — Herbet, *lieutenant de grenadiers*. — Desboves, *curé*.

1. Archiv. municip. Registre de la paroisse de Saint-Jacques.

IV.

Louis-Joseph-Stanislas LE FÉRON

de la garde nationale de Compiègne¹.

Mon premier soin, dans cet article, doit être de donner des regrets à la perte de celui qui a formé ce corps et qui, le premier, l'a commandé avec autant de zèle, d'activité que de succès ; et je lui paye bien sincèrement ce tribut.

Sa vie, semblable à un météore, n'a duré qu'un instant. Une mort prématurée l'a enlevé à la fleur de l'âge².

Il a prouvé, par ses veilles, ses services, ses efforts et par la popularité même, que le premier et le plus ardent de ses désirs, était de voir le règne de la liberté s'établir dans l'empire, sans effroi, sans licence et sans crime.

Et ne l'a-t-on pas vu, dans son commandement se resserrer dans les limites des privations, et suivre, non la première loi de la nature, celle de vivre pour soi, mais la première loi de la société, celle de vivre pour autrui ?

On ne peut rendre plus éloquemment ses qualités rares, que l'a fait M. Chabanon l'aîné, de l'Académie française, et de celle des Inscriptions et Belles-Lettres, dans l'éloge dédié à Messieurs les Officiers municipaux de Compiègne ; on ne peut peindre avec des couleurs plus vives, et les sacrifices multipliés, faits à sa Patrie par le jeune Le Féron et ses vertus guerrières et sociales.

Ce discours a été lu avec autant d'affection que d'intérêt ; car il inspire l'un et l'autre. L'académicien, plein de son sujet, a eu l'heureuse adresse de disséminer plusieurs éloges dans le principal, et resserrer, dans un très petit cadre un tableau de famille.

J'aurais désiré d'être auprès des citoyens du département de l'Oise, l'interprète de la juste douleur de ceux de Compiègne, sur la perte du chef de sa garde nationale, mais à la lecture du bel éloge de M. Chabanon, qu'un de Messieurs les fourriers, écri-

1. *Extrait des Tablettes historiques et géographiques du département de l'Oise* (année 1792, p. 212).

2. M. Louis-Joseph-Stanislas Le Féron est mort à Paris, le 2 août 1791, âgé de 34 ans.

vains de ce corps, a eu la bonté de m'envoyer, j'ai eu tout lieu de craindre, et la glace des répétitions, et l'ennui de mes lecteurs !

J'ajouterai seulement à tous les éloges consacrés au patriotisme de ce citoyen plein d'activité, l'aveu qu'il me fit, dans une visite, en novembre 1790.

« La révolution d'Amérique, me dit-il, et la lecture du beau traité du Gouvernement civil de Locke, m'ont passionné pour la liberté, et je regarde les Guillaume Penn et les Washington, comme les hommes qui, parmi les modernes, ont le plus fait pour la félicité publique. »

Les lois de la Pensylvanie, de New-York et du Maryland, lui paraissaient préférables à celles de Sparte et de Lacédémone ; et il éprouvait la sensation la plus délicieuse, en songeant qu'un espace de cent mille lieues carrées, travaille, aujourd'hui, à faire fleurir les arts et le commerce, sous les auspices de la liberté, de la justice et de la raison.

On ne pourrait sous peine d'être injuste, refuser des applaudissements et de la reconnaissance à la garde nationale de Compiègne, la première du royaume organisée, d'après les vues et par les soins du jeune militaire qu'elle regrette ; la première en uniforme, brûlant du désir de contribuer au maintien de l'ordre public, courbée volontairement sous le joug d'une discipline sévère, elle s'est exercée la première aux manœuvres militaires ; elle a appris les règles de ces marches brusques et rapides, si propres à rétablir l'ordre et l'avantage et cette lutte savante qui n'est rien moins que l'art terrible de donner la mort pour ne pas la recevoir. Enfin la garde nationale de Compiègne a offert à toutes celles de France un modèle à imiter et des compagnons d'armes à chérir.

Jeunes guerriers, élevés par les soins de Le Féron, la reconnaissance vous offre les moyens d'éterniser et sa gloire et la vôtre, c'est de lui ressembler.

X...

BERTRAND-QUINQUET

Imprimeur-Libraire à Compiègne

(1755 - 1808)

PAR

M. Alexandre SOREL

MEMBRE TITULAIRE.

Dans une précédente publication, j'ai déjà eu l'occasion de parler de Louis Bertrand qui exerça à Compiègne la profession d'*imprimeur-libraire* depuis 1751 jusqu'en 1778¹. Il y mourut le 23 août 1779, à l'âge de 67 ans, après avoir, l'année précédente, cédé son établissement à son fils Louis-Jacques-François de Paule qui, né le 5 novembre 1755, n'avait alors que 23 ans, et qui, au mois d'octobre 1778 épousa, à Soissons, Marie-Victoire Quinquet, plus âgée que lui d'un an. C'est à raison de cette union que, du jour de son entrée en exercice, le nouvel imprimeur se conformant d'ailleurs à un usage qui existe souvent dans le monde des commerçants, surtout en province, prit le nom de *Bertrand-Quinquet*.

Marie-Victoire Quinquet était la fille d'Antoine Quinquet, maître de chapelle et changeur du roi à Soissons. Elle avait cinq frères, qui pour la plupart, firent parler d'eux pendant la Révolution. L'un d'eux, Antoine-Arnoulph, vint à Paris, s'installer rue du Marché-aux-Poirées, en qualité d'apothicaire et y exploita la découverte d'une *lampe à courant d'air* dont il se déclara l'inventeur, alors qu'il n'avait fait que surprendre le secret d'Argand, médecin genevois².

1. *Recherches historiques sur l'Imprimerie et la Librairie à Compiègne avant 1789*.

2. Ed. Fournier, *Le Vieux-Neuf*, t. 1, p. 121 et s.

On sait que cette lampe baptisée du nom de *Quinquet*, s'employa dans tous les ménages jusqu'au jour où l'installation du gaz vint la détrôner, aussi bien que la lampe Carcel qui déjà lui avait fait une redoutable concurrence¹.

Deux autres des fils Quinquet s'étaient voués aux ordres monastiques : le premier, Robert-Simon, était *religieux profès* de l'Abbaye de Bonne-Fontaine (ordre de Cîteaux) et le second François-Jean-Nicolas, avait fait ses vœux, en 1776, dans la maison de Cerfroid (ordre des Mathurins) ; mais en 1791, tous deux, renonçant à la vie commune, vinrent s'installer à Compiègne, attirés sans aucun doute, par leur beau-frère qui commençait à être un homme influent, ou du moins se le figurait. François-Jean-Nicolas obtint à ce moment le titre de curé de Montmacq².

Cependant l'imprimerie Bertrand n'avait pas une grande importance si l'on en juge par le personnel qu'elle occupait. En effet, le recensement de la population de Compiègne, fait au mois de mars 1784, n'y révèle que la présence de Bertrand lui-même, de sa femme, de sa mère, d'un fils, de deux filles, d'un seul compagnon et d'une servante³. L'établisse-

1. D'après Coissin (*Second tableau des prisons de Paris sous le règne de Robespierre*, p. 37), l'apothicaire Quinquet avait « une face jésuitique ».

2. Robert-Simon Quinquet, né à Soissons (Paroisse Saint-Jean-des-Vignes), le 4 avril 1749, est décédé à Compiègne, le 17 messidor an V (5 juillet 1797), après avoir été marchand mercier sur la *Place-aux-Herbes*, garde magasin des effets d'équipements du district de Compiègne, *rue de la Révolution* (rue du Château) et avoir succédé à son frère, comme imprimeur, ainsi qu'on le verra plus loin.

Il avait fait ses vœux à l'*Abbaye de Bonne-Fontaine*, le 6 décembre 1775 ; mais le 1^{er} janvier 1791, il déclara devant la municipalité de Rocroi, qu'il renonçait à la vie commune et se retirait à Compiègne.

Même déclaration avait été faite à la mairie de Brunchamel (Aisne), le 13 février 1791, par François-Jean-Nicolas Quinquet.

Le 25 ventôse, an II (15 mars 1794), ce dernier épousa à Compiègne Adélaïde-Jeanne-Nicole Fosse, dont il eut plusieurs enfants.

Quant à Robert-Simon Quinquet, il avait épousé le 12 thermidor an II (30 juillet 1794), Marie-Jeanne-Victoire Charlot, avec laquelle il divorça, par consentement mutuel le 13 fructidor an III (30 août 1795), puis tous deux se remarièrent ensemble le 9 germinal an IV (29 mars 1796).

3. C'est par erreur que dans ce recensement on mentionne un fils

ment était installé sur la place actuelle de l'Hôtel-de-Ville connue alors sous le nom de *Place du Marché au Blé* et qui, plus tard, prit celui de *Place de la Loi*. Il occupait une partie de l'emplacement portant aujourd'hui le n° 15 (*Café de la Cloche*).

Bertrand père avait acheté l'immeuble le 23 août 1757, des époux Sauvage qui y avaient eux-mêmes exploité une imprimerie, et quelques années plus tard la propriété s'était augmentée de deux nouvelles acquisitions consenties, l'une par le sieur Savouret le 16 septembre 1763 et l'autre par le sieur Reculé, marchands de grains, le 7 novembre 1792.

A peine mis à la tête du fonds paternel, Bertrand-Quinquet chercha à lui donner plus de développement qu'il n'en avait eu jusqu'alors. Il publia notamment une feuille hebdomadaire intitulée : *Les Affiches du Beauvaisis* avec cette épigraphe tirée d'Ovide : « *non ista vagis rumoribus audis*¹ ». Le

et deux filles. A cette époque Bertrand avait en réalité deux fils et une fille, comme on pourra le voir aux pièces justificatives.

C'est quelque temps après, que naquit le 25 mai 1784, sa seconde fille Marguerite, mais elle mourut trois ans plus tard, le 11 juin 1787.

Quant à Elisabeth Victoire, née le 28 novembre 1780, elle survécut à son père et épousa le 6 brumaire an XII (29 octobre 1803), à Paris, Pierre-François Damersbach, chef de bureau au ministère de la guerre.

Dans une lettre qui nous a été adressée par M. Alkan aîné, ancien typographe breveté, le 9 mai 1876, se trouve le passage suivant :

« J'ai connu autrefois dans l'imprimerie de Tilliard, située dans une partie de la rue Saint-Hyacinthe Saint-Michel, aujourd'hui démolie, un compositeur *femelle* (compositrice) qui travaillait dans cette imprimerie sous le costume d'homme ; elle était connue sous le nom de *La Bertrand*. Elle passait pour être la fille de Bertrand-Quinquet. C'était un *bon ouvrier* ; elle levait bien la lettre pour me servir du terme technique ; elle levait encore mieux le coude et ne reculait pas devant la dive bouteille. On la respectait assez ; d'ailleurs elle était laide comme le péché mortel. Je ne sais ce qu'elle est devenue, car cette imprimerie a sombré. »

Le récit de M. Alkan ne semble pas devoir concerner la seule fille de Bertrand-Quinquet. En effet, il est inadmissible qu'ayant épousé un fonctionnaire du ministère de la guerre, elle ait été connue plus tard dans une imprimerie, sous le nom de *La Bertrand* ; or, en admettant l'exactitude du fait révélé ci-dessus, il ne saurait tout au plus s'appliquer qu'à une fille naturelle du dit Bertrand, ce qui était fort possible.

1. V. *Notice sur les journaux à Compiègne*, par Francis de Roucy, *Bulletin de la Société historique de Compiègne*, t. 2, p. 82.

premier numéro parut le 1^{er} janvier 1786 et parmi ses rédacteurs, outre l'un des frères Quinquet, qui se qualifiait alors de *Diacre* et d'*Instituteur au Collège de Compiègne*, on vit figurer plusieurs littérateurs et poètes assez médiocres, tels que Mercier de Compiègne, Nogaret et Mulot de la Ménardière qui fut traduit devant le tribunal révolutionnaire en même temps que les malheureuses Carmélites et partagea leur sort¹. Quant à Bertrand, tout en se défendant de mettre la main à la plume, et se contentant surtout de la mettre à la pâte, il ne négligea aucune occasion de profiter de la publicité de son journal pour affirmer sa propre existence ou faire quelque réclame au profit de ses amis. C'est ainsi que le 3 septembre 1786, il publiait la lettre suivante qu'il était censé avoir adressée quelques jours auparavant, aux soi-disant rédacteurs des *Affiches du Beauvaisis* :

Messieurs,

Vous demander une place dans votre feuille, c'est enfreindre la loi que je me suis imposée ; mais je n'ai pu me refuser au désir de détromper le public et de payer en même temps ce juste tribut de reconnaissance à des artistes aussi aimables qu'éclairés. Mon fils aîné âgé de six ans a été attaqué d'obstructions, il y a environ deux mois et demi. Il est tombé dans un marasme affreux, et nous avons craint pour sa vie. M^r Bida médecin et M^r Richard, lieutenant de M^r le Premier Chirurgien du Roi à Compiègne, l'ont vu tous les jours, et après lui avoir administré les remèdes indiqués en pareil cas, lui ont fait prendre des bains savonneux. Le traitement a supérieurement réussi et l'enfant jouit actuellement de la meilleure santé. Un de ses oncles qui demeure à Paris a désiré le voir, aussitôt sa guérison. La malignité n'a pas manqué de tirer parti de ce voyage. On a dit que l'enfant avait été pour consulter et que les bains n'avaient point produit d'effets salutaires. Rien n'est plus faux et l'enfant était parfaitement guéri avant son départ. Il me paraît précieux de rétablir la vérité des faits, comme il est juste de rendre hommage à ceux à qui l'on doit une pareille cure.

Je suis très respectueusement, etc., etc.

Compiègne, 28 août 1786.

BERTRAND.

1. *Les Carmélites de Compiègne devant le tribunal révolutionnaire*, par Alexandre Sorel, Compiègne, 1878.

L'esprit des *Affiches du Beauvaisis*, on le devine facilement, et on le comprendra mieux encore quand on connaîtra le caractère de Bertrand, était essentiellement monarchiste. Aussi, ce dernier ne manquait-il pas de faire acte de courtoisie toutes les fois qu'il s'agissait de l'infortuné roi Louis XVI, qui, un peu plus tard, trouvera en lui un ennemi acharné.

Un passage de cette feuille le prouve surabondamment. Voici, en effet, ce qu'on lisait à la date du 10 septembre 1786, dans un article non signé :

« Sa Majesté est attendue ce soir à Compiègne avec les Princes ses Frères et plusieurs Seigneurs de la Cour.

« Ce jour est pour les habitants de cette ville un jour de fête. La présence de notre Auguste Monarque répand l'allégresse dans tous les cœurs ; et si quelque chose peut troubler ces fortunés momens, c'est la certitude hélas ! de leur trop courte durée. »

Moins de trois ans plus tard, la Révolution éclatait et Bertrand-Quinquet commençait à devenir l'un des esprits les plus agités de Compiègne¹.

On se rappelle que le premier acte de Louis XVI fut de réunir les Etats-généraux. Les trois Ordres furent donc convoqués et les électeurs eurent à émettre des vœux qui devaient être portés au sein de l'Assemblée par les délégués qu'ils étaient appelés à nommer.

Les différents corps et métiers qui subsistaient encore se réunirent à cet effet. Or, les imprimeurs-libraires constituaient bien à Paris et dans quelques grandes villes une imposante corporation, mais il ne pouvait en être ainsi à Compiègne, puisqu'une seule personne y exerçait cette double industrie.

Pareille considération n'arrêta pas Bertrand qui n'avait garde de manquer une si belle occasion de se montrer, et, convaincu qu'à lui seul il valait mieux que beaucoup d'autres réunis, il s'aboucha avec un maître de pension nommé Mosnier. Tous deux alors se constituant d'office en Corporation des Maîtres de pension et Imprimeurs-libraires, se nommèrent respectivement leurs propres députés, à l'effet

1. Voir dans le *Bulletin de la Société Historique*, une lettre de Bertrand à Camille Desmoulins en date du 13 avril 1790.

de porter à l'Assemblée le vœu de leur prétendue corporation, puis ils dressèrent un cahier de vœux et de doléances qu'ils remirent le 4 mars 1789 à la Municipalité de Compiègne.

Naturellement, l'imprimeur-libraire demandait la liberté de la presse ; il se souvenait du sort réservé à Courtois, l'un de ses prédécesseurs, qui avait été incarcéré à la Bastille¹ ; mais il se garda bien de réclamer l'abolition du privilège d'imprimeur dont il jouissait et, par conséquent, de revendiquer la liberté de cette industrie. Bien mieux, il concluait à la suppression radicale des *colporteurs*, qui, disait-il, ne vendaient que de mauvais livres et par dessus tout, nuisaient fort à son commerce.

Quant au maître de pension, il sollicitait un nouveau plan d'éducation nationale, une grande modération dans les impôts pour les instituteurs et l'allocation de secours pour ceux qui deviendraient hors d'état d'exercer leurs fonctions. « Ces secours, ajoutait-il, pourroient être pris ou sur les deniers municipaux ou sur les biens ecclésiastiques. »

Comme on le voit, chacun prêchait pour son saint. C'est d'ailleurs assez l'habitude.

Les Etats généraux, convoqués pour le 27 avril 1789, furent présentés au Roi le 2 mai suivant, et le 5 du même mois, eut lieu l'ouverture de cette réunion à jamais mémorable.

Il n'entre pas dans notre pensée de rappeler les incidents de toute nature dont certaines séances furent les témoins ; rappelons seulement qu'après s'être constitués le 17 juin 1789 en *Assemblée nationale*, les députés portèrent dans la nuit du 4 août un coup fatal à la noblesse en abolissant tous les privilèges qui subsistaient encore. Entre temps, ils décrétèrent le 12 août 1790 la Constitution civile du clergé, puis entreprirent la rédaction de l'acte Constitutionnel contenant la déclaration des *droits de l'homme* et d'où sortirent notamment le remaniement des divisions territoriales et l'élection appliquée à toutes les fonctions, même à celles judiciaires.

1. *Recherches sur l'Imprimerie et la Librairie à Compiègne avant 1789*, par Alexandre Sorel.

A peine la discussion en fut-elle commencée que, sous le titre d'*Amis de la Constitution*, il se forma, à Paris, une vaste association devenue plus tard la *Société des Jacobins* qui joua le rôle le plus violent pendant la période révolutionnaire.

Il en fut alors comme de nos jours. Tout ce qui venait de Paris ne manquait jamais de trouver de nombreux imitateurs en province : aussi, plus de deux cents sociétés, prenant le même nom, avaient-elles été créées dans toute la France, et s'étaient-elles mis sous le patronage de celle de la Capitale. La Ville de Beauvais fut la première du département de l'Oise, qui organisa la sienne, et trois mois plus tard, Compiègne suivit son exemple. En effet, le 28 février 1791, un certain nombre de citoyens notables parmi lesquels figuraient MM. Stanislas Le Féron, Commandant de la Garde nationale, De Pronnay, ancien Lieutenant-général du baillage, De Crouy, Poulain de la Fontaine ancien Procureur du Roi, Delavallée, Bertrand, Scellier, Quinquet l'aîné et autres, sollicitèrent l'agrément du Conseil municipal pour former aussi une *Société des Amis de la Constitution*, ce à quoi la Municipalité ayant alors à sa tête M. Thirial, s'empressa de consentir, en déclarant applaudir « à cette intéressante association, et en donnant des éloges à tous les citoyens qui devant la composer avaient fourni des preuves multipliées de leur civisme et de leur amour du bien public. » Tels sont les termes du procès-verbal.

La première réunion eut lieu à l'Hôtel de Ville, le vendredi 4 mars 1791, à 6 heures du soir. Soixante-dix personnes y assistèrent et prirent part à l'élection du bureau. Quarante-trois suffrages appelèrent Stanislas Le Féron à la présidence et trente-quatre élurent Bertrand-Quinquet, comme secrétaire. Chacun d'eux prêta serment d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution du Royaume décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi.

Une des premières préoccupations de cette Société Compiégnoise fut de se faire un règlement, et, après une discussion qui défraya plusieurs séances, le règlement fut voté dans celle du 11 avril 1791.

Les termes de ce règlement sont empreints de ce style qui caractérise la fin du xviii^e siècle, et tout nous porte à croire que sa rédaction dut être confiée à Bertrand lui-même, car il excellait dans ce genre de littérature. On peut en juger par le titre premier qui débutait ainsi :

« Il n'est point de bonheur pour les peuples sans la plus rigide observance des lois. Pénétrée de ce principe, la Société se regarde comme une sentinelle à la porte du Temple de la Constitution pour la surveiller et la défendre; mais considérant combien il seroit dangereux d'établir en dehors de cette enceinte sacrée, une force active d'opinion qui agiroit en sens contraire, et généreroit les administrateurs, en se laissant emporter et égarer par l'amour du bien public, la Société arrête de ne jamais sortir des bornes qui lui sont tracées par cette sublime Constitution dans les Droits du Citoyen, de respecter et de faire respecter les Corps administratifs et les Tribunaux à l'égal des lois, de réprimer sévèrement tout orateur qui, dans son sein parleroit inconvenablement des Administrations. . . . »

Puis l'article 3^e portait :

« Pour déterminer le but où doit tendre les travaux de la Société, elle prend cette épigraphe qui sera inscrite en gros caractères au-dessus du fauteuil du Président, placée également à la tête du registre et sur le cachet : « *Salus populi suprema lex esto !* »

L'Assemblée devait se réunir chaque semaine le jeudi, depuis Pâques jusqu'à la Toussaint, et le dimanche, depuis la Toussaint jusqu'à Pâques.

Le Président devait être nommé tous les mois, et ne pouvait être réélu qu'après un mois de vacance. Enfin, chaque membre devait verser une contribution annuelle, en deux termes, les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année.

Une fois ainsi constituée, la Société décida dans la séance du 19 avril, qu'elle s'affilierait à celle des Jacobins de Paris et à celle de Beauvais; en conséquence, elle chargea son président, de prier Massieu, évêque du département de l'Oise et membre de ces deux Sociétés, de leur présenter son vœu à cet égard.

Massieu (Jean-Baptiste), né à Vernon en 1742, était curé

de Cergy, près Pontoise, lorsqu'il fut élu par le bailliage de Senlis, député aux Etats-Généraux, et au mois de février 1791, il était devenu Evêque-constitutionnel du département de l'Oise, puis nommé membre de la Convention, où il vota la mort de Louis XVI. Plus tard, il résigna ses fonctions pour épouser la fille du maire de Givet et se réfugia en 1816, à Bruxelles où il mourut le 6 juin 1818, dans une situation des plus précaires, à l'âge de 76 ans.

Noyon eut aussi une Société des *Amis de la Constitution*, qui désira à son tour être affiliée à celle de Paris. A cet effet, elle sollicita l'honneur d'être présentée par la Société de Compiègne et, dans sa séance du 12 mai 1791, cette dernière répondit qu'elle s'en ferait un grand plaisir aussitôt qu'elle serait elle-même affiliée.

Pendant ce temps, Bertrand, dont le mandat comme secrétaire était expiré, se voyait remplacé en cette qualité par son beau-frère François-Jean-Nicolas qui, dans les procès-verbaux, est dénommé *Quinquet jeune*. Tout se passait alors en famille.

Du reste, ce remplacement ne l'empêcha pas de prendre toujours une part des plus actives aux travaux de la Société. En effet, le 16 juin, cette dernière le nommait membre d'un Comité de révision des discours dont l'impression aurait été demandée, et quelques jours plus tard (30 juin), elle l'invitait à recevoir chez lui le dépôt des décrets et archives qui lui appartenaient, et « l'honorable membre, dit le procès-verbal de la séance, en acceptant ce dépôt, a témoigné à l'Assemblée, combien il était flatté d'une pareille confiance. »

Mais c'était surtout comme orateur que Bertrand-Quinquet cherchait à se distinguer et, la pétulance qu'il apportait dans toutes ses déclamations, lui mérita le surnom de *Mirabeau Compiégnois*.

C'est ainsi que le 14 juillet 1791, anniversaire de la prise de la Bastille, il monta à la tribune et prononça, aux applaudissements des assistants, la glorification de Voltaire, dans un discours dont l'Assemblée vota l'impression à l'unanimité. Or, comme c'était Bertrand lui-même qui imprimait son œuvre aux frais de la Société, il récoltait ainsi deux moutures du même sac : l'une en popularité, et l'autre en

argent. Du reste, il avait besoin de ce dernier, si l'on en juge par la déclaration qu'il signa lui-même le 23 mars 1790, à propos de la *Contribution patriotique*.

On sait que le 6 octobre 1789, l'Assemblée Nationale avait décidé qu'en présence de la pénurie du Trésor public, il serait demandé à tous les habitants et à toutes les communes du Royaume, une contribution extraordinaire fixée au quart du revenu dont chacun jouissait, suivant la déclaration qu'on devait faire devant la Municipalité.

Or, voici dans quels termes Bertrand s'empessa de formuler la sienne :

Je soussigné Louis Jacques François-de-Paule Bertrand, imprimeur du Roy et de la Garde nationale de Compiègne, y demeurant :

Déclare, avec vérité, que, ne possédant aucun bien fonds, et étant obligé de consacrer tout le produit de mes travaux à l'acquit de dettes, d'autant plus sacrées que je ne m'en suis chargé que pour honorer la mémoire de mon père, je me trouve dans l'affreuse nécessité de n'avoir à joindre aux vœux ardents que je forme pour le bonheur de la Patrie, que la modique somme de *vingt-quatre* livres, que je donnerai aux termes fixés par l'article 11 du décret de l'Assemblée Nationale. La dite somme est pour don et sans réclamation de remboursement de ma part.

Fait à Compiègne, le 23 mars 1790. Signé : BERTRAND.

Vingt-quatre livres, payables par tiers, en trois années, cela ne prouvait pas de bien grandes ressources, et si la Patrie n'avait eu que les vœux ardents de Bertrand pour remplir les Caisses du Trésor, ces dernières auraient pu demeurer longtemps à sec.

A la même séance du 14 juillet 1791, il fut élu membre d'une Commission chargée de rédiger une adresse envoyée à l'Assemblée nationale, dans laquelle il était fait mention des événements qui ont accompagné le pacte fédératif des Compiègnois, puis le 19 suivant, il prononça un nouveau discours sur les avantages du *tolérantisme* et le 29 il fut appelé au fauteuil de la présidence de la Société.

C'est en cette qualité que le lundi 9 août, dans une réunion publique extraordinaire, il prononça l'éloge funèbre de

Stanislas Le Féron, éloge qui fut renouvelé plus tard dans la séance du 18 septembre par Chabanon, membre de l'Académie française, dont bien des gens, nous en sommes convaincu, ignorent aujourd'hui jusqu'à l'existence¹.

La Société arrêta que ce dernier morceau d'éloquence serait imprimé à ses frais, au nombre de mille exemplaires et accepta l'offre faite par l'imprimeur Bertrand, de ne compter au bureau que ses simples déboursés. Un des exemplaires de ce discours existe dans la Bibliothèque de la Ville et porte en effet cette mention, collée tout exprès : « Imprimé par ordre et aux frais de la Société des Amis de la Constitution de la ville de Compiègne. »

Cependant, depuis la fondation de cette Société, de graves événements s'étaient accomplis, et les esprits s'attendaient à de plus graves encore.

Aussi, certains habitants, occupant dans la ville, une situation relativement élevée et qui, dans un intérêt général, n'avaient pas hésité à en faire partie à son début, s'en éloignèrent-ils peu à peu, ne se souciant pas d'apporter leur concours à des actes ou à des motions que leur conscience n'approuvait pas entièrement. Il en résulta que les séances devinrent sans intérêt et que les orateurs qui y prenaient la parole n'avaient presque plus d'auditeurs pour les applaudir.

Dans cette situation, les quelques membres qui avaient tenu bon, rédigèrent le jeudi 1^{er} mars 1792, un procès-verbal écrit en entier de la main de Bertrand et dans lequel se trouve le passage suivant :

« La Société, considérant que la froideur et la négligence de la majorité des membres, entraîne sa ruine, et peut établir un soupçon de leur incivisme.

« Qu'il est impossible à six ou sept personnes de soutenir les travaux commencés.

« A arrêté d'ajourner ses séances indéfiniment.

« Arrête encore que les présentes seront datées de l'an 4^e de la Liberté. »

1. *Stanislas Le Féron, premier commandant de la Garde nationale de Compiègne.* — Notice biographique par Alexandre Sorel, Compiègne, 1899.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX
TILDEN FOUNDATIONS



IMP. PHOTO. ARON FRÈRES, PARIS.

BERTRAND-QUINQUET

C'en était fait désormais de la Société des *Amis de la Constitution*.

Des soixante-dix membres qui avaient répondu à l'appel de leur nom à la première séance le 4 mars 1791, et de ceux qui s'étaient fait inscrire depuis, il n'en restait plus, un an plus tard, que dix signant ce dernier procès-verbal ; C'étaient Bertrand, Renard, professeur au Collège ; Rey, ancien maître de la poste aux chevaux ; Prigny, *ancien chartreux* ; Regnard, Carbon, homme de loi, ancien garde-manteau de Laigue ; Quin, bourgeois ; Mouton, entrepreneur de bâtiment ; Alix, ancien président du grenier à sel, et l'ex-abbé Depronnay.

Mais Bertrand n'était pas homme à rentrer dans son atelier et à cesser de jouer son rôle politique. Il rassembla donc une quinzaine d'habitants partageant ses idées, et le 21 septembre 1791, après avoir proclamé la dissolution de l'ancienne Société, il leur fit voter la reconstitution d'une nouvelle qui prit le nom d'*Amis de la République*. Inutile de dire que le même jour, il devint le président de cette nouvelle Assemblée, qui tint ses séances d'abord à l'Hôtel-de-Ville dans la salle dite l'*Auditoire*, puis dans l'ancien couvent de *Sainte-Marie*, puis enfin dans l'abbaye de Saint-Corneille, supprimée comme maison conventuelle.

Quand on lit les procès-verbaux de cette seconde Société et qu'on les rapproche de ceux de l'ancienne, on est frappé du chemin parcouru en aussi peu de temps et du changement d'attitude de la population Compiégnoise. Des événements de toute nature, il est vrai, s'étaient accomplis à Paris. Les journées du 20 juin, du 10 août et du 2 septembre 1792, avaient jeté l'effroi partout, et bientôt, d'un bout de la France à l'autre, on allait voir s'ériger en principe, le règne sanglant de la Terreur. Les termes mêmes employés par les membres de la nouvelle Société, qui se qualifiaient entre eux de *frères*, absolument comme dans les loges maçonniques, et les motions étranges qui se produisaient pour ainsi dire à chaque séance, dénotaient une sorte d'égarement ou, à tout le moins, une certaine oblitération du sens moral de la part de ceux qui les formulaient ou les votaient.

Quant à Bertrand, pour grossir le nombre des adhérents

il allait jusqu'à recruter sa propre femme, et dans la séance du 4 octobre 1792, quittant le fauteuil de la présidence, il proposait de la faire admettre en même temps que Quinquet, son jeune beau-frère, parmi les membres de la Société, ce qui fut acclamé.¹

A partir de ce moment, nous allons le voir, tour à tour, devenir Secrétaire du Procureur-syndic du District, Agent national, membre et président de la Société populaire et du Comité révolutionnaire qui s'était formé à Compiègne, déployant une activité dévorante, occupant tout le monde de sa personnalité, rédigeant de sa propre main, procès-verbaux, proclamations, programmes et correspondances, allant avec quelques-uns de ses coreligionnaires politiques, dans les communes du district, stimuler le zèle des autres Comités, et répandant partout une éloquence pleine de cette emphase et de cette phraséologie ridicules qui dominaient alors.

De plus, pendant la session de septembre 1792 (le 6 du même mois), l'Assemblée électorale du département de l'Oise, l'avait élu Député-Suppléant à la Convention nationale. C'en était assez pour le griser complètement².

1. Le procès-verbal de la séance constate ce fait en ces termes : « la citoyenne Bertrand, femme du président, proposée par son mari qui a quitté le fauteuil, est admise au scrutin. »

2. Ch. Brainne (*Hommes illustres de l'Oise*, t. 1^{er}, p. 101) a écrit en parlant de Bertrand-Quinquet : « Le département de l'Oise le nomma député à la Convention ; il refusa, et demanda seulement la place de suppléant que l'Assemblée électorale lui conféra. »

De son côté, Décembre-Alonnier (*Dictionnaire de la Révolution française*, t. 1^{er}, p. 270) répète, que les électeurs du département de l'Oise élurent Bertrand-Quinquet député à la Convention, mais ajoute-t-il, « le modeste typographe déclina cet honneur ; il n'accepta que la place de dernier suppléant, et ne siégea point à l'Assemblée. »

Et plus loin le même écrivain, parlant de l'entrée de Bertrand-Quinquet dans les bureaux de la Préfecture de police à Paris, ainsi qu'on le verra plus loin, s'exprime ainsi : « Chose étrange ! Cet homme doux, modeste, tout-à-fait inoffensif, se trouva là, au milieu des émanations morales les plus malsaines, dans son élément, et chose non moins surprenante, fut bientôt, dans cette position, connu de tout Paris, et tout Paris l'aima. » Voilà comme on écrit l'histoire !...

Dire que Bertrand-Quinquet était doux et modeste et que tout le monde l'aimait, c'est bien autrement étrange !...

La vérité, c'est que dans la réunion de l'Assemblée électorale du

C'est le 30 de ce même mois de septembre, qu'eut lieu la première séance publique de la Société des *Amis de la République*.

Bertrand l'ouvrit par un discours, dans lequel, « après un tableau comparé de ce qu'avait fait la Nation pour le Roi constitutionnel, et de ce que le *Roi perfide* avait fait contre la Nation, il donnait une idée de l'esprit dans lequel s'était formée la Société. »

Puis, l'un des membres présents demandait qu'on présentât à la Municipalité une adresse pour la prier de faire disparaître toutes les fleurs de lys qui, disait-il, salissaient les murs de la salle, et cette motion était adoptée immédiatement, après quoi la séance se terminait par l'hymne des Marseillais, « chantée avec des transports de joie patriotique », ajoute le même procès-verbal.

Dans les séances suivantes, la Société décida entre autres choses, que le bonnet rouge serait son insigne, qu'il en serait confectionné des petits pour être offerts *aux sœurs*, et que les titres de *Monsieur* ou de *Citoyen* seraient bannis lorsqu'un membre parlerait à un autre ou d'un autre (18 octobre et 22 novembre 1792).

Le 3 janvier 1793, on s'installa dans une salle basse de l'*Abbaye de Saint-Cornille*, mais aussitôt tous les membres s'insurgèrent contre l'inconvenance de ce local enfumé, froid et humide, et il fût décidé qu'on ferait arranger le chœur du *couvent de Sainte-Marie*, pour les réunions ultérieures¹.

département de l'Oise qui eut lieu le 4 septembre 1792, pour la nomination du sixième député à la Convention, Bertrand obtint, au premier tour, un grand nombre de voix, sans arriver à la majorité absolue.

Remerciant alors les électeurs, il les pria de prendre en considération sa mère, sa femme et ses enfants dont il était le seul soutien, et que, dès lors, il lui était impossible d'accepter le mandat qu'on semblait vouloir lui confier. Ce n'est donc pas par simple modestie mais par nécessité qu'il le déclina.

Deux jours après, la même Assemblée le nommait le *quatrième et dernier suppléant*. (Voir aux *Pièces justificatives* les extraits des procès-verbaux des 2, 4 et 6 septembre 1792).

1. Ce couvent existait sur l'emplacement actuel de la rue de même nom et des maisons construites de chaque côté.

Cependant, Bertrand avait, conformément au règlement, cessé de présider, mais il n'en continuait pas moins de se multiplier dans toute circonstance. C'est ainsi, que le 6 janvier, il prononçait un discours sur le divorce dont il ne manqua pas de faire une chaleureuse apologie. Quelques jours après, il lisait une adresse aux Sociétés populaires sur *l'amour des lois et le mépris des agitateurs*.

Le 21 janvier, la mort de Louis XVI est consommée et la nouvelle qui en parvient à Compiègne, est reçue avec des transports de satisfaction par les *Amis de la République*. Aussi dès le 24, Bertrand formule-t-il une motion pour qu'à l'ouverture de la séance suivante, il soit fait « *avec toute la prudence convenable* », un récit sommaire des événements de la semaine. La Société adopte cette proposition et naturellement, elle charge Bertrand de ce récit, en même temps qu'elle lui confère le soin de prononcer l'oraison funèbre de Le Pelletier Saint-Fargeau, victime du royalisme. Pour tout autre, cette double besogne eût été un épouvantail, mais pour Bertrand, ce n'était que fort peu de chose, et le 27 janvier, il retraça les événements qui s'étaient accomplis la semaine précédente, « *invitant éloquemment*, dit le procès verbal, tous les Français, à se rallier sous l'étendard de la loi. »

Au mois de mai suivant, la Société ayant décidé qu'il serait formé un comité de surveillance et de correspondance composé de douze membres, on procéda à l'élection de ces derniers, et Bertrand fut le premier élu.

Dans la séance du 9, il prononça un discours sur « les malheurs du département de la Vendée et sur la nécessité d'arrêter ce fléau, en ramenant les citoyens égarés et en punissant les coupables de la rigueur de la loi. »

Dans celle du 16, trois fois il prit la parole : la première, pour faire l'oraison funèbre du nommé Le Gras, l'un des employés du district ; la deuxième pour donner lecture de l'interrogatoire du cy-devant duc d'Orléans, et la troisième pour communiquer une adresse de la Société à la Convention nationale afin de l'inviter à donner une nouvelle Constitution, adresse qui se terminait par le serment de soutenir l'unité et l'indivisibilité de la République, de ver-

ser son sang pour elle, pour la Convention, et pour l'exécution de ses décrets. »

Nous verrons plus loin qu'en dépit de ce serment solennel, Bertrand n'a rien versé du tout.

Le 30 juin, communication est donnée d'une lettre qu'il vient d'adresser comme Procureur syndic du District, et par laquelle il engage la Société à s'occuper du projet de fête patriotique pour le dix août, jour de la Fédération.

Le procès-verbal du 1^{er} août révèle un incident qui montre quel était alors l'état des esprits dans cette Société des *Amis de la République* :

Voici, en effet, ce qu'on y lit : « La séance est ouverte par la lecture du procès-verbal du 25 juillet dernier. Chambon observe que dans le procès-verbal le citoyen Boulée y est spécialement qualifié de *montagnard*, que cette qualification appartient à tous *les frères* et qu'il ne doit pas y avoir de distinction ; que le citoyen Boulée n'est (ni plus ni moins montagnard que les autres membres de la Société), et il fait la motion que le mot de montagnard qui précède le nom de Boulée soit rayé du procès-verbal.

« Cette motion appuyée et mise aux voix, la Société arrête la radiation au dit procès-verbal du mot *montagnard*. »

Boulée, entrepreneur de maçonnerie, qui habitait le Petit-Margny appelé alors le faubourg de *la Régénération*, était l'*alter ego* de Bertrand, et ne reculait devant aucune mesure révolutionnaire ; mais il trouva bon plus tard de se mettre à la tête d'une bande organisée pour l'achat des biens nationaux ; c'est à ce titre qu'il se rendit adjudicataire de l'ancien château de Chantilly où avaient été renfermés pendant la Terreur, la plupart des personnes arrêtées comme suspects dans le département de l'Oise¹. Escuyer, en parlant de Bertrand et de Boulée prétend qu'on les entendait dire constamment : « C'est nous qui sommes les Rois, ici². »

Dans la séance du 7 juin 1792, la *Société des Amis de la République*, sur la proposition de Renard l'un de ses

¹ 1. *Le Château de Chantilly pendant la Révolution*, par Alexandre Sorel, Paris 1872.

2. Manuscrit (*Bibliothèque municipale de Compiègne*).

membres avait décidé que toutes les fois qu'on y prendrait la parole, on devrait se tenir debout.

Cette mesure déplut très fort à Bertrand qui, boiteux et parlant sans cesse, se voyait exposé à ne plus jamais s'asseoir; aussi demanda-t-il, le 22 du même mois, que l'on rapportât l'arrêté pris quinze jours auparavant :

« Où est donc la liberté, s'écria-t-il, si vous me forcez à me tenir debout, quand mes facultés physiques et morales me diront : restez assis ! »

Et le procès-verbal ajoute : « La Société convaincue de cette grande vérité rapporta son arrêté. »

Indépendamment de la dite Société, il existait alors à Compiègne deux Comités de surveillance, l'un pour la section du Nord et l'autre pour celle du Midi.

Déjà, le 21 juin 1792, quand on apprit la fuite de Louis XVI, il s'était formé un Comité permanent composé du Directoire du district qui décida que sans désespérer, jusqu'à nouvelles ultérieures, il se réunirait au Conseil général de la Commune et au Tribunal pour opérer conjointement. Bertrand était alors secrétaire du Directoire.

Quelques jours après (11 août 1793), ce même Comité choisissait trois de ses membres pour former un sous-comité chargé des opérations exigeant secret et célérité. Ce nouveau Comité prit le nom de *Comité des trois* et fonctionna dès le lendemain.

Le 22 août 1793, un des membres du Comité permanent demanda qu'on s'occupât de suite de l'exécution de l'arrêté relatif aux gens suspects pris par le Représentant du peuple en mission dans le département de l'Oise, et immédiatement on dressa une liste des prêtres signalés comme suspects; on passa ensuite à la discussion sur les nobles.

Cinq séances furent consacrées à l'examen des dénonciations qui s'étaient produites, et le 27 août, la Commission chargée du tableau des Citoyens mis en arrestation fit son rapport; le Comité décida alors que ce tableau serait transcrit sur le registre et présenté à Collot-d'Herbois et à Isoré, que la Convention avait envoyés comme Commissaires dans le département de l'Oise. Soixante-quatre noms des plus recommandables y figuraient, rien que pour Com-

piègne, ce qui était énorme, eu égard à la population d'alors.

Cette liste portait la signature de 37 membres de la Société. La première était celle de Bertrand.

Deux jours plus tard (29 août), Collot-d'Herbois et Isoré assistaient à la séance. On y discuta bien des questions et les deux Représentants du peuple parurent trouver qu'on n'avait pas agi avec assez de vigueur.

« A Beauvais, s'écria Collot-d'Herbois, nous avons institué un Comité de salut public pour les arrestations, attendu que nous avons trouvé de la tiédeur dans les Comités de surveillance et que dans les autorités constituées, des considérations particulières s'étaient opposées à la sévère exécution de la loi...

« Il y a dans les autorités constituées trois classes d'hommes : des patriotes incorruptibles, des hommes qui, sous prétexte d'humanité.... de sensibilité, plaident pour le malveillant qui se tait en public, mais qui se réjouit d'une mauvaise nouvelle et sème le découragement ; d'autres enfin qui craignent la responsabilité et ne veulent pas se compromettre. »

Dans cette situation, il fut décidé qu'un *Comité de salut public* serait créé à Compiègne et que les corps constitués de la ville désigneraient les citoyens capables de le composer. Quatorze noms furent mis en avant. Ceux de Boulée et de Bertrand y figuraient et le 31 août Collot-d'Herbois et Isoré signèrent de Senlis, où ils s'étaient rendus, un arrêté qui établissait le nouveau Comité, avec injonction aux autorités constituées de déférer aux réquisitions qu'il ferait toutes les fois qu'il s'agirait de sévir contre les conspirateurs et les ennemis de la Liberté et de l'Egalité.

Dès le 2 septembre 1793, le Comité de salut public entra en fonctions et s'occupa tout d'abord de l'arrestation des *suspects* ce qui fournit à Bertrand l'occasion de prendre souvent la parole comme Procureur-syndic, et d'appeler les rigueurs de la justice révolutionnaire, sur ceux qui ne partageaient pas sa manière de voir.

Cependant, notre impartialité nous fait un devoir de reconnaître que, parfois, ce redoutable Comité, chercha

comme il le disait lui-même, à concilier l'humanité avec l'exécution sévère de la loi. Ainsi, dans la séance du 6 septembre 1793, un membre fit remarquer : que le citoyen Lancry père, était dangereusement malade. « Le Comité, ajouta-t-il, se croirait homicide, si, en enlevant à ce vieillard la consolation de voir ses enfants, il activait sa fin d'un seul instant. Je vous propose donc de laisser Lancry fils et la dame Noircourt, en arrestation chez leur père et dans le cas où il décèderait, de les déporter à Chantilly. »

Cette motion fut adoptée.

En même temps, le Comité décida le transfèrement immédiat, dans le château de Chantilly, de tous les détenus qui avaient été renfermés au couvent des Dames de Sainte-Marie.

Le départ eut lieu sur le champ, à deux heures du matin. Les citoyens Sivé et Beaugrand, *ancien curé de Saint-Germain*, furent nommés pour se joindre aux dragons qui dirigeaient le convoi, et, le Comité siégeait encore, quand ils revinrent, déclarant s'être acquittés de leur mission sans la moindre difficulté.

Le 5 frimaire an II (25 décembre 1793), le Comité de Salut-public de Compiègne, dénonçait à la Commune de Paris, un nommé Gauthier, envoyé comme agent de cette dernière dans le district. La lettre écrite à cet égard et rédigée incontestablement par Bertrand, est d'une telle originalité, que nous ne pouvons résister à l'envie de la reproduire en entier. Elle est ainsi conçue :

Le Comité de Salut-Public de Compiègne à la Municipalité de Paris :

Du 5 frimaire de l'an II, de la République française, une, indivisible, invincible et impérissable.

Citoyen Maire,

Les autorités constituées réunies de la Commune de Compiègne, frappées des coups d'autorité illégaux que se permet depuis trop longtemps Gaultier, un des agens de notre sœur, la commune de Paris, dans l'étendue de notre district, ont arrêté de lui dénoncer ce fougueux ou plutôt ce délirant vieillard de 27 ans, attaqué au dernière période de la maladie syphilitique,

dont les ravages et les douleurs le portent sans doute aux excès qui nous révoltent, car il nous en coûte de ne pas regarder comme patriote un citoyen qui a obtenu la confiance de la commune la plus éclairée comme la plus courageuse de la République.

Certainement la nôtre peut lui céder en moyens, mais non en républicanisme, et il est déchirant pour toutes les autorités continuellement occupées de leurs devoirs et honorées du suffrage non suspect d'André Dumont, de se voir braver par ce malheureux moribond qui, sur son lit de douleur et de honte qu'il ne quitte presque point depuis son séjour ici, donne des intermèdes à ses angoisses, par les sarcasmes qu'il vomit avec une courtisane complice de sa maladie, sur les opérations de tous les corps. Notre premier grief est que les intérêts d'une commune aussi importante que celle de Paris, ne peuvent être bien entre les mains débiles d'un homme dont le cœur peut être bon, mais dont la tête est soumise aux secousses magnétiques du mercure ; le second, que les campagnes peuvent être agitées par les actes arbitraires et despotiques qu'il y répète tous les jours, en donnant à des détachements de l'armée révolutionnaire sans l'agrément et même à l'insu des corps constitués, des ordres d'enlever des citoyens non jugés, non dénoncés ; l'armée révolutionnaire elle-même, gémit de son despotisme et tu verras, par une copie de la dénonciation du commandant en chef, ce qu'il pense de la conduite anarchique de Gauttier, conduite qui, telle que soit son intention, peut produire le même malheur que celle d'un contre révolutionnaire.

Nous joignons à la copie ci-dessus, celle de sa réquisition pour l'enlèvement des ministres du culte catholique de La Croix-Saint-Ouen, celle d'une autre réquisition pour l'enlèvement du ministre du même culte de la paroisse de Francières, celle de la déposition des témoins qu'il invoquait pour justifier cette violence et qui ne charge pas beaucoup le timide presbytérien, celle adulatrice de la citoyenne ci devant marquise de Gouy, dont le style annonce la terreur qu'il a inspirée et le pouvoir presque souverain qu'il s'arroge ; enfin celle de l'arrêté du district et du Comité de surveillance, réunion nécessitée par ses déportements désorganisateur. Tu jugeras, citoyen Maire, par ces différentes pièces, si la confiance de la commune qui t'a donné à si juste titre la sienne, et dont tu présides les plus chers magistrats, peut résider plus longtemps sur la tête de ce maniaque, sans doute, honnête homme, mais toujours dangereux. Et si nous avons dû

avertir le vertueux Pache, nous bravons tous la petite guerre que pourra nous faire cet intrigant subalterne dont nous connaissons les basses et sourdes ressources ; les qualifications de modérés, de feuillants, pleuvent sans doute sur nos têtes mais nos actions franches et soutenues nous vengeront, quand la pureté de notre conscience ne nous suffirait pas. Comme nous présumons que Gauttier usurpe la qualité d'agent du pouvoir exécutif, nous envoyons à Paré, ministre de l'Intérieur, une copie de ta lettre, une autre à la Société des Jacobins de la protection de laquelle il se targue beaucoup, et une autre à André Dumont en mission dans notre département, qui nous connaît un peu ; il est instant que tu prennes un parti, citoyen Maire, et que tu nous répondes. Sans l'état déplorable de Gauttier et sans le respect dû au caractère d'un commissaire de la commune de Paris, nous eussions pris un parti plus rigoureux ; mais notre humanité et notre confiance en cette chère commune nous ont fait un devoir de te déférer le tout.

Salut et fraternité¹.

Pendant que le Comité révolutionnaire fonctionnait ainsi en permanence, la Société populaire de Compiègne ne restait pas inactive et adoptait les motions les plus grotesques. C'est ainsi notamment que dans sa séance du 6 frimaire an II (26 novembre 1793), elle acclamait un ci-devant Capucin, plus que sexagénaire, qui était venu faire part de ses sentiments, déclarant abjurer son titre de prêtre et ne voulant avoir que celui d'époux. Il présentait alors son épouse qui recevait « le baiser fraternel du Président, et l'assemblée applaudissait à l'énergie de l'époux et à la vertu de « l'épouse ». Le procès-verbal ne dit pas quel âge avait cette dernière.

Bertrand défraya en partie la séance du 26 décembre, en faisant son rapport sur la Société populaire de Pierrefonds. Il annonça que cette Société avait de bonnes dispositions, que son président était dans les principes ; qu'il y avait bien un peu de fanatisme, mais qu'après lui avoir parlé le langage de la philosophie, elle avait fait le serment de fidélité à la République et au Culte de la Raison. Il demanda en conséquence que l'affiliation lui fût accordée

1. *Archives Municipales*, Registre B, feuillet 42.

et qu'on lui envoyât le règlement de la Société. Cette proposition, chaleureusement formulée, fut adoptée et Bertrand donna au Président l'accolade fraternelle qu'il avait reçue de la Société de Pierrefonds.

Dans les séances des 13 et 16 nivôse an II (2 et 5 janvier 1794), les membres de la Société populaire s'occupèrent des démarches à faire pour obtenir le changement de nom de la ville de Compiègne en celui de Marat-sur-Oise.

J'ai déjà eu l'occasion de parler des incidents relatifs à cette fantaisie révolutionnaire : je n'y reviendrai donc pas ¹.

Le 30 nivôse (19 janvier 1794), le jeune Mosnier, âgé de douze ans, se présentait à la tribune et retraçait les occupations et les récréations des élèves de son père. On se rappelle que ce dernier tenait un pensionnat de garçons. « Il fait, ajoute le procès-verbal, l'offrande de 3 médailles d'argent en forme de croix et portant l'effigie du tyran. Cet enfant a été couvert d'applaudissements et a reçu l'accolade du président et l'embrassement des sœurs. L'envoi de son discours et de son offrande patriotique au président de la Convention a été voté.

Puis le jeune Mosnier a repris la parole et « récité les *Droits de l'homme* »

A la séance du 29 janvier, le jeune Danger, âgé seulement de 4 ans, monte à son tour à la tribune et là, il débite les *Commandements de la Liberté*, ce qui lui vaut l'accolade du Président et une carte d'entrée. Après lui, on entend un membre qui s'élève avec véhémence contre la *musicadinerie*, dénonce au peuple le luxe insolent des repas et des toilettes et le ton railleur d'une Société qui semble vouloir se séparer de celle des *Sans-culottes*. Il a été couvert d'applaudissements. »

Le 8 février, c'est le jeune Bertrand qui entre en scène à son tour. Il récite les *Commandements de la République*,

1. *Compiègne et Marat*. LE GURTTEUR DU BEAUVOISIS. Beauvais 1865, p. 15, et *Notice sur le changement de nom de la Ville de Compiègne et de ses rues*. BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE, t. 1^{er}, p. 232.

et son camarade Savary lit quelques articles du Catéchisme républicain, après quoi, la Société : « Considérant que le rapprochement des mœurs religieuses avec les principes républicains ne peut que nuire à l'imagination des enfants : Arrête, qu'elle n'entendra plus à la tribune dans la bouche des enfants aucun des mots qui pourraient retracer les anciennes erreurs de fanatisme et de la superstition ».

Le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794), on avait procédé à l'épuration des membres. Quinquet qui présidait et Bertrand son beau-frère subirent naturellement cette épreuve avec avantage¹.

Tous les membres de la famille Quinquet se distinguaient d'ailleurs par leur zèle révolutionnaire. Pendant que l'un d'eux remplissait, à Soissons, les fonctions de procureur syndic, l'apothicaire de Paris faisait également parler de lui.

Voici, en effet, ce que dit dans le *Deuxième tableau des prisons de Paris sous le règne de Robespierre*, (t. II, p. 43), un détenu à la Conciergerie, qui avait été transféré dans les bâtiments de l'ancien évêché converti en hôpital :

Dès les premiers instants de mon séjour à l'hospice, on s'était occupé de former une apothicairerie. Le hasard voulut un jour que je me trouvasse sur l'escalier, à peu de distance des officiers de santé qui s'entretenaient de cet établissement. Quinquet, l'apothicaire de la maison, disoit qu'il lui manquait encore beaucoup d'objets pour le perfectionner, *mais j'espère*, ajoute-il, *qu'on guillotinerà quelques apothicaires* pour que rien n'y manque. Ce bon mot fut accueilli par des éclats de rire. Je pris ma route vers le jardin, la tristesse sur le visage et les larmes aux yeux. Quelques détenus m'abordèrent et me demandèrent le sujet de ma tristesse. Je leur fis part, en frémissant, de ce que je venois d'entendre ; ils reculèrent d'horreur².

1. Voir aux *Pièces justificatives* le procès-verbal de cette séance.

2. *L'Hospice de l'Evêché* avait alors à sa tête, un nommé Enguchard, qui, selon le même détenu, avait été chassé de plusieurs hôpitaux, et notamment de celui de Compiègne. « Sa figure, ses manières de se coiffer, son maintien, tout, aux moustaches près, annonce, dit-il, un de ces hussards qu'on expose quelquefois sur nos théâtres à la récréation publique (p. 36).

Nous avons dit plus haut que Bertrand avait été *agent national* du district. Cette situation, où il prit comme secrétaire son beau-frère, Charles-Arnoulph Quinquet, lui permit de se livrer chaque jour à une correspondance échevelée dans laquelle il donne libre carrière à son *pathos* ultra-patriotique.

On peut en juger par la lettre suivante, qu'il adressait le 1^{er} germinal (21 mars (1794), à la Convention nationale et dans laquelle il s'exprime ainsi :

Déjà l'idole de la superstition était ensevelie sous les ruines du fanatisme : déjà le flambeau de la raison avait éclairé notre commune ; déjà les cœurs ne reconnaissaient d'autre culte que celui de la liberté ; mais la trompette n'avait pas encore sonné et la Convention ignorait que les citoyens de Compiègne, déchirant le voile dont les imposteurs environnaient la crédulité des peuples, avaient abjuré le culte du mensonge et répudié jusqu'au nom de patrie.

Une adresse, signée de plus de deux mille pétitionnaires, envoyée à Dumont, représentant du peuple en mission dans le département de l'Oise, a manifesté le vœu unanime de notre commune. Cette déclaration nous prouve le bénéfice des décrets qui accordent aux municipalités qui ont renoncé au culte catholique la puissance des presbytères et des églises délaissés.

Il est doux pour l'agent national d'être auprès de la Convention l'interprète de ses concitoyens, surtout quand ils marchent à la lueur du flambeau que le patriotisme des événements a su allumer.

Auparavant, il avait écrit, le 9 ventôse (27 février 1794), au Comité de Salut public du district pour lui rendre compte d'une tournée qu'il avait faite aux environs de Compiègne, et il constatait avec une douce satisfaction que « l'union parfaite régnait dans la majeure partie des communes. »

Mais, ajoutait-il, dans deux municipalités seulement, j'ai eu l'âme navrée, et il en coûte à mon cœur de vous présenter le groupe hideux de deux communes, à qui leur conduite ne permet pas de figurer dans ce tableau touchant de communes patriotes :

A Mélicocq, commune voisine du district de Noyon, j'ai eu

la douleur de ne pouvoir rassembler le peuple ; en vain on battit la caisse ; en vain la cloche se fit entendre, personne ne parut ; c'était cependant un jour de décadi et chacun était au travail ; ces animaux stupides, qui accouraient en foule à la voix d'un charlatan vêtu de noir, furent sourds à l'invitation paternelle de l'organe de la loi. Je dressai procès-verbal de leur indocilité et je me promis de retourner les mettre à la raison, appuyé par un détachement de dragons...

C'est de cette façon que Bertrand comprenait la fraternité. Le 30 ventôse (20 mars 1794), il écrit de nouveau au représentant du peuple :

L'hydre du royalisme a donc encore une tête ; il la tenait cachée dans le borborygme fangeux des conjurations ; il devait la lever au signal donné par le coassement des crapauds qui, du fond du marais, avaient essayé de franchir la montagne ; mais le Comité de Salut public veillait ; son œil perçant a découvert le mouvement de ce monstre infernal ; il a bandé son arc, la flèche va partir, le monstre sera terrassé...

Restez à votre poste, législateurs, veillez au salut de la Patrie ; les destinées de la République sont entre vos mains ; n'est-ce pas le garant de notre bonheur ?

Et toi, Montagne sainte, ne crains rien ; le vent a soufflé ; la mer s'est agitée, la tempête s'est déclarée, mais les flots sont venus s'amortir au pied du rocher.

Au retour de chacune de ces expéditions dans les communes du district, Bertrand ne manquait pas de raconter à la Société populaire le moindre des incidents dont il avait pu être le témoin. C'est ainsi que le 6 germinal (26 mars 1794), le procès verbal relate ce qui suit :

La séance est ouverte par la lecture du procès verbal ; la rédaction est adoptée ; sauf à insérer au procès-verbal de cette séance la réponse ingénue de la jeune Thérèse d'Antheuil. Boullée en arrivant dans cette commune, s'aperçut que les petites filles étaient endimanchées (vieux style) et croit voir la superstition régner encore ; il appelle la jeune Thérèse et lui demande si l'on fête encore le dimanche ? Oh non ! citoyen Boullée, mais on nous a dit que vous veniez avec le citoyen Bertrand nous prêcher le patriotisme et nous avons mis nos plus beaux habits.

Bertrand ne se contentait pas de promener partout sa faconde révolutionnaire, il inondait, comme agent national du District, toutes les communes environnantes, de sa prose. Ainsi, le 12 germinal (1^{er} avril 1794), il leur adressait une circulaire commençant par ces mots :

Magistrats du peuple,

Encore une fois, la Patrie vient d'être sauvée ! (il faisait allusion à l'arrestation de Danton, de Camille Desmoulins, de Fabre d'Eglantine et autres) ; des complots liberticides ont été déjoués ; les têtes coupables sont tombées sous la hache nationale ; malheur aux conspirateurs ! l'œil de la Convention nationale est ouvert, il veille sur les destinées de la République ; elle triomphe en dépit de la malveillance et des tyrans coalisés...

Le fanatisme a déjà fui plusieurs communes patriotes ; son œil louche n'a pu souffrir les lumières de la Raison ; il est allé se cacher dans les cavernes ténébreuses où la sottise et l'ignorance vont consulter encore les oracles mensongers. Ne craignez rien, citoyens magistrats, armez-vous du flambeau de la Raison, courez dans ces repaires obscurs ; les hiboux sinistres qui y seront retirés agiteront leurs ailes, mais elles viendront se brûler au feu de votre patriotisme.

Et toujours sur le même ton, il recommande aux magistrats municipaux de veiller à ce qu'on ne travaille pas les *décadés*, jours de repos décrété par la loi, et il les invite à établir pour chacun de ces jours, des amusements publics et des danses patriotiques où les jeunes gens apprendront en s'entremêlant, combien sont précieux les liens de la fraternité. Puis il termine ainsi :

Il est une négligence coupable que j'ai remarquée avec peine dans la plupart des communes que j'ai parcourues. Les citoyennes négligent de porter la cocarde nationale. Rougiraient-elles de se montrer patriotes ? Ignorent-elles que ce signe auguste de notre Révolution sert d'étendard à nos braves défenseurs ? Ignorent-elles que c'est le point de ralliement de tous les patriotes ? Ignorent-elles que la Convention a décrété les peines les plus sévères contre ceux qui n'en seraient pas décorés ? C'est à vous, citoyens magistrats, qu'est confiée cette surveillance. Vous êtes responsables de l'exécution de cette loi : c'est à vous qu'on en demandera compte...

Cependant, malgré ces appels réitérés, le zèle patriotique se ralentissait à vue d'œil. Les membres de la Société populaire commençaient à être fatigués de tant de déclamations et le 6 floréal (25 avril 1794) un d'entre eux s'indignait du petit nombre de sociétaires et de citoyens qui se trouvent dans la salle. Bertrand qui préside, s'élançant alors à la tribune, s'étend sur l'importance de la Société populaire, et conclut à la nécessité de s'y rendre.

Le 12 messidor (30 juin 1794) il recevait et s'empressait de faire exécuter la lettre suivante :

Citoyen Collègue,

D'après la lettre qui m'a été adressée par le Comité de salut public, je t'invite et requiers de t'assurer par tous les moyens possibles qu'il ne reste plus dans la commune aucun des signes de la royauté, du despotisme et de la féodalité. Les traces même que la sculpture a pu laisser sur les murailles doivent être couvertes d'une couleur rembrunie qui rende le tout uniforme ; enfin il faut que ces signes soient enlevés de manière à ce qu'on ne puisse même soupçonner qu'ils aient existé.

Salut et fraternité.

Ces recommandations expliquent suffisamment les mutilations à jamais regrettables dont ont été l'objet la plupart de nos monuments publics.

Dans la séance de la Société populaire du 25 mai 1794, présidée par Mosnier le maître de pension, il est donné lecture du rapport de Barrère, relatif à l'attentat de Ladmiral. « Tous les assistants, sans distinction d'âge ou de sexe, ont, dit le procès-verbal, frémi d'horreur au récit des dangers auxquels les deux représentants du peuple Collot-d'Herbois et Robespierre ont été exposés et dont Collot surtout n'est échappé que par le génie tutélaire qui veille sur les destins de la République.

« Aussitôt un membre du Comité de correspondance (c'était Bertrand) monte à la tribune, y fait un discours plein d'énergie. Son âme s'enflamme au récit qui l'occupe ; les sensations qu'il éprouve sont trop fortes pour les rendre dans leur pureté ; l'expression lui manque et prouve à ses frères qu'il est, en effet, des moments où toutes les facultés

de l'âme se bornent à sentir ; mais son but est connu ; il demande que quatre lettres soient à l'instant écrites, l'une à la Convention, une à chaque représentant, Collot-d'Herbois et Robespierre, et l'autre à la *Société-Mère*. »

Cette motion est vivement appuyée par tous les membres, et sans la mettre aux voix, quatre rédacteurs, savoir : Bertrand, Scellier, Chambon et Quinquet jeune, sont à l'instant nommés par le Président et invités à se rendre au Comité de correspondance pour en faire le projet et le rapport, séance tenante.

De son côté, le Comité de surveillance, dans sa séance du lendemain 26 mai, décidait « qu'il serait écrit à la Convention nationale pour lui témoigner sa satisfaction vive et républicaine de ce que Robespierre et Collot-d'Herbois, deux de ses membres, aient échappé au fer assassin de l'horrible et criminel Admiral et de ce que ce monstre hideux et infernal soit maintenant sous le glaive de la justice, et enfin du décret en faveur du républicain Geffroy Serrurier, qui a volontiers exposé ses jours pour sauver ceux de deux représentants du peuple bien chers aux patriotes. »

Le Comité de Salut public ne voulut pas, lui aussi, rester en arrière, et le même jour, il adressait à la Convention une longue lettre qui se termine ainsi : « Notre sang, nos bras sont à vous ; nos corps, au premier signal, vous serviront de rempart contre les traits envenimés de la scélératesse. Continuez à élever hardiment l'édifice de notre bonheur. En poser la dernière pierre, ce sera le comble de votre gloire et le plus beau titre à la reconnaissance du peuple français, à celle de la postérité. »

Le 25 prairial an II (13 juin 1794), le Comité de Surveillance s'indignait à propos d'une étoffe sur laquelle on remarquait des fleurs de lys. Voici en quels termes, le procès-verbal rapporte cet incident :

Un membre ayant représenté que, depuis environ un mois, il existe dans le lieu des séances du Comité une housse de lit de damas rouge tout *maculé* de fleurs de lys dans le moiré ; que cette pièce, vendue publiquement dans le cy-devant hôtel des affaires étrangères et rapporté au Comité par l'adjudicataire

Belmont, offense les yeux républicains ; que, vainement, il en a été parlé à l'administration du District, qui ne prit aucun parti à ce sujet ; qu'il est temps enfin de faire disparaître du lieu des séances d'une autorité constituée, un meuble dont le tissu féodal ne peut que blesser la vue des membres qui la composent ; qu'enfin, aux termes de la loi, tout signe de féodalité doit être détruit et que cette housse de lit doit être livrée aux flammes. »

L'affaire mise en délibération :

Le Comité a arrêté que l'Administration sera sur le champ invitée à faire enlever du lieu de ses séances la housse de damas rouge toute tissée de fleurs de lys y déposée par le citoyen Belmont, faute de quoi faire, que la dite housse sera demain, heure de midi, portée sur la place de la Loi, pour, conformément au décret, y être brûlée et réduite en cendres.

Nous n'avons trouvé aucun procès verbal de cette exécution.

Quant à Bertrand, il continuait comme agent national, une véritable croisade contre tout ce qui conservait le parfum de l'ancien régime. Aussi, le 8 messidor (26 juin 1794) il adressait à la municipalité de Canly, la lettre suivante :

Je suis informé que dans l'étendue de votre commune, il existe une rue qui porte le nom de rue du Roi. Des républicains frémissent toujours lorsque quelque chose leur rappelle le souvenir de la tyrannie. Je vous invite donc à faire disparaître cette inscription odieuse et à y substituer celle de *rue de la République*.

En même temps, il écrivait à l'agent national de la commune de Monchy :

Je me suis aperçu, citoyen, que sur la montagne, près le grand chemin de Compiègne à Cuvilly, il existait toujours une ci-devant chapelle portant encore l'enseigne de fanatisme. Je t'invite à me faire passer sans délai, les détails sur cette ci-devant chapelle, à qui elle appartenait, quels sont ses revenus et si quelque citoyen veut en faire l'acquisition. Tu feras préalablement disparaître de dessus les clochers la croix qui semble encore insulter le culte de l'Être suprême, qui ne veut être honoré que par le cœur des citoyens vertueux.

Deux jours auparavant, c'était à Isoré qu'il s'adressait, et il terminait ainsi :

Représentant du peuple,

Les Sans-Culottes que tu connais ici, me chargent de les rappeler à ton souvenir. Ma citoyenne te salue.

Le 29 messidor, an II (17 juillet 1794), nouvelle lettre dans le même ton, au président de la Convention nationale :

Je fais vendre, en ce moment, écrivait il, les meubles et effets d'une vieille citoyenne qui, parmi ses héritiers, laisse un émigré.

Nous venons de trouver dans un vieux coffret qu'on exposait en vente, l'insigne d'un ordre dont personne ne se souvient plus ici, où l'on n'en a que trop vu cependant. On appela cela autrefois un Saint-Esprit... *Un Saint-Esprit!* il a trop fait faire de sottises, il a causé trop de maux... Au creuset vengeur!...

Je te l'envoie, citoyen président, et je profite de cette circonstance pour t'inviter à assurer la Convention que le district de Compiègne n'a point cessé et ne cessera jamais d'abhorrer les tyrans et de chérir la liberté.

Le 8 thermidor, nouvelle lettre de Bertrand au président de la Convention :

En faisant l'inventaire de Papillon La Ferté, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, nous avons trouvé au fond d'une boîte de télescope, une croix de Saint-Louis. C'était sûrement la récompense que le tyran accordait aux agents de ses plaisirs. Ils devaient être bien honorés, ces vils courtisans, de se voir assimilés à de braves militaires.

Devaient-ils s'attendre que le boudoir de Vénus deviendrait pour eux l'école de Mars. Je crois devoir en faire hommage à la Convention pour prouver à la République à quel usage on consacrait les décorations militaires.

Quelques jours auparavant, à la séance de la Société populaire du 19 juillet 1794, une jeune citoyenne de l'hôpital était montée à la tribune, et là, dit le procès-verbal, « elle y prononça un discours dialogué où elle développa d'une manière simple, claire et à la portée de ses jeunes élèves présentes à la séance, la fausseté et l'illusion de ce

qu'on appelait autrefois : vertus théologiques, catéchisme et tout l'ancien galimatias. Elle caractérisa la vraie vertu, qui consiste à la soumission et à l'obéissance aux lois, ainsi qu'aux autorités qui en sont les organes, au respect envers les parents, sensibilité pour tous, et principalement pour le malheur, sans espérer d'autre récompense que le plaisir d'avoir bien fait ; au pardon envers nos ennemis personnels. Car pour ceux de la Patrie, c'est une haine éternelle, un combat à mort ; elle parla ensuite de ces êtres énigmatiques et indéfinissables, des ci-devant prêtres, de la conduite à tenir avec eux, ce qui amena une dissertation sur le déjeuner d'Ezéchiël, seule nourriture qui paraît à cette citoyenne digne de leur charlatanisme et de leur imposture. »

On était, comme on le voit, à l'apogée des idées révolutionnaires et leur manifestation se produisait de la façon la plus singulière ; mais bientôt tout va changer de face. Il suffira d'un coup de vent pour retourner les têtes absolument comme autant de girouettes.

En effet, tout ceci se passait en thermidor (juillet 1794). Or, chacun sait le sort que Robespierre subit le 9 du dit mois. Aussitôt que la nouvelle de sa chute fut parvenue à Compiègne, la Société populaire, qui, deux mois auparavant, ne trouvait pas d'expressions assez vives en sa faveur, se réunit extraordinairement et, d'après le procès-verbal lui-même, manifesta la plus vive indignation en apprenant les crimes horribles de Robespierre, Saint-Just, Lebas et de leurs complices. « De plus, il a été arrêté que la motion : *Neuf Thermidor*, l'an 2^e de la République française une et indivisible, serait sur le champ, à la diligence des secrétaires, écrite sur la salle, comme une des époques les plus mémorables de la Révolution. »

Puis, le 6 août (19 thermidor), quand on apprit la condamnation de ceux-là même qu'ils avaient tant de fois qualifiés de grands patriotes, les membres de la Société applaudirent au supplice de celui qu'ils appelaient désormais *Néron*, *Caligula*, *Héliogabale*, *Robespierre* et de ses complices.

Cette nouvelle attitude donna à réfléchir à Bertrand. Il comprit que, pour lui aussi, les beaux jours étaient

passés et que sa présence à Compiègne ne pouvait que l'exposer à de tristes mésaventures. Aussi s'empressa-t-il d'abdiquer l'autorité populaire dont il s'était affublé et alla se réfugier à Paris, laissant pour diriger sa maison, sa femme et ses enfants. Bien lui en prit, car il fut désigné parmi les terroristes contre lesquels fut votée la loi du 24 germinal an III (10 avril 1795), qui prescrivait de désarmer sans délai « les hommes connus comme ayant participé aux horreurs commises sous la tyrannie qui avait précédé le 8 thermidor ». Mais, lorsque les membres du Conseil général de la Commune de Compiègne se présentèrent chez lui le 2 floréal (21 avril) suivant, tout se borna à la saisie d'une vieille lame d'épée à manche de bois.

Quant à sa famille, ne se croyant pas en sûreté, elle le rejoignit¹, et le 10 germinal an III (30 mars 1795), il adressait au même Conseil général ses remerciements de la protection qu'il avait accordée à sa femme et à ses propriétés ; quelque temps auparavant, le 21 ventôse (11 mars 1795), il avait écrit au *citoyen Rudet, agent national de la commune de Compiègne*, pour l'informer qu'il avait donné sa démission de *Suppléant de représentant du peuple*².

Parvenu à Paris, Bertrand Quinquet se créa une position qui lui permit de vivre, lui et les siens. Il commença, ainsi qu'on l'a déjà vu au début de cette notice, par céder son établissement de Compiègne à son beau-frère, Robert Simon Quinquet, l'ancien moine défroqué, qui avait épousé Jeanne-Victoire Charlot, fille d'un employé au recouvrement des impositions à Compiègne, et qui ayant divorcé avec elle l'année suivante (13 fructidor an III), la *reépousa* le 9 germinal an IV, comme nous l'avons déjà dit³.

1. Voir aux *Pièces justificatives* les n^{os} IV, V, VI.

2. La *Revue des Autographes* du mois d'avril 1899, annonçait sous le n^o 224 cette lettre qui depuis a été vendue à un collectionneur américain.

3. Un petit livre intitulé *Pensées chrétiennes pour tous les jours du mois*, publié en 1797, porte la mention suivante : « A Compiègne, chez Quinquet Charlot, imprimeur-libraire, Place de la Loi. »

Voici l'acte de célébration de ce second mariage :

« Cejourd'hui neuf germinal 4^e année républicaine à neuf heures du soir, par devant moi Jean-Claude Mosnier, administrateur municipal du canton de Compiègne, en l'absence de Marc-Jacques-Joseph

Une fois cette cession faite, Bertrand acheta moyennant 3,000 francs, le 24 pluviôse an IV (13 février 1796), une imprimerie que dirigeait à Paris, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 35 d'alors, un nommé Siret, et pour l'exploitation de laquelle il s'adjoignit son fils aîné.

C'est en cette qualité qu'en fructidor an VII (septembre 1799) Bertrand père et fils envoyèrent à la municipalité

Demeaux, officier de la commune de Compiègne, sont comparus pour contracter mariage: Robert Simon Quinquet, marchand, âgé de 47 ans, demeurant Place du 10 août, divorcé de Jeanne-Victoire Charlot d'une part, et Jeanne-Victoire Charlot, âgée de 31 ans, demeurant rue de la Révolution, femme divorcée dudit Quinquet d'autre part; lesquels étaient accompagnés des citoyens François Jean Nicolas Quinquet, commissaire du pouvoir exécutif, âgé de 41 ans, demeurant rue de la Convention; Jean-Baptiste-Louis Mosnier, instituteur, âgé de 24 ans, demeurant rue des Lombards, le premier frère et le second ami du futur. Jean-Baptiste-Laurent Charlot, horloger, âgé 32 ans, demeurant Place aux Herbes, et Jean-Éloy Leradde, horloger, âgé de 24 ans, demeurant rue de l'Etoile, le premier frère et le second cousin de la future: Moi susdit Mosnier après avoir fait lecture en présence des parties et des susdits témoins: 1° De l'extrait de naissance de Robert-Simon Quinquet en date du quatre avril 1749, qui constate qu'il est né en la cy devant paroisse de Notre-Dame-des-Vignes de Soissons du légitime mariage de Antoine Quinquet et de Marie-Elisabeth Daversin; 2° de l'extrait de naissance de Jeanne-Victoire Charlot en date du 4 février 1765, par lequel il appert qu'elle est née en la cy devant paroisse de Saint-Jacques de Compiègne du légitime mariage de Jean-Baptiste Charlot et de Marie-Anne Mognon; 3° d'un extrait d'acte de divorce en date du 13 fructidor an 3 de la République française portant que le mariage entre Robert-Simon Quinquet et Jeanne-Victoire Charlot contracté en la maison commune de Compiègne le 4 thermidor 2^e année est dissous; 4° de l'acte de publication du mariage entre les dits futurs conjoints, dressé par moi Mosnier le 3 germinal présent mois, publié et affiché le même jour à l'heure de midi à la porte extérieure de l'administration municipale du canton de Compiègne.

Après aussi que Robert-Simon Quinquet et Jeanne-Victoire Charlot ont eu déclaré à haute voix se prendre mutuellement pour époux, j'ai prononcé au nom de la loi que Robert-Simon Quinquet et Jeanne-Victoire Charlot sont unis par le mariage et j'ai dressé le premier acte que les parties et les témoins ont signé avec moi. Fait au lieu des séances de l'administration municipale du canton de Compiègne les jour, mois et an susdits.

Signé : QUINQUET, JEANNE-VICTOIRE CHARLOT, CHARLOT, LERADDE fils, F.-J.-N. QUINQUET, MOSNIER, Th. MOSNIER.

de Compiègne, un superbe exemplaire de la *Constitution Française* de l'an III¹, qui figure encore aujourd'hui dans la *Bibliothèque municipale*. Comme on le voit, les actes de l'ancien *terroriste* étaient oubliés.

Antérieurement, il avait composé le *Traité de l'Imprimerie* qui fut publié en l'an VII (1799) et qui, sous le titre de *l'Art de l'Imprimeur*, forma le 20^e volume de l'édition in-4^e parue à Neufchatel, des *Descriptions des Arts et Métiers*, ouvrage assez médiocre qui, suivant Ch. Brainne, fourmillait de fautes.

Déjà, quand il était à Compiègne, Bertrand-Quinquet avait fait paraître en 1785 entre autres livres une *Grammaire latine* dont il passa pour être l'auteur, mais qu'en réalité il n'avait fait que remanier. Le titre portait, en effet: *Grammaire latine MISE AU JOUR par M. Bertrand, imprimeur du roi à Compiègne*. Et dans les *Affiches du Beauvaisis* du 16 juillet

1. Extrait du procès-verbal de la séance de l'*Administration municipale* du 18 fructidor an VII (4 septembre 1799).

Séance extraordinaire du 18 fructidor an VII de la République française :

L'Administration municipale s'étant assemblée avant la célébration de la fête du 18 fructidor, est entré le citoyen Carbon, administrateur forestier, domicilié à Compiègne, *Place de la loi*, lequel a remis sur le Bureau un superbe exemplaire de la *Constitution Française de l'an III*, sur beau papier velin, relié en maroquin, doré sur tranche, avec filets et dentelles, et a déclaré être chargé spécialement par les citoyens Bertrand-Quinquet père et fils, natifs de Compiègne, *imprimeurs à Paris*, rue *Germain-l'Auxerrois*, d'en faire hommage à la commune de Compiègne, à laquelle ledit exemplaire était particulièrement destiné.

L'Administration municipale accepte avec reconnaissance ce magnifique présent fait à la commune de Compiègne par les citoyens Bertrand-Quinquet comme une nouvelle preuve des sentiments distingués du patriotisme ardent qu'ils ont constamment manifesté depuis le commencement de la Révolution, et sur ce, le commissaire du Directoire exécutif entendu :

Arrête qu'il en sera fait mention honorable au registre de ses délibérations dans le procès-verbal de ce jour et qu'incessamment il sera adressé au nom de la commune de Compiègne une lettre de félicitation et de remerciements aux citoyens Bertrand-Quinquet père et fils. (*Archives municip.*)

Signé : MOSNIER, Président, DE MEAUX, DECANLERS, LALOUETTE, LAY, MOTEL, FOURNIER, BLANCHARD, SEGRET.

1786, cette publication était l'objet de l'appréciation suivante : « Nous désirions donner à nos lecteurs une analyse succincte de cet ouvrage, mais comme il paraît sous le nom de notre imprimeur, ce que nous pourrions en dire, serait peut-être suspect; nous nous contenterons de prier les instituteurs publics et particuliers d'examiner cette grammaire et de nous faire passer leurs observations. Nous les mettrons sous les yeux du public afin qu'il puisse s'assurer si les *auteur et éditeur* ont évité les fautes que l'on reproche avec raison aux ouvrages de ce genre connus jusqu'à ce jour. »

Ces mots : « *auteur et éditeur*, » prouvent suffisamment que cette *grammaire latine* n'est pas l'œuvre exclusive de Bertrand.

Vers la fin de l'année 1801, il maria son fils Charles avec une demoiselle Pottier, et lui constitua en dot son imprimerie qui fut transférée rue Galande n° 56, puis rue de la Parcheminerie n° 2 où Bertrand-Pottier s'associa avec Félix Bertrand jusqu'en 1810, époque à laquelle Bertrand-Pottier resta seul titulaire du fonds jusqu'en 1814. Quand à Bertrand-Quinquet, il s'était déjà, depuis quelque temps, ménagé une position dans l'administration, et, après avoir travaillé dans les bureaux de la liquidation générale, d'où il passa dans ceux du bureau Central, il entra dans le service de la police, oubliant ainsi ses serments en faveur de la liberté. C'est ainsi qu'à partir de 1802, on le trouve chef de la 1^{re} division intérieure touchant un fort beau traitement, et en bon parent, il avait trouvé moyen d'y faire entrer l'un de ses beaux-frères, car dans l'acte de mariage de Charles Bertrand on voit figurer comme témoin le célèbre pharmacien Antoine-Arnoulph Quinquet, puis son frère Armand Quinquet, herboriste à Paris, et Jean-François-Nicolas Quinquet, *employé à la Préfecture de police*.

« Connaissant tout Paris et connu de tout Paris, écrit M. Victor Tremblay, Bertrand dirigea la police pendant plusieurs années du règne de Bonaparte et se tira fort bien d'affaires dans des circonstances difficiles. » C'est lui qui, à ce qu'il paraît, fit subir le premier interrogatoire à Georges Cadoudal. Ces fonctions, écrit Escuyer, lui procurèrent plu-

sieurs fois l'occasion de rendre des services importants à plusieurs habitants de Compiègne et on peut lui rendre ce témoignage que nul d'entre eux ne réclama en vain son appui¹. »

Nous avons, du reste, sur Bertrand, quelques détails qui nous le font connaître à plusieurs points de vue, et qui présentent dès lors à nos yeux, un intérêt particulier. Ils émanent de Charles Nodier, qui rend compte ainsi de son séjour au *Dépôt de la Préfecture*, où il avait été conduit à la suite de son arrestation.

« Le quinzième jour, je m'assis sur un siège un peu plus comode; on m'interrogeait et mon interrogateur était ce M. Bertrand, chef de la première division de la police, homme très massif de formes et très délié d'esprit, presque borgne, tout à fait boiteux, et dont l'aspect n'avait rien de séduisant, ni dans l'ensemble ni dans les détails. C'était un ancien imprimeur-libraire à Compiègne qui avait l'érudition de son état, l'expérience de son temps, et deux choses avec lesquelles on arrive à tout à Paris, de la souplesse et du savoir-faire; homme de meilleure composition d'ailleurs qu'on ne l'a dit, pour cette convée d'enfants mutins qu'on épouvantait de son nom comme celui de l'ogre et très disposé à ne faire de mal à personne, quand il pouvait s'en dispenser sans nuire à son crédit². »

Toute la vie de Bertrand se résume dans cette dernière phrase. Ajoutons qu'au point de vue physique, il n'avait rien d'attrayant, car outre sa boiterie et son œil borgne, il était marqué de la petite vérole ainsi que le constate le passeport qui lui était délivré le 26 mai 1792.

Quoi qu'il en soit, il demeura chef de la 1^{re} division de la Police jusqu'au 12 juin 1808, jour où il mourut, après avoir épousé en secondes noces, peu de temps auparavant, Marie-Anne Choin, veuve de Beau-Edme Hureau. Sa première femme, Marie-Victoire Quinquet, était morte au mois de janvier 1804³.

1. Manuscrit Escuyer, t. VI, p. 198 (*Bibliothèque municipale*).

2. *Souvenirs, épisodes et portraits*, t. 2, p. 50.

3. Voici, d'après une note émanée de la Préfecture de police, les

Tel fut l'homme qui, pendant les mauvais jours de la Révolution, joua un rôle prépondérant à Compiègne. Son souvenir y est presque tout à fait éteint, mais, au point de vue de l'histoire locale, il y avait un certain intérêt à le faire renaître, au moins en partie ; c'est ce que nous nous sommes efforcé de faire.

traitements successifs que Bertrand toucha pendant qu'il fut en fonctions :

An XI (1802).

Bertrand, chef de la 1^{re} Division intérieure, 6,000 francs, avec indemnité supplémentaire de 1.500 francs.

An XII (1803).

Bertrand, chef de la 1^{re} Division, 6.000 francs, porté à 8.000 francs, à compter du 1^{er} thermidor an XII (20 juillet 1804).

An XIII (1804).

Bertrand, chef de la 1^{re} Division intérieure, 8,000 francs.

An XIV (1805 et 1806).

Bertrand, chef de la 1^{re} Division intérieure, 8.000 francs.

Année 1807.

Bertrand, chef de la 1^{re} Division intérieure, 8.000 francs.

Bertrand, chef de la 1^{re} Division intérieure, 8.000 francs, arrêté du 23 novembre 1807. Décédé le 12 juin 1808, remplacé le 13 suivant par M. Boucheseiche.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

**Assemblée électorale du département de l'Oise
tenue à Chaumont-en-Vexin pour la nomination
de Députés à la Convention.**

Extrait du Procès-Verbal du Dimanche 2 Septembre 1792.

M. Danjou, électeur de Beauvais, a obtenu la pluralité relative pour la place de secrétaire.

M. Bertrand, électeur de Compiègne, ayant obtenu le plus grand nombre de voix après M. Danjou, a été nommé *vice-secrétaire*.

Séance du Mardi 4 Septembre.

L'appel pour la nomination du 6^e député à la Convention a été repris.

Le premier tour n'a pas produit de majorité absolue.

A ce moment, M. Bertrand, secrétaire-suppléant, ayant remarqué qu'au premier tour d'appel, il avait obtenu un nombre considérable de suffrages, a demandé la parole pour remercier ceux qui les lui avoient donné et exprimer à l'Assemblée l'impossibilité où il seroit d'accepter cet honneur pour des motifs dignes de sa considération. Il la prie de fixer un moment son attention sur une mère, une épouse et des enfans qui tenoient de lui leur subsistance et il a présenté en même temps l'assurance de son dévouement patriotique.

L'Assemblée n'a pas pu s'empêcher de partager l'émotion attendrissante que M. Bertrand ressentait et elle a arrêté par acclamation que mention honorable seroit faite dans son procès-verbal des motifs intéressans d'une excuse si légitime.

Le second tour de scrutin a été repris et sur 432 votans, 279 suffrages, faisant la majorité absolue, se sont réunis sur M. Anacharsis Clootz, qui a été proclamé 6^e député de la Convention Nationale.

Séance du Jeudi 6 Septembre.

On est passé à la nomination du quatrième et dernier suppléant à la Convention Nationale. Il étoit depuis longtems dans le cœur de tous les électeurs de l'Assemblée électorale de donner à l'un d'eux une preuve distinguée de leur estime et de leur confiance. Une voix unanime s'est fait entendre et vouloit le nommer par acclamation. Il a été représenté que cette nomination pourroit paroître illégale. Jaloux que le choix d'un aussi bon citoyen ne pût souffrir aucune difficulté, même de forme, les électeurs ont procédé de suite à l'appel. Chacun s'est empressé de donner son suffrage et bientôt le citoyen a été porté à la majorité absolue de 315 voix quatrième suppléant. Des électeurs restoient dont le nom n'avoit pas encore été appelé. Ils en ont réclamé la jouissance en faveur de leur ami à tous. Et l'appel terminé, d'après les résultats, il appert que Louis-Jacques-François de Paul Bertrand, électeur du district de Compiègne, ayant réuni 356 suffrages sur 357 votans, c'est à dire la totalité des suffrages à l'exception du sien, est élu quatrième suppléant à la Convention Nationale et M. le Président l'a de suite proclamé.

Ce citoyen a monté à la tribune, a adressé à l'Assemblée ses remerciemens; pénétré de reconnaissance pour les faveurs honorables dont elle vient de le combler, il a juré d'en conserver toute la vie le plus cher souvenir; il a dit qu'elles lui étoient d'autant plus précieuses qu'elles alloient faire le bonheur, la consolation et la joie de sa mère, de son épouse et de ses enfans; qu'il n'avoit qu'un moyen de reconnoître tant de bontés, c'étoit de travailler sans cesse à s'en rendre plus digne¹.

II

Certificat de Civisme délivré à Bertrand-Quinquet.

(Extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil général
du district de Compiègne.)

Séance du 9 frimaire an II (29 novembre 1793.)

Nous membres composant le Conseil général de la commune
de Compiègne, soussignés,

1. Archives du département de l'Oise. — SÉRIE L.

Attestons que le citoyen Louis-Jacques-François-de-Paul Bertrand, procureur-syndic du district, domicilié en cette commune depuis 38 ans, s'est montré bon patriote depuis 1789, ami de la Liberté et de l'Égalité, et parfaitement attaché à l'unité et à l'indivisibilité de la République.

En fin de quoi le présent lui a été délivré.....

Signé : BEAUGRAND, *Procureur de la Commune*, GODARD, POULAIN, BERGER, DESMOULIN, DECROUY, BOISSEL, DESMAREST, SOMMEVERT, BOUCHON, VÉRON, SONVAL, SCELLIER, *Maire*.

(Archives municipales.)

III

Société populaire de Compiègne.

Présidence d'André DUMONT.

Séance du 2 pluviôse an II (21 janvier 1794.)

(Procès-verbal rédigé par Bertrand-Quinquet, *agent national*.)

L'an second de la République française une et indivisible, invincible et impérissable, les citoyens de *Marat-sur-Oise*¹ ci-devant Compiègne, convoqués en la manière accoutumée par ordre du citoyen *Pioche* Dumont, représentant du peuple en mission dans les départements de l'Oise et de l'Aisne² pour l'épuration des membres composant les autorités constituées, tribunaux, et autres fonctionnaires publics, se sont réunis en *Société populaire* à cinq heures et demie du soir.

La séance a été ouverte par le représentant du peuple qui l'a présidée. Il a rappelé aux citoyens qu'ils devoient apporter la

1. Le 18 novembre 1793, la *Société des Amis de la République*, avait demandé que le nom de la ville de Compiègne fût changé en celui de *Marat-sur Oise*.

Malgré les démarches faites à cet égard auprès de la *Convention*, cette motion que Bertrand-Quinquet s'était empressé de consacrer, ne fut pas accueillie.

2. Le calendrier républicain avait substitué le mot *Pioche* au nom de Saint-André, qui figure dans le calendrier grégorien au 30 novembre.

plus sérieuse attention dans une opération de cette importance ; qu'elle n'intéressât le bonheur public ; que des républicains devaient franchement émettre leur opinion sur le compte des fonctionnaires publics, déclarer s'ils ont ou n'ont pas la confiance générale, mais éloigner surtout des sentiments de haine ou d'affection. Il a annoncé de suite que l'opération allait commencer et que l'agent national provisoire du district rempliroit les fonctions de secrétaire dans l'Assemblée.

Et à l'instant sont montés tour à tour à la tribune :

ADMINISTRATEURS DU DISTRICT

Quinquet, président	}	Épurés sans réclamations.
Sivé		
Bertin		
Alix		
Normand		
Lefèvre		
Mottet...		
Wacquant.		
Lambin		
Thirial	}	
Debacq		
Prache, absent et rejeté par l'épuremeut de son corps.		
Decrouy, receveur du district	}	Épurés sans réclamations.
Pacquet, secrétaire à la défense de la Patrie		
Hennequin, secrétaire adjoint		
Bertrand, agent national provisoire. Épuré sans réclamations.		

MUNICIPALITÉ

Scellier, maire	}	Épurés sans réclamations.
Levacher		
Vezon, absent		
Leclerc père, absent pour maladie.		
Boissel		
Demoulins		
Courtois		
Lay		
Millet	}	

MEMBRES DE CONSEIL GÉNÉRAL

Rivierre	}	Épurés sans réclamation.
Bermont.		
Desmarest.		
Prévot		
Brachet		
Giraut		
Gay		
Royer.		
Rey		
Rudet		
Gambart		
Valet, absent en mission		
Le Breton		
Guyot.		

Grosse, membre de conseil, a été rejeté.

Herbet, agent national de la Commune, épuré sauf réclamation et par 2 épreuves.

Alors le représentant a dit que les fonctions d'un agent de district étoient d'une telle importance qu'il croyoit devoir exiger une seconde déclaration des sentiments du peuple à son égard. Il a donc demandé si M. Bertrand, agent national provisoire du district, avoit la confiance et l'estime publiques et n'avoit pas cessé de les mériter.

Un cri unanime de l'Assemblée lui a confirmé que ce fonctionnaire jouissait de l'une et l'autre.

L'épurement se continue.

TRIBUNAL JUDICIAIRE

De Moty	}	Épurés sans réclamation.
Mosnier.		
Poulain (de service à Beauvais)		
Boudin		
Delarue		
Lavallée, commissaire national		

Ce fonctionnaire a passé par la seconde épreuve, ainsi que les agents nationaux.

TRIBUNAL DE COMMERCE

Saiget.	}	Épurés sans réclamation.
Deschamps		
Caulers		
Langlois		

JUGE DE PAIX

Lemer, juge, épuré sans réclamation.
Rondel, greffier provisoire absent.

COMITÉ DE SURVEILLANCE

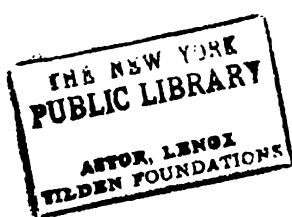
Boulée	Toussaint Leclerc . .	}	Épurés sans réclamation.
Roger	Ducrot		
Bourgeois	Pronnay		
Regnard	Desmarêts		
Trézel	Valansart.		
Baillet	Leclerc-Bonnette . .		

Le peuple, interpellé une seconde fois, de déclarer si les membres du Comité méritoient la confiance publique, a manifesté sa satisfaction par des applaudissements redoublés.

Cette opération terminée, le Représentant, dans un discours énergique et touchant, a témoigné à la commune de *Marat-sur-Oise* combien il étoit satisfait de la voir à la hauteur des circonstances ; il a applaudi à son ardent patriotisme, il a félicité les administrés et les administrateurs de l'heureuse confiance qui régnoit entre eux, et a fait sentir à ces derniers l'importance de leurs devoirs et que la récompense qu'ils en recevoient en ce jour devoient les engager à continuer et à ne jamais dévier des vrais principes.

La citoyenne Burnay, âgée de 12 ans, élevée par la citoyenne Falzerat, sa tante, a prononcé avec intelligence un discours patriotique qui a été écouté avec d'autant plus d'intérêt qu'elle y rendoit justice parfaite aux vertus comme aux talents de Dumont.

L'agent national du district a lu un prône historique en vers mêlé de chants, de la composition du citoyen Perrier, membre de la Société populaire ; il a été extrêmement applaudi par l'Assemblée et le Représentant.



Extraits du Registre des Deliberations. du Directoire du
District de Compiègne, du quatorze Septembre mil
Sept cent quatrevingt dix.

Le même agent national, au nom de tous les citoyens du ressort, a renouvelé le serment sacré des Français et présenté à André Dumont l'assurance de leur reconnaissance et de leur attachement.

Alors le Représentant, après avoir, de nouveau, témoigné sa satisfaction aux citoyens de cette commune, a levé la séance.

Dont et de tout ce que dessus a été fait le présent procès-verbal.
(*Archives municipales.*)

IV

14 VENTÔSE AN III (4 MARS 1795)

**Requête de la femme de Bertrand-Quinquet aux
citoyens maire et officiers municipaux de la Com-
mune de Compiègne.**

Citoyens,

Le mouvement insurrectionnel dont mes propriétés, mes enfants et moi ont failli être victimes et auquel nous n'avons échappé que parce que vous avez déployé avec énergie, l'autorité de la loi, me contraint d'avoir recours à vous pour éviter le retour de semblables dangers ; je dois les craindre tous, puisque des malveillants ne cessent d'ameuter le peuple au sujet des subsistances dont la pénurie, malheureusement, se fait sentir dans les districts voisins, comme dans le nôtre.

Vous avez été témoins des menaces réitérées qui ont été faites, lorsque vous avez, par votre fermeté, rendu impuissants les projets des malintentionnés. Ainsi, je n'ai d'autre garantie que la loi pour ma sûreté et celle de mes propriétés à la conservation desquelles la Nation est elle-même intéressée. Tout individu a le droit d'en provoquer l'exercice pour se mettre à l'abri des actes arbitraires qu'elle réprouve, et certes mes malheurs ne peuvent que fortifier ce droit. Ne pouvant douter que le peuple égaré par des hommes profondément pervers, se soit formée l'idée que mon mari était revenu à Compiègne, et qu'en outre, il se trouvait chez lui du bled ou de la farine, il est indispensable de faire cesser une erreur aussi dénuée de fondement et dont la propagation peut m'être funeste.

Je vous demande donc, Citoyens, de vouloir bien députer quelques-uns d'entre vous, qui seraient accompagnés des plus

acharnés parmi le peuple, afin de visiter ma maison et de rendre ensuite public le résultat de cette visite. Peut-être pourrais-je espérer après cette démarche, de jouir comme tous les autres citoyens, de la tranquillité et sûreté que la loi assurent à tous. Une malheureuse position ajoute à ma confiance dans les mesures que votre sagesse et votre amour de l'ordre, vous mettront dans le cas de prendre pour me garantir des effets cruels de la malveillance.

Signé : BERTRAND, née QUINQUET.

Compiègne, 14 ventôse an III^e de la République.

V

13 VENTÔSE AN III (3 MARS 1793)

**Procès-verbal de perquisition dans la maison
de Bertrand-Quinquet.**

En conséquence de la réquisition faite par la citoyenne Quinquet, femme Bertrand, cy devant agent national de ce district, insérée en sa missive du jour d'hyer, le citoyen maire s'est transporté accompagné de l'agent national près la commune et des citoyens Berger de Vitry et Cardon, officier municipal et membre du Conseil général de cette commune, et encore des citoyens Pierre Croiset, maçon, et Jean-Charles Dollé, briquetier, domicilié en cette commune, en la maison et domicile du dit citoyen Bertrand à l'effet d'y faire perquisition et découvrir s'il y existe des bleds et farines en grande quantité ainsi que le prétendent différentes personnes habitant cette commune.

Et arrivés et entrés en la dite maison et domicile sise place de la Loy. Et après avoir fait dans icelle et dans tous les lieux qui en dépendent ample perquisition et recherche, en présence de la dite citoyenne Quinquet, femme Bertrand, nous n'avons trouvé dans une des deux farinières qui sont placées dans un des greniers de la dite maison que l'évaluation d'un quartier de farine que la dite citoyenne Quinquet a déclaré être destinée à faire de la colle pour son état.

Et ont les dits citoyens membres signé et les dits citoyens Croiset et Dollé ont déclaré ne le pouvoir faire ne sachant pas écrire.

(Archives municipales.)

VI

18 VENTÔSE AN III (8 MARS 1795)

Lettre aux mêmes, par laquelle la femme de Bertrand-Quinquet annonce qu'elle quitte Compiègne.

Citoyens,

Pleine de confiance dans les paroles de consolation que vous m'avez adressées, comme dans les moyens d'assurance et de tranquillité que vous vous êtes empressés de présenter à mon âme effrayée, j'en aurais attendu l'effet avec cette sécurité que donne une conscience irréprochable, si j'avais pu m'isoler dans la nature. Alors le sacrifice de ma vie m'eût paru même préférable à la haine non méritée d'une partie de mes concitoyens que la malveillance se plait à égarer et que des desseins plus perfides, encore peut-être maintiennent dans l'erreur ; mais de malheureux enfants que la vengeance enveloppe dans son injuste proscription me font sentir vivement que mes jours ne m'appartiennent point, et que j'ai encore besoin de supporter le fardeau de la vie. Ces innocentes victimes n'ont d'autres ressources que dans l'existence de leur malheureux père, et de leur mère plus encore infortunée : le cri de la proscription a frappé mes oreilles et les leurs ; c'est un ordre en trait de sang, de m'exiler pour quelque temps de mes foyers, afin d'éviter un crime à mes ennemis et de conserver une mère à mes enfans. Je ne saisis pas résister à une impression aussi sacrée et aussi respectable. Ne croyez pas, Citoyens, que je doute de la vertu du peuple ; elle seule, lui appartient toute entière, mais, comme les crimes qu'il peut commettre dans son égarement ne sont pas de lui, je fuis la main isolée du méchant qui dirige ses coups, abuse de sa crédulité.

Vous me plaindrez, Citoyens ; oui, vous gémirez sur ma douloureuse situation, vous vous garderez bien, vous en qui l'humanité, en ce temps de justice, doit être la première des vertus, de blâmer une démarche qui garantit une mère à ses enfans. Vous recueillerez mon dernier vœu, et vous n'accorderez pas une stérile pitié à mes malheurs, en quittant cette ville avec mes enfans : J'y laisse une propriété dont les lois, d'une part, me garantissent, et dont l'intérêt de cette cité, d'une autre, revendique la sûreté. Je mets donc cette propriété sous la

garantie de la loi et pour vous mettre à même de l'assurer davantage, je vous demande de vouloir, le 29 du présent, dans la matinée, y faire apposer les scellés sur tous les appartements, à l'exception de l'imprimerie et des magasins, que je laisse sous votre surveillance, et autres lieux qui vous seront indiqués par le citoyen Quinquet, mon frère, que je charge de mes pouvoirs pour être présent à l'apposition des scellés et veiller particulièrement, pendant mon absence, à ce que mon imprimerie soit toujours en pleine activité, ma propriété et, par conséquent, du pain à mes enfants.

J'attendrai avec résignation, loin de mes foyers, que mes concitoyens, mieux instruits et plus éclairés sur les vues de ceux qui les égarent, plaignent mon sort et me rendent leur estime et leur attachement qu'en aucun temps et en aucune circonstance je n'ai dû perdre. Les malheurs d'une mère de famille sont respectables et, sans doute, sous ce rapport, j'obtiendrai de vous, Citoyens, justice et assistance.

Salut et fraternité,

BERTRAND, née QUINQUET.

Compiègne, 18 ventôse an III^e de la République (8 mars 1795).

(Archives municipales.)

VII

20 VENTÔSE AN 3^e (10 MARS 1795)

Extrait du Registre du bureau permanent de la Commune de Compiègne.

Le 20 ventôse an 3^e, à midi, s'est présenté le citoyen François-Jean-Nicolas Quinquet, domicilié en cette commune, rue de la Convention (*aujourd'hui rue Vivenet*), lequel a dit, qu'appelé par devoir et amitié à veiller aux intérêts de sa sœur, épouse de Bertrand, imprimeur, pendant l'absence de ces deux époux, il s'étoit aujourd'hui installé avec sa femme dans la maison habitée jadis par Bertrand.

Il a ajouté que sa démarche était motivée sur ce qu'étant possible que quelques citoyens auxquels il seroit parvenu que Bertrand et sa femme sont partis, ne se trouvent induits en erreur en s'apercevant qu'il existe toujours du monde à demeure dans l'habitation du dit Bertrand. Le déclarant espère que les officiers municipaux voudront bien dans tous les cas lui accorder

sûreté et protection et ordonner que les billets de logeurs qui seront désignés pour luy, seront à l'adresse de son domicile sus-désigné.

Et ont signé, etc., etc.

(*Archives municipales.*)

VIII

23 VENTÔSE AN III (13 MARS 1795)

Extrait du même Registre.

Le 23 ventôse an III, s'est présenté le citoyen Quinquet, lequel il y a quelques jours nous a donné avis qu'à l'absence de Bertrand et de sa femme, il établissait son domicile provisoire chez le dit Bertrand pour y surveiller l'imprimerie et a dit que de retour à son bureau, il avait trouvé chez Bertrand, sa femme et sa domestique encore tout effrayées de l'avanie que plusieurs citoyennes étoient venues leur faire dans la matinée.

Le déposant plein de confiance dans le zèle des citoyens officiers municipaux, ne croit pas nécessaire de s'étendre davantage et invite les dits magistrats du peuple de lui continuer l'assurance de la sûreté et protection qui lui a été promise et à laquelle a droit tout citoyen.

Et a signé : QUINQUET.

(*Archives municipales.*)

IX

Du mariage de Louis-Jacques-François de Paul Bertrand, imprimeur du Roi en 1778, à Compiègne ; avec Marie-Victoire Quinquet, le dit mariage célébré à Soissons au mois d'octobre 1778, sont nés :

— 25 octobre 1779. LOUIS-MARIE-CHARLES :

Parrain : Charles-Nicolas Mathieu, receveur des domaines du Roi et négociant ;

Marraine : Marie-Elisabeth Daversin, Veuve d'Antoine Quinquet, maître ès-arts et changeur pour le Roi à Soissons, aïeule maternelle.

Louis-Marie-Charles a épousé Marie-Rose-Sophie Pottier, alors qu'il était imprimeur à Paris.

— 28 décembre 1780. ELISABETH-VICTOIRE :

Parrain : Antoine-Arnoulph Quinquet, maître apothicaire ;
membre et professeur agrégé du Collège royal de pharmacie, de chimie et de physique, oncle maternel.

Marraine : Jeanne-Marguerite Meusnier, Veuve de Louis Bertrand, libraire et imprimeur du Roi à Compiègne, aïeule de l'enfant.

Elisabeth-Victoire a épousé Pierre-François-Jacques Damersbuch, chef de bureau au Ministère de la Guerre.

— 11 juin 1782. JACQUES-PIERRE-FÉLIX :

Parrain : Messire Pierre Houllier, prêtre-curé de Berry-Saint-Christophe.

Marraine : Marie-Charlotte Meusnier, épouse de Félix, concierge du château de Villeparisis.

— 25 mai 1784. MARGUERITE, décédée le 11 juin 1787, et inhumée le 12, dans le cimetière de Saint-Jacques, à Compiègne.

— 5 mai 1788. LOUIS-AUGUSTE.

Parrain : Philibert Carrichon, négociant.

Marraine : D^{lle} Louise-Marguerite Mathieu.

X.

Signalement de Bertrand-Quinquet et de sa femme

(26 mai 1792)

Bertrand Quinquet, âgé de 37 ans :

Taille 5 pieds 1 ponce.

Cheveux et sourcils bruns.

Yeux gris *louches*.

Nez bien fait.

Bouche moyenne.

Menton long.

Front dégagé et haut.

Visage plein marqué de petite vérole.

Marie-Victoire Quinquet, épouse Bertrand âgée de 38 ans :

(24 juillet 1792)

Taille 5 pieds.

Cheveux et sourcils châains clairs.

Yeux noirs.

Nez moyen.

Bouche moyenne.

Menton rond.

Front élevé.

Visage ovale.

*Archives municipales. Registres des passeports de l'année 1792,
p. 328, 1^{er} reg., et 86, 2^e reg.)*

LE PETIT-MARGNY

PAR

M. Arthur BAZIN

MEMBRE TITULAIRE

Le Petit-Margny est très intéressant à décrire parce que son emplacement fut le théâtre de la prise de Jeanne-d'Arc, parce que ce fut là le terme de sa mission divine qui était de souffler le patriotisme au cœur des Français démoralisés, de ressaisir le royaume qui se laissait prendre et de galvaniser ce roi indolent qui se contentait du titre de roi de Bourges. Malgré lui, malgré ses conseillers traîtres à leur patrie, elle fut la libératrice de la France. Mais pour consacrer sa gloire, il lui manquait l'auréole du martyr, et Compiègne était désigné par les décrets de la Providence pour être le début de son calvaire. C'est à quelques mètres d'un petit pont dormant¹, trop étroit et encombré de fuyards, que Jeanne d'Arc fut prise, sous les yeux de Guillaume de Flavy qui ne bougea pas et qui avait suivi, du haut des remparts, toutes les péripéties de la lutte dans la *prée* de Margny. Car il n'y avait, à cette époque, dans cette plaine ni arbres, ni maisons pour masquer la vue.

Au quinzième siècle, Margny était séparé de Compiègne par de vastes prairies dont la plus grande partie, quatre-vingts arpents environ, appartenait à la Ville qui les affermaient. La commanderie du Temple en possédait aussi une assez grande étendue située près du grand pont et l'avait cédée aux gouverneurs attournés moyennant une rente annuelle de 20 livres parisis, par acte du 29 septembre 1590. (En 1693, cette rente avait été portée à 43 livres, 15 sols.)

Ces prés avaient été donnés aux habitants de Compiègne par le roi Philippe-Auguste, d'après une charte de 1208 (avril

1. Appelé depuis petit pont de la Pucelle.

à octobre, avec tout ce qui lui appartenait dans le village de Margny ainsi que sa prévôté, compris les profits et droits de la Justice royale, consistant dans le greffe, les amendes et le droit de pêche dans la mare¹. Un chemin² qui fut l'objet de réparations en 1448 et par lequel Jeanne d'Arc et sa troupe durent passer pour attaquer les Bourguignons, venait du grand pont et conduisait directement sur les bords de cette grande agglomération d'eau formée par les débordements de la rivière. Cette mare³ était exploitée par la Ville elle-même, et le revenu qu'elle en tirait annuellement devait être assez élevé, car le droit de pêche fut contesté aux gouverneurs attournés par Michel Vaterre, médecin du duc d'Orléans et seigneur de Margny. Mais ceux-ci, d'après une sentence de M^{re} Lagnier, lieutenant général de Senlis, rendue le 19 août 1532, furent maintenus et gardés en la possession de la pêche de la mare. Les archives communales font mention d'une de ces fructueuses opérations qui eut lieu le 21 juin 1630 et pour laquelle il fut dépensé 10 livres 10 sols, compris le salaire des pêcheurs.

Cette contestation du droit de pêche dans la mare ne fut pas la seule, Jean de Vaterre, nouveau seigneur de Margny, poursuivit les attournés pour payer des taxes faites sur le greffe de cette prévôté⁴, mais ceux-ci en furent déchargés par arrêt du 25 mars 1615, « à cause que ledit greffe est du patrimoine de la Ville et chargé de plusieurs rentes qui en consomment les revenus⁵. »

1. Delisle. Cartulaire de Philippe-Auguste. N° 1079.

2. Appelé le chemin de Margny.

3. En 1430, au siège de la ville, une bastille avait été faite à la mare de Margny par les habitants de la ville.

4. La prévôté de Margny comprenait Margny, le Petit-Margny jusqu'au milieu du vieux pont de Compiègne, en venant de Margny, puis Venette et Saint-Germain.

5. Dossier de plusieurs pièces faisant mention que la Ville a payé finance pour jouir de 4 deniers pour cent sur les sommes procédant des ventes par décret des biens qui s'adjugeront en la prévôté de Margny, attendu que le greffe d'icelle appartient à ladite Ville, et pour lors, tous les greffiers du bailliage et prévôté de Compiègne ont aussi acquis séparément pareils droits dans les juridictions. (*Archives communales*. DD.)

Indépendamment de ses prairies, la Ville possédait hors la porte du pont, le long du fossé entourant le ravelin, un jardin qu'elle bailla à louage le 12 juillet 1582. Elle était encore propriétaire au même endroit de sept lots de terrains et jardins qui furent concédés à plusieurs particuliers, moyennant un cens annuel, le 23 mars de la susdite année.

Le 19 août 1608, les attournés firent, de nouveau, procéder au bailliage à l'adjudication de ces sept places à prendre depuis le fossé du petit pont dormant conduisant à Venette jusqu'à celui de la Pucelle d'Orléans. Les acquéreurs construisirent sur ces terrains des habitations, à la charge par eux de payer, tous les ans, une redevance, et de souffrir la démolition de leurs maisons, s'il convenait de le faire pour le service du Roi ou l'utilité de la Ville, sans pouvoir prétendre aucune indemnité. C'est ce qui arriva en 1636 au moment où les Espagnols s'apprêtaient à mettre le siège devant Compiègne. Pour assurer la défense de la place, le gouverneur de la ville, le vicomte de Brigueil fit abattre ces maisons qui pouvaient gêner le tir de l'artillerie et servir d'abri aux ennemis.

Cet emplacement fut occupé par une série de constructions constituant le faubourg appelé le Petit-Margny et situées dans l'ordre suivant, en commençant du côté de Venette. C'étaient :

- I. *L'hôtel de Saint-Claude.*
- II. *L'hôtel de l'Épée.*
- III. *L'hôtel du Petit Saint-Antoine.*
- IV. *L'hôtel de la Pucelle-d'Orléans.*
- V. *L'hôtel de Saint-Vincent ou du Bienvenu.*
- VI. *L'hôtel de Saint-Nicolas.*

I. — Hôtel de Saint-Claude.

Il existait à Compiègne une confrérie dite de Saint-Claude qui avait, dans une chapelle de l'église Saint-Antoine, son autel dédié à l'ancien archevêque de Besançon. On y voit encore un tableau le représentant étendu sur la paille et recevant le viatique. Les selliers et les tourneurs

l'avaient choisi comme patron, et il avait la propriété de protéger contre le feu du ciel et l'incendie les maisons où sa statue était nichée.

Chaque année, les membres de la confrérie se rendaient en procession à la Croix Saint-Claude, au Petit-Margny, à l'endroit où se trouvait autrefois une chapelle élevée en souvenir du passage du saint à Compiègne, d'après la tradition.

Sur l'emplacement occupé par cette croix, Claude de Bray, acquéreur d'une des sept places mises en adjudication, fit construire une maison qu'il baptisa du nom d'*hôtel de Saint-Claude*, et au fronton de laquelle il fit pendre comme enseigne l'image de ce saint si populaire dans la ville. L'engouement était porté à un tel point que beaucoup de Compiégnois préféraient le pèlerinage de Saint-Claude en Franche-Comté à celui de Notre-Dame de Liesse beaucoup plus rapproché¹.

Il existait encore un hôtel de Saint-Claude dans la rue de la Corne-de-Cerf, et un autre du même nom dans la rue du Vieux-Pont; aussi, pour éviter la confusion, on appelait souvent celui du Petit-Margny, l'*hôtel du Grand Saint-Claude*. C'était une taverne où l'on hébergeait les voyageurs. Les affaires prospéraient, et Claude de Bray qui avait agrandi son jardin d'un terrain de 25 verges, baillé par la Ville le 1^{er} octobre 1646, devait à la Saint-Remy, 22 deniers obole de cens et 6 livres 5 sols de surcens.

Pierre Ledoyen qui lui succéda, eut la bonne fortune de profiter des bénéfices produits par le camp que le Roi avait ordonné de faire en 1675, dans la prairie, pour le logement des troupes destinées à la campagne de Flandre. Au mois

1. En 1723, Jean Boucher, garçon âgé de 12 ans, fils de défunt Philippe Boucher et de Marie Touzet, du faubourg Saint-Lazare, est allé en pèlerinage à Saint-Claude en Franche-Comté. Il a été noyé dans un puits où il est tombé par accident en cherchant des noisettes dans des buissons un peu écartés du grand chemin, lorsqu'il passa de Say en Montagne, bailliage de Poligny, diocèse de Besançon, en Franche-Comté. A quoi étaient présents, Jean Duberteuil et Jean-Charles Merlier, garçons dudit faubourg Saint-Lazare, qui étaient allés en pèlerinage avec lui.

de mai de cette année, il reçut la somme de 36 livres pour dépenses de bouche faites en son hôtellerie par les valets de la Ville qui avaient été employés à recevoir les pailles et autres choses nécessaires à construire les baraques devant abriter les soldats.

Jean Catoire¹ qui vint ensuite était fils de François Catoire, nacellier, qui fut, en 1615, chargé par les gouverneurs attournés, de conduire avec sa nacelle, du poisson pour le présenter de leur part au maréchal de Bois-Dauphin, ainsi qu'à d'autres seigneurs de son armée logés à Verberie. Il ne réussit pas dans son commerce ; sa maison, les bâtiments et le jardin, le tout d'une contenance de 12 verges, furent saisis et vendus le 23 novembre 1690, par adjudication, en la prévôté de Margny. Denis de Crouy, conseiller du Roi, receveur des tailles des deniers communaux et d'octroi, ainsi que son neveu, Nicolas de Crouy, bourgeois, en firent l'acquisition, et payèrent 37 livres 10 sols de droits seigneuriaux.

Dès lors, l'hôtellerie changea de destination et devint une maison bourgeoise habitée par les nouveaux propriétaires. Mais, ne s'y plaisant plus, ceux-ci la revendirent à Nicolas Hourdé, marchand teinturier, et Suzanne Legrand, sa femme, par acte passé devant Demor, notaire, le 3 octobre 1696. Ces jeunes gens mariés depuis le 4 janvier 1690, avaient fait l'acquisition de cette maison pour être à proximité de l'hôtel de Saint-Nicolas, où demeurait leur sœur et belle-sœur, Madeleine Hourdé, veuve en premières noces de Louis Flammermont et en secondes noces de Jérôme Daniel, tous deux maîtres du pont de Compiègne². Aussitôt installés dans leur immeuble, ils prirent en pension et logèrent chez eux un nommé Jean Ricard, écuyer, porte-étendard de la compagnie de M. le maréchal duc de Noailles, des gardes

1. Lundi 18 juillet 1729, Jean Catoire le jeune, fils de la veuve Jean Catoire, fut assigné ainsi que son compagnon Henri Laruelle, pour désordres par eux commis le jour d'hier sur les dix heures du soir, rue Porte Notre Dame, et avoir causé par là une émotion populaire. Ils furent condamnés tous les deux à cinquante sols d'amende.

2. Les maîtres du pont étaient en 1630, Jean Dolé, et en 1642, François Béjot.

du corps du Roi, capitaine, châtelain et gouverneur du château de Brainebacque, vallée de Barousse en Comminges. Mais cet homme d'armes qui habitait le lieu de Salechamp dans la même vallée et qui était actuellement en garnison dans la ville, tomba malade dans la maison du teinturier et y mourut le 31 décembre 1696¹.

Nicolas Hourdé étant décédé sans enfants, son frère Jean Hourdé, aussi marchand teinturier, demeurant rue du Port-à-la-Buche, et sa sœur, héritèrent de l'hôtel Saint-Claude. Ils avaient pour voisin à cette époque, Claude Bouillette, seigneur de Janville, entrepreneur des ponts et chaussées, architecte et constructeur du nouveau pont de Compiègne.

Pour surveiller de plus près les travaux que lui avait confiés le roi Louis XV, il avait fait l'acquisition d'une maison appartenant à Mademoiselle Marie Henniet, veuve du sieur Antoine Delamarre, par contrat du 6 mars 1730, devant Loisel, notaire à Compiègne. Cet immeuble consistant en plusieurs chambres basses, cuisine et fournil, cours, écuries, remises, caves, jardins, le tout d'une contenance de 75 verges, tenait d'un côté aux héritiers de Nicolas Hourdé et de l'autre au jardin d'un arpent qui appartenait à la Ville. Il était chargé de 22 deniers, obole de cens, et de 15 livres de surcens.

Le 21 septembre suivant, Claude Bouillette, par acte passé devant Loisel, obtint et prit possession de la totalité du fossé de la demi-lune sise hors la porte du vieux pont. Le contrat était ainsi libellé :

« Louis de Gaya, chevalier, major et commandant pour le Roi de la ville de Compiègne, et en cette qualité jouissant des revenus des ravelins, remparts, forts, tours, tant en dedans qu'en dehors de la ville, déclare avoir baillé et délaissé à titre de surcens et rente viagère, propriétaire et non remboursable, au sieur Claude Bouillette, architecte, entrepreneur du pont de Compiègne, le terrain total du fossé de la demi-lune, à prendre depuis le pont sur lequel

1. Brainebacque et Saléchamp, communes du canton de Mauléon (Hautes-Pyrénées).

on passe pour aller de Compiègne à Montdidier et Noyon, et retournant jusqu'à un autre pont sur le chemin de Venette, faisant le contour de ladite demi-lune avec les deux revers en dedans desdits fossés, bornés d'un côté contre le premier pont, par le terrain appartenant audit sieur Bouillette, ainsi qu'il est dit par le contrat passé devant le même notaire, le 19 octobre 1729, d'autre côté au chemin qui passe entre ledit fossé et *la Pucelle d'Orléans*, conduisant aux prés de la Ville, et dans le retour de l'autre fossé conduisant au pont du chemin de Venette, tenant vers ladite demi-lune aux nommés Flammermont, Ferry et Raux, et d'autre vers la prairie, à partir d'icelle, et à l'héritage du nommé Hourdé. A prendre lesdits fossés, le tout cependant de manière que cela ne puisse pas arrêter l'écoulement des eaux, lors des débordements de la rivière¹. »

Lorsque Bouillette eut terminé le Pont-Neuf, le Roi, pour le récompenser, lui accorda par brevet toute la superficie du ravelin, les fossés qui l'environnaient, ainsi que les dépendances, sur lesquelles il fit bâtir, en 1736, des habitations, le long de la chaussée de Venette, après avoir fait fermer de murs le terrain du ravelin.

Le 25 octobre 1750, Bouillette demanda à la Ville de prendre à cens et surcens seigneurial une partie de terrain inculte formant un cul-de-sac rue de Paris, appelé *le cul-de-sac de la Treille*, contenant 13 toises 5 pieds et 8 pouces de longueur, depuis le coin de la maison de *la Charité* jusqu'au pied du rempart.

Se trouvant logé trop à l'étroit et voulant agrandir l'immeuble qu'il avait acquis de la veuve d'Antoine Delamarre, il acheta le 4 avril 1736, aux héritiers de Nicolas Hourdé, la maison voisine de la sienne. Cette acquisition fut consentie moyennant 1,800 livres de principal ; 1,000 livres furent payées comptant, les 800 livres restantes devaient être payées dans six mois, avec intérêts à raison du denier vingt jusqu'au jour du paiement. En outre des droits seigneuriaux fixés à 90 livres, l'acquéreur devait 6 livres, 6 sols, 8 deniers par an de cens et de surcens à l'Hôtel de

1. Archives municipales, DD.

Ville, 75 sols de rente aux RR. PP. Cordeliers de Compiègne et 7 livres 1 sol de rente restante à rembourser de 34 livres 2 sols à M. Charles-Marie Coustant, conseiller du Roi, son procureur au bailliage de Compiègne.

Ces deux maisons réunies en une seule formèrent la demeure de Claude Bouillette et furent désignées sous le nom d'*hôtel du grand Saint-Claude*.

Le 12 avril 1740, il agrandit encore sa propriété, en prenant à cens de l'Hôtel de Ville un jardin d'un arpent clos de haies qu'il fit entourer de murs.

Ses deux frères, Jacques¹ et Claude, étaient aussi entrepreneurs des ponts et chaussées de la généralité de Paris. Le premier, qui habitait la paroisse Saint-Antoine, avait une fille Louise et un garçon nommé Raoul. Celui-ci reprit la place de son père et ajouta à son nom celui de de Chambly, comme son beau-frère, M. de Croüy de Chambly, maître chirurgien, qui habitait rue de Paris, près de l'*hôtel des Limaçons* et près du *cul de sac de la Treille*.

Propriétaire de l'*hôtel de la Cloche*, l'architecte Bouillette touchait tous les ans la somme de 10 livres, que lui allouaient les échevins, suivant le contrat du 21 février 1749, pour l'entretien de la couverture en ardoise de cette maison et afin de lui conserver l'uniformité de sa façade donnant sur le marché au blé, avec le bâtiment des Consuls appartenant à la Ville.

Il mourut subitement à l'âge de 78 ans, au mois de février de l'année 1753 et fut inhumé dans l'église de Margny, en présence de son neveu, Bouillette de Chambly, de Tournemeule, chanoine de Saint-Clément et de Lalouette, son parent.

Il n'était pas en très bons termes avec ses deux frères ; mais, n'ayant pas d'enfants, il avait porté toute son affection sur son neveu et sa nièce qu'il institua ses légataires universels. Raoul hérita de l'*hôtel du Grand Saint-Claude*

1. Saint-Antoine, mercredi 6 avril 1757. Inhumation de M^e Jacques Bouillette, entrepreneur des Ponts-et-Chaussées, âgé de 65 ans, en présence de Raoul Bouillette de Chambly, entrepreneur des Ponts et-Chaussées, son fils, et de M^e Claude Bouillette, aussi entrepreneur, son frère.

et Louise de l'*hôtel de la Cloche*. Après l'avoir habité pendant plusieurs années, Bouillette vendit son immeuble le 7 décembre 1763, à M. Claude Humbert Piarron de Chamousset, chevalier, demeurant à Paris, place du Chevalier du Guet, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, et la déclaration en fut faite à la ville, le 17 mars 1764, par l'entremise du fondé de pouvoirs de l'acquéreur, André Chapuy, maître de la poste aux chevaux de Villeneuve-Saint-Georges, demeurant à Charenton.

Il est curieux de voir apparaître ici ce fameux philanthrope et sociologue¹ à qui les mutualistes veulent élever à Paris, en l'an 1900, un monument digne de lui. Mais les archives municipales, pas plus que les registres paroissiaux, ne donnent aucune trace de son séjour à Compiègne, et nous ignorons dans quelle intention il avait fait l'acquisition de cette maison. Ce n'était pas pour l'habiter pendant les voyages de la Cour; nous inclinons plutôt à croire que, séduit lui aussi par les idées des économistes Quesnay et Turgot, il s'était métamorphosé en cultivateur et qu'il avait en le dessein d'y établir un établissement de culture. Ce qui nous le fait supposer, c'est que, dans le courant de l'année 1763, il avait fait élever une construction importante sur une partie de ces bâtiments occupés par la brasserie Ancel et appelés *hôtel des Bœufs*, parce qu'il y avait rassemblé un assez grand nombre de ces animaux qu'il destinait au labour des terres.

A l'*hôtel des Bœufs* fut réuni, plus tard, l'*hôtel de Beauvais* qui commença par être un pavillon, bâti en 1720 par l'Évêque de Beauvais, Antoine de Beauvillers de Saint-Aignan, pour s'y loger pendant le séjour de la Cour au château de Compiègne. Le roi Louis XV, devenu possesseur de cet immeuble, le donna, en 1733, à Claude Bouillette, pour le récompenser de l'activité qu'il avait déployée dans la construction du pont neuf de Compiègne. La première pierre en

1. Piarron de Chamousset, né en 1717, était maître des Comptes et intendant général des hôpitaux militaires. On lui doit l'idée de la petite poste aux lettres de Paris, et c'est d'après ses plans que furent créées les Compagnies d'assurances. Il fut inhumé au mois d'avril 1773 dans les caveaux de Saint-Nicolas du Chardonnet.

avait été posée solennellement le 12 mai 1732, et l'année suivante, le pont était livré à la circulation. Pour faire ces travaux, on avait détourné le cours de l'Oise qui passa derrière le Petit-Margny.

II. — Hôtel de l'Épée.

Cette maison avait été bâtie sur la quatrième des sept places baillées par la Ville les 19 et 20 août 1608. Elle appartenait primitivement à Pierre Fournier le Jeune, maître chapelier et à Louis Bruyant, maître fourbisseur. Ce dernier qui demeurait sur le Change, lui avait donné comme enseigne une épée, signe distinctif de son industrie alors en pleine prospérité. Il était le fournisseur attitré de l'Hôtel de Ville et lorsque les attournés furent obligés en 1638 par le commandement du roi Louis XIII d'envoyer en Picardie neuf soldats tout équipés, ce fut lui qui leur fournit neuf épées pour la somme de 24 livres tournois, et six baudriers de buffle ordinairement portés avec épées par les six valets de Compiègne employés au service du public, tant en logements de gens de guerre qu'en garde faite pour le service du Roi et la sûreté de la Ville.

Il vendit sa maison du Petit-Margny le 22 juin 1681, à Charles Flammermont, maître du pont de Compiègne et Françoise Bourgé, sa femme, moyennant la somme de 2400 livres. Elle était située près le petit pont dormant de Venette, tenait d'un côté aux héritiers de Mathieu Thiou, maréchal, d'autre à Gilles Godet, teinturier, et était chargée envers la seigneurie de l'Hôtel de Ville de 78 sols parisis de sens et surcens.

Avec le produit de la vente de cet immeuble, Louis Bruyant fit l'acquisition, le 30 octobre suivant, de la maison appelée *le Puits d'or*¹, sise sur la place du Change et y installa son industrie.

1. Le 30 octobre 1681, par devant Henri de Billy et Jean Deblois, notaires à Compiègne, Louis Bruyant, maître fourbisseur, demeurant à Compiègne acheta une maison ci-devant en deux parties, consistant en plusieurs chambres hautes et basses, grenier, caves, lieux et pourpris, sise sur la place du Change, à présent appelée *le Puits d'or*, tenant

Il mourut le 1^{er} mars 1692. Sa fille, Antoinette Bruyant, épousa le 3 septembre 1697, Pierre Hersan, maître boulanger, rue des Pâtisiers, veuf de Radegonde Legrand, et son fils, Charles Bruyant, maître fourbisseur, prit pour femme Marie Hersan, fille du premier lit de Pierre Hersan, le 1^{er} décembre 1703.

Il existait aussi sur la place du Change un *hôtel de l'Épée*, qui tenait à l'*hôtel des Faucilles* et qui servait en 1676, de maison d'habitation à Antoine Morlière, chirurgien et Marie Legrand, sa femme¹.

III. — Hôtel de Saint-Antoine.

Le 27 novembre 1628, la Ville bailla à Antoine Vuarnet, moyennant 3 livres, 2 sols, 9 deniers de cens et surcens un emplacement de 84 pieds de face et 42 pieds de profon-

d'un côté à Jean Pezar, d'autre à Louis Auxœufs, d'un bout par devant sur ladite place, et par derrière à Louis Dufeu, à cause de l'*hôtel de l'Arbalète*, acquise par ledit Bruyant par licitation faite en prévôté de cette ville, entre Jean Lejeune, demeurant à Soissons, Pierre Lejeune et Adrien Pintrel, sergent, demeurant à Compiègne et Marie Lejeune sa femme, Charles Hersan, Catherine Lejeune, sa femme, Nicolas Le Plat et Marie Paterre, sa femme, et René Huart, tuteur des enfants de défunt Flourent Paterre et Anne Lejeune; tous lesdits Lejeune, enfants de défunt Jean Lejeune et de Radegonde Ledoyen, leurs père et mère.

1. Vendredi 6 novembre 1676, Antoine Morlière, chirurgien et Marie Legrand, sa femme, furent mis en possession d'une maison appelée *hôtel de l'Épée*, sise sur la place du Change, tenant d'un côté à M^e Antoine Lion, prêtre, curé de Choisy-au-Bac, d'autre à la veuve Jean Jourdain, d'un bout par devant sur ladite place du Change et par derrière à la veuve Jourdain, à charge de 20 sols parisis de cens, 6 sols parisis de surcens, et 4 chapons à l'Hôtel de Ville à la Saint-Remy. La dite maison acquise d'Alexandre Legrand, maître chirurgien à Compiègne et Françoise Poullétier, sa femme, suivant contrat devant Jean de Blois et Henri de Billy, le 10 juillet 1676, à charge de 111 sols 2 deniers de rente à la Table-Dieu des pauvres. Payé 66 livres de droits seigneuriaux.

Reçu 200 livres de Marguerite Lefèvre, veuve de Jean Gé et ses enfants pour les droits seigneuriaux de l'acquisition par eux faite de M. Jean-Marie Leduc et dame Anne-Gabrielle de Navarre, son épouse d'une maison sise à Compiègne, sur le Change, appelée l'*hôtel de l'Épée*, par contrat devant Barbe, le 23 mai 1701.

deur, sur laquelle l'acquéreur construisit une maison appelée *hôtel de Saint-Antoine*, parce que, d'après la tradition, s'élevait autrefois à cet endroit une chapelle sous le vocable de ce saint. Cette habitation bourgeoise de petites dimensions tenait d'un côté à un nommé Jumeaux et à une place vide, d'autre côté au fossé du petit pont, par devant à la chaussée qui conduit à Venette et par derrière au ravelin.

Après le décès d'Antoine Vuarnet, sa veuve Andrée Lambin qui n'avait pas eu d'enfants de son mariage, voulut laisser après elle des marques de sa charité envers les pauvres renfermés, et lorsqu'elle mourut le 5 octobre 1677, elle légua sa maison à l'hôpital général de Compiègne, au grand détriment de ses neveux et nièces. Mais ceux-ci, mécontents d'être déshérités, attaquèrent sa donation devant la cour du parlement et réussirent à obtenir gain de cause.

Ils prirent possession de l'immeuble revendiqué qui devint plus tard la propriété de Marie-Angélique Duhamel, veuve en premières noces de Guillaume Depau et en deuxièmes noces d'Antoine Vandeuil, ainsi que celle de Charles-Joseph Lebègue, imprimeur et appointé au régiment royal de Vaisseaux, compagnie de la Fargue, en garnison à Valognes, en Basse-Normandie. Ces deux propriétaires indivis le vendirent à Timothée Chevreux, maître menuisier, par contrat devant Boitel, notaire à Compiègne, le 30 décembre 1770. Celui-ci ayant fait de mauvaises affaires, ses créanciers mirent en adjudication en 1789, sa maison qui fut achetée par Antoine Jourdain, bourrelier, moyennant 3500 livres.

On l'appelait aussi *l'hôtel du petit Saint-Antoine* pour le distinguer de *l'hôtel Saint-Antoine*¹, situé rue de Pierrefonds et appartenant à M^{re} Jean le Caron, avocat en parlement.

1. Le 29 janvier 1699, Nicolas Guilbert, seigneur de Launoy, conseiller du roi, maître des eaux et forêts de Compiègne, a été mis en possession d'une maison sise rue de Pierrefonds, appelée hôtel de Saint-Antoine, tenant d'un côté à M. Jean Le Caron, receveur des tailles, d'autre côté et par derrière au sieur Guilbert et par devant sur la rue. Adjudication faite par le lieutenant général de Compiègne, en date du 5 août 1698. Icelle provenant de Charles Leféron, seigneur de l'Hermitte et Joseph Leféron, son petit-fils. Ayant remis au sieur Guilbert les droits seigneuriaux.

IV. — Hôtel de la Pucelle d'Orléans.

Lors de l'adjudication, le 19 août 1608, des sept places appartenant à la Ville et situées hors la porte du pont, un nommé Arthur Julien acheta le premier et le deuxième lot.

Sur cet emplacement, il construisit une maison qu'il appela *hôtellerie de la Pucelle d'Orléans*, en souvenir de Jeanne d'Arc, parce que d'après la tradition, c'était à cet endroit même que l'héroïne aurait été prise, alors que le 23 mai 1430, vers six heures du soir, elle cherchait à atteindre le petit pont dormant appelé depuis *pont de la Pucelle*.

L'hôtellerie qui était située tout près de ce pont, formait l'encoignure d'un chemin passant contre le fossé de l'éperon et conduisant à la prairie ainsi qu'à la mare de Margny. Ce passage très fréquenté était une bonne aubaine pour l'hôtelier qui devait la réputation de sa maison à cette situation exceptionnelle. L'enseigne qui se balançait au-dessus de sa porte et représentait l'innocente victime des Anglais, la vue de l'endroit fatal qui décida de son sort, en face la belle perspective de la grosse tour dite de Charles le Chauve, des remparts de la ville, du grand pont avec ses maisons et sa porte fortifiée, tout rappelait aux patriotes cet affligeant épisode du siège de 1430 et leur faisait consommer, dans la discussion, force pots de vin.

A Arthur Julien succédèrent, en 1633, Jean Fauchart et Barbe Rivière, sa femme. Ils vendaient beaucoup de ces vins de Bourgogne que la rivière d'Oise amenait à Compiègne en si grande abondance et ne se plaignaient pas trop de la dureté des temps. Mais lorsque la Ville leur réclama le droit de forage ou autrement dit une redevance de quatre pots de vin pour chaque muid vendu en détail, et deux pots par muid vendu en gros, ils refusèrent de payer, ainsi que Marie Payen, veuve de Simon Prévost et la veuve Jean Catoire, tenancières des hôtelleries voisines. Du reste, cet impôt exorbitant rencontrait beaucoup de résistance de la part des taverniers de la ville qui se recommandaient chacun

de leurs seigneuries respectives pour se soustraire à cette redevance et faire échec à la seigneurie de Compiègne dans laquelle elles se trouvaient enclavées. Cette opposition concertée entre les débitants de boissons et encouragée par les différents couvents de la localité donna lieu à d'interminables procès qui aboutirent enfin à la reconnaissance des droits légitimes de l'Hôtel de Ville.

Les hôteliers du Petit-Margny, tout en admettant que leurs maisons appartenaient à la seigneurie de Compiègne, prétendaient être exempts du droit de forage, attendu qu'elles étaient situées dans le faubourg, hors la porte du pont et dans l'étendue de la prévôté de Margny.

De son côté, Jean de Vaterre, seigneur de Margny, fils de Michel de Vaterre, médecin du duc d'Orléans¹, prétendait, par sa requête d'intervention du 23 mai 1653, avoir droit de forage sur les maisons dépendant de sa seigneurie et sur celles des trois hôteliers ci-dessus désignés qui étaient de la seigneurie de Margny.

Il affirmait que cette terre et seigneurie appartenant primitivement à l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais, avait été aliénée en 1577, en faveur de son père, par les religieux de ce domaine, moyennant la somme de 1,635 livres, et que ceux-ci avaient abandonné ensuite en 1630 tous leurs droits sur la paroisse de Margny, alors que le cardinal de Richelieu était abbé commendataire de Saint-Lucien.

La Ville alléguait pour sa défense que le sieur de Vaterre n'était pas seigneur de Margny, mais seulement d'un fief vulgairement appelé le fief de Boulainvilliers, situé au village de Margny, dans lequel il y avait un prévôt royal ayant toute justice, haute, moyenne et basse, sur tous les sujets et censives dudit village. Qu'en outre, ce dernier était distingué en plusieurs seigneuries dont une appartenait aux religieux de Saint-Lucien de Beauvais et l'autre à un fermier de l'abbaye de Saint-Corneille.

En 1555, lettre du baron de Jumel attestant que Michel Vaterre, médecin du duc d'Orléans est à Mariembourg pour le service du Roi.

(Archives municipales.)

Les gouverneurs de la Ville en concluaient qu'ils étaient plus seigneurs de Margny que le sieur de Vaterre. Ils demandaient qu'il lui fût défendu de prendre la qualité de seigneur de Margny, mais seulement celle de seigneur du fief de Boulainvilliers et qu'il fut condamné aux dépens.

Jean Fauchart fut-t-il déchargé du droit de forage, Jean de Vaterre fut-t-il dépossédé de son titre soi-disant usurpé ? Nous ignorons la suite donnée à ce différend par la Cour du Parlement.

Lorsque Jean Fauchart vint à décéder, sa veuve et sa fille héritèrent toutes deux par moitié de l'*hôtellerie de la Pucelle-d'Orléans*, qu'elles continuèrent à tenir ensemble pendant plusieurs années. Mais Catherine Fauchart ayant épousé Augustin Goré, maître mulquinier, et Barbe Rivière ayant convolé en secondes noces avec Nicolas Moreau, marchand, il fallut liquider la situation. C'est pourquoi l'hôtellerie fut mise en vente et acquise, le 20 juillet 1673. par Nicolas Chambellan¹ et Christine Boullenois, sa femme.

Elle fut achetée, moyennant la somme de 4,700 livres pour une fois, et encore 16 livres, 13 sols, 4 deniers de rente remboursable de 300 livres vers l'hôpital des pauvres renfermés, outre les 6 livres 10 sols tournois de cens et surcens vers la Ville.

L'ensaisinement ne se fit que le 2 septembre 1677, à la charge par l'acquéreur de payer annuellement les cens et surcens aux gouverneurs attournés, qui se réservèrent toujours la faculté de faire abattre et démolir ladite maison quand cela serait jugé convenable et nécessaire à la Ville.

L'hôtellerie consistait en deux chambres basses et une cuisine, en trois chambres hautes et greniers au-dessus, le tout recouvert de tuiles. Dans la cour, se trouvaient des écuries couvertes de chaume et un petit fournil aussi couvert de tuiles. A la suite de la cour existaient deux jardins ;

1. En 1730, Guillaume Loudier possédait une maison proche celle de Nicolas Chambellan, qui acheta la sienne par contrat devant Laurent Copin et Claude Picart, notaires à Compiègne.

le premier, qui était le plus petit, était fermé de murailles ; l'autre, situé derrière et touchant à la prairie, était entouré de haies vives.

Nicolas Chambellan était le gendre de Jean Boullenois et de Christine Pinson, sa femme, laboureurs à Saint-Germain. Lorsque ses beaux parents décédèrent, il hérita d'eux d'une partie de l'*hôtel de la Pie*¹, situé rue de Pierrefonds, de sept quartiers de terres sablons au terroir de Compiègne, proche le *chemin de Saint-Corneille*, et de deux mines de terres sablons proche le *cimetière des huguenots*.

Non seulement il exerçait la profession d'hôtelier, mais encore celle de charretier et de loueur de chevaux pour le transport des voyageurs. Les gouverneurs attournés eurent plusieurs fois recours à ses services dans différents déplacements qu'ils furent obligés de faire à Monchy pour y saluer Monseigneur le maréchal d'Humières, gouverneur de la ville, et notamment le 17 octobre 1684, où Nicolas Chambellan leur loua deux chevaux et une *bourrique*, moyennant le prix de 60 sols.

Il avait passé titre nouvel et reconnaissance de son hôtellerie le 10 août 1678, par acte devant de Blois, notaire, la déclarant chargée des cens et surcens vers l'Hôtel de Ville. Mais depuis cette époque jusqu'à son décès, il s'était obstiné à ne pas vouloir payer cette redevance, se retranchant derrière les prétendus droits de la seigneurie de Margny dont sa maison faisait partie.

Le Procureur du Roi, à la diligence du receveur des deniers patrimoniaux, fit assigner au bailliage de la ville,

1. Lundi 25 avril 1678, le sieur Guilbert, secrétaire du Roi, fut ensaisiné de trois cinquièmes de l'*hôtel de la Pie*, sis en la rue de Pierrefonds, tenant d'un côté vers le midi à Emmanuel Flambremont, M^r Roch de Billy et Antoine Picard, d'autre à l'*hôtel Saint-Antoine* et audit sieur Guilbert ; d'un bout par devant sur ladite rue et par derrière aux demoiselles de Sacy et audit sieur Guilbert. Ladite maison acquise de Pierre Boullenois, laboureur à Venette, Nicolas Chambellan au *Petit-Margny*, et Christine Boullenois, sa femme, Flourent de Ligny, laboureur à Saint-Germain-les-Compiègne, et Anne Boullenois, sa femme, moyennant 900 livres, par contrat passé devant Jean de Blois, et Henri de Billy, le 17 décembre 1676.

Christine Boullenois, sa veuve, tant en son nom que comme tutrice de son fils, Jean Chambellan, maître tonnelier, et obtint contre elle, le 19 mai 1713, une sentence qui la condamna à payer 29 années d'arrérages des 6 livres 10 sols de cens et surcens, comme aussi à passer titre nouvel au profit de l'Hôtel de Ville.

Christine Boullenois était décédée depuis cette sentence et l'hôtellerie de la *Pucelle d'Orléans* passait, en 1737, entre les mains de Louis Motel qui avait épousé Marie-Jeanne Chambellan, la petite fille de son prédécesseur. Comme lui, le nouveau maître de l'hôtellerie resta sourd à toutes les réclamations de la Ville, ne lâchant pas une obole. Il attendait les événements, ne paya aucun cens et ne daigna même pas passer titre nouvel.

Cette situation anormale ne pouvait cependant pas se prolonger plus longtemps. Malgré tout, ce ne fut que douze ans après, le 26 janvier 1749, que les gouverneurs attournés, par requête au bailliage de Compiègne, firent assigner Louis Motel pour être condamné au paiement des 29 années d'arrérages dûs à la Ville.

C'est alors qu'eut lieu, comme on devait s'y attendre, l'intervention du nouveau seigneur de Margny. Car, Jean de Vaterre, était décédé, laissant une succession des plus obérées. Sa seigneurie qui était échue en partage à sa sœur, demoiselle Françoise de Vaterre, veuve de Charles Lecointe, seigneur de Brétigny et à sa femme, demoiselle Blanche Desprez, remariée avec Louis de Fournel¹, seigneur de Beauregard, fut saisie à la requête de Louis de Neufville, seigneur de Forest, principal créancier. Elle fut vendue le 9 février 1666, ainsi que le *fief de Boutainvilliers* et achetée par le duc d'Humières, moyennant la somme de 53.500 livres. La Ville avait formé opposition à cette vente,

1. Margny-lès Compiègne. 10 mai 1663. Mariage de M^e Louis Fournel, chevalier, seigneur d'Autrebois, Beauregard, de la paroisse d'Autrebois, avec la dame Blanche Desprez, veuve de M^e Jean, seigneur de Margny, par suite de l'aliénation de la seigneurie par l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais. Le mariage fut célébré en présence de Heuri de Carbonnel, seigneur d'Harleville et de Nicolas Gaudelreau, demeurant à Autrebois.

ainsi que le curé de Margny, les religieux de Saint-Corneille et ceux de Saint-Lucien de Beauvais. Mais il avait été passé outre à ces oppositions.

Les héritiers du duc d'Humières, et en cette qualité, seigneurs de Margny, répondirent à l'assignation faite par la Ville à Louis Motel, en s'adressant à la Cour du Parlement et firent valoir énergiquement leurs droits soi-disant méconnus. Ils étaient puissants, bien vus du Roi ; c'était la lutte du pot de terre contre le pot de fer, la Ville allait l'apprendre à ses dépens.

Par extraordinaire, et chose inouïe dans les annales de la justice où la lenteur est proverbiale, le Parlement fut très-expéditif à trancher le différend, et par commission du 5 février 1749, arrêta : « que ledit Motel sera tenu de continuer à payer à la seigneurie de Margny les cens et les surcens par lui dûs à cause de l'*hôtel de la Pucelle d'Orléans*, qui est dans la censive de ladite seigneurie, sur laquelle les échevins de Compiègne prétendent, mal à propos, avoir droit ».

Une autre contestation surgit encore entre la Ville et Louis Motel. Celui-ci s'était emparé sur la seigneurie de Margny d'un chemin qui passait entre le fossé du ravelin et sa maison, ayant 12 pieds de large sur 240 pieds de longueur, tenant d'un bout par devant sur la chaussée de Compiègne à Venette, vis-à-vis la rivière, et d'autre bout à un grand fossé provenant des terres prises sur la prairie de la Ville pour la construction de la chaussée de Compiègne à Margny, lors de la construction du pont neuf, en 1731.

Le Procureur du Roi ayant été informé de cette usurpation, fit sommer le sieur Motel de représenter le titre en vertu duquel il avait pris et fermé un chemin conduisant de la chaussée de Venette à la prairie de la Ville, appelé *chemin de Saint-Just*, et auquel l'auberge de la *Pucelle d'Orléans* tient d'un côté vers midi. Comme il ne put naturellement satisfaire à cette sommation, il fut, sans autre forme de procès, condamné à 1200 livres de dommages et intérêts envers la Ville pour lui tenir lieu de ce qu'elle aurait retiré depuis que le sieur Motel s'était emparé dudit chemin, avec les intérêts de cette somme et les dépens.

Cette fois, la Ville avait bien pris sa revanche et triomphait à son tour.

Le seigneur de Margny n'avait exercé aucune revendication et s'était prudemment tenu coi.

L'hôtellerie resta entre les mains de la famille Motel jusqu'en 1855, devint ensuite une brasserie qui n'existe plus et est aujourd'hui remplacée par une habitation bourgeoise portant le numéro 5 de la place du *Marché aux Fourrages*. Sur le fronton de cette maison, la Société Historique de Compiègne, mue par un sentiment de piété et de reconnaissance envers celle qui sauva la Patrie, a fait poser une plaque de marbre blanc, sur laquelle on lit cette inscription commémorative : *Le 23 mai 1430, vers six heures du soir, Jeanne d'Arc a été prise sur cet emplacement.*

V. — Hôtel de Saint-Vincent ou du Bienvenu.

Cet hôtel appartenant primitivement à un nommé Mathieu Thiou, consistait en une maison, cour et jardin, le tout ayant 72 pieds de face, et 208 pieds de profondeur. Il était bâti sur la troisième et la moitié de la quatrième place faisant partie des sept places situées hors la porte du pont. Il tenait d'un côté à l'hôtel de *Saint-Nicolas*, d'autre à celui de *la Pucelle d'Orléans*, et devait, tous les ans, à la Saint-Remy, 6 livres, 8 sols, 3 deniers de cens et surcens.

Au décès de son père, sa fille Barbe Thiou, veuve d'Eustache Jouy, marchand marinier, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Eustache, hérita de l'hôtel de *Saint-Vincent* et en fit la déclaration à la Ville le 24 septembre 1698, devant Laurent Thibault et Jean Deblois, notaires.

Après elle, l'immeuble échut à deux propriétaires différents : Pierre Warmé, meunier du moulin *des Avenelles* et *Petit Moulin* de Clairoux, et Marie-Jeanne Lefèvre, sa femme ; Jean Delaforge, marchand à Chauny, et Marie-Anne Menu, sa femme. Pierre Warmé devenu veuf avec deux fils Pierre et Antoine, épousa en secondes noces Marie-Barbe Vaillant qui lui en donna un troisième, nommé Pierre-Claude. Ce dernier devint plus tard marchand orfèvre à Compiègne et épousa le 20 octobre 1778, Marie-Agnès de Billy, fille mineure de Marie-Antoine-Léon de Billy, aussi marchand orfèvre et de Marie-Agnès Raux, sa femme.

Au décès de Pierre Warmé en 1745, la part qu'il possédait dans l'hôtel revint à sa veuve, à Antoine Warmé, meunier du moulin de Fitz-James, proche Clermont-en-Beauvaisis et à Claude Lefèvre, meunier du moulin Louvet, paroisse de Cambronne.

Le 27 mars 1770, Jacques-Denis Fillion, dit la Feuillade, maître cordier, demeurant au Petit-Margny, acheta à Jean-Pierre Warmé, meunier du moulin de Canly et Marie-Catherine Dervillé, sa femme, les trois quarts de la moitié de l'hôtel de Saint-Vincent, le tout indivis avec Pierre-Claude Warmé, garçon orfèvre à Saint-Germain-en-Laye, auquel l'autre quart appartenait. Cette dernière partie fut vendue au maître cordier le 20 septembre 1781.

L'autre moitié de l'hôtel qui était la possession de Jean Delaforge, échut à François-Alexandre Malézieu, marchand, demeurant à Chauny, et Marie-Anne Delaforge, sa femme, par suite d'héritage. Mais ceux-ci la vendirent le 10 septembre 1765, à Honoré Vouigny, maître du pont de Compiègne, et Marie-Thérèse Vaugeleau, sa femme.

VI. — Hôtel de Saint-Nicolas.

L'hôtel était bâti sur un emplacement ayant 48 pieds de face, vis-à-vis la chaussée conduisant à Venette et 18 pieds de profondeur. Il comprenait une maison, cour, grange et écurie, tenait d'un côté à l'hôtel de Saint-Vincent, d'autre côté à la maison de Charles Hourdé et était chargé de 4 livres, 17 sols, 6 deniers de cens et surcens.

Au début, Simon Prévost et Marie Payen, sa femme, y vendaient du vin et y logeaient des voyageurs, en 1653.

Après eux, en 1681, l'hôtellerie changea de destination et devint une maison bourgeoise. Elle était habitée par Charles Flammermont¹, maître du pont de Compiègne¹,

1. 11 juin 1697. Saint Antoine. Mariage d'Antoine Flammermont, garçon âgé de 22 ans, fils de Charles Flammermont, maître du pont, demeurant sur la paroisse de Margny et de Marie Lambin, avec Jeanne Lenain, âgée de 25 ans, fille de défunt Nicolas Lenain, teinturier et de Françoise Roussel.

qui avait épousé Françoise Bourgé et s'était remarié après le décès de cette dernière, avec Marie Lambin, veuve de son voisin, Charles Hourdé.

En 1698, Barbe Thiou, veuve d'Eustache Jouy, déjà propriétaire de la maison contiguë appelée l'*hôtel de Saint-Vincent*, fit l'acquisition de cet immeuble qui plus tard fut racheté par Madeleine Hourdé, veuve en premières noces de Louis Flammermont, et en secondes noces de Jérôme Daniel. Celle-ci le vendit ensuite à Pierre Boulet, maître du pont de Compiègne, le 3 février 1741. 500 livres de droits seigneuriaux furent versées à la Ville pour cette acquisition.

Il fut acheté en dernier lieu par Honoré Vouigny, marchand marinier, maître du pont de Compiègne¹ et Marie-Thérèse Vaugeleau, sa femme, demeurant à côté dans l'*hôtel de Saint-Vincent*, suivant contrat devant Girault l'ainé, notaire à Paris, le 10 décembre 1760.

Il existait aussi près de la porte des Jacobins un *hôtel de Saint-Nicolas*, vis à vis le prieuré de Saint-Nicolas-au-Pont, mais il était à usage d'auberge.

Maisons d'Antoine Menu.

Il existait encore près de l'*hôtel de Saint-Nicolas* plusieurs habitations n'ayant aucune enseigne ni appellation quelconque, mais que l'on désignait habituellement sous le nom de *maisons d'Antoine Menu*. Elles consistaient d'abord en une grande maison avec cour et jardin, chargée de 2 sols, 6 deniers de cens et de 6 livres, 8 sols, 9 deniers de surcens.

1. A l'angle de la rue des Lombards, existe une curieuse maison en bois hourdé surmontée d'un étage en encorbellement et qui a conservé une partie de son architecture de la Renaissance. Au siècle dernier, cette maison était la demeure d'un maître du pont. C'était le chef d'une corporation importante appelée *les Compagnons de l'Arche*, qui avait ses privilèges, sa bannière, son autel dédié à Saint-Nicolas dans l'église Saint-Jacques, et dont les membres servaient de pilotes pour diriger les bateaux sous le vieux pont de Compiègne. Honoré Vouigny a donné comme ex-voto à la chapelle de N.-D. de Bon-Secours un tableau où il est représenté avec la perspective du Pont-Neuf.

Tablettes d'histoire locale, par E. Coët.

Contre le pignon de cette maison était adossé un bâtiment construit sur une place ayant 15 à 16 pieds de long sur 13 à 14 pieds de face, et chargé de 2 deniers obole de cens et de 10 sols de surcens.

Ensuite venait une autre grande maison à porte cochère, composée d'une cuisine et d'une chambre basse, de chambres hautes au premier, et mansardes au dessus, d'une cour, écurie, remise et magasin, le tout construit sur un terrain ayant 47 pieds de face du côté du Pont-Neuf sur 49 pieds du côté de la prairie et chargé de 3 deniers de cens et de 8 livres de surcens.

Ces différentes maisons appartenaient en 1681 à Charles Hourdé et Marie Lambin, sa femme, en 1740, aux héritiers Panneton et en 1746, à Antoine Menu.

François Graux, marchand marinier, demeurant au port Mailloquet, paroisse de Saint-Germain-les-Compiègne, et Marie-Catherine Menu, sa femme, furent déclarés adjudicataires des maisons susdites par décret forcé et poursuivi au bailliage de Compiègne, en date du 17 juillet 1770, et les revendirent le 7 octobre suivant à Nicolas Canlers, marchand hôtelier au Petit-Margny.

Il existait encore, en fait d'hôtel, celui de la *Pourvoirie* construit en 1776 près du Pont-Neuf, pour les services du château. C'est aujourd'hui l'*hôtel de Flandre* ainsi appelé parce qu'il se trouve sur la route de ce nom.

Indépendamment des hôteliers que nous avons cités, il y avait encore au Petit-Margny plusieurs industriels, entre autres des teinturiers. Ceux-ci se trouvant près de la rivière avaient plus de commodité que dans la ville où il leur était interdit de jeter aucune eau de teinture dans les rues et enjoint de la porter dans des tinettes pour la déverser dans l'Oise.

En 1681, nous y remarquons Gilles Godet ; en 1697, Simon Bonvalet et Marie Vidier, sa femme, François Bien, Nicolas Lenain, et Françoise Roussel, sa femme.

Au mois d'avril 1722, Nicolas Pillebin, soi-disant teinturier, et Toussaint Baril, aussi teinturier, vinrent s'établir au Petit-Margny. Comme on ne les connaissait pas et qu'ils étaient étrangers à la ville, ils furent invités à comparaître

le 5 mai suivant à l'audience du lieutenant-général de police. Là, Pillebin ayant déclaré qu'il avait fait son apprentissage à Paris, il lui fut ordonné de communiquer au tribunal, en dedans la quinzaine, son brevet d'apprentissage, et à Baril, de justifier de ses prétendues lettres de maîtrise et privilèges.

En 1728, Jean Julien, potier renommé, qui avait sa fabrique et son four installés *rue des Petites-Écuries*, fut obligé de quitter cette rue par suite de l'incommodité et du danger d'incendie que causaient son industrie aux chevaux et aux équipages des brigades des gardes du corps du roi, ses voisins. Il alla s'établir au Petit-Margny, mais cessa de fabriquer de la poterie. Il installa une tuilerie, qu'il céda, en 1744, au sieur Guibout qui en fit une briqueterie. Un membre de cette famille l'exploitait encore en 1850¹.

En 1782, logeait au Petit-Margny un nommé Duferet, directeur d'une troupe de comédiens dont faisait partie le sieur Ringard demeurant chez M. Blanchard, *rue Royale*, à Compiègne, et qui fit beaucoup trop parler d'elle par suite des graves désordres qu'elle occasionna dans le théâtre de la ville.

En 1789, les officiers municipaux de Compiègne furent en lutte avec les habitants du Petit-Margny et du faubourg Saint-Germain, qui s'étaient érigés en municipalités particulières, indépendantes de la ville. Le Petit-Margny se réunissait alors à la commune de Margny ayant pour maire, à cette époque, François de Montbayen.

Déjà ils avaient eu recours aux personnes les plus influentes : à Mathieu de Montmorency, au duc de Luynes, à Le Féron, à Mathieu de Mirampal et à d'autres députés, afin d'obtenir un décret réunissant ces deux communes à celle de Compiègne. Enfin, au mois de décembre 1790, ils adressèrent au député Dauchy², alors membre du Comité d'impositions, la lettre suivante :

1. Graves. *Description du canton de Compiègne*.

2. Dauchy, (Hue-Jacques Edouard), naquit à Saint-Just en-Chaussée le 13 octobre 1757. Son père était un modeste cultivateur, propriétaire de l'auberge de *l'Image de Saint-Nicolas*. En 1789, il fut un des quatre députés nommés par le bailliage de Clermont aux États-Géné-

Instruits, Monsieur, par un de nos collègues de vos dispositions amicales et paternelles envers les Compiégnois, nous prenons la liberté de réclamer l'appui de votre bienveillance. Nous espérons que malgré l'importance de vos occupations vous voudrez bien nous prêter le secours de votre zèle patriotique auprès de l'Assemblée nationale. Cette confiance nous rassure dans ce moment où nos adversaires nous ont devancés, et s'étaient du crédit de quelques protecteurs.

Daignez, Monsieur, accueillir notre demande, et daignez nous aider à vaincre les obstacles que la malveillance oppose hardiment à la tranquillité, à la sûreté, à la prospérité de notre ville ; le civisme dont ses habitants sont animés, vous est un gage de la vive reconnaissance dont les pénétrera ce service important.

LES OFFICIERS MUNICIPAUX.

A l'appui de leur demande, les officiers municipaux avaient joint un long mémoire dans lequel ils développaient les raisons qui devaient rattacher les communes du Petit-Margny et de Saint-Germain, à celle de Compiègne dont elles n'étaient que des faubourgs, n'ayant d'ailleurs aucune ressource particulière et ne pouvant subvenir aux frais d'une commune indépendante.

Comme ses collègues du département de l'Oise, le député Dauchy promit son appui aux Compiégnois dans une lettre qui les remplit de joie et d'espérance. A cette missive, il avait ajouté une brochure politique. Aussi, les officiers municipaux s'empressèrent-ils de le remercier en ces termes :

Monsieur, nous avons reçu avec reconnaissance le cadeau que vous venez de nous faire. Cet ouvrage, le fruit du patriotisme le plus pur, est bien fait pour déssiller les yeux de tant de citoyens dégradés, honteusement asservis par des tyrans subalternes, d'autant plus cruels qu'ils étaient eux-mêmes députés, investis de l'autorité souveraine. Heureusement, ce siècle d'horreur n'est plus.

raux. En 1791, il présida plusieurs fois l'Assemblée constituante. Il devint en 1795, président de l'Administration du département de l'Oise ; il siégea ensuite au Conseil des Cinq-Cents et fut nommé en 1800, préfet de l'Aisne, lors de l'organisation des préfectures. Il devint commandeur de la Légion d'honneur, comte de l'Empire, et commandeur de la Couronne de Fer. Il mourut à Saint-Just le 27 juillet 1817. *Tablettes d'Histoire locale*, par E. Coët.

Nous vous remercions donc et de l'envoi et de la lettre gracieuse qui l'accompagnait. Agréez notre reconnaissance et l'assurance de notre adhésion complète à votre acte de patriotisme¹.

Enfin, après bien des démarches, la ville de Compiègne obtint le 6 janvier 1792, un décret ordonnant que les faubourgs Saint-Germain et du Petit-Margny, feraient retour à Compiègne pour ne former qu'une seule et même municipalité².

Le Petit-Margny comptait, au XVIII^e siècle, 25 à 27 feux et ses habitants faisaient partie de ce qu'on appelait la paroisse de Saint-Nicolas.

En 1793, alors que Compiègne était débaptisé et s'appelait Marat-sur-Oise, le Petit-Margny dut subir aussi la loi commune ; on le gratifia du nom harmonieux de faubourg de la Régénération.

Les Prés de la Ville.

C'était dans la vaste prairie de Margny qu'avaient lieu les tournois habituels où les nobles, les seigneurs, les chevaliers et même les bourgeois joutaient entre eux de la lance, à pied ou à cheval. Les joueurs étrangers y venaient en assez grand nombre, soit de Paris, de Senlis, de Saint-Quentin, d'Amiens et de Doullens, les uns avec bannières, les autres sans, et plusieurs accompagnés de leurs manants.

Ces exercices militaires, annoncés une année d'avance, étaient l'occasion d'une grande fête qui attirait de tous les environs un concours considérable de peuple. Sur les prés de la Ville, se dressaient des échafauds couverts, décorés de tapis orientaux, de pavillons dorés, de bannières, de banderoles de toutes couleurs et d'écussons armoriés. La foule des spectateurs s'y pressait depuis les rois jusqu'aux chevaliers, avec les conseillers, les maréchaux de camp, les juges spéciaux et leurs dames. Un droit seigneurial appelé la tierce était perçu sur ces joutes qui faisaient vivre tous les marchands de la ville et en particulier les taverniers.

Le 14 juin 1237, eut lieu dans la prairie de Margny, un

1.-2. *Tablettes d'histoire locale*, par E. Coët.

grand tournoi à l'occasion du mariage de Robert, comte d'Artois, frère puîné du roi Saint-Louis, avec la comtesse Mahaut de Brabant.

Le tournoi le plus renommé fut celui donné à l'occasion de l'hommage rendu par Thomas de Savoie, comte de Flandre et par la comtesse Jeanne, sa femme, au roi Louis IX en l'an 1238. Une foule de seigneurs français et flamands portant les plus grands noms de leur pays y figurèrent et tinrent à honneur d'y rompre bon nombre de lances sous les yeux de leur puissant suzerain.

Si les étrangers venaient dans notre ville faire montre de leur adresse, deux bourgeois de Compiègne, Cordelier Poulet et Simon de Saint-Omer, assistèrent à leur tour à des joutes données à Rouen, sous Philippe le Bel.

Cordelier Poulet figura encore en 1331, aux fêtes des Trente et un Rois de Tournai, fête comprenant joute à pied et à cheval, concours d'arc et d'arbalète. D'autres Compiègnois l'accompagnaient : Jacques Lescrivent, Jehan Picquepain et ses manants, Jehan Murs et ses manants, Piurart de Serembaix et son manant¹.

Le 6 juin 1406, un tournoi fut encore donné dans la plaine de Margny, à l'occasion des fiançailles de Jean de Touraine, deuxième fils de Charles VI, alors âgé de huit ans, avec Jacqueline de Bavière, fille de Guillaume, comte de Hainaut, et de celles de Charles d'Orléans avec Isabelle, fille de Charles VI, sa cousine germaine.

Tous ces tournois qui compromettaient la récolte des foins, n'empêchaient pas la Ville d'affermir les prés au plus offrant et dernier enchérisseur.

En 1425, ils étaient loués la somme de 10 livres au capitaine de Compiègne, Raoul de Hallus, nommé à ces fonctions le 18 janvier de la même année, par le duc de Bedford, régent de France, pour le compte du roi d'Angleterre.

En 1429, ils étaient adjugés, pour la somme de 36 livres

1. *Les Compiègnois à la fête des Trente et un Rois à Tournai, en 1331*, par le comte de Marsy. (*Bulletin de la Société historique de Compiègne*, tome VII, page 235. Jacques Lescrivent ou Lescrivain.)

parisis, à Jehan Langelé, marchand boucher, dont la femme s'était distinguée, dans la journée du 10 mars 1424, en consentant à faire partie de la députation féminine qui allait solliciter du régent Bedford la grâce de la ville.

C'est dans cette prairie que, le 23 mai 1430, Jeanne d'Arc, quelques moments avant sa prise, eut avec les gens du seigneur Jean de Luxembourg une série d'engagements. « Elle les rebouta par deux fois jusqu'au logis des Bourguignons, et, à la tierce fois, jusqu'à mi-chemin. Sur ce, les Anglais, qui là étaient, lui coupèrent les chemins à ses gens et à elle. En se retirant, elle fut prise dans les champs, sur le côté qui regarde la Picardie, tout près du boulevard. Entre Compiègne et le lieu où elle fut prise, il n'y avait que la rivière et le boulevard avec son fossé¹. »

Lesdits prés pour l'an 1430 furent de nul profit pour le fait du siège qui fut cette année devant Compiègne, depuis le mois de mai jusque vers la Toussaint².

En 1431, ils furent donnés à Guillaume de Flavy, capitaine de la Ville, pour le récompenser des services qu'il avait rendus pendant le siège.

En 1456, ils furent affermés 32 sols parisis à Jehan Hêlart dit Petiot, sergent du roi, et Tassart Soustremy, maître de l'hôtel du Barillet.

En 1590, par acte du 29 septembre, la Ville reconnut devoir à la commanderie du Temple, une rente de 20 livres sur le pré de Compiègne touchant au grand-pont.

En 1631, Jehan Blandin, maître de l'hôtel de Saint-Adrien³, et Antoine Leroux, fermiers des prés appartenant à la Ville, remontrèrent aux gouverneurs attournés que, pendant le séjour de la reine-mère, Marie de Médicis, à Compiègne, séjour qui avait duré cinq mois entiers, depuis le 16 février jusqu'au 18 juillet, ils avaient souffert de grandes pertes par suite des dégâts commis dans les prés, tant par les trois compagnies du régiment des gardes, le détachement des gendarmes, que par les cheveau-légers logés au

1. *Procès de Jeanne d'Arc*, T. I, p. 116.

2. *Archives de Compiègne*, CC. 13, f^{os} 5 et 6.

3. Situé rue d'Estrées, fief des Tournelles.

faubourg de la ville et villages de Saint-Germain, Venette et Margny, comme aussi par les officiers carossiers et mulletiers de ladite dame. C'est pourquoi les requérants suppliaient qu'il leur fût fait remise d'une certaine somme sur le fermage échu. Leur demande étant justifiée, il fut fait droit à cette légitime réclamation.

En 1636, les prés étaient loués à Philibert de Crouy, marchand, possesseur de la dixième partie du moulin à eau sis sur le pont de Compiègne, proche l'*hôtel de Saint-André*. Mais les Espagnols ayant passé la rivière de Somme, les habitants des villages d'alentour étaient venus se réfugier en foule dans la prairie avec leurs bestiaux. En outre, pour mettre la ville en état de défense, les gouverneurs avaient fait construire un second pont dormant du côté de Margny¹. Tous ces travaux exécutés dans les prés situés en face, avaient détruit une certaine partie de la récolte des foins, ce qui donna lieu à une réclamation de la part de la veuve de Philibert de Crouy, Anne Martin qui, sur ses deux années de fermages échues à la Saint Jean-Baptiste de l'année 1638, obtint une diminution de 40 livres.

Après elle, Nicolas Ledoyen et Jehan du Clerc, furent adjudicataires de la prairie de la Ville pour les années 1639, 1640 et 1641. Ils espéraient faire la dépouille de l'année 1641 qui avait été fort stérile à cause de la grande sécheresse ; il y avait alors, dans les prés, une assez forte quantité d'herbes de foin plus que suffisante pour récompenser les locataires de la perte qu'ils avaient subie par suite de la sécheresse des années précédentes. Mais, pour comble de malheur, au mois de juin 1641, était arrivé un régiment de Suisses, celui de Nanteuil et de Poitou, lesquels avaient fait demeure entière dans la ville et les faubourgs pendant l'espace de trois semaines entières.

Pendant ce temps, les capitaines et soldats, ainsi que d'autres personnes, avaient fait entrer leur chevaux et « fait paître en pâture iceux dans la prairie. »

Ils avaient commis de tels désordres que tout avait été

1. *Archives de Compiègne*, DD. Le vieux pont de Compiègne, p. 22 et 23.

saccagé, qu'il ne restait plus rien sur pied, et cela, malgré les remontrances et empêchements réitérés des fermiers, malgré les défenses faites aux officiers par Monseigneur de Bragelonne, commissaire général de la maison de France, défenses qui avaient été publiées à son de tambour par les carrefours de la ville. Après une expertise des dégâts commis, il fut reconnu qu'il y avait une perte des deux tiers des herbes et foin.

En conséquence, les gouverneurs attournés firent remise aux sieurs Ledoyen et du Clercq de six vingt-dix-huit livres d'une part, pour les diminutions prétendues et de douze livres de l'autre, pour les frais de visitation avancés pareux.

Le 11 février 1654, Claude Cronnier, maître de la poste aux chevaux et tenancier de l'*hôtellerie de la Pie*, située rue de Pierrefonds, prit à loyer la prairie de la Ville qu'il sous-loua l'année suivante à Emmanuel Camay. Celui-ci exposa qu'au mois de mai de l'année 1655, pendant le séjour du roi Louis XIV, à Compiègne, les prés avaient été mangés et pâturés par les chevaux étant à la suite de la cour de Sa Majesté, malgré toutes les plaintes et remontrances faites à ce sujet. Il demandait humblement qu'il plaise aux gouverneurs attournés de lui accorder la remise pleine et entière de sa redevance, puisqu'il leur avait été certifié qu'il n'avait tiré aucun profit desdits prés, ne les ayant pas fait faucher.

Sa réclamation n'ayant pas été admise, Camay n'hésita pas à intenter un procès à la Ville, procès qui, comme tous ceux d'alors, fut interminable. Il fallait être doué d'une patience à toute épreuve pour attendre les arrêts de la justice et on espérait bien qu'il se lasserait en abandonnant sa cause. Mais le poursuivant était tenace et persista dans sa revendication, qui était d'ailleurs assez importante. Il eut lieu de se féliciter de sa persévérance, car le 7 juin 1659, il obtint gain de cause. A cette date, le receveur des deniers patrimoniaux, Gilles Charmolue, reçut l'ordre de faire remise à Emmanuel Camay de la somme de 280 livres tournois, montant de la redevance de l'année 1655, à condition que ce dernier paierait comptant au receveur le total des sommes dues par lui pour les autres années de loyer desdits

prés, années échues au jour de saint Jean-Baptiste dernier.

La réclamation du sieur Camay, même avant le prononcé du jugement, avait eu l'heureux résultat de donner à la Ville une leçon profitable pour ses finances. Car, au mois de mai 1657, pendant les douze jours que le Roi séjourna à Compiègne du 8 au 20, trois manouvriers, les sieurs Jean Dauffrin, Jean Bleuet et Adrien Bertillot, furent chargés de garder et soigner la prairie de la Ville pour empêcher que les chevaux et bestiaux étant à la suite de la cour de Sa Majesté n'allassent paître dans les prés. Ils reçurent, pour cette besogne, la somme de 27 livres tournois, dépense préférable à la perte entière d'une année de fermage.

Par suite de cette mesure énergique, les locataires successifs n'eurent plus lieu d'adresser de plaintes à l'échevinage au sujet de leur récolte plus ou moins endommagée, et, par conséquent, ne donnèrent plus lieu à certaines particularités ou incidents pouvant nous intéresser. C'est pourquoi, la nomenclature des noms, des dates des baux avec le montant des loyers deviendrait fastidieuse. Nous nous contenterons de citer en avant dernier-lieu, Louis Laudigeois, marchand de bois, entrepreneur des camps et armées du Roi, demeurant au Petit-Margny, qui, par bail du 26 février 1772, fut déclaré adjudicataire de la prairie sur laquelle il construisit des écuries pour le service du Roi, pendant ses séjours à Compiègne. L'autorisation en avait été demandée par Monseigneur le duc de La Vrillière, ministre et secrétaire d'État, aux officiers municipaux qui firent, à cette occasion, avec le preneur un bail à cens par lequel celui-ci prenait trois arpents dans la pièce en contenant trente-trois, à la charge par lui de payer à la seigneurie de la Ville 30 livres de cens foncier par chaque arpent.

Ce locataire maria sa fille Alexandrine Laudigeois dans l'église de Margny, le 20 juillet 1784, avec Louis-Victor Carbonel, chevalier, lieutenant à la suite des dragons, fils mineur de Louis de Carbonel, chevalier, seigneur d'Herleville, capitaine au régiment de Navarre, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis et de dame Geneviève de Monsures.

Une partie des trois arpents désignés ci-dessus fut cédée

par Louis Laudigeois à Messire Edme Pierre François, chevalier, seigneur de Montbazou¹, mestre de camp de dragons, qui venait d'acheter une maison au Petit-Margny et avait besoin de ce terrain pour agrandir son jardin.

Enfin le dernier locataire qui continua d'affermir la prairie de la Ville jusqu'au moment où elle fut vendue à plusieurs acquéreurs, fut le sieur Gabriel Rey, maître de la poste et tenancier de l'*hôtellerie de Saint-Nicolas* près la porte des Jacobins. Par bail du 26 juin 1774, il payait à la Ville 34 livres par arpent.

1. Sa femme, Marie-Suzanne Fontenoy-Prudhomme fut inhumée à Margny le 26 décembre 1788.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Vente de la Seigneurie de Margny.

Seigneurie de Margny, mardi 9 février 1666, en l'auditoire du Roi à Compiègne.

A la requête de M^r Guy Vestu, greffier des juges consuls de Compiègne, sera procédé à la délivrance des fiefs, maison, terre et seigneurie de Margny, saisis sur demoiselle Françoise de Vaterre, veuve de Charles Lecointe, écuyer, seigneur de Brétigny, héritière par bénéfice d'inventaire de défunt Jean de Vaterre, écuyer, seigneur de Margny, son frère, et sur demoiselle Blanche Desprez, sa femme, et des terres appartenantes en propre à ladite demoiselle Blanche Desprez, saisies au terroir de Margny, pareillement saisies à la requête de Louis de Neufville, écuyer, seigneur de Forest, sur Louis de Fournel, écuyer, seigneur de Beauregard, et ladite demoiselle Blanche Desprez, à présent sa femme, ordonné être vendues conjointement.

Outre, lesquelles choses, sera aussi procédé à la vente du fief de Boulainvilliers, sis à Bienville et ès environs.

M^r Claude Lefèvre, procureur des attournés gouverneurs, s'est opposé à la vente de la seigneurie de Margny qui appartient à la ville de Compiègne, comme étante aux droits du Roi.

Comme aussi s'est opposé le curé de Margny, présent, assisté de M^r Simon Delamarre, son procureur, afin que sur toute la terre et dixmes ecclésiastiques il lui soit donné une portion congrue suivant la disposition des ordonnances et des arrêts, si mieux n'aime le délaissement desquelles dixmes, ce qu'il soutient lui devoir être adjugé, sinon proteste, en cas qu'il soit passé outre, de se pourvoir et que l'énonciation que le poursuivant a faite en l'affiche au préjudice de l'opposition qu'il a formée ne lui puisse préjudicier.

Il sera passé outre à la vente desdites choses exposées à la charge de l'évènement de l'opposition du curé de Margny qui demeurera à la charge de l'adjudicataire et lettres aux opposants de ce qu'ils ont soutenu que la demande du sieur curé doit être intentée contre les gros dixmeurs ecclésiastiques et à Delavallée, procureur des religieux de Saint-Lucien de Beauvais.

Opposant ledit sieur Lefèvre, procureur des gouverneurs attournés, étant aux droits du Roi, pour les droits féodaux, qui seront dûs à cause de la vente de la ferme de Saint-Lucien de Beauvais, terres, héritages et droits aliénés, ainsi qu'autres biens ecclésiastiques dont ils ont requis lettres, même des foi et hommages, autres droits et devoirs non faits que leur avons octroyés.

Opposant de Saint-Paul, procureur du seigneur de Verneuil, seigneur par engagement des domaines de Senlis et Compiègne, lequel a réitéré l'opposition ci-devant formée, et ce, faute de droits et devoirs non faits par ledit feu seigneur de Margny et de ses héritiers, à cause de la seigneurie de Margny, relevant du Roi.

Lagnier l'aîné, procureur des religieux de Saint-Corneille, a dit que ce n'est assez de faire la présente exposition à la charge de six vingt livres de surcens dûs auxdits religieux, mais encore d'une année d'arrérages échue au jour de Saint-Martin d'hiver dernier passé, pourquoi il soutient que ladite vente doit être faite à cette charge et que ladite vente ne puisse préjudicier aux autres droits féodaux, censuels et autres desquels ils entendent se conserver en leurs droits.

Opposant, Claude de Vallon, écuyer, seigneur de Bienville, qui a dit que selon le don et transport à lui fait par M^{re} Louis de Crevant, marquis d'Humières, de la faculté de retirer par puissance de seigneurie ledit fief de Boulainvilliers, relevant en foi et hommage dudit seigneur d'Humières, à cause de sa terre et seigneurie de Coudun, il a retiré du sieur Caullier, seigneur du Plessis-Brion, ledit fief, lequel l'aurait acquis de damoiselle Françoise de Vaterre, veuve de Charles Le Cointe, tant en son nom que comme héritière bénéficiaire dudit défunt Jean de Vaterre, pourquoi il soutient la distraction du fief de Boulainvilliers.

Ledit Lefèvre, pour le sieur de Bienville, a dit qu'il est aux droits du sieur Caullier pour vingt-cinq livres de rente et arrérages qui en sont dûs, soutient que, en tous cas, le fief de Boulainvilliers doit être vendu séparément.

Lesdits opposants ont dit qu'il n'y a qu'un seul moyen au sieur de Bienville pour se conserver dans la propriété du fief, en cas qu'il ait acquis icelui, qui est de se charger de toutes les rentes, arrérages, droits, privilèges et autres créances de plusieurs opposants, qui se montent à plus de quatre-vingts mille livres, et pour cet effet de bailler bonne et solide caution, sinon il ne peut empêcher qu'il ne soit passé outre, pour être ledit fief vendu conjointement avec la seigneurie de Margny.

François Crin, procureur de dame Marie de Crespy, veuve du sieur de Parponcher, M^e Antoine Loisel, Antoine de Baillon, Gilles Blandin, sieur des Clos, Elisabeth Domvare, veuve de Michel Chevalier et Jean Chambois, tous créanciers de feu Jean de Vaterre, écuyer, sieur de Margny, et demoiselle Blanche Desprez, sa veuve, à présent femme de Louis de Fournel, écuyer, sieur de Beauregard, nous ont remontré, que pour la défense et conservation des droits de tous les intéressés et de tous les créanciers, ils ont dépensé dix-huit cents livres, c'est pourquoi il leur sera remboursé cette somme.

Le vendredi 12 février 1666, M^e Charles Bourguignon offre de prendre et accepter la délivrance de ladite seigneurie et se charger des charges seigneuriales et foncières non remboursables, et, en outre, de payer et acquitter les rentes constituées jusqu'à concurrence de cinquante mille livres, compris quatorze cents livres de frais, arrérages courants et frais d'opposition et encore accepter la délivrance du fief de Boulainvilliers, moyennant six cents livres pour une fois, tant en principal que frais, déclarant que les rentes seigneuriales et foncières, dont il entend se charger sont de six vingts livres vers Saint-Corneille, trente-six livres d'argent et deux chapons vers Saint-Lucien de Beauvais, trente livres vers Saint Martin au Bois, le gros du curé, ainsi qu'il est accoutumé d'être payé à Margny, avec ce qui est dû à l'église de Margny et vingt sols parisis vers la Table-Dieu des pauvres.

Lagnier, le procureur de Claude Roger, marchand, demeurant à Plessis-Brion, s'est opposé pour la somme de trois cent quatre-vingts livres à lui due par défunt Jean de Vaterre, par jugement provisoire de l'année 1637, comme aussi ledit Lagnier s'est opposé comme procureur de Mathias Luisin, meunier demeurant à Clairoix pour la somme de trois cent soixante livres à lui due par promesse de demoiselle Blanche Desprez, laquelle somme a été employée au paiement de frais funéraires dudit feu seigneur de Margny.

S'est opposée par l'intermédiaire de François Crin, son procureur, dame Marie de Crespy, veuve de feu de Parponcher, créancière de douze à treize mille livres.

S'est opposé Jean Seroux, seigneur du fief d'Agincourt et de Charly, disant que à cause desdits fiefs, il a droit de cens et surcens au terroir de Margny sur plusieurs pièces de terre, prés, vignes et héritages.

Opposant Jérôme de Croüy, procureur des dames de la Con-

grégation de Notre-Dame de Compiègne, pour somme de deniers à elle dûs par la demoiselle Blanche Desprez, femme et épouse du sieur de Beauregard.

Après plusieurs enchères mises par de Saint-Paul et de Croüy, procureur de M. Louis de Crevant, chevalier, marquis de Humières, il a été fait délivrance à ce dernier de la seigneurie de Margny, fief de Boulainvillers et propres de la demoiselle Desprez, moyennant cinquante-trois mille cinq cents livres, en outre à la charge de cent cinquante livres applicables, savoir, aux pauvres renfermés, cinquante livres, et cent livres à l'auditoire, taxe aux sergents de service, quinze livres, au geolier, douze livres.

(Archives municipales, FF. 182.)

Commission du Parlement

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. Requête de nos aînés Anne-Bénigne-Thérèse de Béringheim, veuve de M^{re} Emmanuel Armand, marquis de Vassé, brigadier de nos armées, Emmanuel, marquis d'Hautefort, maréchal des camps et armées du Roi, Charlotte-Alexandrine Sabine d'Heudicourt, veuve de M^{re} Antoine Antonin, comte de Béthune, lieutenant général des gens d'armes bourguignons et Angélique-Sophie d'Hautefort, veuve en premières noces de M^{re} Jean-Luc d'Heuzières, marquis de Themines et, à présent, épouse séparée quant aux biens par son contrat de mariage de M^{re} Henry-Camille, marquis de Béringheim, chevalier de nos ordres et notre premier écuyer, tous és-noms et qualités, procédant, poursuivant les saisies réelles, criées, ventes et adjudications par décret du duché d'Humières, circonstances et dépendances.

Mandons assigner à certain et compétent jour en notre Cour de Parlement, troisième Chambre des enquêtes qui est saisie par attribution générale par nous aux idées de la connaissance de toutes les affaires et contestations concernant le duché d'Humières et où la saisie réelle s'en poursuit à la requête des exposants, les échevins de la ville de Compiègne et Louis Motel, maître de l'hôtel de la Pucelle-d'Orléans, pour voir dire qu'ils procéderont en la Cour sur l'assignation qui a été donnée audit Motel, à la requête des échevins, au bailliage de Compiègne, par exploit du 26 janvier 1749, voir recevoir les exposants en leurs qualités de poursuivants, parties intervenantes dans la contestation ; ce faisant, que ledit Motel sera tenu de continuer de payer

à la seigneurie de Margny les cens et surcens par lui dûs, à cause de l'hôtel de la Pucelle-d'Orléans qui est dans la censive de ladite seigneurie sur laquelle lesdits échevins prétendent mal à propos avoir droit.

A l'effet de quoi les exposants auxdits noms des poursuivants seront en tant que besoin est, seraient maintenus dans la possession et jouissance desdits cens et surcens sur ladite hôtellerie ; voir prendre telles autres conclusions que les exposants avisent et sur le tout procéder comme de raison, afin de dépens et déclarera que M. Charles Desjobert, procureur en la cour du Parlement de Paris, demeurant rue des Grands-Augustins, paroisse Saint-André-des-Arts, chez lequel tous les exposants ont élu leur domicile, etc.

Donné en notre chancellerie du Palais, à Paris le 5 février, l'an de grace 1749, et de notre règne le trente quatrième.

Par le Conseil, signé : LE SÉNÉCHAL.

Collationné et signé : GAULTIER.

L'an 1749, le dix-neuf février, après-midi, en vertu de certaine commission de nos seigneurs de la cour de Parlement, du cinq du présent mois signée : par le Conseil, Le Sénéchal, avec griffe, collationnée et scellée et signée Gaultier, à la requête de dame Anne-Bénigne-Fare-Thérèse de Beringheim, etc. J'ai Jean-Baptiste Tricotel, premier huissier audiencier au siège de la police générale de Compiègne, certifie avoir adjourné et donné assignation à MM. les gouverneurs attournés et échevins de la ville de Compiègne, au domicile de M. Antoine Laurent Bullot secrétaire greffier de la ville.

(Archives de Compiègne. DD.)

LES CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS

de Compiègne

AVANT 1789

PAR

M. Alexandre SOREL

MEMBRE TITULAIRE

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE DES CORPORATIONS

Statuts et Etat

C'est un problème difficile à résoudre que celui qui consiste à préciser l'époque où les divers métiers se sont formés en corporations dans la France, car, ainsi qu'on l'a écrit avec beaucoup de justesse, « nos pères ont travaillé sans nous dire comment ils travaillaient ».

Tout ce qu'il est permis de supposer, c'est que l'occupation romaine a dû avoir pour effet d'importer dans les Gaules, les différentes branches de commerce et d'industrie qui florissaient à Rome, mais de quelle façon s'y exerçaient-elles ? Nul ne saurait le dire absolument.

Au Moyen-Age, alors que la féodalité étendait presque partout sa domination et qu'aucun droit ne pouvait se produire sans l'assentiment du Seigneur de l'endroit, il est hors de doute que la faculté d'exploiter n'importe quel métier, constituait une faveur dont ce personnage était le seul dispensateur moyennant une redevance arbitraire.

A défaut de la puissance seigneuriale, c'est au roi qu'appartenait le droit de disposer des métiers que, souvent, il concédait à titre de libéralité. C'est ainsi, qu'en 1160, Louis VII abandonnait à la femme d'Yves Lacohe, les métiers de *Mégissiers*, de *Boursiers*, de *Baudroiers*, de *Savetiers* et de *Sueurs* ou Cordonniers. C'est encore ainsi, qu'au mois de

mars 1312, Philippe-le-Bel gratifiait les Maire et Échevins de Compiègne de trois étaux dans la boucherie de cette ville ¹.

En dehors de ces libéralités, dont on retrouve des traces nombreuses aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, on ne pouvait s'établir sans acheter un métier déjà existant, ni sans payer au roi un droit fixé à l'avance.

D'autre part, la surveillance de certains de ces métiers fut confiée aux dignitaires investis d'une fonction quelconque à la Cour. Ainsi le Grand Panetier obtint la maîtrise des *Tameliers* autrement dits *Boulangers* ; le Maréchal royal devint le *Grand Maître* des ouvriers en fer ; au *Chambrier* du roi appartinrent les *Tailleurs* et *Drapiers*, pendant que l'*Echanson* était investi des *Marchands de vin* et autres commerçants en liquides.

Cette dévolution de la surveillance des métiers a dû certainement être le point de départ de la discipline qui s'imposa à chacun d'eux, mais cette discipline ne paraît nettement formulée qu'au ^{xiii}^e siècle, époque où Étienne Boileau, Garde de la Prévôté de Paris sous Louis IX, voulant réprimer les abus qui nuisaient au commerce, en général, codifia, en 1258, tous les usages suivis par les Corps d'État, et en composa son *Livre des Métiers*.

Chacun connaît ce précieux recueil qui contient une réglementation locale, il est vrai, mais si fortement empreinte de l'esprit du temps, si bien faite à l'image et à la ressemblance des Sociétés d'alors, qu'on peut, ainsi que l'a écrit M. Tisserand, la considérer comme l'expression fidèle de ses idées et de ses mœurs ².

Ce qui eut lieu à Paris ne tarda pas à gagner la province, et, sauf quelques nuances ou particularités essentiellement locales, les statuts des métiers parisiens devinrent peu à peu ceux de la France entière.

La ville de Compiègne, à raison de son peu d'éloignement relatif de la Capitale et surtout des relations qu'elle y entretenait, devait être une des premières à bénéficier d'un

1 Archiv. Nation. sect. hist. Trésor des Chartes, I Reg. 58, n° 196.

2. Le *Livre des métiers de Boileau*, par R. de Lespinasse et Bonnardot. Avant-Propos.

semblable héritage, et tantôt elle adopta, sans y rien changer, ces règlements, tantôt elle en mit le texte en harmonie avec les exigences de ses propres habitants.

Moins heureux qu'Étienne Boileau, nous n'avons pu découvrir, jusqu'à présent, les statuts de toutes les Corporations compiégnaises. Restés, pour la plupart, à l'état de *Manuscrits*, sur les registres du Lieutenant général de police, ils sont très certainement enfouis dans les *Archives judiciaires* que la centralisation a, malheureusement pour nous, transportées, il y a plus de quarante ans, au chef-lieu du département et qui attendent encore le moment où leur tour viendra d'être exhumés de la poussière pour figurer sur les catalogues et être mis à la disposition du public.

— Aussi, les seuls documents parvenus à notre connaissance sont les *Statuts et Règlements des marchands Merciers, Ciriers, Épiciers et Droguistes de la ville de Compiègne*, imprimés dans les premiers mois de l'année 1729, et les *Statuts, Ordonnances et Règlements des maîtres et marchands Tonneliers* de la même ville, imprimés en 1755.

Si, à ces deux recueils, on joint le *Règlement général de police pour la ville et banlieue*, publié le 27 mai 1754, on arrive à se faire une idée très nette de la façon dont s'exerçaient jadis à Compiègne le commerce et l'industrie.

Tout d'abord, on y trouve la même organisation qu'à Paris, pour ce qu'on peut appeler la *famille ouvrière* laquelle se composait d'un maître, d'ouvriers portant le nom de *valets*, ou de *compagnons* et d'*apprentis*, travaillant ensemble, bénéficiant de la même vie et placés tous sous la surveillance et la direction de *Gardes, Jurés* ou *Égards* dont la mission consistait à protéger et à défendre les intérêts de la corporation à laquelle ils appartenaient eux-mêmes et qui, chaque année, étaient élus par la Communauté.

Le premier degré d'initiation à un métier quelconque, était l'apprentissage, et, sauf de rares exceptions, on ne pouvait devenir maître si l'on n'avait pas été apprenti pendant un temps que déterminaient les statuts. Ainsi pour les *Merciers, Ciriers, Épiciers et Droguistes* de Compiègne, la durée de cet apprentissage était au minimum de trois années entières et consécutives chez un même maître de la ville.

L'apprenti devait être de la religion catholique et payer dix livres pour la chapelle réservée à la corporation dans une des paroisses ou dans un couvent.

Une de ces chapelles, placée sous le vocable de *Saint-Marcoul*, existe encore dans un des bas côtés de l'église Saint-Jacques à Compiègne. On y remarque un tableau représentant Louis XVI vénérant les reliques du même saint dans l'église de Saint-Remi à Reims, où l'on avait apporté la châsse placée d'ordinaire à Corbeny, le roi n'ayant pu se rendre dans cette localité avant son sacre, à cause du mauvais état des routes. On sait que, suivant une tradition du Moyen-Age, il suffisait de toucher les reliques de saint Marcoul pour être guéri de certaines maladies, notamment des écrouelles.

C'est à raison de cette croyance, que les *Épiciers-Droguistes* de Compiègne, s'étaient placés sous le patronage du même saint¹; mais à Paris, la corporation avaient choisi saint Nicolas. C'est ce qu'affirme Sauval quand il dit : « Les épiciers-apothicaires ont pour patron saint Nicolas, aussi bien que les drapiers, et cela, disent-ils, ou à cause que leurs marchandises viennent par mer et par le moyen des pilotes et des mariniers dont saint Nicolas est encore le Patron, ou à cause que du tombeau de saint Nicolas, évêque de Mirre, il sort une huile qui opère de merveilleuses guérisons². »

— Les maîtres ne pouvaient avoir qu'un seul apprenti et si, par aventure, ils en employaient deux à la fois, ils étaient obligés d'en congédier un et de payer soixante sols d'amende pour la décoration de leur chapelle.

Cette prohibition de prendre plus d'un apprenti, paraît avoir eu pour raison de ne point augmenter, outre mesure, la concurrence pouvant résulter de la présence d'un trop grand nombre de futurs candidats à la maîtrise.

— Outre les trois années d'apprentissage, il fallait pour être reçu *maître* dans un métier, faire ce qu'on appelait un *chef-d'œuvre*, c'est-à-dire, exécuter, sous les yeux des

1. V. sur la Police et le Commerce de Compiègne au XVIII^e siècle, par le Président A. de Roucy. — Bulletin de la Société Historique, t. I^{er} p. 71.

2. Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris, t. II, p. 473.

Gardes ou *Égards*, un objet désigné par eux et se rattachant à l'industrie ou au commerce qu'on voulait exercer. Ce chef-d'œuvre exigeait pour certains métiers un travail assez long. Pour les ciriers, il consistait en un cierge du poids d'une demi-livre (art. 17, des statuts).

— Seules, les veuves étaient admises à continuer le métier de leurs maris défunts ; mais si elles convolaient en secondes noces, elles perdaient ce bénéfice, à moins d'épouser un individu reçu maître également dans la même partie.

— Une des choses qui portaient le plus d'ombrage aux marchands, c'était la concurrence que pouvaient leur faire les *Forains*. Aussi ces derniers étaient-ils l'objet d'une surveillance des plus actives. Défense était faite, entre autres choses, d'exposer leur marchandise avant d'avoir prévenu les *Égards* et d'avoir subi leur visite. De plus, ils ne pouvaient vendre qu'aux maîtres eux-mêmes, ne venir que quatre fois dans l'année au marché, sous peine de dix livres d'amende pour l'entretien de la Chapelle, et ne rester au plus que trois jours, chaque fois, sous peine de soixante livres d'amende.

De cette façon, les maîtres marchands s'assuraient un droit exclusif d'approvisionnement et pour mieux le fixer encore, les revendeurs au détail ne pouvaient acheter qu'à eux.

Toutefois, ces mêmes maîtres n'avaient pas la faculté d'ouvrir deux boutiques simultanément, et il ne leur était permis de prendre un associé que parmi les personnes exerçant le même commerce et ayant obtenu le brevet de maîtrise.

En outre, chacun d'eux était tenu de souffrir la visite des *Égards* en charge, quatre fois dans l'année, à l'effet de constater la qualité, la bonté ou les défauts des marchandises.

— Quand la mort frappait le maître d'un métier, ou sa femme, les survivants, héritiers ou enfants, devaient avertir les mêmes *Égards* qui, de leur côté, étaient obligés de convoquer tous les membres de la Corporation, hommes et femmes, pour assister aux messes célébrées en mémoire du défunt. Pareille convocation avait lieu à la fête du Saint sous la protection duquel on s'était placé et le lendemain de la cérémonie, on se réunissait à nouveau pour prier en faveur des trépassés.

Cette disposition prouve combien dans l'ancien temps,

les membres des corporations étaient unis par de pieux sentiments.

— De plus, chaque année, les maîtres des Corporations suivaient tous les processions du Saint-Sacrement, pour lesquelles ils avaient à fournir des cierges et des torches qu'ils tenaient en main, sinon, ils encouraient une amende.

C'est ainsi que le 1^{er} juin 1761 les *Maîtres corroyeurs*, les *Maîtres menuisiers* et les *Maîtres potiers d'étain* durent payer trente sols d'amende pour n'avoir pas porté le 21 mai précédent, jour de la *Fête-Dieu*, des flambeaux à la procession et que le même jour les *Maîtres couvreurs* encoururent trois livres d'amende pour n'avoir porté qu'un flambeau au lieu de deux.

On était bien loin alors des arrêtés interdisant les processions. Il est vrai que le Concordat n'existait pas. De son côté la Corporation des Violoneux devait prêter son concours à ces sortes de cérémonies.

— Enfin, les statuts prohibaient d'une façon absolue aucun commerce les dimanches et jours de fête, excepté pour les choses indispensables à l'existence et encore, même en pareil cas, les boutiques devaient elles être fermées pendant les offices¹.

1. On trouve dans les registres de simple police de Compiègne de nombreuses condamnations prononcées pour violation de cette mesure, entre autres celles qui suivent :

- Le 31 janvier 1757, Honoré Ancel, perruquier-barbier, demeurant à Compiègne, rue de Paris, pour avoir rasé dans sa boutique le dimanche 60 sols d'amende.
- Le même jour, veuve Chéron, revendeuse de fruits, demeurant sous la fausse porte du *Marché au fromage*, pour avoir tenu sa boutique ouverte et exposé en vente des fruits et du fromage pendant la messe de la paroisse. 30 —
- Le même jour, Surmay, chapelier, place du Change, pour avoir, pendant la grand'messe, souffert dans sa boutique des personnes de la campagne marchandant des chapeaux. 30 —
- 9 mai 1757, Fauchet, cabaretier et pâtissier, rue du Perroquet, pour avoir exposé en dehors sur la rue, un cochon de lait, un lapin et des morilles pendant la grand'messe. 30 —

Et autres encore.

Semblable prohibition existait pour les jours de fête des patrons, et les infractions étaient signalées par les Gardes des communautés elles-mêmes.

C'est pour avoir enfreint cette disposition que, sur la plainte des serruriers, le nommé Gay, l'un d'eux, fut condamné le 10 décembre 1731, à 40 sols d'amende pour avoir travaillé et ouvert sa boutique le 1^{er} du dit mois, jour de *Saint-Éloi*, fête des serruriers.

— En outre, les membres des Confréries et Corporations étaient tenus de supporter leur part dans les frais des services célébrés en l'honneur de leurs Saints. En vertu de cette obligation, Jean-Charles Gé, maître serrurier à Compiègne, fut condamné, le 11 février 1772, à payer à la Communauté 10 livres 6 sols 7 deniers pour sa part dans le service célébré en l'honneur du dit *Saint-Éloi*.

— Telles sont, en résumé, les dispositions principales qui s'appliquaient aux divers corps de métiers avant la Révolution et dont un savant économiste, M. E. Levasseur, a parfaitement résumé le caractère, quand il dit :

« Le corps de métier était organisé en vue du privilège, et le privilège, loin de s'élargir à mesure que l'industrie se développait, s'était resserré par la coalition permanente des intérêts toujours préoccupés de munir leur forteresse et d'en écarter l'ennemi. Les Compagnons étaient parfaitement d'accord avec les Maîtres pour ne pas multiplier les apprentis ; tous les Maîtres étaient d'accord entre eux pour ne pas permettre aux Compagnons de travailler pour leur compte ; les Gardes anciens et récents étaient d'accord pour ne pas livrer à tous les Maîtres sans distinction le droit de suffrages ; enfin, Apprentis, Compagnons, Maîtres et Gardes étaient d'accord pour interdire à toute autre communauté un genre de travail qui appartenait de droit à la Corporation, ou même pour prohiber toute association particulière dans le sein de l'association du métier. Dans cet échafaudage de privilèges, du bas au sommet, chacun voulait écarter les concurrents, et s'il y avait de fréquentes discordes intestines, il y avait toujours entente contre les ennemis du dehors qui pouvaient menacer la place. Cette attitude défensive n'était pas favorable au développement

de l'activité individuelle. Elle rétrécissait l'horizon sans diminuer la convoitise ; elle arrêta les inventeurs à la porte du métier, pendant que, dans l'intérieur, le stimulant manquait pour sortir de la routine, et que l'invention ou était étouffée à sa naissance par les statuts, ou tombait, au détriment de l'inventeur, dans le domaine commun de la Corporation¹. »

— Maintenant, quand on examine en détail chacun des règlements concernant les Corps et Métiers à Compiègne, on est pénétré de cette pensée que si, d'une part, les marchands ne négligeaient rien pour sauvegarder leurs intérêts, ils savaient, d'autre part, faire respecter ceux du public et assurer en toutes choses la loyauté commerciale qui, aujourd'hui, ne fait que trop souvent défaut.

En parcourant, par exemple, les statuts des *Ciriers*, on voit qu'il leur était défendu de vendre aucune chandelle de suif qui ne fût « telle dessous que dessus », bonne et loyale, sans aucune fourrure ni couverture, sous peine de *soixante sols* d'amende pour la Chapelle ; quant aux torches, on ne pouvait employer que *pure cire bonne et loyale* et celles qui servaient aux communautés devaient être remplies de cire jusqu'à la moitié du bâton. De même, il était enjoint de ne mêler à la cire, ni poix ni résine, ni autre drogue, et, en cas de contravention, l'objet ainsi fait était brûlé devant la maison du fabricant, sans préjudice de l'amende.

— On comprend aisément de semblables dispositions à l'époque où rien ne faisait soupçonner l'éclairage au gaz, et encore moins à l'électricité ; alors que le *quinquet* plus ou moins fumeux n'était pas encore inventé et que les comédiens ordinaires du roi représentaient les chefs-d'œuvre de Corneille et de Molière à la lueur des chandelles garnissant la rampe et dont l'entretien était confié à un *moucheur*.

— Des statuts des *Merciers*, nous ne relèverons, à titre particulier, que l'article XLV ainsi conçu : « Seront les dits *Merciers* maintenus dans la possession immémoriale où

1. *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789*, t. I^{er}, p. 53.

ils sont, de vendre en gros et en détail les *vinaigres* qu'ils font venir de Paris, Orléans et autres lieux, comme il se pratique dans plusieurs villes ès-environs de *Compiègne*, notamment Beauvais, Amiens, Saint-Quentin, Senlis, Noyon. Crépy, conformément aux arrêts qui ont été rendus pour les villes de Beauvais et Amiens, en date du 19 juin 1700 et du 23 janvier 1710. ». Singulier assemblage du débit de *vinaigre* avec celui de soies, rubans, ceintures en tissus, bordures de corsages, franges de robes, aumonières et autres objets de même nature.

— Les *Tonneliers* avaient à Compiègne une véritable importance, à raison du commerce de vins qui s'effectuait jusqu'à Pont-Sainte-Maxence. Ils avaient adopté les statuts conférés en 1566 par Charles IX, qui leur imposaient entre autres choses, cinq années d'apprentissage et le paiement annuel de *vingt sols parisis* au roi, dix sols à la Confrérie et huit livres parisis aux Jurés.

En 1759 ils se plaignirent de la vente de futailles vides opérée à leur préjudice par les débitants, et obtinrent le 18 octobre de la même année une ordonnance du Lieutenant général de police de Compiègne qui « fit défense aux hosteliers, marchands de vin et cabaretiers, d'exposer à leurs portes aucunes pièces et futailles pouvant être employées à mettre vin nouveau, *sans être défoncées*, à peine de vingt livres d'amende. »

Ils se ménageaient ainsi les bénéfices d'une fabrication nouvelle de fûts, ou à tout le moins leur remise en état.

— Les *Perruquiers-Barbiers* ont eu certainement aussi leurs statuts; mais nous n'en connaissons pas l'économie. Tout ce que nous avons pu savoir à leur égard, c'est qu'ils se plaignirent amèrement de la concurrence que leur faisaient leurs confrères de Versailles venus à Compiègne à la suite du roi, pendant les séjours de la Cour. Une sentence du Grand-Prévôt de France en date du 24 juillet 1739 leur donna gain de cause et fit défense aux Versaillais d'instrumenter à Compiègne¹.

— Nous ne dirons rien des *Pâtissiers* ni des *Bouchers*. Ces

1. Voir à l'Appendice. N° 1.

deux corporations les plus anciennes et les plus importantes de la ville, ont été récemment l'objet d'une étude complète, principalement pour l'époque antérieure à la Révolution¹. Il en est de même des *Charcutiers* auquel une partie de cette étude relative à l'*Alimentation à Compiègne* a été réservée et des *Boulangers* qui doivent avoir leur tour.

— Il nous reste à parler des *Épiciers-Droguistes* et *Apothi-caires*, trois corps de métiers ayant eu, à l'origine, les mêmes statuts et ayant formé une seule corporation.

Déjà dans l'antiquité, l'histoire de la Pharmacie et celle de la Médecine s'étaient confondues par la raison toute simple, que ceux qui se vouaient à l'étude des maladies, s'appliquaient, pour les guérir, à préparer eux-mêmes les médicaments qu'ils prescrivaient. C'est seulement au commencement du deuxième siècle que la pharmacie proprement dite se manifesta à Rome, sous l'influence de Galien, le médecin de Marc-Aurèle et de Septime-Sevère, qui tint boutique ouverte dans la *Voie sacrée*.

A partir de ce moment, on vit des industriels nommés *Séplasiars* se charger de confectionner toute sorte de médicaments. Ils habitaient non loin du Capitole, un quartier qui, à raison même de leur présence, portait le nom de « *Vicus unguentarius* », mais où, d'après la tradition, la probité laissait quelque peu à désirer. En effet, ces individus, outre qu'ils se faisaient payer fort cher, n'avaient aucun scrupule de tromper le client tout à la fois sur la qualité et sur le poids des produits qu'ils fabriquaient.

Quant aux plantes médicinales, elles étaient vendues par les *Herbarii*, à la devanture desquels se balançaient des guirlandes d'herbes à sécher, et les plafonds de leurs boutiques étaient constellés d'animaux empaillés, serpents et crocodiles, qui faisaient l'admiration des badauds.

A ces industriels, venaient se joindre les *pharmaco-tribes* dont la besogne consistait uniquement à piler, broyer ou mélanger les substances à employer.

Tel était l'arsenal de la pharmacopée dans l'antiquité.

1. L'Alimentation à Compiègne. Les *Pâtissiers*, par M. A. Bazin. Les *Bouchers*, par MM. A. Bazin et E. Mauprivez, Compiègne, 1897.

Ce n'est guère qu'à partir du ^{xiii}^e siècle qu'on a commencé à connaître le fonctionnement des apothicaires qui pendant longtemps, furent, comme on l'a vu plus haut, confondus avec les épiciers, d'où la dénomination d'*Épiciers-apothicaires*.

Suivant Jean de Garlande, qui vivait vers 1250, « ils vendaient des médicaments et des électuaires, des racines et des herbes, de la zédoaire, du gingembre, du poivre, du carmin, des clous de girofle et de la cannelle, de l'anis, de la graine de fenouil, du sucre et de la réglise¹. »

Au mois d'août 1353, Jean le Bon rendit une ordonnance qui octroyait aux *épiciers-apothicaires* des statuts qui portaient que nul ne pourrait entreprendre pareil commerce s'il ne savait lire les recettes et qui faisaient défense de vendre « médecines vénéneuses ou périlleuses. »

Puis, une fois en exercice, l'apothicaire était tenu, entre autres choses, de soumettre ses drogues à l'examen de la Faculté de Médecine et à indiquer sur les pots de médicaments, l'an et le mois de la confection de ces derniers, quand ils étaient susceptibles d'une longue conservation.

Enfin, en toute circonstance, il devait vendre « à loyal, juste et modéré prix. »

Malgré cette injonction, et la surveillance dont ils étaient l'objet, « les apothicaires, dit M. Alfred Francklin, falsifiaient de mille manières les médicaments, vendaient comme bons ceux qui étaient avariés, et n'en exigeaient pas moins le prix. Ainsi, quand on leur demandait un *os de cœur de cerf*, qui passait pour être un très puissant cardiaque, ils n'hésitaient pas à fournir des os de cheval...

« Dans les *Caquets de l'accouchée*, une femme qui avait habité pendant longtemps la maison d'un apothicaire, raconte qu'elle ne lui a jamais « veu employer que les herbes que l'on racle souvent dans nos jardins². »

Mais quand arrivait la note, c'était bien autre chose. Noël du Fail, le spirituel conteur du ^{xvi}^e siècle, déclare que les apothicaires « abusent le peuple et sa bourse, vendant

1. *La vie d'autrefois. Les Médicaments*, par A. Francklin, p. 2.

2. *Loc. cit.*, p. 10.

vingt sols ce qui en vaut cinq. » De là, l'expression de *mémoire d'apothicaire*, lorsqu'il s'agit d'un compte sujet à d'importantes réductions, tel que celui de M. Purgon, dans le *Malade imaginaire*¹.

Malgré tout, la corporation des *Epiciers-apothicaires* occupait le deuxième rang parmi les *six corps de métiers*, c'est-à-dire parmi ceux qui étaient les plus riches et les mieux considérés². Les autres portaient seulement le nom de *Communautés d'arts et métiers*. Il y en avait quarante-quatre.

En 1629, les épiciers-apothicaires avaient reçu de la Municipalité à Paris, des armoiries décrites en ces termes dans l'*Armorial général* de 1696 : « D'or à un dextrochère (*bras droit tenant un objet*), d'argent, mouvant d'une nuée de même et tenant des balances d'or, coupé d'or à deux navires de gueules, équipés d'azur semés de fleur de lis d'or, posés l'un contre l'autre, flottant sur une mer de sinople et accompagnés de deux étoiles à raies de gueules³. »

Leurs *Gardes* ou *Jurés* avaient le droit de porter dans les cérémonies une robe de drap noir bordée de velours de même couleur.

— En août 1484, sous Charles VIII, avait été rendue une autre ordonnance qui constatait que des chandeliers de suif et autres personnes sans expérience, s'étant ingérés de vendre diverses marchandises réservées aux épiciers-apothicaires et d'employer « plusieurs graines et semences indues non perti-

1. V. dans le *Dictionnaire des Curieux* un article relatif à un procès original intenté en Bretagne par des héritiers à un apothicaire qui réclamait le montant de fournitures dont ils signalaient l'exagération.

2. Ces six corps étaient : 1° les drapiers ; 2° les épiciers ; 3° les merciers ; 4° les pelletiers ; 5° les bonnetiers ; 6° les orfèvres.

3. Lors de la rédaction de l'*Armorial général* dressé en vertu de l'édit de 1696, deux seules des communautés de Compiègne acquittèrent la taxe de 25 livres et firent enregistrer leurs armoiries, ce furent :

La Communauté des *Teinturiers* et *Sergeurs* :

D'azur à un Saint-Maurice à cheval, portant un guidon, le tout d'or et le guidon croisé de gueules (n° 48).

La Communauté des maîtres *Orfèvres* :

De gueules à la croix dentelée cantonnée aux 1 et 4 d'une couronne royale, aux 2 et 3 d'une botte couverte, le tout d'or, au chef de France. (D'azur aux fleurs de lys d'or sans nombre).

(Bibliothèque Nationale. Cabinet des Titres.)

nentes et dangereuses à user au corps humain », il y avait lieu de faire cesser de pareils abus.

En conséquence, il était prescrit que tous ceux qui voudraient à l'avenir « estre et entrer ès-mestiers, ouvraiges et marchandises d'epicerie, appoticaiererie, ouvraiges de cire et confitures de sucre, en quelque maniere que ce fust, seroient tenus premièrement demourer apprentifs avec aucun des maistres d'iceulx mestiers, ouvraiges et marchandises durant le temps de quatre ans entiers finis et accomplis pour leur apprentissage, et à leur entrée d'apprentifs seroient tenus de payer XIIJ sols parisis à la Confrarie du dit mestier.

« Et après ce qu'ils auroient demouré par l'espace des dits quatre ans pour leur dit apprentissage, s'ils veulent estre receus et parvenir au dit mestier, ils seroient préalablement examinés et expérimentés par les maistres-jurés du dit mestier et marchandise, et seroient tenus de faire chief-d'euvre, tant d'ouvraiges de cire, de confitures de sucre, dispensacions de pouldres, comme de composicions de receptes, cognoissance de drogues et autres choses touchant et concernant le fait des dits mestiers, ouvraiges et marchandises d'epicerie et appoticaiererie, chacun en son regard.

« Et si, par la dite visitacion, expérience et chief-deuvre, étoient trouvés souffisans, ils seroient reçus et admis maistres du dit mestier, en faisant toutes voyes avant toute euvre, serement solempnel de faire toutes pouldres de bonnes et saines espices, toutes confitures de sucre dessus, comme dessous, et généralement de bien loyaulment faire tous les ouvraiges des dix mestiers, sans y empirer ou mectre aucunes fournitures non pertinentes. Et aussi, parmy ce, qu'ils seroient tenus paier pour la dite maîtrise, lorsqu'ils seroient receus, chacun la somme de cent sols parisis pour une fois; à appliquer, c'est assavoir : XX sols parisis à nous et III ^{xx} sols parisis (soixante) pour le service des messes et frais de l'église de la Confrarie du dit mestier, et pour subvenir, aider et soutenir les frais d'icelluy. et XX sols parisis aux jurés dudit mestier, pour leurs peines et vacations d'assister aux dits expériences et chiefs-d'euvre, qui ne sont si

grandes charges que en plusieurs des autres mestiers de la ville et cité ».

— Plus loin, ladite ordonnance, tout en maintenant les épiciers et les apothicaires dans une même corporation, établissait, néanmoins une différence entre eux, en ces termes :

« Et pour ce que, plusieurs espiciers qui ne se cognoissent au fait et art d'appoticaiererie se sont, par cy-devant voulu mesler et entremectre d'icelluy mestier d'appoticaiererie, sous umbred'avoir varlet appoticaire qu'ils ont accoutumé tenir en leurs maisons, nous avons ordonné et ordonnons, en oultre, que d'ores en avant nul espicier ne se puisse mesler du fait et vacation d'appoticaiererie, sous umbre d'avoir serviteur appoticaire qu'il voudroit tenir en sa maison, se le dit espicier n'est lui-même appoticaire, cognoissant et approuvé audit mestier, et qu'il eut lui-même demouré et servy en icelluy mestier d'appoticaiererie l'espace de quatre ans apprentif, fait le serement et gardé les solempnités cy-dessus requises¹ ».

Les statuts de juin 1514, confirmèrent ces dispositions : « *Qui est espicier, y est-il dit, n'est pas apothicaire, et qui est apothicaire est espicier* ».

Il en fut de même de ceux du 28 novembre 1658 qui, pendant plus d'un siècle, constituèrent la loi réglementant l'exercice de la pharmacie.

Aux termes de ces statuts, la durée de l'apprentissage était de quatre ans pour les *apothicaires-épiciers*, et de trois ans, seulement, pour les simples *marchands-épiciers*.

A l'expiration de cet apprentissage, il fallait encore servir en qualité de *compagnon* pendant six ans chez un maître apothicaire pour avoir ce titre, et quatre ans seulement, si l'on se contentait de n'être que *Marchand-épicier*.

« On exigeait davantage, ajoute M. Alfred Francklin, de l'aspirant au titre d'apothicaire-épicier. Avant même d'être reçu apprenti, il lui fallait comparaitre devant les

1. M. Alfred Francklin a reproduit *in extenso* le texte de cette curieuse ordonnance dans son livre sur les *Médicaments* (La Vie d'Autrefois), p. 241 et s.

Gardes ou Jurés de la Corporation « pour connoître s'il a étudié en grammaire et s'il est capable d'apprendre ledit art ». Puis, quand il avait achevé ses quatre ans d'apprentissage et ses six ans de compagnonnage, il subissait un examen en présence des Jurés, du Professeur de pharmacie à la Faculté de Médecine et de tous les Maîtres composant la Corporation. Cette épreuve durait trois heures, pendant lesquelles le candidat était interrogé par les Gardes et par neuf Maîtres désignés à cet effet. Ils rendaient leur arrêt à la pluralité des voix. S'il était favorable, l'aspirant était admis à l'*acte des herbes* ; on lui présentait une foule de substances médicinales, dont il devait indiquer le nom et les vertus. Venait, enfin, le *chef-d'œuvre*, proprement dit. Le candidat confectionnait cinq préparations importantes et dissertait sur toutes drogues qu'il y avait fait entrer¹ ».

Une fois admis à la maîtrise, le futur apothicaire devait avant d'entrer en exercice, se pourvoir devant le Lieutenant général à l'effet de prêter le serment exigé en pareille circonstance², ainsi, qu'on a déjà vu.

La formule de ce serment est un véritable chef-d'œuvre qui mérite d'être reproduit en entier, car elle reflète, tout à la fois, les sentiments religieux qui dominaient alors, et l'importance qu'on attachait, à juste titre, à la profession d'apothicaire³.

Il ne nous a pas été possible jusqu'à présent de rencontrer le texte des dispositions ne s'appliquant jadis qu'aux Apothicaires à Compiègne. Un certificat des Echevins en date du 23 août 1753, constate qu'il n'existait rien dans les registres de la Ville sur le règlement de cette profession.

Les seuls documents que nous ayons pu trouver, à cet égard, consistent dans les articles 55 et 56 du *Règlement général de police* du 27 mai 1754, relatifs à la visite des boutiques d'apothicaires et à la vente de substances vénéneuses⁴.

1. *Loc. cit.* p. 54, V. à l'*Appendice* N° V, le procès-verbal d'admission d'un aspirant à la maîtrise d'apothicaire à Compiègne.

2. V. à l'*Appendice* N° VI, un procès-verbal de prestation de serment

3. V. à l'*Appendice* N° VII, cette formule.

4. Voir ces deux articles à l'*Appendice*, le n° VIII.

— Tel était l'état des choses quand, sous l'influence de Turgot, Louis XVI rendit au mois de février 1776 le fameux édit par lequel, après avoir exposé les motifs qui l'avaient déterminé, il ordonnait la suppression des *Jurandes et Communautés de commerce, arts et métiers*¹.

Le premier article commençait ainsi : « Il sera libre à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, même à tous étrangers, d'embrasser et d'exercer dans tout le royaume telle espèce de commerce et telle profession d'arts et métiers que bon leur semblera, même d'en réunir plusieurs, etc., etc. »

C'était une véritable révolution. Aussi, comme l'a écrit M. Eugène Asse, « la suppression des maîtrises et des jurandes rencontra pour adversaires, outre les ordres privilégiés, les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire les maîtres et patrons dont Linguet se fit le défenseur². » Le Parlement lui-même se refusa d'abord à enregistrer cet édit, mais devant le lit de justice que le roi tint le 12 mars suivant, la majorité s'inclina et l'enregistrement eut lieu. Toutefois le triomphe de Turgot ne dura pas longtemps. En effet, le 12 mai 1776, ce ministre, dont Malesherbes avait pu dire qu'il avait le cœur de L'Hospital et la tête de Bacon, se voyait congédié, et dès le mois d'août suivant, Louis XVI rétablissait le régime des corporations, en y apportant toutefois certaines réformes³.

Plus tard, le 25 avril 1777, il signa une déclaration portant que les maîtres en pharmacie ne pourraient à l'avenir cumuler le commerce de l'épicerie et, à la même époque, il rendit un édit portant création de nouvelles communautés, notamment à Compiègne⁴.

Mais douze ans après, survint la Révolution qui proclama la liberté de l'industrie et le 16 février 1791 l'Assemblée nationale décréta la suppression des maîtrises et jurandes.

Dès lors, sauf l'obligation de payer patente, chacun put

1. Voir à l'*Appendice*, le n° IX.

2. *Nouvelle biographie générale*, article TURGOT.

3. Voir à l'*Appendice* au n° X, le préambule de cette déclaration.

4. Voir à l'*Appendice*, le n° XI.

ouvrir boutique. Aujourd'hui même, tout est confondu ; les marchandises les plus disparates s'entassent et se débitent dans de vastes magasins qui attirent la clientèle par l'appât du bon marché. Le public y gagne assurément dans une certaine mesure, mais la morale y perd à raison de l'entraînement de chacun à faire des dépenses sans nécessité et au dessus de ses moyens. D'un autre côté, le petit commerce et la modeste industrie sont ruinés et ne se relèveront jamais, car toute concurrence est impossible à l'encontre de pareilles entreprises.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Nous ne saurions le dire : d'ailleurs une question aussi grave sort complètement du cadre que nous nous sommes imposé. Mais qu'on nous permette, en terminant, de reproduire les considérations si justes mises en avant par M. Hippolyte Blanc qui s'est occupé spécialement des Corporations : « Ces dernières, écrit-il, ont été en matière de fabrication l'école du bon et du beau, les gardiennes des traditions pures et honnêtes, les modèles achevés de l'art élégant, distingué, de grand style. Elles étaient comme un foyer qui projetait au loin ces précieux éléments ; aussi de tous les points de l'horizon, si on voulait une œuvre sérieuse réunissant les meilleures garanties en faveur du consommateur, les regards se tournaient vers leurs ateliers¹. »

En est-il encore ainsi aujourd'hui ? Assurément il existe un grand nombre de maisons qui se respectent et qui apportent dans leurs affaires une loyauté irréprochable, mais par contre, les nombreuses condamnations que les tribunaux prononcent chaque jour contre ceux qui falsifient les choses qu'ils vendent ou qui dissimulent le poids et la qualité de la marchandise, ne justifient que trop le mot de Vauvenargues quand déjà il disait : « *Le Commerce est quelquefois l'école de la tromperie.* »

De nos jours, le célèbre moraliste, au lieu de *quelquefois*, aurait pu dire : « *Beaucoup trop souvent !* »

1. Les Corporations de métiers, leur histoire, leur esprit, leur avenir. 2^e édition, p. 260.

DEUXIÈME PARTIE

ANALYSE DES VŒUX RÉDIGÉS

PAR LES

Corporations d'Arts et Métiers de Compiègne

en 1789

Tout le monde connaît les circonstances impérieuses qui décidèrent Louis XVI à réunir les États généraux, cette Assemblée à jamais mémorable, qui tint en mains les destinées de la nation toute entière.

C'est le 8 août 1788 que cette réunion fut fixée au 1^{er} mai suivant, et, le 24 janvier 1789, le roi fit publier le règlement arrêté en vue de l'exécution des lettres de convocation. Il y déclarait qu'il avait désiré « que des extrémités du royaume et des habitations les moins connues, chacun fût assuré de faire parvenir jusqu'à lui ses vœux et ses réclamations. »

Aussi, l'article 24 de ce règlement portait-il la disposition suivante : « Huitaine au plus tard après la notification et publication des lettres de convocation, tous les habitants composant le tiers-état des villes ainsi que ceux des bourgs, paroisses et communautés de campagne ayant un rôle séparé d'impositions, seront tenus de s'assembler à l'effet de rédiger le cahier de leurs plaintes et doléances et de nommer des députés pour porter le dit cahier à l'Assemblée de tout le bailliage. »

C'est ainsi que dans les premiers jours de mars, les corps constitués de Compiègne et cinquante-cinq métiers formant ensemble vingt et une corporations se réunirent, et dres-

sèrent leurs cahiers, puis, dans une assemblée générale tenue le 6 mars 1789, à l'Hôtel de Ville, ils procédèrent, devant les officiers municipaux, à l'élection des députés qui devaient se rendre à Senlis, au bailliage. MM. de Pronnay, de Lavallée de Calfeux, Scellier fils, Penon, Poulain de la Fontaine et Herbet furent élus comme titulaires ; MM. Coustant et Bertrand-Quinquet comme suppléants.

La lecture de ces divers cahiers permet de classer les doléances des Corporations compiégnoises en trois catégories bien distinctes : 1° Celles qui sont inspirées par un intérêt général ; 2° celles qui n'ont en vue qu'une amélioration locale, et 3° celles qui reflètent un intérêt particulier.

Dans les premières, le sentiment qui domine est une antipathie pour tout ce qui constituait des privilèges au profit de la noblesse et du clergé ou des perceptions arbitraires.

Aussi la suppression des *Aydes* et *Gabelles* et la création d'un impôt unique, versé directement au Trésor, sont-elles réclamées par presque toutes les corporations. Les ÉPICIERS vont jusqu'à demander que le tout soit remplacé par un droit perçu lors de la fabrication des vins, eaux-de-vie et autres boissons : « Attendu, disent-ils, que les débitants des dites liqueurs et boissons sont vexés et surveillés tels que des esclaves par les suppôts des Aydes. »

— De leur côté, les MAÎTRES EN PHARMACIE et les CHAUDRONNIERS réclament la suppression des Fermiers généraux et des Intendants.

Quant à l'abolition de tous les privilèges, elle est chaudement sollicitée, et la grande majorité demande que la Noblesse et le Clergé soient tenus d'acquitter les impôts aussi bien que le Tiers-état.

— Les CHAUDRONNIERS veulent même qu'il en soit ainsi pour les concierges-portiers qui, à ce qu'il parait, ne payaient rien.

— Les SELLERS, BOURSIERS, CHARRONS et TAILLEURS vont plus loin encore. Ils se prononcent contre l'*octroi* des villes. « Une taille réelle bien répartie, disent ces derniers, remplacerait les octrois ; diminuerait considérablement les

charges du pauvre peuple et contribuerait nécessairement à son bonheur. »

Plus d'un siècle s'est écoulé depuis lors, et la question est toujours à l'ordre du jour.

— Un grand nombre d'autres corporations (BONNETIERS, CHAPELIERS, MAÇONS, AUBERGISTES, etc., etc.) réclament, au nom de la liberté du commerce, l'extinction des droits de péage tant par terre que par eau.

— Et à propos de cette liberté du commerce, les MAÇONS et TAILLEURS DE PIERRE, les PLATRIERS et COUVREURS demandaient la destruction des *traites foraines*, c'est-à-dire des droits perçus sur les marchandises venant du dehors, pendant que les AUBERGISTES, CABARETIERS, LIMONADIERS et MARCHANDS DE VINS EN GROS aspiraient à la rupture du commerce anglais avec le Français pour l'amélioration de ce dernier et le soutien des manufactures françaises.

On était loin alors du libre échange.

— Quant aux ORFÈVRES, JOAILLIERS et HORLOGERS, ils avaient une singulière manière d'entendre la liberté du commerce. Ils souhaitaient que le nombre des orfèvres et horlogers, fût fixé à raison de l'étendue et de la population de chaque ville. Compiègne alors n'aurait eu droit qu'à six de ces industriels — quatre orfèvres et deux horlogers.

En revanche, ils s'élevaient contre la marque dite *contrôle* qui les gênait beaucoup.

— La justice et la magistrature étaient également de nature à éveiller l'attention.

Les AUBERGISTES et CABARETIERS émirent le vœu que les roturiers fussent, aussi bien que les nobles, appelés aux sièges de Magistrats.

Mais ce qui soulevait le plus de récrimination, c'est la lenteur des procédures et l'énormité des frais qu'elles entraînaient.

Sur ce dernier point, les BOULANGERS, ÉPICIERS, MERCIERS, AUBERGISTES et CABARETIERS, sollicitaient une taxe de justice dans toutes les opérations. Les CHAUDRONNIERS voulaient que cette dernière fut rendue avec équité, le plus promptement possible.

« Nous désirons, écrivaient les TAPISSIERS, que la justice

dans les procédures soit rendue avec moins de lenteur et qu'on ne soit pas exposé à passer sa vie sans avoir vu finir un procès. Souvent, une affaire de rien devient très coûteuse, et quelque fois, la ruine de toute une famille. Nous demandons un nouveau Code. »

« Rien n'est plus accablant, ajoutaient les TAILLEURS, que la manière dont les successions, principalement celles des mineurs, sont traitées ».

— De grands progrès ont été effectués à cet égard, mais, il reste encore bien à faire.

— Dans le même ordre d'idées, les SERRURIERS se plaignaient de l'abus existant dans les *Présidiaux* et *Bailliages inférieurs*, relativement aux procédures où « les écritures des procureurs absorbent, en partie, les successions, et ruinent totalement les justiciables ».

— Les HUISSIERS n'étaient pas de cet avis : aussi demandaient-ils qu'il fût interdit à n'importe qui de rédiger les actes dépendant de leur ministère à eux, huissiers.

Mais une charge, qui soulevait contre elle l'ensemble des Corporations de Compiègne, c'était celle des JURÉS-PRISEURS. Tout le monde faisait *chorus* pour en demander la suppression ; « Ils absorbent, s'écriaient les Marchands de vins, presque toujours la majeure partie du mobilier, et il n'est pas rare de voir, en province, les pourvus de ces offices se faire 10, 12 à 15 milles livres de leur charge aux dépens de la veuve, de l'orphelin et des malheureux créanciers. »

LES BONNETIERS, CHAPELIERS, PELLETIERS et FOURREURS, sollicitaient le maintien de la juridiction consulaire établie à Compiègne.

LES BOULANGERS et les CABARETIERS allaient plus loin, ils réclamaient l'établissement de pareils tribunaux, là où il n'en existait pas, ce qui était parfaitement logique.

— La liberté de la *Presse* eut également ses partisans.

L'unique imprimeur-libraire de Compiègne, qui s'était constitué à lui tout seul en corporation, y concluait, mais il se gardait bien de demander l'abolition de son privilège.

— La chasse avait, elle aussi, motivé bien des récriminations, ce qui n'est pas surprenant, les peines excessives qui frappaient quiconque osait toucher au gibier du roi, et les

dégâts que faisait éprouver le gibier aux propriétés riveraines des bois, surexcitaient les esprits. A Compiègne, particulièrement, les plaintes allaient toujours en augmentant, à cause de la forêt.

Les uns, tels que les CHAUDRONNIERS, demandaient la suppression totale des CAPITAINERIES DES CHASSES ; les autres (MAÇONS, TAILLEURS DE PIERRE, PAVEURS, PLATRIERS et COUVREURS). formulaient seulement le vœu que les dites chasses fussent bornées « au plaisir du Roi ».

D'autres enfin (OFFICIERS DU GRENIER A SEL. ÉLECTION DE COMPIÈGNE, etc.), souhaitaient leur limitation et la diminution du gibier. « De grandes probabilités, disait-on, portent à croire que l'entretien du gibier en France coûte plus que l'entretien des troupes ».

Il en est encore ainsi de nos jours, et, suivant l'aveu des forestiers, la présence du gibier dans une forêt, cause des dégâts qui dépassent de beaucoup le produit de la location des chasses.

— LES MAÎTRES EN PHARMACIE réclamaient aussi une réforme dans les *chasses*, et l'ÉLECTION DE COMPIÈGNE demandait que le Roi payât à l'avenir les *Gardes-Riches* que les pauvres cultivateurs étaient obligés d'entretenir « pour pouvoir r  chapper les semences qu'ils jetaient dans la terre bordant la forêt. »

— La prohibition de l'exportation des graines et la vente commune du sel étaient sollicitées, la première par les PHARMACIENS, et la seconde, chose toute naturelle, par les ÉPICIERS.

— Maintenant, au point de vue de la politique proprement dite, ce qui est assez singulier, eu égard à l'époque, c'est de voir les MAÎTRES DE PENSION réclamer la *responsabilité des ministres* ; les MAÇONS et TAILLEURS DE PIERRE la *reformé de l'éducation nationale*, d'où, disaient-ils, dépend le bonheur de la société, et les AUBERGISTES et CARARETIERS, le retour périodique des Etats-généraux à des époques fixes et déterminées, de cinq en cinq ans, comme un moyen assuré d'entretenir l'Etat dans une prospérité constante, de ne faire que de sages opérations et de détruire les abus les plus enracinés.

Telles sont les doléances des Corporations que nous avons pu relever comme ayant trait à l'intérêt général.

— Quant à l'intérêt local, nous signalerons les vœux des BOULANGERS, BONNETIERS, MENUISIERS et autres, concluant à l'extinction des *corvées*, attendu qu'elles doivent se compenser avec l'obligation de loger les troupes.

Et à l'égard de ces dernières, les récriminations s'élèvent de toutes parts. Les uns (BOULANGERS, COUTELIERS et CHAUDRONNIERS) estiment que personne ne doit être exempté. Les autres (MAÇONS, TAILLEURS DE PIERRE, PLATRIERS, EPICIERS et MERCIERS) n'en exceptent que les prêtres qui ont charge d'âme et les instituteurs. Ceux-ci, à leur tour, réclament cette dispense, en donnant comme raison « le danger que peuvent courir les élèves qui auraient l'âge et la taille nécessaire pour servir le Roi »

On redoutait sans doute quelque ruse de la part des *racoleurs*.

— Quant aux TAPISSIERS, ils consignaient à cet égard leurs doléances ainsi qu'il suit : « Il existe quantité de privilégiés qui se trouvent exempts du logement des troupes, au préjudice de quantité de malheureux qui souvent n'ont qu'un lit, et encore est-il de paille, ce qui nuit doublement aux soldats qui, ayant fait une grande route, se trouvent hors d'état de pouvoir reposer sur de pareils lits et aux malheureux qui sont obligés de passer la nuit sur leur chaise. »

Comme pendant à cette obligation du logement militaire, il y avait dans chaque ville ce qu'on appelait la *militice*. C'est-à-dire l'obligation, par voie de tirage au sort, de faire partie de certaines troupes armées. Les PEINTRES et VITRIERS, les COUTELIERS, BONNETIERS, MENUISIERS, SELLIERS, MAÇONS, etc., etc., demandaient à être exemptés de cette charge, à la condition de fournir la quantité d'hommes demandés.

— Quant aux MAÎTRES EN PHARMACIE, ils sollicitaient également cette exemption, mais seulement pour leurs fils, à raison du temps qu'exigeait l'étude particulière de la pharmacie.

La même Corporation réclamait l'unité de poids et de mesures.

— Viennent ensuite les doléances provoquées surtout par l'intérêt individuel. Ici le champ devient bien autrement large.

Ce sont d'abord les COLPORTEURS qui sont le point de mire des réclamants.

Sous prétexte qu'ils ne vendent que des livres contraires à la religion et aux bonnes mœurs, l'unique LIBRAIRE de Compiègne demande l'abolition du *colportage*. Les ORFÈVRES sollicitent le droit de poursuivre partout où ils se trouveront les colporteurs, brocanteurs, juifs ou autres gens sans aveu.

— Les COUTELIERS veulent que tous forains et autres parcourant les villes, repassant les rasoirs et ciseaux, qui leur font grand tort, soient tenus de payer un droit quelconque au Syndic de la Corporation pour travailler l'espace de 24 heures.

Mais ceux qui décochèrent le plus de traits aux colporteurs, ce furent les MERCIERS et DRAPERS. Voici, en effet, comment ils s'exprimèrent :

« Malgré leur vigilance, les merciers et drapiers, ont la douleur de voir les incursions continuelles des coureurs, qui, sans doute, ont les raisons les plus impérieuses de quitter leur patrie, et viennent furtivement partager le trop modique domaine de notre commerce, sans titre légal, sans domicile, souvent sous de faux noms et toujours sans contribution aux charges publiques.

« Nous demandons que ces forains usurpateurs se bornent au privilège des quatre foires de notre ville, de la franchise desquelles ils ne doivent jouir que sur le champ de foire. Cette loi est universelle : qu'il leur soit défendu de percer clandestinement dans la ville et de faire du commerce et brigandage, et encan.

« Nous n'entrons pas dans les détails des abus affreux que multiplierait une plus longue impunité ; c'est elle à qui l'on doit les infidélités domestiques, tant de recèlement, et la funeste facilité du débit des effets et des marchandises volées. Nous nous bornons à la dénonciation des abus qui

nous blessent si grièvement. Un des plus considérables seroit de continuer d'autoriser l'achat des maîtrises dans plusieurs villes par un même marchand qui, à la faveur d'une si funeste liberté, deviendrait le marchand de toute une province, presque à l'exclusion des négociants de chaque ville. Cette permission paraît choquer le vœu de la nature qui assigne à chacun une patrie. Cette autorisation n'a jamais été accordée qu'aux marchands des villes et non à des *détailleurs* forains et vagabonds. Nous attendons avec confiance le redressement de tous ces torts qu'éprouve le commerce de Compiègne et l'ordre souverain à tous les marchands non domiciliés de se borner à la vente en gros, dans leurs magasins : à tous les maîtres même domiciliés, de ne vendre que chez eux et d'interdire à tous le colportage, toujours vil, et souvent dangereux ; cette sage ordonnance bannira la confusion si favorable à la fraude, rappellera l'ordre et la dignité et le système vivifiant du grand Colbert, le restaurateur du commerce en France, renaîtra pour être à jamais une branche sacrée de l'administration régénérée.

Nous nous en rapportons aveuglément au zèle patriotique et à la sagesse des rédacteurs du cahier général pour les réclamations, demandes et autres répétitions qu'ils jugeront les plus convenables pour le plus grand avantage et l'honneur de notre ville.

Signé : SCÉLLIER père¹, HERBET, JEANJEAN, FOUCHÉ, HAMEL, PÉPIN, ARACHEQUESNE, marchand de drap, BAROIS, H. DE BILLY fils, syndic. »

— LES MÉGISSIERS, TANNEURS et CHAMOISEURS, se plaignaient principalement de la façon dont les droits de régie étaient perçus sur les cuirs, et des vexations que les commis leur faisaient subir. « Ils dressent journellement, disaient-ils, des procès-verbaux injustes ne se terminant qu'avec inhumanité, alléguant comme prétexte que les peaux sont dénaturées de leurs marques. »

De plus, ils signalaient la gêne qu'ils éprouvaient pour

1. La minute est de sa main. Il était drapier à Compiègne et en a été maire. L'un de ses fils, Toussaint Gabriel, était vice-président du tribunal révolutionnaire de Paris et a été exécuté après le 9 thermidor.

le séchage de ces mêmes peaux, par suite de l'obligation où ils étaient d'attendre l'heure d'ouverture du bureau quand il y avait lieu de faire la déclaration de ce qu'on allait mettre au séchoir.

— De leur côté, les CORDONNIERS voulaient la suppression des marques sur les cuirs.

« Elle est, ajoutaient-ils, très préjudiciable aux sujets qui en font usage puisqu'ils ne peuvent, pour les conserver, en tirer tout le parti possible, sans courir les risques d'essuyer un procès, payer une amende considérable, où à défaut, souffrir la vente de ses meubles ou se voir contraint d'abandonner sa femme et ses enfants pour se soustraire aux poursuites très rigoureuses et très injustes en même temps. »

— Pendant que les VITRIERS sollicitaient la diminution de l'impôt sur les huiles et le blanc de céruse, les SERRURIERS réclamaient la réduction du droit sur la marque des fers.

Chacun, ainsi, prêchait pour son saint ; c'est assez l'habitude.

— Les INSTITUTEURS et MAÎTRES DE PENSION demandaient qu'on modérât les impôts mis à leur charge, et qu'on assurât un secours à ceux d'entre eux qui devenaient hors d'état d'exercer « leurs *pénibles fonctions* ». Ces secours, d'après eux, pouvaient être pris, ou sur les deniers municipaux, ou sur les biens ecclésiastiques.

— Les BOULANGERS et les FARINIERS souhaitaient la suppression des maîtrises. Leur vœu ne tarda pas à être exaucé.

— L'administration des Eaux et Forêts, représentée par la MAÎTRISE DE LA FORÊT DE COMPIÈGNE et par celle de la FORÊT DE LAIGUE, toutes deux contigües, élevaient aussi leurs plaintes.

La première déclarait voir avec peine les contestations qui subsistaient depuis plus de 60 ans entre elle et celle de Laigue qui faisait partie de l'apanage du duc d'Orléans, lesquelles contestations avaient donné lieu à un procès qui durait toujours.

Et l'on se plaint aujourd'hui de la lenteur de la justice !...

La seconde s'élevait contre l'édit du 8 mai 1788 qui supprimant les tribunaux d'exception, avait attribué par son article 4^e, aux *Présidiaux* et *Grands bailliages* la connaissance des affaires des maîtrises des Eaux et forêts.

« Qui peut mieux connaître les délits commis dans les forêts, disait-elle ; qui doit mieux juger de leur gravité et qui peut plus aisément les arrêter que les officiers de Maîtrises continuellement appelés dans les forêts par leurs devoirs ? Les officiers des Présidiaux à qui cette attribution de la connaissance des délits et de tout le contentieux a été donnée, ne peuvent opérer le bien qu'on s'en était promis, tant à cause de leur éloignement des forêts que de leurs fonctions ordinaires qui exigent une résidence assidue. »

— Viennent ensuite les OFFICIERS DU POINT D'HONNEUR.

Ceux-là se bornaient à solliciter une indemnité pour les privilèges dont ils avaient été dépouillés. Leur seul motif était que leur office étant viager, et qu'ils ne l'avaient acquis que pour jouir de ces mêmes privilèges.

— Restent les NOTAIRES.

Les honorables tabellions ne s'endormaient pas ; ils commencèrent par demander leur assimilation complète avec leurs confrères de Paris, c'est-à-dire à être exonérés du droit de contrôle, moyennant le paiement du papier et des parchemins employés. C'était assez juste d'ailleurs ; mais où ils dépassaient la mesure, c'est quand il réclamaient la liberté pour tous les notaires de province, d'instrumenter par tout le royaume. Et ce qui est bien plus fort, c'est quand, au moment où l'on s'élevait contre les privilèges et qu'on acclamait la liberté en toutes choses, ils concluaient à la suppression des notaires de campagne.

« On a cru, disaient-ils, favoriser les habitants en leur donnant des notaires ; on a, au contraire tous les jours, des preuves que leurs fortunes sont à chaque instant en péril par l'incapacité de ces notaires qui, étant obligés pour vivre de se livrer à des occupations étrangères à leur état, ne peuvent s'y perfectionner. Outre cela, la plupart de ces notaires ne se faisant pas un scrupule d'instrumenter fréquemment hors de leurs ressorts, exposent par cela les

parties à des procès ruineux et même à la perte de leurs biens. D'ailleurs, les habitants des campagnes, venant tous les jours, vendre leurs denrées à la ville, y feraient en même temps leurs affaires ; ils ne pourraient pas non plus courir le risque de mourir *ab intestat*, puisque la loi, ayant reconnu dans l'origine l'inutilité des notaires dans les villages, a prévu le cas et autorise les curés et leurs vicaires des villages à recevoir les testaments de leurs habitants. »

Mais les SERRURIERS n'étaient pas de cet avis ; et loin de solliciter la suppression des notaires de campagne, ils demandaient en plus l'augmentation des offices dans les villes, prétendant qu'à raison de leur petit nombre, les notaires faisaient payer leurs actes bien au-delà de leur valeur.

— Telles sont, en raccourci, les plaintes et les doléances des *Corporations et métiers de Compiègne*, en 1789. Assurément leur valeur historique n'est pas bien grande, mais elles sont curieuses en ce sens qu'elles reflètent les idées du temps. Du reste, ainsi qu'on a pu le voir, presque partout, c'est l'esprit de clocher bien plus que le sentiment de la vraie liberté, qui les a dictées. Il ne faut pas autrement s'en étonner. A cette époque, les petites villes dont les horizons étaient bornés, ne vivaient que de leur propre fonds ; leurs relations avec Paris n'avaient pas, à beaucoup près, la fréquence ni l'étendue qu'elles ont aujourd'hui. On se trouvait donc forcément ramené à la vie de chaque jour et il était tout naturel qu'on cherchât à l'améliorer. C'est ce qu'ont fait les Corporations de Compiègne, justifiant en cela, une fois de plus le vieil adage de droit : « *L'intérêt est la mesure des actions.* »

APPENDICE

I

24 juillet 1739.

Sentence de Mons^r le Grand Prévost de l'Hôtel

faisant défenses aux Perruquiers de Versailles de s'établir à Compiègne pendant le séjour de Sa Majesté, à peine de tous dépens, dommages et intérêts envers les Maitres Perruquiers de la dite ville de Compiègne, etc., etc.

Du 24 juillet 1739.

A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Louis du Bouchet, Chevalier Seigneur Comte de Montsoreau, Marquis de Sourches et du Bellay, Seigneur d'Abondant et autres lieux, Lieutenant général des Armées du Roy, Conseiller d'Etat, Prévost de l'Hôtel de Sa Majesté, Grand Prévost de France, Salut.

Sçavoir faisons qu'en la Cause meüe et pendante par devant Nous, entre les Maitres Barbiers, Perruquiers, Baigneurs et Etuvistes en la Ville de Compiègne, y faisant Corps de Communauté, Demandeurs, suivant et aux fins de leur Requeste et Exploit, souscrit de Desmarets, huissier, des 18 et 22 juin derniers, contrôlé au dit Compiègne par Pinsson le 23 du même mois, ayans maitre Joseph Béra pour leur Procureur, d'une part ; les nommez de la Mirault, Tavernier, Oudin, Balin, Griot, Lidebade, Jacquelin, Mouillard, Ringard, Clément, Guillebert, Collinot, Jollain, La Serre et Dussant, tous Barbiers, soi disans suivant la Cour, ayant Maitre Adelard Barbe pour Procureur, d'autre part.

Nous, après avoir vu le dossier des parties de Béra, ensemble les conclusions du Procureur du Roy :

Disons que l'art. XVII des Lettres patentes en forme de Statuts rendües en faveur des Maitres Barbiers, Perruquiers, Baigneurs et Etuvistes établis dans les Villes du Royaume, sera

exécuté selon sa forme et teneur. En conséquence, faisons défenses aux parties de Barbe, Maîtres Perruquiers de Versailles, de venir en cette Ville de Compiègne; Ordonnons que dans la huitaine, du jour de la signification des Présentes, les dits Maîtres Perruquiers de Versailles seront tenus de fermer leurs dites Boutiques et d'ôter les Montres qu'ils y avoient mis, à peine de tous dépens, dommage et intérêts envers les Maîtres Perruquiers de Compiègne, parties de Béra. Condamnons les parties de Barbe aux dépens envers celles de Béra, auxquelles avons permis de faire lire, publier, imprimer et afficher par tout où besoin sera les Présentes qui seront exécutées comme règlement de Police.

Si mandons au premier notre huissier ou autre huissier ou sergent royal sur ce requis, mettre les présentes à due et entière exécution, selon leur forme et teneur.

En témoins de quoi Nous les avons fait sceller.

Donné par Nous, Jacques-Gabriel de Noyon, Ecuyer, Conseiller du Roy, Lieutenant général, civil, criminel et de Police, en la Prévôté de l'Hôtel du Roy et Grande Prévôté de France.

A Compiègne, le Roy y étant, le dix-huitième jour de juillet mil sept cent trente-neuf. Signé Gouye.

Et plus bas est écrit : Scellé à Compiègne, le vingt-quatre juillet mil sept cent trente-neuf. Signé Pinsson.

(Archives municipales)

II

14 juillet 1720.

Requête d'un aspirant à la Maîtrise d'Apothicaire à l'effet d'être admis à subir l'examen préalable.

A Messieurs les Maistres et gardes d'Apotiquairie, Épicerie, Drogueries et de toutes marchandises d'œuvre de poids de la Ville et banlieue de Compiègne.

Supplie humblement Louys-Charles-Théolier de Lange, Aspirant à la Maîtrise d'Apothicaire Épicerie, veu qu'il a fait apprentissage du dit art en la Maison du dit Antoine Perret, Maistre Apothicaire à Tournon, et même servy en qualité d'Apothicaire suyvnt les statuts et ordonnances, c'est ce qui fait prendre la liberté au suppliant de nous supplier d'avoir la bonté de vouloir luy donner jour pour subir les examens suyvnt les statuts et ordonnances.

Ce considéré, Messieurs, d'autant que le suppliant est en estat de subire examen suyvant les statuts et ordonnances, il vous plaise luy donner jour. Et vous ferez bien. *Signé* : THÉOLIER.

III

Ordonnance des Maîtres-Apothicaires.

Nous sousignez les Maîtres Appothicaires de la Ville de Compiègne, accordons la demande du dit Louys-Charles-Théolier de Lange, Aspirant à la maîtrise d'apothicairie et de pharmacie et pour ce, luy avons donné jour à subir son premier examen le quinziesme jour juillet mil sept cent et vingt à deux heures de relevée, après midy, en présence de Monsieur Denison, docteur en médecine et doyen, et de Monsieur Barbe de Bellevue, docteur en médecine et de Monsieur Vrayet, docteur en médecine sur les principes généraux de pharmacie.

Fait en notre Chambre et Communauté le quatorzième juillet mil sept cent et vingt. *Signé* : COUSTANT, RICHARD, MARTIN.

(Archives municipales.)

IV

16 juillet 1720.

Premier examen de l'Aspirant.

Nous les Maistres Appothicaires de Compiègne; certifions que le dit Louys-Charles Théolier de Lange nous a satisfaits sur toutes les demandes à luy faites sur les principes généraux de la pharmacie. Et en conséquence avons donné jour au dit aspirant pour second examen les plantes et le droguier; ce même jour luy avons donné pour chefs d'œuvre le sirop d'althœa de Fernel, l'Électuaire de De Succo Rosarum de la pharmacopee de l'Emery et l'emplastre d'André de la Croix, lesquels chefs d'œuvre, il nous présentera et perfectionnera en notre Chambre le dix-huictième de juillet mil sept cens et vingt.

Fait de nos avis, en présence de Monsieur Denison, docteur en médecine et Doyen, de Monsieur Barbe de Bellevue, docteur en médecine et de Monsieur Vrayet, docteur en médecine.

Fait à Compiègne, ce seizième du mois de juillet mil sept cens et vingt. *Signé* : COUSTANT, RICHARD, MARTIN.

(Archives municipales.)

V

18 juillet 1720.

Deuxième examen et admission de l'Aspirant.

Nous, Jean Coustant, Pierre-Louys Richard, Antoine Martin, Maistres Apoticaire à Compiègne :

Certifions qu'après avoir esté suppliés par Charles-Louis-Théolier de Lange, Compagnon pharmacien Aspirant à la Maistrise d'Apoticaire qui nous a fait voir son extrait baptistaire et son brevet d'apprentissage, et pour y parvenir, nous a requis luy donner jour pour subir son premier examen et interrogat, ce que nous luy avons accordé, et après avoir esté interrogé sur la théorie et pratique conformément aux statuts et anciennes coutumes, en présence de M. Denison, ancien docteur en médecine et doyen, de Monsieur Barbe de Belleveu, docteur en médecine et après avoir suffisamment répondu aux questions proposées tant sur l'Élection, préparation et mixtion des médicaments, l'avons trouvé capable et pour cette effect, luy avons donné à faire pour chefs d'œuvre le *sirop d'althæa de Fernel*, l'*Électuaire de De Succo Rosarum*, l'*Emplastre d'André de la Croix*, lesquels chefs d'œuvre a deubment bien faits en présence des dits sieurs médecins et de nous. L'avons admis et receu en nostre Communauté pour exercer le dit Art de pharmacie en la manière accoustumée, tant en ville de Compiègne qu'en autres lieux de la juridiction.

Fait au dit Compiègne, en la Chambre de la Communauté le dix-huitième jour du mois de juilliet mil sept cens et vingt. Et avons signé :

COUSTANT, RICHART, MARTIN.

(Archives municipales.)

VI

12 septembre 1774.

**Procès-verbal de la prestation de serment
d'un Apothicaire à Compiègne.**

L'an 1774 le lundy 12 septembre par devant nous Jean-Denis-Nicolas de Crouy, Conseiller du Roy et de S. A. S. Mgr le duc d'Orléans, etc., etc., Maire et Lieutenant-Général de la Ville, faubourg et Banlieue de Compiègne.

Est comparu le sieur Jean-Antoine-Laurent Martin, Maître en pharmacie, demeurant à Compiègne.

Lequel nous a présenté l'acte de réception faite de sa personne dans l'État de Maître-Apothicaire en cette ville par M. Lieutaud premier médecin de Sa Majesté, donné à Compiègne, le Roy y étant, le dix-huit août 1774, nous requérant de le recevoir au dit État aux offres qu'il fait de prêter le serment ordinaire de se bien et fidèlement comporter.

Sur quoy, ouy le Procureur du Roy en ce siège, et de son consentement, et vu le dit acte de réception susdatté, nous avons du dit sieur Martin cy présent, pris et reçu le serment au cas requis et accoutumé et iceluy fait, il a promis de se bien et fidèlement comporter dans le dit état de Maître Apoticaire en cette ville et d'observer les ordonnances du Roy, arrêts et réglemens.

En conséquence l'avons reçu et installé en la dite profession pour tenir boutique ouverte en cette ville :

Ordonnons que le dit acte de réception sera présentement enregistré en notre greffe pour y avoir recours au besoin et a signé avec nous et le Procureur du Roy les dits jour et an.

Signé : DE CROUY, DELAVALLÉE, MARTIN, apothicaire.

Ensuite la teneur du dit acte de réception.

Joseph Lieutaud, Conseiller ordinaire du Roy, en ses Conseils d'État et privé, premier médecin de Sa Majesté, etc., etc.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut .

Ayant plu au Roy Louis XIII par les édits et lettres-patentes des mois d'avril 1617, janvier, février et décembre 1619, et à Louis XIV par les édits et lettres patentes des mois d'avril 1654, octobre 1656, janvier 1658 et septembre 1708, vérifiés au grand Conseil, portant entre autres choses que, conformément aux ordonnances, la maîtrise et jurande de l'art d'apothicaire fut continuée et rétablie dans tous les lieux et villes de royaume où il n'y en a point et l'exécution des dits édits et lettres patentes ayant été commises à nos prédécesseurs et à nous successivement, qui étant informé de la nécessité qu'il y a d'établir en la ville de Compiègne, un nombre suffisant d'apothicaires, le public s'y trouvant intéressé, et qu'ils soient de qualité requise par les édits de nos Rois.

A cet effet, le sieur Jean-Antoine-Laurent Martin, fils d'Albert-Antoine Martin, apothicaire de la ville de Compiègne, nous a présenté son brevet d'apprentissage chez le sieur Laplanche apothicaire à Paris, ses certificats de service chez les sieurs Filiaux, Cozette, Le Brun, Brou, apothicaires de Paris, finalement

le procès-verbal de M. Jean-François Bida, docteur en médecine et médecin des hôpitaux de Compiègne, et des sieurs Jean-Baptiste Guindre et Jean Loubignac, l'un, maître apothicaire de Paris et apothicaire du corps de Madame, l'autre, maître apothicaire de Versailles, établis en cette ville par notre prédécesseur en date du 16 août 1774, portant qu'en conséquence de notre Commission du 8 août 1774, il a subi des examens et fait le chef-d'œuvre à lui donné par les dits sieurs Commissaires examinateurs et qu'il a, à tous égards, les qualités requises pour exercer la pharmacie ;

Etant d'ailleurs informé des bonnes vie, mœurs, probité, religion Catholique, Apostolique et Romaine du dit sieur Jean-Antoine-Laurent Martin, de ses sens, suffisance, capacité et expérience dans le dit art ;

Nous, en conséquence du pouvoir à nous donné par les écrits énoncés cy-dessous et lettres patentes du Roy Louis XV, en date du 1^{er} avril 1732, enregistré au grand Conseil le 15 janvier 1733, avons reçu et recevons le dit sieur Jean-Antoine-Laurent Martin, maître apothicaire-juré, pour exercer la pharmacie en la ville de Compiègne, y tenir boutique ouverte, jouir par lui, dorénavant de tous droits, honneurs, privilèges et prérogatives dont jouissent ou doivent jouir les autres apothicaires-jurés ; lui enjoignons de garder et observer exactement les ordonnances royaux, arrêts et réglemens faits pour le dit art de pharmacie, sous les peines portées par iceux ; lui défendons d'entreprendre le traitement d'aucune maladie, soit interne ou externe, n'y d'administrer dans les dites maladies, aucun remède qui ne lui apparaisse de l'ordonnance des médecins ou des billets de chirurgiens, ceux cy en ce qui les concerne ; faisons aussy défenses à toutes personnes d'exercer l'art de pharmacie dans la dite ville sans en avoir obtenu le pouvoir, sous les peines de droit.

Sera tenu, ledit Martin, de prêter le serment en tel cas requis et accoutumé, entre les mains de M. le Lieutenant de police de Compiègne, et de faire registrer au greffe du Bailliage ces présentes, etc., etc.

Donné à Compiègne, le Roy y étant, le 18 mois d'août 1774.

Signé LIEUTAUD, et plus bas, par M. le premier médecin du Roy. Signé LA SERVOLE, D. m. m.

(Archives municipales.)

VII

Formule du serment que prêtaient les apothicaires.

« Je jure et promets devant Dieu, auteur et créateur de toutes choses, unique en essence et distingué en trois personnes éternellement bienheureuses, que j'observerai de point en point tous les articles suivants :

Et premièrement, je jure et promets de vivre et mourir en la foi chrétienne ;

Item : d'aimer et honorer mes parents le mieux qui me sera possible ;

Item : de ne médire d'aucuns de mes anciens docteurs, maîtres pharmaciens ou autres, quels qu'ils soient ;

Item : de rapporter tout ce qu'il me sera possible pour l'honneur, la gloire, l'ornement et la majesté de la médecine ;

Item : de n'enseigner aux idiots et ingrats les secrets et raretés d'icelle ;

Item : de ne rien faire témérairement sans avis des médecins et sous l'espérance du lucre tant seulement ;

Item : de ne donner aucun médicament, purgation, aux malades atteints de quelque maladie, que premièrement, je n'aie pris conseil de quelque docteur médecin ;

Item : de ne toucher aucunement aux parties honteuses et défendues des femmes, que ce ne soit par grande nécessité, c'est-à-dire, lorsqu'il sera question d'appliquer dessus quelque remède ;

Item : de ne découvrir à personne le secret que l'on m'aura commis ;

Item : de ne donner jamais à boire aucune sorte de poison à personne, et de ne conseiller à aucun d'en donner, non pas même à ses plus grands ennemis ;

Item : de ne jamais donner à boire aucune potion abortive ;

Item : de ne jamais essayer de faire sortir du ventre de la mère le fruit, en quelque façon que ce soit, que ce ne soit par avis de médecin ;

Item : d'exécuter de point en point les ordonnances des médecins sans y ajouter ni diminuer, en tant qu'elles seront faites selon l'art ;

Item : de ne jamais servir aucun succédané ou substitut sans le conseil de quelque autre plus sage que moi ;

Item : de désavouer et fuir comme la peste, la façon de pratique scandaleuse et totalement pernicieuse de laquelle se servent aujourd'hui les charlatans, empiriques, souffleurs d'alchimie, à la grande honte des magistrats qui les tolèrent ;

Item : de donner aide et secours indifféremment à tous ceux qui m'emploieront, et finalement, de ne tenir aucune mauvaise et vieille drogue dans ma boutique ;

« Le Seigneur me bénisse toujours tant que j'observerai ces choses ! »

VIII

27 mai 1754

Règlement général de police pour la ville, les faubourgs et banlieue de Compiègne ¹.

EXTRAITS CONCERNANT LES APOTHICAIRES

LV

Les Gardes des Apothicaires seront tenus de visiter les drogues dans les boutiques tous les mois, pour connoître la qualité des dites drogues, et faire jeter à la rivière, toutes celles qui se trouveront trop vieilles, et de rapporter, à notre Greffe, leur certificat de visite, sous peine de dix livres d'amende.

LVI

Défenses aus dits Apothicaires de vendre arsenic, sublimé et autres drogues tenant lieu de poison, si ce n'est à personnes connues et Chefs de famille, et à ceux qui sont obligés de s'en servir dans leur métier, et en ce faisant, chacun Apothicaire sera tenu d'enregistrer sur son registre les noms, surnoms, qualités et demeures des personnes à qui se fera la vente du dit poison, lequel, ensuite, sera mis et réservé dans une boîte bien cachetée en lieu séparé ².

1. A Compiègne, de l'imprimerie de Louis Bertrand, imprimeur du Roi et de la Ville. — M.DCCLIV.

2. Ces prohibitions reproduites dans la loi du 21 Germinal An XI (11 avril 1803) s'imposent aujourd'hui à tous les pharmaciens sous peine de 3.000 francs d'amende (art 34 et 35)

IX

Février 1776.

**Préambule de l'Édit qui supprima les Jurandes
et Communautés de Commerce, Arts et Métiers.**

« Dans presque toutes les villes du Royaume, l'exercice des différents Arts et Métiers est concentré dans les mains d'un petit nombre de Maîtres réunis en communautés, qui peuvent, seuls, à l'exclusion de tous les autres Citoyens, fabriquer ou vendre les objets de commerce particulier dont ils ont le privilège exclusif ; en sorte que ceux qui, par goût ou par nécessité, se destinent à l'exercice des Arts et Métiers, ne peuvent y parvenir qu'en acquérant la maîtrise, à laquelle, ils ne sont reçus qu'après des épreuves aussi longues et aussi nuisibles que superflues, et, après avoir satisfait à des droits ou à des exactions multipliées par lesquelles une partie des fonds, dont ils auraient eu besoin pour monter leur commerce ou atelier, ou même subsister, se trouve consommée en pure perte.

« Ceux, dont la fortune ne peut suffire à ces pertes, sont réduits à n'avoir qu'une subsistance précaire sous l'empire du Maître, à languir dans l'indigence, ou à porter, hors de leur patrie, une industrie qu'ils auraient pu rendre utile à l'État.

« Toutes les classes de Citoyens sont privées du droit de choisir les ouvriers qu'ils voudroient employer, et des avantages que leur donneroit la concurrence pour le bas prix et la perfection du travail. On ne peut souvent exécuter l'ouvrage le plus simple sans recourir à plusieurs ouvriers de Communautés différentes, sans essuyer les lenteurs, les infidélités, les exactions que nécessitent ou favorisent les prétentions de ces différentes Communautés, et les caprices de leur régime arbitraire et intéressé.

Ainsi, les effets de ces établissements sont, à l'égard de l'État, une diminution inappréciable de commerce et de travaux industriels ; à l'égard d'une nombreuse partie des Citoyens, une perte de salaires et de moyens de subsistance ; à l'égard des habitants des villes, en général, l'asservissement à des privilèges exclusifs, dont l'effet est absolument analogue à celui d'un monopole effectif, monopole, dont ceux qui l'exercent en public, en travaillant et vendant, sont eux-mêmes les victimes dans tous les moments où ils ont, à leur tour, besoin de marchandises ou du travail d'une autre Communauté, etc., etc.

A ces causes, il sera libre à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, même à tous étrangers, encore qu'ils n'eussent point obtenu de nous de lettres de naturalité, d'embrasser et d'exercer dans tout notre royaume, telle espèce de commerce et telle profession d'Arts et Métiers que bon leur semblera, même d'en réunir plusieurs, à l'effet de quoi nous avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons tous les Corps et Communautés de Marchands et Artisans, ainsi que les Mattrises et Jurandes ¹.

X

26 août 1776.

**Préambule de l'édit portant le rétablissement
des jurandes.**

Notre amour pour nos sujets nous avoit engagé à supprimer, par notre édit du mois de février dernier, les jurandes et communautés de commerce, arts et métiers. Toujours animé de même sentiment et du désir de procurer le bien de nos peuples, nous avons donné une attention particulière aux différents mémoires qui nous ont été présentés à ce sujet, et notamment aux représentations de notre Cour de Parlement ; ayant reconnu que quelques-unes des dispositions que cette loi contient pouvoient entraîner des inconvénients, nous avons cru devoir nous occuper du soin d'y remédier ;

Mais, persévérant dans la résolution où nous avons toujours été de détruire les abus qui existoient avant notre édit dans les corps et communautés d'arts et métiers et qui pouvoient nuire aux progrès des arts, nous avons jugé nécessaire, en créant de nouveau six corps de marchands et quelques communautés d'arts et métiers, de conserver libres certains genres de métiers ou de commerce qui ne doivent être assujettis à aucun règlement particulier, de réunir les professions qui ont de l'analogie entre elles et d'établir à l'avenir les règles dans le régime des dits corps et communautés, etc., etc. ²

1. Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXIII, p. 371.

2. Isambert. *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXIV, p. 74.

XI

**Corps de métiers qui existaient à Compiègne
en 1778.**

- 1° Fondeurs, Epingliers, Balanciers, Chaudronniers, Potiers d'étain et autres ouvrages en cuivre, étain et autres métaux, excepté l'or et l'argent.
- 2° Tapissiers, Vendeurs de meubles en neuf et vieux, Miroitiers.
- 3° Tonneliers.
- 4° Tanneurs, Corroyeurs, Hongroyeurs (*cuirs de Hongrie*), Peaussiers, Mégissiers.
- 5° Tailleurs et Fripiers d'habits en neuf et en vieux.
- 6° Merciers, Drapiers et Lingers.
- 7° Orfèvres, Joailliers, Lapidaires, Horlogers.
- 8° Epiciers, Ciriers, Chandeliers, Graissiers, Droguistes et Confiseurs.
- 9° Bouchers, Charcutiers.
- 10° Selliers, Bourreliers, Charrons et autres ouvrages en voiture.
- 11° Maçons, Couvreurs, Plombiers, Paveurs, Tailleurs de pierre et toutes constructions en pierre, plâtre ou ciment.
- 12° Cordonniers en neuf et en vieux.
- 13° Boulangers.
- 14° Apothicaires.
- 15° Bonnetiers.
- 16° Serruriers, Taillandiers, Epronniens, Ferailleurs, Cloutiers Maréchaux-ferrants.

XII

**Fêtes patronales
de plusieurs Corporations ouvrières
à Compiègne.**

Voici, d'après une intéressante communication faite en 1887 à la *Société Historique*, par M. Coudret, l'un de ses membres, les fêtes que célébraient à Compiègne, au XVIII^e siècle, quelques-unes des Corporations ouvrières, dans l'*Église des Cordeliers*, en l'honneur de leurs patrons, savoir :

Les BOUCHERS... . étaient Le jour du *Saint-Sacrement*.

BOULANGERS... . — *Saint-Honoré*, le 16 mai.

CHAPELIERS... . — *Sainte-Barbe*, le 4 décembre.

CHARPENTIERS... . — *Saint-Joseph*, le 19 mars.

CHAUDRONNIERS... . — *Saint-Éloi*, le 23 juin (Translation du saint).

GORDONNIERS... . — *Saint-Crépin*, dans l'Octave de l'Ascension, et le 25 octobre.

COUVREURS... . — Le jour de l'Octave du *Saint-Sacrement*.

PAVEURS... . — *Saint-Roch*, le 16 août.

PERRUQUIERS... . — *Saint-Louis*, le 25 août.

SCIEURS DE LONG... . — *Saint-Cyr*, le 16 juin, et *Sainte-Juliette*, le 16 février.

SERRURIERS... . — *Saint-Éloi*, le 1^{er} décembre.

TAILLEURS D'HABITS — Le jour de la *Visitation de la Ste-Vierge*.

TISSERANDS... . — Le jour de la *Sainte-Trinité*.

TONNELIERS... . — *Saint-Jean-Baptiste*, le 24 juin.

VANNIERS... . — *Saint-Antoine*, le 17 janvier.

VITRIERS... . — *Saint-Luc*, le 18 octobre.

Venaient ensuite :

Les ARBALÉTRIERS, le dimanche après la *Saint-Jacques* et les
CHEVALIERS DE L'ARC, le jour de *Saint-Sébastien*.

(Archives du département de l'Oise, série H,
Cordeliers de Compiègne.)

LE DUC DE BAVIÈRE

A COMPIÈGNE

(1709-1715)

PAR

M. B.-A. DERVILLÉ

MEMBRE TITULAIRE

Maximilien II Emmanuel, né en 1662, succéda à son père, Ferdinand I^{er}, en 1679, comme électeur et duc de Bavière.

Marié à Marie-Antoinette-Josèphe, fille unique de l'empereur d'Autriche Léopold¹, il rendit de grands services à son beau-père en le secourant avec une armée de douze mille hommes lorsque les Turcs vinrent assiéger Vienne. L'empereur l'en récompensa en lui accordant, en 1691, le gouvernement des Pays-Bas.

On sait que le roi d'Espagne, Charles II, avant de mourir (1^{er} novembre 1702) avait désigné pour lui succéder le second petit-fils de Louis XIV et de Marie-Thérèse, le jeune duc d'Anjou, qui prit alors le titre de Philippe V.

Cet avènement d'un prince français au trône d'Espagne ne fit pas l'affaire de l'empereur d'Autriche qui parvint sans peine, à coaliser l'Allemagne, la Hollande et l'Angleterre contre la France.

Sentant que la guerre devenait inévitable et voulant s'assurer des ressources en Allemagne, Louis XIV traita

1. L'empereur Léopold avait épousé Marguerite-Thérèse, fille de de Philippe IV et sœur de Marie-Thérèse, épouse de Louis XIV.

avec quelques princes de l'Empire, entr'autres avec l'évêque de Munster, l'Electeur de Cologne et le plus puissant de tous, l'Electeur de Bavière, qui avait à se plaindre de la cour de Vienne. Mais ce dernier « s'était fait longtemps prier avant de conclure le traité secret du 23 juin 1702, en addition à celui du 9 mars, quoiqu'il lui assurât, outre les subsides, le gouvernement héréditaire des Pays-Bas sans vicaire général, la royauté des pays qu'il conquerrait en Allemagne, une moitié des contributions et, en cas de perte de ses propres Etats, la propriété éventuelle des Pays-Bas. Il ne s'était même résigné que le 18 août à ratifier les conventions que son envoyé Monastérol avait signées depuis deux mois avec les ministres français, et le fait réel est que, jusqu'au dernier moment, il avait cru trouver de meilleures conditions à Vienne¹ ».

Mais, disons-le tout de suite, une fois entré dans l'alliance de Louis XIV, il lui resta toujours fidèle et combattit ses ennemis de concert avec les armées françaises.

Maximilien débuta dans la lutte engagée, par la prise d'Ulm (8 septembre). Par contre, le lendemain, Landau, jusqu'alors en notre pouvoir, tombait entre les mains des Impériaux. Villars terminait la campagne par la victoire de Friedlingen, victoire qui lui valait le titre de maréchal de France.

Dans le courant de l'année 1703, Maximilien portait la guerre en Autriche en envahissant le Tyrol. Puis il prenait part à la bataille d'Hochstœdt (21 septembre) à côté de l'armée française sous les ordres de Villars et il achevait la campagne de cette année par la prise de la ville impériale d'Augsbourg (13 décembre).

Malheureusement ces succès ne purent être continués. Le 13 août 1704, Maximilien et les généraux français Tallard et Marsin furent complètement battus à Hochstœdt où les honneurs de la journée revinrent au prince Eugène et au duc de Malborough. Les débris de l'armée franco-bavaroise furent obligés de repasser précipitamment le Rhin. Les coalisés chassèrent les deux Electeurs de leurs Etats, et

1. *Mémoires de Saint-Simon*, t. XI, p. 71.

l'Electrice de Bavière fut forcée par l'Autriche à lui remettre ses places fortes .

Le 26 avril 1706, l'empereur Joseph I^{er}, successeur de Léopold, mettait au ban de l'Empire les Electeurs de Bavière et de Cologne, et le 23 mai suivant, l'armée française commandée par Villeroy, assistée de Maximilien, éprouvait la sanglante défaite de Ramillies, que suivit aussitôt la perte du Brabant et de la Flandre espagnole.

Il ne restait donc plus d'autre ressource à Maximilien Emmanuel que de demander asile et protection à son vieil allié Louis XIV, et c'est ainsi que l'Electeur de Bavière, obligé de chercher refuge en France, vint habiter le château de Compiègne.

C'est dans le courant de l'année 1709 que Maximilien fit sa première entrée à Compiègne, accompagné de sa cour et d'un nombreux personnel domestique.

L'historien Dareste le présente comme un prince fastueux, vaniteux et changeant; Henri Martin, comme « brave et loyal, mais fantasque, irrésolu, mobile et plus occupé de ses plaisirs que de ses affaires. »

Nous n'avons pas à contrôler ces divers jugements. Sa vie antérieure ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Nous ne nous occuperons que des souvenirs laissés à Compiègne par le souverain bavarois pendant son séjour au château, c'est-à-dire de 1709 au commencement de l'année 1715, sauf quelques interruptions. Toutefois, nous pouvons ajouter en toute sécurité que Maximilien était pourvu d'une nature généreuse et foncièrement bonne comme le prouvent les dons qu'il fit tant aux paroisses qu'aux établissements religieux et autres de la ville.

En quel état trouva-t-il Compiègne à son arrivée? Notre pays, très éprouvé par les malheurs de la guerre, venait encore de subir toutes sortes de calamités engendrées par le terrible hiver de cette année. Les campagnes environnantes avaient déversé dans la ville nombre de malheureux. Les

1. Maximilien-Emmanuel avait épousé en secondes noces Thérèse Casimire Sobieski, fille de l'Electeur de Saxe devenu roi de Pologne. Un enfant, né de sa première femme, était mort en bas âge.

registres paroissiaux de l'époque, surtout ceux de Saint-Antoine, signalent des inhumations de pauvres gens de Margny, Venette, La Neuville-Roy, Bailleul-le-Soc, etc. Leurs actes de décès portent cette courte mais significative mention « réfugiés dans la ville à cause de la misère du temps. » Aussi, pouvons-nous affirmer que l'Électeur de Bavière sut alléger bien des misères et calmer bien des souffrances en subvenant à de réels besoins.

Une autre preuve de la bonté de ce prince est relatée par le registre paroissial de Saint-Jacques de l'année 1711. C'est un acte de mariage entre un Bava-rois, du personnel domestique de l'Électeur, avec Charlotte-Radegonde Beaudet, jeune fille de Compiègne. Le futur est désigné sous les noms de Maximilien-Emmanuel de Munich, comme ayant été élevé, « dès son bas âge, à la cour de Son Altesse Électorale de Bavière laquelle l'a nommée sur les fonds de baptême Maximilien-Emmanuel et du nom propre de Munich, son nom de famille étant inconnu. »

D'autre part, cette affluence d'étrangers fit un bien immense au commerce compiégnois. Une partie de la cour seulement logea avec le souverain au palais ; l'autre partie fut disséminée chez les bourgeois et les marchands. Les postillons, palefreniers, muletiers, conducteurs de chariots, valets, etc., trouvèrent gîte dans les hôtelleries, les cabarets et même chez les habitants.

Outre l'équipage de la vénerie et afin de parer aux ennuis forcés de l'exil, le prince avait encore une troupe de musiciens et une autre de comédiens à son service.

Deux compagnies de gardes-suisse-s françaises, commandées par MM. d'Erlac et d'Estanaye, furent détachées pour la garde du souverain.

On peut juger facilement de la physionomie de Compiègne à l'époque. Au lieu du calme habituel dont la ville ne s'était pas départie depuis le fameux camp de Coudun de 1698, ce n'était plus que roulements de carrosses ; qu'allées et venues de secrétaires et de domestiques se rendant en hâte au château ; de visiteurs étrangers ou de fonctionnaires compiégnois demandant audience ; détachements de gardes-suisse-s allant relever la garde ; estafettes à cheval

portant des ordres en ville ; réceptions, fêtes, départs de chasse, etc.

Les registres paroissiaux nous donnent d'importants renseignements sur ce séjour. C'est ainsi que nous avons pu relever une grande partie des noms des personnages de la suite de l'Altesse Electorale :

J.-Bapt., comte d'Arco, comte du Saint-Empire, chevalier de la Toison-d'Or, feld-maréchal des troupes bavaoises.
Dans un acte du 14 août 1713, il est désigné comme
« généralissime des troupes de S. A. Electorale. »

Maximilien Cajetan, comte de Terring et Sufeld, gentilhomme de la chambre, grand-maréchal de la cour, lieutenant-général de ses troupes, chevalier de la Toison-d'Or.

Joseph-Louis, comte d'Albert, grand-écuyer, gentilhomme de la chambre, lieutenant-général de ses armées.

Jean-Aloïze, baron de Malkhnecht, ministre et conseiller d'Etat.

Maximilien, baron de Muggenthall, gentilhomme de la chambre, capitaine des gardes-du-corps, maréchal-de-camp.

J.-Bapt. de Santigny, chevalier de l'ordre de Malte, gentilhomme de la chambre, maréchal-de-camp.

Joseph J.-Baptiste, comte de Piosacque, gentilhomme de la Chambre.

Scipion, baron de Valaize, gentilhomme de la Chambre.

Jean Rodolphe, baron de Kaiserstein, chevalier, gentilhomme de la Chambre (marié à dame Marie-Claude-Josèphe Pouppée).

Ferdinand-Joseph-Charles Dongnies, comte de Coupigny, colonel dans les armées de l'Electeur.

Louis, comte de Lamarek.

de Araregnies, comte de Fléchin.

Marquis de Rozain, conseiller d'Etat.

Guillaume de Bournonville, marquis de Sarre (marié à dame Angélique-Honorine-Marie Drurse).

Gandener, comte de Richberg, lieutenant général des troupes.

Don Rodrigo de Peralta, chevalier, gentilhomme de la Chambre, maréchal de camp, gouverneur de ses ville et château de Charleroi (marié à dame Elisabeth de Cassina, née baronne de Boulers).

Claude Pousset, chevalier, seigneur de Montauban, brigadier de ses armées.

Baron de Giey, brigadier au service de Son Altesse Electorale.

François-Ignace de Wilhelm, conseiller et secrétaire du Cabinet (marié à dame Marie-Thérèse de Radel).

Jacques-Philippe-Joseph de la Fontaine de Wicart, commissaire extraordinaire des guerres et secrétaire de Son Altesse Electorale (marié à dame Marie-Anne de Honner), etc.

Joseph-André de Ziegler, aumônier et chapelain de Son Altesse Electorale.

R. P. Colomban, d'Ensisheim, capucin allemand, confesseur de la Cour.

R. P. de Bretagne, religieux augustin, prédicateur et théologien.

R. P. Bonhomme.

composaient sa maison religieuse.

Nous pouvons encore citer :

Joseph-Mathias Bannivesth, gouverneur des pages de Son Altesse Electorale.

Charles Riederaver, médecin de Son Altesse Electorale.

Ferdinand Stokol, apothicaire de Son Altesse Electorale.

André Gombert, premier chirurgien.

Simon Eglof, chirurgien de la Cour, etc. 1.

Le jour de la Toussaint de cette année 1709, l'Electeur va assister à la grand'messe à l'abbaye de Saint-Corneille.

1. On peut lire sur le registre de catholicité de la paroisse Saint-Jacques, à la date du 11 mars 1714, dans un acte de baptême : le parrain fut le sieur François-Houard, « professeur d'instrument de mathématiques de Son Altesse Electorale de Bavière ».

A la fin de l'année, son frère cadet, Electeur de Cologne, vint le rejoindre à Compiègne.

Nous avons vu, que lors de la guerre de la succession d'Espagne, Joseph-Clément de Bavière, électeur de Cologne, adhéra un des premiers à l'alliance française. Il fut nommé évêque de Ratisbonne en 1785, à peine âgé de quatorze ans et élu archevêque-électeur de Cologne à dix-sept ans. En 1694, il était évêque-prince de Liège¹.

Le 15 janvier 1710, jour de la fête de Saint-Maur, les deux Electeurs vont le soir assister au salut dans l'église de l'abbaye de Saint-Corneille.

Le 9 février, l'abbé Simon Joannet, curé de la paroisse Saint-Jacques, procédait, dans la chapelle royale du Château, en présence de l'Electeur de Bavière, au mariage de messire Dongnies, comte de Coupignies, colonel dans l'armée électorale, et de Mademoiselle Marie-Magdeleine-Charlotte de Felny, née princesse de Berghes, chanoinesse du chapitre de Nivelles, au diocèse de Namur. Toute la Cour électorale assistait à cette cérémonie. Furent admis à la signature du mariage, outre Son Altesse Electorale, Mesdemoiselles Marie-Josèphe de Berghes ; Marie-Honorine de Montigny ; Marie-Louise d'Arguennes, toutes trois nées princesses de Berghes, et sœurs de la mariée.

Le comte d'Arco, feld-maréchal des troupes électorales ;

Le comte de Terring et Sufeld, grand-maréchal de la cour ;

Le baron de Malknecht, ministre d'Etat ;

Le comte de Fléchin ;

Messire Corneil Richard de Gaya, en sa qualité de major et commandant des ville et château de Compiègne.

C'est dans cet acte que se trouvent énumérés tous les titres et dignités du souverain bavaois :

Duc de la haute et basse Bavière ; du haut Palatinat, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg et de Gueldres ; Comte palatin du Rhin ; Electeur et Vicaire du Saint-Empire romain ; Landgrave de Leichtenberg ; Comte de

1. Joseph-Clément de Bavière est mort à Bonn, le 12 novembre 1723.

Flandres, de Hainaut et de Namur ; Marquis du Saint-Empire et Seigneur de Malines.

Le jour des Rameaux, les deux Électeurs vont aux offices à l'abbaye de Saint-Corneille. « L'Électeur de Cologne a tenu chapelle, a fait la bénédiction et la distribution des rameaux. Son Altesse Électorale de Bavière ne voulut aller prendre son rameau de la main de l'Électeur de Cologne, son frère, qui officiait pontificalement, qu'après le dernier des religieux. »

La noblesse compiégnaise était admise au château. L'Électeur se montrait plein de déférence pour elle. Elle était de toutes les fêtes et de toutes les parties de chasse.

Aussi, c'est avec bonne grâce que l'Électeur accepta d'être parrain, le 25 octobre, de Maximilien-Honorin, enfant de Louis-François Bontems, sieur des Essarts, capitaine au régiment de Navarre, et de dame Anne-Marguerite Le Caron, sa femme. Il se fit représenter à cette cérémonie par le comte de Terring et Sufeld, son grand-maréchal. La marraine fut mademoiselle Marie-Honorine de Montigny, princesse de Berghes, dame de la Cour.

Comme l'année précédente, l'Électeur va assister aux offices, le jour de la Toussaint, à Saint-Corneille.

Le 7 mars de l'année suivante, l'Électeur de Bavière était présent à l'abjuration de la religion réformée prononcée dans la chapelle du château par Nicolas Maurier, soldat au régiment des gardes-suisses françaises de la compagnie d'Erlac. Cette abjuration était reçue par Joseph-André de Zeigler, confesseur et aumônier de S. A. Électorale, en présence du comte de Terring et Sufeld, du comte d'Albert, du major Richard de Gaya, des abbés Joannet et Dupuis, ce dernier vicaire de la collégiale de Saint-Clément.

Puis, quelques jours plus tard, les souverains quittaient Compiègne, l'Électeur de Bavière pour se rendre à Namur et celui de Cologne à Bruxelles. Une partie de la Cour seulement les accompagnait dans ce voyage.

Malgré leur éloignement, pour tenir leur promesse, l'Électeur de Bavière et la princesse Thérèse Sobieski, son épouse, se firent représenter (30 novembre 1711) au baptême de Maximilien-Emmanuel, fils de Louis-Hyacinthe de Seroux,

seigneur de Biscourt, commissaire ordinaire des guerres, par le major de la ville, Richard de Gaya et Héléne-Lucrèce de Languedoc de Risaude de Pussay, son épouse¹.

Le lendemain même, l'église de Saint-Jacques était encore en grande fête. Les marguilliers de la paroisse, aidés par la générosité du duc de Bavière, avaient fait fondre une troisième cloche destinée à la tour et une quatrième pour le petit clocher de l'église. Les souverains de Bavière, représentés par M. de Gaya, furent parrain et marraine au baptême de la grosse cloche qui reçut les prénoms de Maximilienne-Emmanuelle. Celle du petit clocher fut nommée Marie-Honorine par le marquis de Rozain, conseiller d'Etat de Bavière, et par mademoiselle Marie-Honorine de Montigny, princesse de Berghes, chanoinesse de Mons-en-Flandres, représentés par messire Raoul Lévesque, président de l'élection de Compiègne et par madame de Gaya, femme du major de la ville².

Pendant ce temps, l'archiduc Charles était monté sur le trône impérial d'Autriche par suite de la mort de son frère Joseph I^{er}.

Des conférences en vue de la paix s'ouvraient à Utrecht le 29 janvier 1712. Les propositions françaises portaient, en première ligne, que l'Électeur de Bavière serait mis en possession des Pays-Bas, et qu'en outre, il serait, ainsi que son frère, l'Électeur de Cologne, rétabli dans ses États.

1. Le 3 février 1711, s'étaient mariés, en l'église Saint-Jacques, Louis-Hyacinthe de Seroux de Biscourt, capitaine d'infanterie au régiment de Laroque, fils de défunt Hélié-François de Seroux, seigneur de Venette, gentilhomme servant de S. A. R. Madame, et de dame Brigitte Léguillier;

Avec demoiselle Christine-Elisabeth Faroul, fille de Martin Faroul, conseiller du Roi, en l'élection de Compiègne, et de dame Antoinette Charpentier. La cérémonie était faite en présence de Jean Seroux, président au bailliage de Compiègne; de Jean-Baptiste Seroux, lieutenant-général audit bailliage, et de François de Seroux, seigneur de Venette, lieutenant-colonel au régiment de Laroque.

2. Louis XIV et la reine Marie-Thérèse furent parrain et marraine de la grosse cloche du bourdon à Notre-Dame de Paris, fondue en 1682 et refondue en 1685. Cette cloche reçut le nom d'Emmanuel-Louise-Thérèse.

Ces conférences n'aboutirent pas, et les alliés, pressés d'entrer en campagne, laissèrent le prince Eugène, à la tête d'une armée de cent mille hommes, agir sur la frontière française du Nord.

L'Électeur de Bavière quittait alors les Pays-Bas, rentrait en France et passait incognito à Compiègne (juillet 1712) pour aller loger au château de Monchy, propriété du duc d'Humières pair de France, lieutenant-général des troupes royales et gouverneur des ville et château de Compiègne.

Le lendemain, le père Aloyson, prieur de Saint-Corneille, accompagné de quelques religieux, les autorités de la ville et les officiers du bailliage allèrent le complimenter à Monchy.

Les garde-meubles du Roi, venus de Versailles, se mirent à l'œuvre et procédèrent à l'ameublement du château de Compiègne en vue du séjour du souverain de Bavière.

La ville était tout à la joie. Le prince, de retour dans ses murs, c'était le commerce local qui allait reprendre un nouvel essor. Aussi, son entrée publique à Compiègne, si vivement désirée par les habitants, fut annoncée pour le 8 septembre.

En effet, vers deux heures de l'après-midi, l'arrivée du souverain à la porte du Vieux-Pont, est signalée. Aussitôt, les cloches de Saint-Corneille se mettent en branle et donnent le signal à celles des paroisses de la ville qui répondent à toute volée.

Le cortège fait son entrée en ville. Douze carrosses portant les personnages de la Cour précèdent le carrosse électoral. Celui-ci est entouré de douze gentilshommes et suivi par une grande quantité d'officiers et de pages. Puis, il se dirige à petits pas vers l'abbaye de Saint-Corneille, où il fait une première halte. Devant la communauté, formant la haie, le prieur descend les degrés du parvis et vient complimenter le prince « sur l'honneur qu'il faisait à la ville de Compiègne de la choisir pour sa demeure ». L'Électeur, fort satisfait de cette réception, répondit « au compliment de la manière du monde la plus honneste. » Le prieur se retire et le cortège reprend sa marche vers le couvent de la

Congrégation, dans la rue du Petit-Château, où se sont réunis les magistrats de la ville et les officiers du bailliage qui, à leur tour, lui souhaitent la bienvenue.

Au cours de la cérémonie, le prince procède à la pose de la première pierre de l'église de la Congrégation. Flatté des honneurs qu'on lui rendait, outre un don en espèces, il fit hommage de son portrait que le R. P. de Bretagne, de sa maison religieuse, plaça dans le parloir de la communauté. Puis, l'Électeur se retirait dans un hôtel particulier de la ville, en attendant que les garde-meubles eussent achevé l'ameublement du château. Enfin, il put y faire son entrée définitive le 12 et prendre possession des appartements de la Reine.

Dans le courant d'octobre (1712), l'Électeur résolut d'aller dîner à Saint-Corneille-aux-Bois, en pleine forêt de Compiègne.

Ce lieu dépendait de l'abbaye à qui il fut donné par François I^{er}. Le prieur, averti la veille de ce projet, s'y rendit avec deux religieux pour y recevoir le prince.

Le lendemain, le prince fut étonné de trouver le prieur et les religieux qui se présentèrent à la portière du carrosse et charmé de cette réception, il fit l'honneur au père prieur de le placer à table à sa droite, « le servit lui-même et l'honora jusqu'à boire à sa santé et partager avec lui une partie de ses mets maigres, quoiqu'il y eût une belle chère en gras aux dépens du prince, qui y avait fait porter tout ce qui était nécessaire ».

Le jour de la Toussaint, le prieur et toute la communauté de Saint-Corneille, revêtus de chappes, viennent recevoir l'Électeur à la porte de l'abbaye. Après que le prince eut adoré la vraie Croix, il entra dans l'église où il était complimenté par le prieur et assista à la grand'messe.

Le 2 janvier 1713, l'Électeur de Bavière, et son frère, l'Électeur de Cologne offraient leur portrait à la communauté de Saint-Corneille.

Le 3, Son Altesse Électorale se faisait représenter en l'église Saint-Jacques au baptême de Maximilien, fils de son veneur, Philippe Ricart et d'Antoinette Auxœufs, par le chevalier de Normanville, Alexandre de Pestel. L'enfant avait

pour marraine, M^{me} Anne-Angadresme de Morcourt, femme de M. de Beauval, lieutenant de la capitainerie royale des chasses de Compiègne.

Le 12 janvier, mourait à l'âge de 47 ans, dame Hélène-Lucrèce de Languedouë de Rinaude de Pussay, épouse de Richard Corneil de Gaya, chevalier et major de la ville de Compiègne. Le lendemain, cette dame était inhumée devant la chapelle de la Vierge dans l'église Saint-Jacques, en présence, entr'autres personnes, de son fils, l'abbé de Gaya, chanoine de la cathédrale de Soissons et du comte de Ter-ring et Sufeld, représentant le duc de Bavière.

Le jour de la fête de Saint-Maur (13 janvier), le duc allait entendre le salut à l'abbaye de Saint-Corneille.

Le 4 juin, la ville était en fête : On venait d'apprendre la signature de la paix avec l'Angleterre. Un *Te Deum* d'actions de grâce fut chanté dans l'abbaye en présence de l'Électeur et de sa Cour.

« Le soir, il y eut, devant le portail, un feu de joie. Toute la bourgeoisie était sous les armes, et des compagnies franches, qui étaient à Compiègne, prirent aussi les armes. Il y avait à la grande porte du monastère une fontaine de vin qui a coulé depuis le *Te Deum* jusqu'au soir. Le portail était illuminé par différentes balustrades portiquées. Au haut des deux tours, il y avait dix-huit pots à feu. Tout le portail en haut était orné des armes du Roi illuminées. Les armes de l'Électeur, aussi illuminées, étaient en bas ; la rose d'en haut était fermée par des tapisseries.

« Du haut du portail, on jetait les fusées volantes et, vers les huit heures du soir, le R. P. Prieur mit le feu au bruit des décharges et au son de toutes les cloches. Il y eut après une collation magnifique et les illuminations ont duré jusqu'à quatre heures du matin. »

Le 16 juillet, son Altesse Électorale allait entendre le Salut aux Jacobins et le Sermon prêché par dom Henry Charlier.

Le 13 août, mourait dans la rue du Vieux-Pont, chez Gabriel-Charles Henniet, marchand, où il avait fixé sa résidence, messire Jean-Rodolphe, baron de Kaiserstein, gentilhomme de la chambre de S. A. Électorale.

Le lendemain, des obsèques solennelles lui furent faites en l'église Saint-Antoine, en présence de sa veuve, dame Marie-Claire-Josèphe Pouppée et de toute la Cour bavaroise. Son corps fut inhumé dans la chapelle de la Sainte-Vierge sous la tombe de la famille de Gaya, major de la ville.

Le 10 septembre, le duc de Bavière assiste au *Te Deum* d'actions de grâce chanté en l'abbaye de Saint-Corneille en l'honneur de la prise de Landau par le maréchal Villars sur les Impériaux.

Le 4 octobre, avait lieu dans la chapelle royale du château, le baptême de Maximilien-Casimir, fils de Guillaume de Bournonville, marquis de Sarre et de dame Angélique-Honorine-Marie Drurse, auquel l'Électeur et l'Électrice de Bavière voulurent bien servir de parrain et de marraine.

Nous avons déjà vu que l'Électeur s'était fait accompagner par son équipage de chasse. Comme tous les souverains de son temps, ce prince était un fanatique de ce plaisir. En lui donnant le château de Compiègne comme résidence, Louis XIV avait également mis à sa disposition sa capitainerie royale des chasses. Aussi le duc en usait-il largement.

Le 25 octobre, en se rendant à la chasse dans la forêt, le duc tomba de cheval et se blessa assez grièvement pour donner des inquiétudes à son entourage. On le ramena immédiatement : la blessure du prince mit toutefois plus d'un mois à se guérir complètement. Enfin le 10 décembre, les officiers de S. A. Électorale faisaient chanter en l'église de Saint-Corneille une messe solennelle en actions de grâces pour la guérison de leur prince.

Huit jours après, semblable cérémonie était de nouveau célébrée à Saint-Corneille, sur l'invitation du corps des marchands de Compiègne. Toute la Cour électorale, les autorités et les bourgeois de la ville, etc., prirent part à cette cérémonie.

Le 6 décembre, l'Électeur se faisait représenter par le comte de Terring et Sufeld en qualité de parrain au baptême de Maximilienne-Honorine, fille d'Adrien Motel, seigneur de Valbrun, ci-devant capitaine de dragons et de Marie-Barbe Ferré. La marraine était M^{lle} Marie-Honorine de Montigny, princesse de Berghes, dame de la Cour.

Le lendemain, le chevalier de Bavière, fils de l'Électeur et la marquise de Sarre tenaient sur les fonts baptismaux de Saint-Jacques, Maximilien, fils de Nicolas-François Raparlier, valet de chambre du comte de Piosasque et de Marie-Jacobée Monacky¹.

Le 6 mai 1744, un *Te Deum* d'actions de grâce en l'honneur de la prise de Gironne est chanté à Saint-Corneille en présence de l'Électeur.

Le 10, jour de l'Ascension, les officiers de l'Altesse électorale assistent en l'église Saint-Jacques, à l'abjuration de l'hérésie luthérienne prononcée par Jean-Daniel Herbig, natif de la ville de Jenno² en Saxe. Cette abjuration fut reçue par Simon Joannet, curé de la paroisse, assisté du R. P. Colomban, capucin allemand, prédicateur de la Cour, « qui avait instruit ledit Herbig dans les principes de la religion catholique. »

Ce même jour, les divers corps de la ville, réunis pour la procession, rentrent dans le chœur de l'église Saint-Corneille et assistent au *Te Deum* d'actions de grâce chanté en l'honneur de la paix générale.

A cause de la mort de Jean-Jacques Thibaut de Chambaudon, capitaine de la compagnie d'arquebuse, le lieutenant Picart, son successeur dans la direction de cette compagnie, fit décider que le *tir annuel de l'Oiseau*, qui avait toujours lieu le second dimanche de mai, serait remis au dimanche 13 juillet et qu'invitation à prendre part au jeu serait adressée à l'Électeur.

Celui-ci accepta cette proposition avec sa bonne grâce

1. Emmanuel-François-Joseph, chevalier, puis comte de Bavière, était fils de l'Électeur et de la comtesse d'Arco. Né le 28 mai 1695, il fut reconnu et légitimé par Maximilien-Emmanuel, le 20 novembre suivant. En 1709, il accompagna son père en France pour entrer au service de Louis XIV. Il se rendit acquéreur du marquisat de Villacerf et devint lieutenant-général des troupes royales en 1738. Il fut tué à la bataille de Laufeld le 2 juillet 1747, à l'âge de cinquante-deux ans. Il était aussi lieutenant-général du pays de Santerre avec le gouvernement des villes de Péronne, Montdidier et Roye. L'Électeur de Bavière le fit admettre au nombre des chevaliers de l'arquebuse de la ville de Compiègne.

habituelle, et, au jour fixé, accompagné de ses officiers et des dames de la Cour, se rendit au carrefour de la forêt pour cette fête¹. L'arquebuse lui ayant été présentée, le duc, invité à tirer, abattit l'*Oiseau*² aux applaudissements des arquebusiers et des spectateurs accourus en foule. Ce beau coup lui valait, pour l'année, le titre de *roi de l'arquebuse*. Cette nomination lui fut notifiée par lettre du duc d'Humières, gouverneur de la ville, en date du 5 août suivant³.

« Un lunch fut offert dans la forêt à l'Électeur de Bavière et à sa suite. Il se composait de quatre-vingts bouteilles de vin de Champagne, de quatre de vin de Bourgogne et d'un grand gâteau dont le prix s'éleva à quinze livres, de massepains au citron et à la fleur d'oranger. Des voitures attelées avaient conduit le duc et sa cour dans une avenue de la forêt dont on avait « accommodé la feuillée au bout du Mail ». Les arquebusiers avaient eu l'amabilité d'y faire figurer le blason du duc de Bavière. Des gratifications furent accordées aux tambours, aux fifres, aux valets, aux canonniers et aux suisses formant la garde du duc.

Le repas offert le 15 juillet dans la salle du jardin ne fut pas moins brillant : trois douzaines de petits pains, trente-neuf bouteilles de vin, deux longes de veau piquées de gros lard y furent consommés ainsi que soixante échaudés. »

Le duc, enchanté de cette réception, voulut que son fils, le chevalier de Bavière, fit aussi partie de la Compagnie de l'arquebuse. En réunion du 21 octobre de cette année, les chevaliers l'acceptèrent d'une voix unanime « pour le respect et les esgards qu'ils ont à Son Altesse Électorale ».

Aussi, quelques années plus tard, lorsque les arquebu-

1. *Archives de Compiègne*, EE. 20.

2. La façon de l'*Oiseau* coûta dix-huit sols qui furent remis au sieur Triboulet.

3. On sait qu'une des prérogatives attachées à ce titre était l'exemption, pendant une année, du logement des gens de guerre. Le Roi de l'Arquebuse partageait cette faveur avec le capitaine de la Compagnie.

siers penseront à reconstruire leur pavillon, enverront-ils une requête à cet effet au duc de Bavière alors dans ses États. Le duc leur adressera une somme de deux mille livres et les arquebusiers reconnaissants donneront à leur nouvel hôtel le nom de pavillon électoral.

Dans le *Bulletin de la Société Historique*¹, on peut lire que la sœur Sainte-Rose, religieuse converse du prieuré de Saint-Nicolas-au-Pont, de son nom Marie-Anne Pouillet, fille d'un boulanger de Compiègne, avait voué un culte particulier à la Mère de Dieu. Elle avait fait réparer à ses frais la porte d'Ardoise au-dessus de laquelle elle avait fait pratiquer une niche pour y placer la statue de la Vierge. Mais lorsqu'il fallut payer les ouvriers qui avaient pris part à ces travaux, sœur Sainte-Rose ayant les mains vides s'adressa aux âmes généreuses de sa connaissance. Les oboles recueillies ne parvenant pas à payer la dépense, on donna alors le conseil à sœur Sainte-Rose de faire appel à la générosité du duc de Bavière. Elle suivit ce conseil et n'eut point lieu de s'en repentir, car le prince, après avoir pris connaissance de la requête de la pauvre sœur, lui envoya un don de cinquante livres.

A cette époque, il y avait aussi au même prieuré, une sœur du nom de Marguerite-Blandide Fayelle, de Paris, qui, jouissant d'une certaine instruction, cultivait les belles-lettres et en faisait profiter les élèves pensionnaires de l'établissement qu'elle formait à la déclamation et même à la représentation de tragédies.

Ces sortes de petites fêtes étaient très goûtées, et les personnes les plus distinguées de la ville, qui y étaient invitées, s'y rendaient avec le plus grand empressement.

Le duc de Bavière, après avoir visité le prieuré, fut invité, avec les personnes de sa suite, à assister à la représentation d'*Esther*. Ce spectacle l'intéressa vivement et il en parut très satisfait. Aussi, après la représentation, il se fit présenter la digne sœur qu'il félicita, « et pour le choix des personnages et pour la déclamation. »

Le 4 novembre (1714), le duc de Bavière était parrain.

1. Tome III, pages 172-179.

dans la chapelle du château, du jeune Maximilien-Emmanuel-Charles, fils de don Rodrigo de Peralta, gentilhomme de sa chambre, maréchal de camp de ses armées et son gouverneur pour les ville et château de Charleroi, et de M^{lle} Elisabeth de Cassina, née baronne de Boulers. La marraine fut M^{lle} Marie-Honorine de Montigny, princesse de Berghes, dame de la Cour bavaroise.

Deux jours plus tard, Maximilien-Emmanuel, accompagné de plusieurs officiers de sa Cour, se rendait à la chapelle des religieuses de la Visitation de Sainte-Marie et assistait à l'abjuration de la religion réformée, par Louis-Emmanuel de Roussinger, natif de Bâle-en-Suisse, capitaine-lieutenant au régiment suisse de Phipher¹, de la compagnie de M. de Surcy, brigadier des armées du Roi. Cette abjuration était reçue par Charles-François Girard, prêtre de la Compagnie de Jésus, recteur du Collège de Compiègne, en présence de l'abbé Joannet et des prêtres Jacques Fauvel et Guillaume Douglas, chapelains de la collégiale de Saint-Clément. Ce dernier était, en outre, directeur des dames religieuses de Saint-Nicolas².

Après un voyage à Saint-Cloud, l'Électeur de Bavière revint à Compiègne pour assister dans la chapelle du château, avec sa Cour, à deux nouvelles abjurations : Le 10 mars 1715, à celle de Jean-Jacques Soutre, de Mayenfeld, canton des Grisons, calviniste, reçue, comme la précédente, par le recteur du Collège de Compiègne ; et le 14 mars à celle de Thomas Chéparte, âgé de 43 ans, d'origine anglaise, professant la religion réformée, reçue par le prêtre Guillaume Douglas, vicaire chapelain de la collégiale Saint-Clément.

Mais la paix venait d'être signée, et le séjour du duc de Bavière à Compiègne touchait à sa fin.

Cependant, nous le voyons encore, le 18 mars, assister,

1. Pfeiffer.

2. On peut encore lire à la suite de cet acte les signatures de : de Gaya, major de la ville ; Père Aloyson, prieur de Saint-Corneille ; Seroux d'Agincourt, président du bailliage de Compiègne ; Seroux d'Agincourt, lieutenant-général au bailliage ; Picart de Moncourt ; Thibaut de Chambaudon ; Esmangart Dariocher.

dans la chapelle du château, au mariage de son grand écuyer, le comte d'Albert, lieutenant-général de ses armées, avec M^{lle} Marie-Honorine de Montigny, princesse de Berghes, dont le nom figure si souvent dans le cours de cette étude. La bénédiction nuptiale était donnée aux époux par le R. P. de Bretagne, religieux augustin, confesseur de S. A. E., en présence du comte de Lamarck, du comte de Coupigny, de Marie-Maximilienne de Roisin et de Corneil Richard de Gaya, major de la ville.

Le 11 avril 1713, la France avait signé le traité d'Utrecht. Par ce traité, le duc de Bavière, déjà investi, à titre provisoire, de la possession de Luxembourg, Namur et Charleroi, devait recevoir la Sardaigne, aussi à titre d'indemnité provisoire, en compensation du haut Palatinat, restitué à l'Électeur palatin.

A l'exception du Roi de Prusse, ni l'Empereur et les princes de l'Empire ne voulurent adhérer au traité. Alors, Louis XIV poussa tous les efforts de la guerre vers le Rhin. Le maréchal Villars, mettant à profit les lenteurs apportées par l'armée impériale dans les préliminaires de la lutte, s'empara par surprise de Spire (6 juin), de Worms et de Kaiserslautern. Puis il vint mettre le siège devant Landau, et, le 20 août, la garnison commandée par le prince Alexandre de Wurtemberg était forcée à se rendre prisonnière de guerre. Ensuite, ce fut le tour de Fribourg, dont le gouverneur, baron Harrsch, signait la capitulation le 13 novembre.

L'Autriche, se sentant impuissante à continuer seule la lutte, engageait les négociations en vue de la paix au château de Rastadt, propriété du duc de Bade. Parmi les clauses proposées, Louis XIV demandait que l'Empereur réintégrerait dans leurs États, les Électeurs de Cologne et de Bavière. Après de vives contestations, l'Empereur souscrivit enfin à ces conditions. Mais il se réservait la Sardaigne qui devait revenir à l'Électeur de Bavière et restituait à ce dernier le haut Palatinat. Le traité était enfin signé le 6 mars 1714 et ratifié le 6 septembre suivant par les États de l'Empire dans un congrès tenu à Baden.

Puis, Maximilien-Emmanuel, réconcilié avec l'Empe-

reur, quittait Compiègne et la France, pour retourner dans ses États et rentrer dans ses droits et prérogatives.

On pourra peut-être objecter que la longue suite de faits religieux qui viennent d'être énumérés doit être considérée comme des événements bien secondaires dans la vie d'un souverain. Nous répondrons que les sources que nous avons eues à notre disposition (registres paroissiaux de Saint-Jacques et de Saint-Antoine et annales bénédictines de Saint-Corneille) ne pouvaient guère nous en donner d'autres. Néanmoins, nous avons cru que ces faits présentaient assez d'intérêt pour être rappelés au bon souvenir de nos concitoyens.

APPENDICE

Le duc de Bavière a apposé sa signature, d'une écriture ferme et régulière, telle que la représente le fac-simile ci-après :

A fac-simile of a handwritten signature in black ink. The signature is written in a cursive script and reads "Emanuel Electeur". The letters are fluidly connected, with a prominent 'M' at the beginning and a long, sweeping tail that ends in a small loop.

à la suite de six actes des registres paroissiaux de Saint-Jacques. Mariage : 9 février 1710 ; baptême : 23 octobre 1710 ; baptême : 4 octobre 1713 ; baptême : 4 novembre 1714 ; abjuration : 6 novembre 1744 ; abjuration : 10 mars 1715.

Son fils, le chevalier de Bavière, a apposé la sienne à un acte de baptême du 7 décembre 1713.

La signature des principaux personnages de la Cour figure également sur ces mêmes registres.

Nous avons relevé sur les registres de la paroisse Saint-Jacques, de 1710 jusqu'au mois de mars 1715, pas moins de 130 actes concernant l'élément étranger à la suite de la Cour bavaroise.

Ces actes se répartissent en : 5 abjurations, 65 naissances, 24 mariages et 37 inhumations.

Aux mariages, nous relevons les suivants contractés entre étrangers et jeunes filles de Compiègne, savoir :

- 20 mai 1710 : Entre Jean-Gaspard Ficher, boulanger de S. A. E., natif de Neaubourg, en Bavière, et Catherine Raulx, fille de Jean Raulx, maître boulanger et de Charlotte Harlay, de cette paroisse.
- 3 septembre 1710 : Entre Maximilien-Ferdinand Dasser, de Munich, et Radegonde Beaudet, fille de cette paroisse.
- 12 novembre 1710 : Entre Martin Wuildenrotter, bavaiois, et Marie Barbe Duquesnoy, fille de cette paroisse.
- 10 février 1711 : Entre Théodore Denay, maître cordier, natif de Maubeuge-en-Flandres, à la suite de la Cour, et Marie-Rose Pot, veuve de cette paroisse.
- 14 mars 1711 : Entre Sébastien Vuilmath, palefrenier, et Elisabeth Bonnard, de cette paroisse.
- 6 mai 1711 : Entre Joseph Harbres, valet de pied du comte d'Arco, et Marie-Christine-Elisabeth Royal, fille de Jean Royal et de feu Christine Villefeu, de cette paroisse.
- 30 juin 1711 : Entre Bertrand-Michel Viroulet, officier de bouche de S. A. E., natif de Vannes, en Bretagne, « restant en la paroisse Saint-Jacques depuis deux ans », et Marie-Jeanne Lalande, de cette paroisse.
- 9 juillet 1711 : Entre Jean-Jacques Horner, natif du canton de Fribourg, suisse, âgé de 35 ans, et Marguerite Guilbert, de cette paroisse.
- 27 juillet 1711 : Entre Maxmilien-Emmanuel de Munich, officier de vénerie, et Charlotte Radegonde Beaudet, fille de cette paroisse.
- 19 janvier 1712 : Entre Girier, natif de Fresne, diocèse de Paris, demeurant sur la paroisse Saint-Jacques depuis deux ans et demi, officier de la vénerie, et Louise Vassant, de cette paroisse.
- 22 novembre 1713 : Entre Charles Balistier, chasseur de S. A. E., et Marie-Jeanne Ouarnier, fille de cette paroisse.
- 10 avril 1714 : Entre Jacques Lœillet, musicien de S. A. E., natif de Gand, en Flandres, et damoiselle Marie-Marguerite Boucher, fille du sieur Nicolas Boucher, commissaire de la police de Compiègne, et de dame Marie Aubert, de cette paroisse.

Parmi les inhumations plusieurs furent faites dans l'église Saint-Jacques. Nous citerons :

- 13 mars 1710 : Jean Finck, âgé de 43 ans, valet de pied de S. A. E.
- 1^{er} mars 1711 : Un enfant de deux mois du nom de Jean-Balthasar Sufor.

- 5 mars 1711 : Balthasar Tière, âgé de 36 ans, valet de chambre du comte de Terring et Sufeld, grand maréchal de la Cour.
- 28 septembre 1711 : Anthoine Cloutier, piqueur de S. A. E.
- 26 janvier 1712 : Marie-Thérèse Cloutier, âgée de 7 ans, fille du précédent.
- 19 août 1713 : Mathias Perchtold, « dépensier de S. A. E. »
- 5 février 1714 : Michel Hoffmann, âgé de 60 ans.
- 29 mars 1714 : Antoine Stoss, 43 ans, officier de table des pages de S. A. E.
- 18 avril 1714 : Joseph-Antoine, fils d'Ignace de Wilhelm, conseiller et secrétaire du cabinet de S. A. E. et de Marie-Hélène de Radel.
- 1^{er} septembre 1714 : Louis Simon, 60 ans, serviteur des pages de S. A. E.
- 4 septembre 1714 : Joseph Manini, 32 ans, premier huissier de la chambre de S. A. E.
- 22 novembre 1714 : Marie-Thérèse, âgée de 5 mois et demi, fille d'Henri Thibaut, sommelier de S. A. E., et de dame Jeanne Hermet.

Sur les registres de la paroisse Saint-Antoine, nous avons relevé 41 actes :

20 baptêmes :

9 mariages, dont 4 contractés avec des filles de cette paroisse ;

Et 12 inhumations, dont 5 dans l'église.

Ces inhumations sont celles :

- 14 août 1710 : de Maximilienne-Renée, petite fille d'Isidore Blanchart, valet de chambre de S. A. E., et de Madeleine Gombert.
- 14 août 1713 : de messire Jean-Rodolphe, chevalier, baron de Kaiserstein, gentilhomme de la chambre de S. A. E., sous la tombe de la famille de Gaya.
- 11 décembre 1713 : devant la chapelle de la Sainte-Vierge, derrière le chœur, de François-Ignace, jeune enfant de François-Joseph de Burguing, secrétaire de S. A. E., et de dame Marie-Catherine Blanchefort.
- 12 juin 1714 : d'Ignace-François-Xavier, enfant de Ferdinand de Radel, contrôleur des écuries de S. A. E., et de dame Marie-Anne Scenviller.
- 10 décembre 1714 : de Philippe-Ignace, petit enfant de Philippe-Joseph de Lafontaine de Vicart, secrétaire de S. A. E., et de dame Marie-Anne d'Honner.

Se mariaient en l'église Saint-Antoine :

- Le 5 mai 1710 : Augustin Blanchet, natif de Cormeilles-en-Parisis, âgé de 30 ans, officier de bouche de S. A. E., demeurant sur la paroisse Saint-Jacques, et damoiselle Anne-Rose Bullot, fille de défunt Robert Bullot, et de Jeanne Drulin, de la paroisse Saint-Antoine.
- Le 23 avril 1711 : Jean Heinrick, de Munich, postillon de S. A. E., et Catherine Léveillée, de cette paroisse.
- Le 30 juin 1711 : Alexis Hennekar, garçon boucher, natif de la province de Hainaut, demeurant depuis 22 mois en cette ville, et Marguerite Capeaumont, de cette paroisse.
- Le 21 novembre 1713 : Paul Hintemer, « du pays de Munich », palefrenier de M. Chemille, secrétaire de S. A., et Anne Nicquelle, fille de cette paroisse.

Autres noms relevés aux actes :

François-Joseph de Burguing, secrétaire de S. A. E., marié à Marie-Catherine Blanchefort.

Chemille, secrétaire de S. A. E.

Jean-Michel Fabry, conseiller des finances et contrôleur de la Cour, marié à Marie-Elisabeth-Augustine d'Eiseindorf.

Jean-George Söldner, sous-contrôleur.

Jean-Ferdinand de Radel, contrôleur des écuries, marié à Marie-Eve Scenviller.

De Radde, sous-écuyer de S. A. E.

Jean-Jacques Enhueber, secrétaire du comte de Terring et Sufeld.

Joseph Winberque, capitaine dans les armées de S. A. E.

Mathias Perchtold, dépensier de S. A. E.

Officiers de la dépense : Jean-Georges Praun, Mathias Hueber, François-Ignace Moser.

Officiers de la bouche : Louis Fagnan, François Fagnan, Valentin Barscher, Bertrand-Michel Viroulet, Augustin Blanchet, François Ennens.

Boulangers : Jean-Gaspard Ficher.

Bouchers : Jean-George Matheis, Pierre Ouaker, Alexis Hennekar.

Sommeliers : Henry Thibaut, Maximilien Cloze.

Fourrier : Joseph Canal.

Cuisiniers : Martin Smith, Gaspard Hobremer, Ignace Hinglemar.

Pierre Sappen, vivandier ; Barbe Sappen, vivandière.

Jean Meos, fruitier de la Cour.

Jean de Gondel, dit Duclos, 1^{er} valet de chambre.

Valets de pied: Jacques Hesté, sieur de Lonpré; Ferdinand Kalmbach, Mathias Conrad, Laurent Ramnot, Louis Leclerc, Jacques Gilis, André Esnart, Jacques Heste.

Georges Vouillez, huissier de la salle de S. A. E.

Jean-Georges Neykold, officier de la chambre, marié à Marie-Ursule Lechner.

Joseph Manini, 1^{er} huissier de la chambre.

Valets de chambre: Claude Dulac, Isidore Blanchart.

Garçon de chambre: Laurent Havelin.

Désignés sous le nom d'officier de S. A. E. : Ferdinand Sthold, François Piocher, Nicolas Charles, Michel de Voole, de Sacellang, François-Joseph Sedellmair, Joseph-Ferdinand Tanglel, Simon Chidel, Antonius Huestoch, Dannosch, André Hachmetz, Jean Gacon.

Philippe Ricart, veneur.

Officiers de la vénerie: Maximilien-Emmanuel de Munich, Philippe Le Page, Jean-Carle Soyër, Dreux Girier, Charles Balistier, Jean-George Soëldner.

Piqueurs: Anthoine Cloutier, Nicolas Vanbeins.

Maximilien Dasser, employé dans l'équipage.

Conrad Desjardins, palefrenier de chasse.

M. Torri, conseiller, intendant de la musique de Son Altesse Électorale (marié à dame Marie-Anne Rodière).

Musiciens: Louis-Jacques Le Sage, Anselme Dubois, Jacques Lœillet, Jean-Joseph Maillen, hautbois.

Comédiens: Jean Clavel, Louis Barrier; Louis-Jacques Le Sage;

Jean-Louis Lindeboch, « médecin des chevaux de Son Altesse Électorale. »

Courrier du Cabinet: Joseph Hennloter.

Cochers: Jean-Louis Ficher, Balthazar Tournon, Louis Eschenac, Quentin Schwaigne.

Postillons: Urbain Lesmiles, Jean Heinrich.

Palefreniers: Antoine Verne, Jean Shuesfer, Paul Temple, Sébastien Vuilmoth, Benoist Grimb, Michel Grobert, Melchior Vouelfron, Barthélemy Paul, Georges Lerchol, Jean Candbach, Pierre Lequen, George Henry, Sébastien Wittmand, Nicolas Hawer, Antoine Amet, Castel Mentel, Joseph Balls, Mathias Castel, Georges Witt, Georges Nieborn, Michel Bleimar, Abraham Riedmer, Jean Spreinger, André Suppner.

Selliers : Jean Yanth, Melchior Yanth, André Aussy.

Muletiers : Estienne Naurel, André Parade, Nicolas Chaber, etc., etc.

Tous ne retournèrent point dans leur pays d'origine.

La preuve en est dans ce que les noms de Ficher, Radel, Thibaut, Ouaker, Hennecart, etc., sont encore, de nos jours, bien connus à Compiègne.

L'un, entr'autres, Augustin Blanchet, officier de bouche de Son Altesse Électorale, marié en 1710 à Anne-Rose Bullot, reprit après la mort de son beau-père, Robert Bullot, l'hôtellerie de la Grande-Croix d'Or, qu'il rendit une des meilleures et des plus achalandées de la ville de Compiègne.

Un autre, Alexis Hennecart, boucher au service de Son Altesse Électorale, après avoir épousé en secondes noces une fille Portebled, s'établit marchand boucher à Compiègne.

Enfin, disons en terminant, que le 5 mai 1716 avait lieu, en l'église Saint-Antoine, le mariage de Michel Kratigny, fils d'Adam Kratigny et de Catherine Meunié, natif de Chérimbo, en Autriche, « demeurant depuis plus de quatre ans en cette paroisse, aiant esté ci-devant l'un des domestiques de M. le comte de Piosacque, gentilhomme de la chambre de Son Altesse Électorale de Bavière, » et de Marie-Françoise Croisel, fille de Jean-François Croisel, maître charpentier, et de Marie Billy, sa femme.

LA DIVISION DE LA VILLE DE COMPIÈGNE

En trois Paroisses en 1199.

PAR

M. l'Abbé Émile MOREL

MEMBRE TITULAIRE, CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il y a sept cents ans, la ville de Compiègne ne formait qu'une seule paroisse sous le nom de paroisse de Saint-Germain, *parrochia Sancti Germani Compendiensis*. En l'année 1199, l'évêque de Soissons, Névelon de Chérisi, voulut, de son chef, diviser cette paroisse de Saint-Germain de Compiègne en trois paroisses. Il n'avait en vue, hâtons-nous de le dire, que le plus grand bien de la ville. L'abbé de Saint-Corneille s'y opposa, prétendant avec raison que le prélat allait faire abus de pouvoir, car l'église de Saint-Germain avait été donnée à son monastère par Charles-le-Simple le 27 juillet 917 (Cartul. de Saint-Corneille, p. 22). Un véritable conflit s'en suivit. L'évêque faisait valoir sa juridiction épiscopale, l'abbé ses droits de propriétaire. Tous deux avaient raison, mais n'avaient raison qu'en partie. Il s'agissait de s'entendre et on ne s'entendait pas. Force fut de recourir à l'autorité compétente pour trancher le différend.

L'église dont on allait diminuer l'importance était un don royal. Louis le Jeune était intervenu plus d'une fois dans les affaires de Saint-Corneille, notamment quand il devint nécessaire de remplacer les chanoines par des bénédictins. Ce n'est pas au roi de France cependant qu'on eut recours. L'archevêque de Reims avait rendu plus d'un service

à l'abbaye dans la gestion de ses biens temporels. Ce n'est pas à lui non plus qu'on s'en remit pour régler le litige. L'évêque de Senlis avait reçu du pape la mission de pourvoir aux besoins spirituels des religieux en tout ce qui requerrait le caractère épiscopal. On ne fit pas davantage appel à son arbitrage.

C'est au Souverain pontife qu'on s'adressa. Il est vrai que l'abbaye de Saint-Corneille relevait immédiatement du Saint-Siège.

Le Saint-Père chargea Eudes de Sully, évêque de Paris, et Hugues de Milan, abbé de Saint-Denis, de faire une enquête à ce sujet. Les droits respectifs de l'évêque de Soissons et de l'abbé de Saint-Corneille furent discutés et délimités. De part et d'autre on souscrivit de bon cœur, *communi favore*, à la transaction suivante (Bibl. nat. lat. 9174, ch. 509), qui obtint force de loi :

« La paroisse de Saint-Germain sera divisée en trois paroisses. L'évêque de Soissons, à qui appartient le soin des âmes, possèdera dans les trois églises tout autant de juridiction qu'il en avait dans l'église de Saint-Germain. Semblablement, l'abbé de Saint-Corneille, dont le droit de patronage est incontestable, exercera ce droit sur les trois églises, aussi complet qu'il en usait sur l'église de Saint-Germain. Les autres églises ou chapelles non paroissiales, bâties ou à bâtir dans l'étendue du territoire de Compiègne, conserveront toute leur liberté. L'évêque de Soissons n'y pourra revendiquer aucune juridiction. L'évêque, sur l'invitation de l'abbé, faite d'après les règles, consacrera ces églises paroissiales sans exiger aucun droit, aucun honoraire, de Saint-Corneille, la grande église de Compiègne. Si l'évêque, régulièrement invité, refuse de consacrer ces églises, ou tarde outre mesure à venir, l'abbé les fera consacrer par n'importe quel évêque il voudra, sans préjudice toutefois de la juridiction de l'évêque de Soissons.

« L'abbé, pour son usage et celui de ses églises non paroissiales, pourra recevoir le Saint-Chrême de tout évêque dont il fera choix. Les prêtres paroissiaux, autrement dit les curés, le demanderont à l'évêque de Soissons. Tous les prêtres, sans exception, iront prendre l'huile des infirmes,

pour l'Extrême-Onction, suivant l'usage traditionnel, à la grande église.

« Tout paroissien sera inhumé dans le cimetière de sa paroisse, à moins qu'il n'ait fait élection de sépulture dans un lieu plus religieux, comme une église ou un cloître. On respectera également les habitudes des familles dont les membres se font enterrer au cimetière de Saint-Pierre ».

L'évêque de Soissons fit dresser acte de cette transaction, après que les arbitres délégués par le Saint-Siège en eurent arrêté tous les articles, et tous les intéressés y appendirent leurs sceaux.

Rome avait parlé par la bouche de l'évêque de Paris et celle de l'abbé de Saint-Denis. La cause demeura jugée. C'était, nous l'avons dit, en l'année 1199.

TABLE DES MATIÈRES

Décret de reconnaissance d'Utilité publique.	v
Statuts de la Société	vii
Liste des Présidents et Vice-Présidents	xiv
État de la Société au 1 ^{er} janvier 1900	xv
Sociétés savantes et Etablissements publics	xxvii
Publications de la Société	xxix
Le Retable de Thourotte, par le chanoine L. Marsaux.	1
De l'Imprimerie à Compiègne, avant 1789, par M. Alexandre Sorel.	14
Les images et les symboles de la Sainte-Trinité, par M. l'abbé Vattier.	44
Stanislas Le Féron, Premier Commandant de la Garde nationale de Compiègne en 1789, par le Président Alexandre Sorel	53
Bertrand-Quinquet, imprimeur-libraire à Compiègne 1755-1808, par M. Alexandre Sorel	102
Le Petit-Margny, par M. Arthur Bazin	152
Les Corporations d'Arts et Métiers de Compiègne avant 1789, par M. Alexandre Sorel	188
Le Duc de Bavière à Compiègne (1709-1715) par M. B.-A. Dervillé.	228
La Division de la Ville de Compiègne en trois paroisses en 1199, par M. l'abbé Emile Morel	253



COMPIÈGNE
IMPRIMERIE HENRY LEFEBVRE
31, RUE DE SOLFERINO, 31

Publications de la Société Historique de Compiègne

Bulletin de la Société.

Tome I, 1869-1873, grand in-8°, 358 pages et 18 planches.
Tome II, 1874-1875, 415 pages et 11 planches.
Tome III, 1876, 325 pages et 4 planches.
Tome IV, 1878, 320 pages et 6 planches.
Tome V, 1882, 326 pages et 6 planches.
Tome VI, 1884, 320 pages et 12 planches.
Tome VII, 1888, 328 pages et 21 planches.
Tome VIII, 1895 XXXII — 326 pages et 13 planches.
Tome IX, 1899, XXX — 260 pages et 4 planches.

Procès-verbaux, rapports et communications diverses.

Tome I, 1892 in-8°, 120 pages.
Tome II, 1893, 196 pages.
Tome III, 1894, 124 pages.
Tome IV, 1895
Tome V, 1896, 126 pages.
Tome VI, 1897, 124 pages.
Tome VII, 1898, 97 pages
Tome VIII, 1899, 101 pages.

Excursions archéologiques dans les environs de Compiègne. première série, 1869-1874, grand in-8°, 1875, 87 pages.

Pièces rares relatives à l'histoire de Compiègne. — I. *Le Séjour royal de Compiègne*, par A. CHARPENTIER (1647), grand in-8°, 1890, 62 pages. — II. *Almanach historique de Compiègne en 1789, 1891*, 96 pages. — *Le camp de Compiègne en 1739*, suivi d'un menu royal par SCÉLLIER, grand in-8°, 1897, 67 pages avec planches.

Cartulaire de l'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne, publié par M. l'abbé E. MOREL, in-quarto; trois fascicules sont déjà parus avec planches.

Le Maréchal d'Humières et le gouvernement de Compiègne. par M. ROGER DE MAGNIENVILLE, grand in-8°, 1881, 250 pages et 5 planches.

Le Château du Fayel et ses seigneurs, par M. l'abbé E. MORST, grand in-8°, 1893, 128 pages et 4 planches.

Plan de la ville de Compiègne en 1734, levé par CHANDELLIER, reproduction fac-similé en chromo-lithographie, exécutée par MONROCO, une feuille grand-aigle.

Plan de la ville de Compiègne. gravé par JOLLAIN, vers 1657, reproduction fac-similé une feuille double in-folio.

L'alimentation à Compiègne. — *Les Pâtisseries*, par M. A. BAZIN; *les Bouchers*, par MM. A. BAZIN et E. MAUPRIVEZ, grand in-8° 1896, 118 pages.

Les Francs-Archers de Compiègne (1448-1524), par le baron de BONNAULT D'HOUEÏ, ancien élève de l'Ecole des Chartes, grand in-8°, 1897.

Compiègne pendant l'Invasion espagnole, par M. A. BAZIN, grand in-8°, 1896, 88 pages.

L'Instruction publique à Compiègne en 1789, par B. A. DERVILLÉ, Econome du Collège de Compiègne, in-8°, 1896, 44 pages.

**This book is under no circumstances to be
taken from the Building**

[illegible]

